

# SOPHIA

---

BILAN & PERSPECTIVES SUISSES - UNE ÉTUDE AUPRÈS DES LEADERS D'OPINION  
STATUS & ZUKUNFTSPERSPEKTIVEN DER SCHWEIZ - EINE UMFRAGE BEI OPINIONLEADERN

Rapport réalisé par M.I.S. Lausanne.  
Institut pour l'étude des marchés et les sondages d'opinion.

Marie-Hélène Miauton  
Antoinette Reymond

1993- 1994

## TABLE DES MATIERES

	page
PREAMBULE	1
<b>1. DESCRIPTIF DE LA RECHERCHE</b>	<b>5</b>
1.1. La méthodologie	5
1.2. L'échantillon	6
1.3. L'exploitation des données	10
<b>2. PORTRAIT DE LA SUISSE ET DES SUISSES</b>	<b>11</b>
2.1. L'archétype suisse	11
2.2. Ce qui fédère la Suisse	14
2.3. La Suisse : ses traits de caractère	16
2.4. Les Suisses, un portrait critique et paradoxal	21
2.5. Les leaders suisses : leurs convictions	27
2.6. Le présent et l'avenir	33
<b>3. LES VALEURS CONSTITUTIVES DE LA SUISSE</b>	<b>37</b>
3.1. Les institutions politiques	38
3.1.1. Le fédéralisme	41
3.1.2. La démocratie directe	44
3.1.3. L'abstentionnisme	49
3.1.4. Les solutions proposées	52
3.2. La défense	57
3.2.1. La neutralité	59
3.2.2. L'armée	64
3.3. La Suisse pluriculturelle - Le lien confédéral	74
3.3.1. Mythe ou réalité	74
3.3.2. Le fossé entre régions linguistiques	78
3.3.3. L'opinion de la population	83
3.3.4. Les clivages dominants	84
3.3.5. Les solutions proposées	86
3.4. Les groupes contestataires	88

# SOPHIA

3.5.	L'avenir de nos institutions	91
3.5.1.	Politique intérieure	91
3.5.2.	Cohésion interne	95
3.5.3.	La politique extérieure	97
3.5.4.	Quel avenir pour qui	104
<b>4.</b>	<b>LE BILAN DE SANTE DE LA SUISSE</b>	<b>108</b>
4.1.	La hiérarchie des priorités	110
4.2.	La pertinence et l'efficacité des mesures prises	118
4.3.	L'évolution	126
4.4.	La comparaison internationale	135
4.5.	Les acteurs	141
 <b>MONOGRAPHIES SUR QUELQUES THEMES SPECIFIQUES</b>		
<b>5.</b>	<b>ECONOMIE ET CHOMAGE</b>	<b>156</b>
5.1.	Le climat au moment de l'étude	156
5.2.	Les remèdes en matière de chômage	157
5.3.	Les remèdes en matière de situation économique	164
5.4.	En conclusion	169
<b>6.</b>	<b>PROTECTION SOCIALE</b>	<b>170</b>
6.1.	Le climat au moment de l'étude	170
6.2.	Qualité de la prise en charge	172
6.3.	Mesures en matière d'AVS	174
6.4.	Prévoyance professionnelle	178
6.5.	Assurance-maladie	180
6.6.	Démographie - Le vieillissement de la population	184
6.7.	En conclusion	185
<b>7.</b>	<b>L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>186</b>
7.1.	Le climat au moment de l'étude	186
7.2.	Qualité de la prise en charge	188
7.3.	Mesures en faveur de l'environnement	191
7.4.	Les choix stratégiques	194
7.5.	En conclusion	198

# SOPHIA

<b>8.</b>	<b>L'ENERGIE ET LES TRANSPORTS</b>	<b>199</b>
8.1.	Le climat au moment de l'étude	199
8.2.	Les choix stratégiques	201
8.3.	Mesures en matière énergétique	203
8.4.	Quelques remarques spontanées sur les transports	209
<b>9.</b>	<b>L'IMMIGRATION ET L'ASILE</b>	<b>212</b>
9.1.	Le climat au moment de l'étude	212
9.2.	Etat des opinions	214
9.3.	Quelques remarques spontanées	222
<b>10.</b>	<b>LA FORMATION, L'EDUCATION, LA RECHERCHE</b>	<b>224</b>
10.1.	Le climat au moment de l'étude	224
10.2.	La formation et l'éducation	226
10.3.	La recherche	234
<b>11.</b>	<b>LA CULTURE</b>	<b>241</b>
11.1.	Le climat au moment de l'étude	241
11.2.	Place faite à la culture en Suisse	242
11.3.	Quelques remarques spontanées	246
<b>12.</b>	<b>LES MEDIAS</b>	<b>248</b>
12.1.	Le climat au moment de l'étude	248
12.2.	Niveau de satisfaction envers les médias	250
12.3.	Points forts et points faibles des principaux médias	252
12.4.	Le pouvoir des médias	256
12.5.	Perspectives d'avenir	259

Annexe : Questionnaire

# SOPHIA

## PREAMBULE

*De longue date, M.I.S. TREND & M.I.S. CREALYSE mènent en Suisse des études représentatives auprès de la population : qu'elles nous soient mandatées par les médias, par les milieux économiques ou gouvernementaux, ces études ont permis à nos chercheurs de se faire un portrait fiable et évolutif des Suisses, de leurs opinions et de leurs préoccupations.*

*Depuis 1980, date de fondation de notre institut, nous avons mené plusieurs centaines de milliers d'interviews, que ce soit par téléphone ou lors d'entretiens en face-à-face; nous avons animé plusieurs centaines de discussions de groupes permettant, au-delà des quantifications, de cerner la profondeur des attitudes et des comportements. C'est pourquoi, au moment d'initier SOPHIA, nous avons le sentiment d'en savoir beaucoup sur l'état de l'opinion en Suisse.*

*En revanche, nos recherches nous ont rarement conduits vers les leaders d'opinion. Bien entendu, nous interrogeons régulièrement des chefs d'entreprises ou cadres supérieurs, pour connaître leurs habitudes de lecture, leurs réactions et leurs attentes face à telle innovation ou telle prestation qui leur seraient offertes, etc. .... En revanche, les études d'opinion spécifiquement menées auprès des leaders sont rares. Nous ne savons d'eux que ce qu'ils expriment individuellement dans le cadre de leur profession ou de leur mandat politique : conférences, interviews dans les journaux, prises de position publiques ... La vue d'ensemble fait donc cruellement défaut, ainsi qu'une vraie mesure des opinions convergentes ou divergentes.*

*C'est ainsi qu'actuellement en Suisse, la démoscopie cerne quotidiennement l'opinion des récepteurs de l'information, mais pas celle des émetteurs.*

\* \* \*

*Par ailleurs, force est de constater que la Suisse s'interroge : le large débat mené avant et après le vote du 6 décembre 1992 a montré des lignes de rupture, mais aussi la capacité des Suisses à s'exprimer de façon contradictoire, à se mettre en colère, à s'opposer. Pourtant, si l'issue du vote a fait couler beaucoup d'encre, il manque toujours un bilan de l'éventuel traumatisme qu'il nous a laissé, et l'état d'optimisme ou de pessimisme des leaders face à l'avenir du pays.*

*Outre le contexte général de ces vastes interrogations politiques quant à la place et à l'avenir de la Suisse au sein de l'Europe, ce pays connaît une crise dont chacun s'accorde à penser qu'elle n'est pas conjoncturelle, mais signe au contraire d'une restructuration profonde de l'économie nationale (tout comme l'économie européenne et mondiale d'ailleurs). Cette crise favorise l'apparition de nouveaux phénomènes sociaux :*

- ce que l'on a appelé en Suisse "les nouveaux pauvres" dont la réinsertion devient difficile, ce qui agite le spectre d'une société "à deux vitesses"*
- l'étonnement face à la montée du chômage dans un pays qui n'en avait jamais connu les affres, jusqu'ici réservées à nos proches voisins*
- la nécessité d'un Etat économe après une période de vaches grasses, permettant d'octroyer des budgets luxueux à l'enseignement et la recherche, à la santé, à l'environnement ...*
- une économie qui se cherche, tiraillée entre un secondaire en crise et un tertiaire pléthorique, confrontée à des choix stratégiques, alors qu'elle avait pu, durant quelques années, se contenter de gérer l'opulence.*

*Sans compter, phénomène plus ancien mais d'autant plus préoccupant, la marginalisation d'une partie de la jeunesse par la drogue, avec son cortège de fléaux individuels, mais aussi les profondes interrogations que nous posent le mal-être des jeunes, l'impuissance de l'action policière, les moyens de lutte allant de la distribution à la répression ...*

*Comment dès lors ne pas s'interroger sur le "bilan de santé" de la Suisse ?*

*Où sont et quelles sont les perspectives d'avenir ?*

*Quelle force de conviction auront les leaders de ce pays pour répondre aux défis du temps, pour redresser la barre, pour faire front à l'adversité, pour dessiner la Suisse du 21<sup>e</sup> siècle ?*

*Nous sentions, à écouter et à lire les médias, à interroger la population, que la Suisse vivait une crise et que, face à la multiplicité de ses interrogations et des solutions possibles, elle se complaisait souvent dans un état dépressif latent, accompagné parfois d'une tendance à la schizophrénie. En voici les principaux symptômes :*

- *un discours manichéen sur l'ouverture ou le repli, tous deux présentés comme des dogmes irréfutables, avec leur cortège d'accusations péremptoires ; témérité criminelle pour les uns, frilosité obtuse pour les autres.*
- *l'insatisfaction de la minorité romande, qui tient un discours revendicateur, mais qui s'avère incapable de faire front uni dans une perspective constructive*
- *le malaise de la majorité alémanique, qui souffre d'être accusée d'impérialisme culturel ou économique, mais qui ne trouve pas les chemins d'une meilleure cohabitation, enfermée elle-même dans sa volonté farouche d'affirmer son identité face à une Allemagne réunifiée, avec un dialecte devenu désormais langue nationale*
- *des interrogations désordonnées sur le passé confédéral et une relecture de l'histoire suisse, qui sèment le doute sur les raisons et les capacités de continuer à vivre ensemble, comme un couple qui hésiterait entre le divorce et une vie commune peu exaltante !*

\* \* \*

*C'est pourquoi nous avons considéré, en toute modestie, qu'une psychanalyse du patient suisse était sans doute utile, et permettrait de voir clair sur la réalité du malaise, sur sa nature exacte, sur le désir du patient d'y remédier, et sur les formes possibles de la thérapie.*

*C'est cette analyse, basée pour l'instant sur une seule consultation, c'est-à-dire forcément généraliste et lacunaire, qui vous est présentée dans ce rapport. Avec l'éclairage du temps, lorsque SOPHIA sera devenue adulte, et que les leaders y auront répondu année après année, elle pourra devenir le baromètre qu'elle a l'ambition d'être.*

*Actuellement, il faut plutôt la considérer comme un vaste bilan, un état "zéro" de l'opinion chez ceux qui font la Suisse : les politiques qui la gouvernent; les entrepreneurs qui garantissent sa prospérité; les académiciens qui assurent la qualité de la recherche et font le relais avec la jeunesse; les artistes qui lui donnent un sens.*

*Qu'ils soient tous remerciés de s'être prêtés au jeu avec ouverture et engagement.*

Marie-Hélène MIAUTON

## **1. DESCRIPTIF DE LA RECHERCHE**

1.1. La méthodologie

1.2. L'échantillon

1.3. L'exploitation des données

## 1. DESCRIPTIF DE LA RECHERCHE

### 1.1. LA METHODOLOGIE

Pour comprendre et admettre les résultats, faut-il encore savoir comment ils ont été obtenus. L'objectif de SOPHIA étant à la fois **de comprendre et de mesurer**, nous avons tout d'abord mené une phase exploratoire consistant en 4 réunions de groupes, deux à Lausanne et deux à Zürich, qui ont permis de réunir des cibles différenciées

- leaders dont l'action se situe dans la continuité, l'évolution douce, le consensus
- leaders situant leur action plutôt dans le registre de l'opposition, de la critique ouverte des institutions ou de la mise en cause de l'identité même de la Suisse

Ces discussions ont réuni chaque fois 10 personnes, représentatives des différents milieux observés; elles ont été animées par nos spécialistes des techniques qualitatives et projectives.

Il a résulté de cette phase exploratoire un foisonnement de thèmes à traiter, qui ont donné lieu à un vaste questionnaire, dont la rédaction s'est déroulée en plusieurs étapes successives, entrecoupées de tests.

Dans sa dernière mouture il est joint à ce dossier.

Les leaders sélectionnés pour faire partie de l'échantillon l'ont reçu avec une lettre et un prospectus explicatif. Ceux qui l'ont renvoyé, nous ont fait l'honneur d'y consacrer un temps considérable : le grand nombre de remarques manuscrites que nous avons traitées nous ont permis d'enrichir et de nuancer les résultats un peu secs des questions fermées, et donc inévitablement réductrices, que nous avons posées.

Loin de nous l'idée d'être exhaustifs : chacun des thèmes traités n'est que peu approfondi et l'on ne saurait comparer les résultats de ce sondage, obligatoirement réduit à l'essentiel, à des travaux spécialisés réalisés par des historiens ou sociologues, fruits de longues années de recherche. Notre démarche est plus généraliste, et vise à la synthèse, plutôt qu'à une analyse spécifique de chacun des points abordés.

## 1.2. L'échantillon

La particularité de SOPHIA est de consulter **une cible très étroite**, définie comme étant les leaders d'opinion. Selon notre conception, les leaders d'opinion n'ont ni sexe ni âge particulier; ils appartiennent à des formations ou des métiers très différenciés; ils relèvent de n'importe quelle tendance politique, mais ....

**ils sont engagés dans une réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse, et se sentent responsables de l'émission ou de la transmission d'un message, de quelque nature qu'il soit.**

La difficulté de l'échantillonnage dans ce contexte, réside dans l'absence de références statistiques. S'il est connu que la population suisse est composée de 49% de femmes et 51% d'hommes .... de 72% d'Alémaniques, 23% de Romands et 5% de Tessinois ... aucune donnée n'existe sur le nombre, la nature, l'origine, le sexe ou l'âge des leaders en Suisse. Dès lors, il nous faudra admettre, tout au long de cette recherche, que l'échantillon est indéniablement composé de leaders, mais que nous ne disposons pas des moyens scientifiques de qualifier notre échantillon, ce qui revêt une importance mineure compte tenu du caractère novateur et qualitatif de l'étude. L'échantillon représente, dans une large mesure, le monde de :

- l'économie, l'entreprise
- les syndicats
- l'administration et les associations
- l'éducation et l'information
- la réflexion universitaire et scientifique
- la religion, la réflexion éthique
- l'art et la culture
- la politique active

Nous avons volontairement exclu les gens des médias, qui représentent l'interface entre les leaders et la population, et qui dès lors n'appartiennent pas en propre au monde des leaders, quand bien même certains rédacteurs ou journalistes ont un profil de leader et jouent un rôle déterminant sur la formation de l'opinion.

Les participants ont été détectés grâce une démarche documentaire lourde et minutieuse : il fallait d'une part que leur fonction soit représentative, mais aussi qu'ils se soient exprimés récemment, d'une façon ou d'une autre, avec un écho certain.

C'est ainsi que

- nous avons envoyé 750 questionnaires
- et en avons reçu 256 en retour
- auxquels on peut ajouter 16 reçus très en retard, après que l'analyse statistique eut été menée et qui nous ont servi à enrichir notre réflexion sans malheureusement faire partie intégrante de l'échantillon. Ce taux de retour de 36% est considérable, si l'on considère que le questionnaire nécessitait environ 3 heures de travail pour être rempli in extenso, et plus longtemps encore lorsqu'on y adjoignait des remarques spontanées.

Si la répartition initiale entre Latins et Alémaniques, ainsi que dans les différents secteurs, était bien équilibrée dans l'échantillon initial de 750 personnes, dans l'échantillon finalement obtenu force est de constater que les Romands ont mieux joué le jeu que les Alémanique, sans doute parce que l'image et la notoriété à la fois de MIS et de EDIPRESSE est tout naturellement supérieure dans cette région. Dès lors nous avons pondéré l'échantillon total pour redonner aux Latins leur poids naturel approximatif par rapport aux Alémaniques.

En outre, les milieux de l'art se sont montrés assez réfractaires à notre démarche, et un petit nombre seulement a bien voulu répondre. Comment s'en étonner sachant que la démarche de l'artiste se situe tellement loin dans l'avenir que le présent ne semble pas le concerner vraiment.

Nous avons finalement analysé les réponses de l'échantillon suivant :

	<b>Base : 256 leaders (100%)</b>	
<b>Selon le sexe :</b>		
- hommes	232	91%
- femmes	24	9%
<b>Selon l'âge :</b>		
- moins de 40 ans	34	13%
- de 40 à 54 ans	134	52%
- plus de 54 ans	87	34%
<b>Selon la région:</b>		
- Suisse romande et Tessin	90	35%
- Suisse alémanique	166	65%
<b>Selon la tendance politique :</b>		
- droite	101	40%
- centre	44	17%
- gauche	95	37%
- refus/inclassable	16	6%
<b>Selon la formation:</b>		
- <del>primaire</del> secondaire ou professionnelle	49	19%
- supérieure	208	81%
<b>Selon le secteur d'activité :</b>		
- économie, entreprise	62	24%
- syndicats	9	4%
- administration	28	11%
- réflexion universitaire	27	11%
- éducation, formation	30	12%
- santé	11	5%
- justice, police, armée	13	5%
- art et culture	14	5%
- organisations	18	7%
<hr/>		
- politique active	41	16%
<hr/>		

	<b>Base : 78 personnes ayant un mandat</b>	
<b>Selon le mandat politique :</b>		
- communal	12	16%
- cantonal	29	36%
- fédéral	36	46%
- autre type de mandat	2	2%

Comme on pouvait s'en douter, notre échantillon compte très peu de femmes : ce n'est pas par manque de volonté de les interroger, mais par souci d'être réellement représentatif de la réalité sociale et politique actuelle. Dès lors, il ne nous est pas possible dans ce rapport de mettre en lumière d'éventuelles différences entre les perceptions féminines et masculines, les bases observables s'avérant trop faibles.

On constate encore que les jeunes leaders, ceux qui ont moins de 40 ans, ne représentent que 13% de l'échantillon. On les trouve principalement dans le monde de l'économie, alors qu'ils font particulièrement défaut dans le domaine de la pensée universitaire et même dans la politique.

Globalement 31% de notre échantillon (78 leaders au total) sont directement engagés dans la politique, et cela aussi bien au niveau communal, cantonal que fédéral. En effet, parmi ceux qui nous ont répondu, 41 responsables politiques avaient été contactés en raison de cet engagement même; 37 autres leaders exerçant des fonctions dirigeantes dans d'autres domaines (économie, professions libérales, éducation, etc. ...) sont également en charge d'un mandat politique.

\* \* \*

Par ailleurs, nous avons également interrogé un échantillon représentatif de la **population**, mais sur quelques questions fondamentales seulement : en effet, il nous paraissait intéressant et utile de comparer directement l'opinion des leaders à celle du grand public. Dans de nombreux cas, cette confrontation est passionnante, car elle montre, selon les thèmes, deux tendances contradictoires :

- soit les leaders sont largement **en deçà** de l'opinion de la population, quant à leur jugement sur les institutions par exemple, auxquelles ils montrent un attachement plus grand, sans doute justifié par leur meilleure connaissance des mécanismes politiques.
- soit leur opinion se situe, au contraire, bien **au-delà** de celle de la population. C'est dans la nature des critiques qu'ils opposent aux situations actuelles qu'ils se montrent plus sévères.

### 1.3. L'EXPLOITATION DES DONNEES

La masse des questionnaires qui nous ont été retournés a été traitée pour en tirer des informations consolidées et des analyses numériques :

- **croisement** systématique de toutes les variables, qu'elles soient descriptives ou explicatives
- **anamnèse** des remarques spontanées, question par question, et codification des tendances principales
- **analyses statistiques multi-variées**, pour rechercher les typologies ou les segmentations qui structurent l'univers observé, facilitant la synthèse des résultats et la juste perception des groupes en présence

Dans ce rapport, seules les informations les plus importantes sont mentionnées, au détriment d'une masse de détails, de nuances, d'hypothèses .... volontairement omis pour garder à ce document des proportions raisonnables, et pour ne pas nuire au caractère synthétique que nous voulions lui donner.

Notre institut se tient à disposition de chacun pour approfondir tel ou tel chapitre, ou pour livrer des résultats plus fins. C'est un des buts premiers de SOPHIA que d'être interactif.

## **2. PORTRAIT DE LA SUISSE ET DES SUISSES**

2.1. L'archétype suisse

2.2. Ce qui fédère la Suisse

2.3. La Suisse : ses traits de caractère

2.4. Les Suisses, un portrait critique et paradoxal

2.5. Les leaders suisses : leurs convictions

2.6. Le présent et l'avenir de la Suisse

## 2. PORTRAIT DE LA SUISSE ET DES SUISSES

Puisque cette première phase de l'étude SOPHIA avait pour but de dresser le bilan général de la situation actuelle, ce premier chapitre s'attachera à montrer quelles images se font de la Suisse et de ses habitants, les leaders interrogés.

Par ailleurs, rien ne se jugeant uniquement sur l'instant nous avons tenté de cerner ce que la Suisse avait perdu depuis quelques années, et ce qu'on espérait qu'elle gagne d'ici l'an 2000.

Enfin, notre échantillon étant composé de Suisses, ou de personnes qui se sont durablement installées dans le pays, nous comparerons le profil de nos leaders, la nature de leur engagement, les valeurs personnelles qu'ils soutiennent, à l'image qu'il se font de l'ensemble de leurs concitoyens.

### 2.1. L'ARCHETYPE SUISSE

Pour ouvrir le questionnaire, et avant qu'immanquablement le choix même des questions posées ne donne une direction particulière à leurs réponses, nous avons laissé les leaders s'exprimer de façon totalement ouverte sur leur pays. Ils nous ont décrit, en utilisant leurs propres qualificatifs, et de façon très spontanée, une Suisse essentiellement positive.

*"Pour commencer, imaginez que vous devez décrire la Suisse à une personne qui n'en a jamais entendu parler.*

*Quels sont les termes qui vous viennent spontanément à l'esprit et qui résument pour vous l'essentiel de ce pays ?*

*Veillez noter ci-dessous les mots (entre 5 et 10) que vous utiliseriez pour décrire la Suisse."*

Il faut se souvenir ici que les leaders étaient censés décrire la Suisse à quelqu'un d'étranger, ce qui explique la nature du portrait et son caractère archétypal : lorsqu'il s'agira, plus loin, de la définir "pour soi/à usage interne", les critiques jailliront et le portrait sera sans doute plus réaliste.

Encore que chaque notion recouvre ici des qualificatifs multiples, la Suisse dessinée à grands traits est donc la suivante :

- Riche, travailleuse, organisée,  
stable et conservatrice 28%
- Belle, petite mais au coeur de l'Europe,  
un paradis de lacs et de montagnes 21%
- Démocratique et confédérale,  
avec une neutralité armée 18%
- Multiculturelle, consensuelle  
et respectueuse des minorités 14%
- mais aussi matérialiste, immobiliste,  
étriquée et prétentieuse 14%

Le portrait brossé par les Romands et les Alémaniques est composé des mêmes traits, mais parfois ce qui est au premier plan chez les uns est en arrière-fond chez les autres ... On retrouve chez les leaders des clivages que l'on croyait réservés à la population.

Pour les Latins comme pour les Alémaniques, la Suisse c'est d'abord la richesse, le travail et l'ordre, mais ensuite les hiérarchies s'inversent, montrant des Latins plus critiques, moins résolument élogieux : chez eux, deux qualificatifs sur dix sont négatifs, au lieu d'un seul chez les Alémaniques

	SR/TI	SA
- Riche, travailleuse, ordonnée	1er	1er
- Egoïste, immobile, prétentieuse	2e	4e
- Belle, paradisiaque	2e	2e
- Démocratique et confédérale	4e	3e
- Multiculturelle	5e	4e

Mais les adjectifs descriptifs les plus employés, ceux auxquels une personne sur 2 ou sur 3 recourt, sont :

• multiculturelle	1 personne sur 2
• démocratique	
• petite	1 personne sur 3
• belle	
• riche	
• confédérale	1 personne sur 4

Tout naturellement, le portrait de la Suisse fait par les jeunes leaders, ceux qui ont moins de 40 ans, est assez différent, dominé par l'image de la petitesse, avant même le multiculturalisme et la démocratie. Quelques qualificatifs semblent mieux convenir aux jeunes leaders, et ce sont l'ordre, la tradition, l'immobilisme, ainsi que la neutralité armée. De façon générale, ils sont plus critiques, plus enclins à trouver la Suisse immobiliste et patriarcale.

Par ailleurs, on remarque encore que les politiques sont beaucoup plus sévères et jugent la Suisse égoïste et matérialiste, immobiliste et rétrograde. Ils sont aussi deux fois plus nombreux que les autres à la juger prétentieuse. Est-ce ce jugement qui les pousse à s'engager activement pour modifier la Suisse de l'intérieur ... ou est-ce en cherchant à la modifier qu'ils se heurtent à cet immobilisme, et ce matérialisme égoïste ?

## 2.2. CE QUI FEDERE LA SUISSE

*"En quelques mots, qu'est-ce qui à vos yeux rassemble ou fédère aujourd'hui notre pays ? Quels sont les traits communs, les valeurs communes aux Suisses ?"*

*(réponses totalement spontanées)*

Ce qui fédère les Suisses, ce sont d'abord leurs **institutions** : démocratie, fédéralisme et neutralité armée sont garants de la cohésion du pays.

Pourtant, dans la même mesure, les leaders considèrent que la Suisse est fédérée par un certain "**confort matériel**", et cela tout autant que par l'**histoire** et les traditions.

Les autres citations viennent en mineure.

	<b>Base 647 réponses</b>
- Démocratie, droits populaires, fédéralisme, neutralité armée	22%
- Le bien-être, la sécurité, la paix, l'ordre, la qualité du travail, communauté d'intérêt	21%
- L'histoire, les traditions, Sonderfall, amour du pays	19%
- Diversité, tolérance, indépendance, liberté	12%
- Habitude de vivre ensemble, valeurs communes	8%
- Doute, craintes, fermeture	9%

Dés lors, on retrouve ici la rationalité du discours suisse, dans lequel l'attachement historique, l'aventure commune, est minimisée au profit de cet attachement des vieux couples, qui ont construit leur maison et payé leurs dettes, mais qui n'ont plus qu'un vague souvenir de l'amour qui devait les unir. La Suisse apparaît clairement ici comme un mariage de raison, et seules 3% des réponses mentionnent un amour commun de cette terre qui n'est pas une nation.

La crise actuelle de la Suisse est décrite comme une "midlife crisis".

*"Le corps est sain : nous avons de bonnes institutions, fortes et adaptées à l'échelle humaine; une économie forte; des compétences techniques indiscutables ... mais notre âme est malade".*

*"On a tout pour être heureux mais on est mélancolique, on s'auto-dévalue, on éprouve un malaise qui n'a pas de fondement dans la réalité matérielle".*

-----

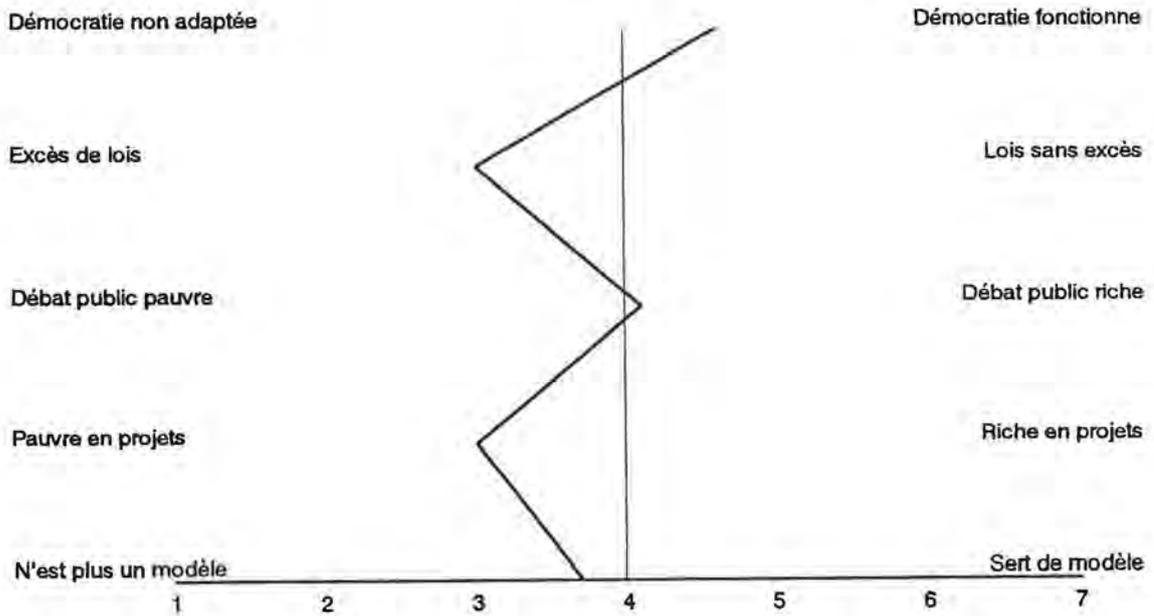
### 2.3. LA SUISSE : SES TRAITS DE CARACTERE

*Pensez maintenant à la Suisse en tant que pays et non plus aux Suisses. Diriez-vous que ....*

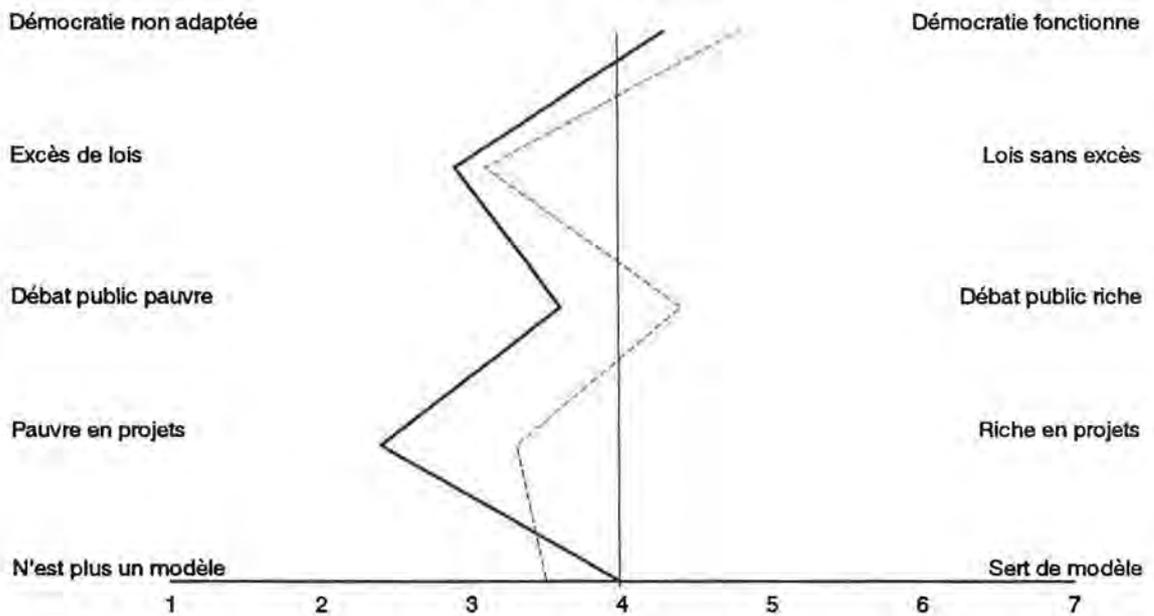
- *la démocratie suisse dans l'ensemble fonctionne bien ou n'est plus adaptée*
- *un excès de lois asphyxie le pays ou la Suisse s'est dotée de lois suffisantes mais sans excès*
- *en Suisse il existe une débat public riche et constructif ou en Suisse on prend peu la parole*
- *la Suisse est pauvre en projets nationaux de grande envergure ou la Suisse est riche de tels projets*
- *la Suisse n'a plus valeur de modèle ou la Suisse sert de modèle pour de nombreux pays*

## La Suisse : portrait (note moyenne de 1 à 7)

### Au total



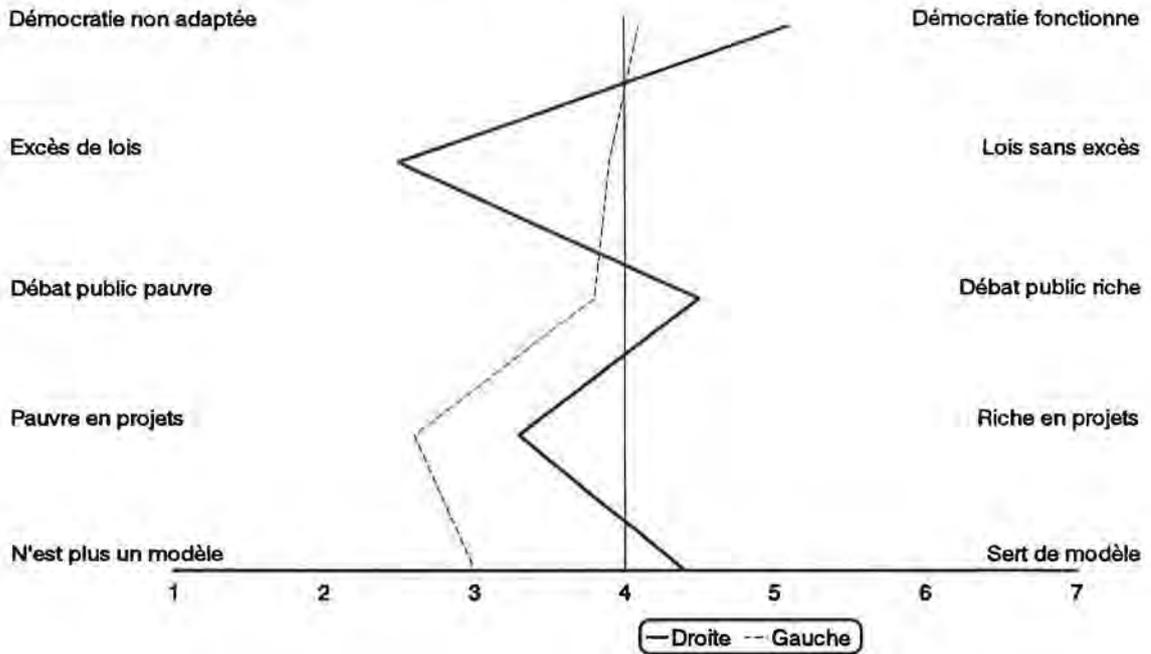
### Selon la région



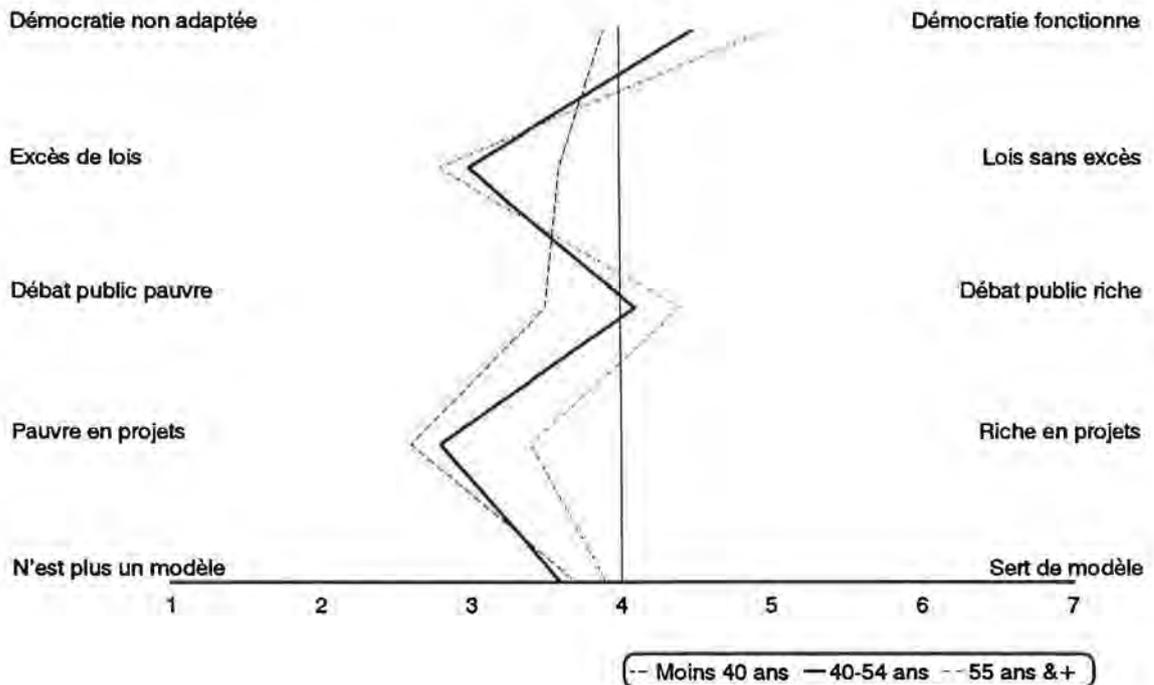
—SR/PI --SA

## La Suisse : portrait

### Selon la sensibilité politique



### Selon les âges



## La démocratie

On a vu que, spontanément, ce qui fédère les Suisses, se sont bien sûr les institutions, et en particulier la démocratie. Dans l'ensemble, on considère que la démocratie suisse fonctionne encore bien, mais une large minorité de 33% considère plutôt qu'elle présente des dysfonctionnements graves. Nous verrons au chapitre 3 sur les institutions, la nature des critiques qui sont faites au système politique actuel de la Suisse.

Ces critiques sont particulièrement fréquentes chez les jeunes leaders, en Suisse romande et à gauche de l'échiquier politique.

## Les lois

Un des premiers dysfonctionnements de la démocratie semble être l'excès de lois qui finit par asphyxier le pays. Un parfait consensus apparaît ici : les deux tiers des leaders sont très critiques, alors que 25% seulement trouvent la situation actuelle acceptable. Bien entendu, les critiques sont plus fortes à droite puisque la gauche, se partage exactement entre la critique et l'approbation. Il faut encore noter le souci particulièrement grand des milieux de l'économie dans ce domaine.

## Le débat public

En bon corollaire d'une démocratie semi-directe qui fonctionne assez bien, le débat public en Suisse est plutôt satisfaisant. Dans un pays dont on connaît la réserve oratoire, ce résultat entérine le sens civique aigu, mais aussi le climat de liberté et de tolérance qui fait la réputation de la Suisse. La liberté d'expression y est jalousement sauvegardée, ce qui permet une confrontation ouverte et souvent constructive.

Ces réponses optimistes sont sans doute liées à la proximité du débat sur l'EEE, vieux de 6 mois seulement au moment de la prise d'information.

Une fois encore, les jeunes, les Romands et les leaders de gauche, sont plus critiques que les autres.

### Les grands projets nationaux

Là encore, les leaders sont très critiques vis-à-vis de la Suisse : elle manque cruellement de projets nationaux de grande envergure, c'est ce qu'affirment 64% d'entre eux. Le tableau ci-dessous montre les réactions des leaders aux directions (que nous leur avons proposées) vers lesquelles ce pays pourrait développer sa créativité :

### Les grands projets mobilisateurs (multi-réponses)

	Total	SR/TI	SA	Droite	Gauche
	256	90	166	101	95
	%	%	%	%	%
- Europe communautaire	71	73	70	62	82 ↗
- Aide au tiers monde	41	33	46	23	57 ↗
- Déf. environnement	39	28	46 ↗	34	54 ↗
- Swissmetro	38	59 ↗	27	52 ↗	20
- Aide aux pays de l'Est	29	34	27	29	25
- Recherche de pointe	24	23	24	38 ↗	9
- Oecuménisme	7	5	7	4	10
- Jeux Olympiques au CH	4	8	2	6	2
<b>Sous-total :</b>					
• Projets de politique extérieure	141	140	143	114	164
• Projets de politique intérieure	66	90	53	96	31
• Projets mixtes	46	33	53	38	64

On constate une divergence assez importante entre la droite et la gauche, quant à la nature des actions à favoriser : cela explique sans doute pourquoi, dans ce pays de consensus, aucun projet fédérateur (au-delà des tendances politiques) ne parvient à voir le jour.

Les leaders nous parlent aussi souvent "d'un refus de la prospective"; ils remarquent que l'extrême décentralisation rend impossible la prise de décision rapide et globale, d'où l'absence de grands projets ... et peut-être d'un vrai projet de société.

### Le modèle suisse

Pour encore 36% des leaders, la Suisse reste un modèle pour de nombreux autres pays. Cette opinion optimiste est particulièrement ressentie chez les Latins, à droite, et même dans les milieux de l'économie.

A cette aune, les critiques émises précédemment vis-à-vis des lois ou des projets nationaux prennent un jour constructif : les leaders en Suisse déplorent les freins apportés par l'Etat à leur créativité, ainsi que le manque d'initiative en matière de grands projets, d'autant mieux qu'ils continuent à se juger capables de servir de modèle. Dans le chapitre 4 "bilan de santé", on constatera que les leaders suisses, appelés à comparer la situation de leur pays à celle de leurs voisins, continuent généralement à s'estimer mieux lotis et bénéficiant de conditions-cadres plus avantageuses.

-----

Il faut admettre que les Suisses alémaniques font un portrait plus satisfaisant de la Suisse que les Latins, sauf sur la question du caractère exemplaire du modèle suisse !

La droite est nettement plus optimiste que la gauche, traçant même un portrait très positif de la Suisse, excellente démocratie, où le débat public est riche. A gauche en revanche, on critique moins l'excès de lois, mais on nie à la Suisse toute valeur exemplaire.

Si les leaders de plus de 40 ans dessinent un profil assez serein de la Suisse, les plus jeunes en revanche sont très critiques : démocratie plutôt inadaptée, débat public pauvre.

#### 2.4. LES SUISSES, UN PORTRAIT CRITIQUE ET PARADOXAL

Etablir le portrait d'un peuple sur la base de 13 paires de qualificatifs opposés, c'est bien entendu réducteur. Cependant, on découvre avec étonnement un profil qui, loin de s'établir sur la moyenne, présente un fort relief, mais particulièrement accusé sur son versant négatif.

C'est ainsi que les Suisses ...

- sont pragmatiques mais manquent d'ouverture
- ont la fierté du travail bien fait mais manquent d'imagination
- ont un sens aigu de l'organisation mais pas dans la souplesse et le dynamisme, puisqu'ils sont jugés plutôt lents et assez rigides
- sont tolérants mais pessimistes
- honnêtes tout en manquant d'audace
- montrent de l'intérêt pour les affaires publiques, mais avec une tendance à l'autosatisfaction.

Comme on peut en juger, rien n'est simple !

Finalement, les grandes qualités des Suisses sont d'être très engagés dans leur travail, bien organisés et honnêtes. On retrouve ici les éléments clés du chapitre précédent. En outre, ils montrent de la tolérance, et de l'esprit civique.

Leur plus grand défaut est de manquer pour le moins d'idéalisme, et d'être tellement terre à terre qu'ils finissent par y prendre racines et se confiner au cadre étroit de leur environnement proche, au lieu d'être ouverts sur un monde plus large.

---

On observe un profil pratiquement confondu selon que ce sont des leaders **latins** ou **alémaniques** qui s'expriment. Tout au plus, les Alémaniques estiment les Suisses plus engagés dans les affaires publiques, et montrant un peu plus d'autosatisfaction.

---

Entre la droite et la gauche de l'échiquier politique, les différences sont plus marquées : la gauche est systématiquement plus négative, et dessine un profil plus caricatural.

-----

Enfin, les jeunes et les plus vieux ne se démarquent que sur deux notions principales :

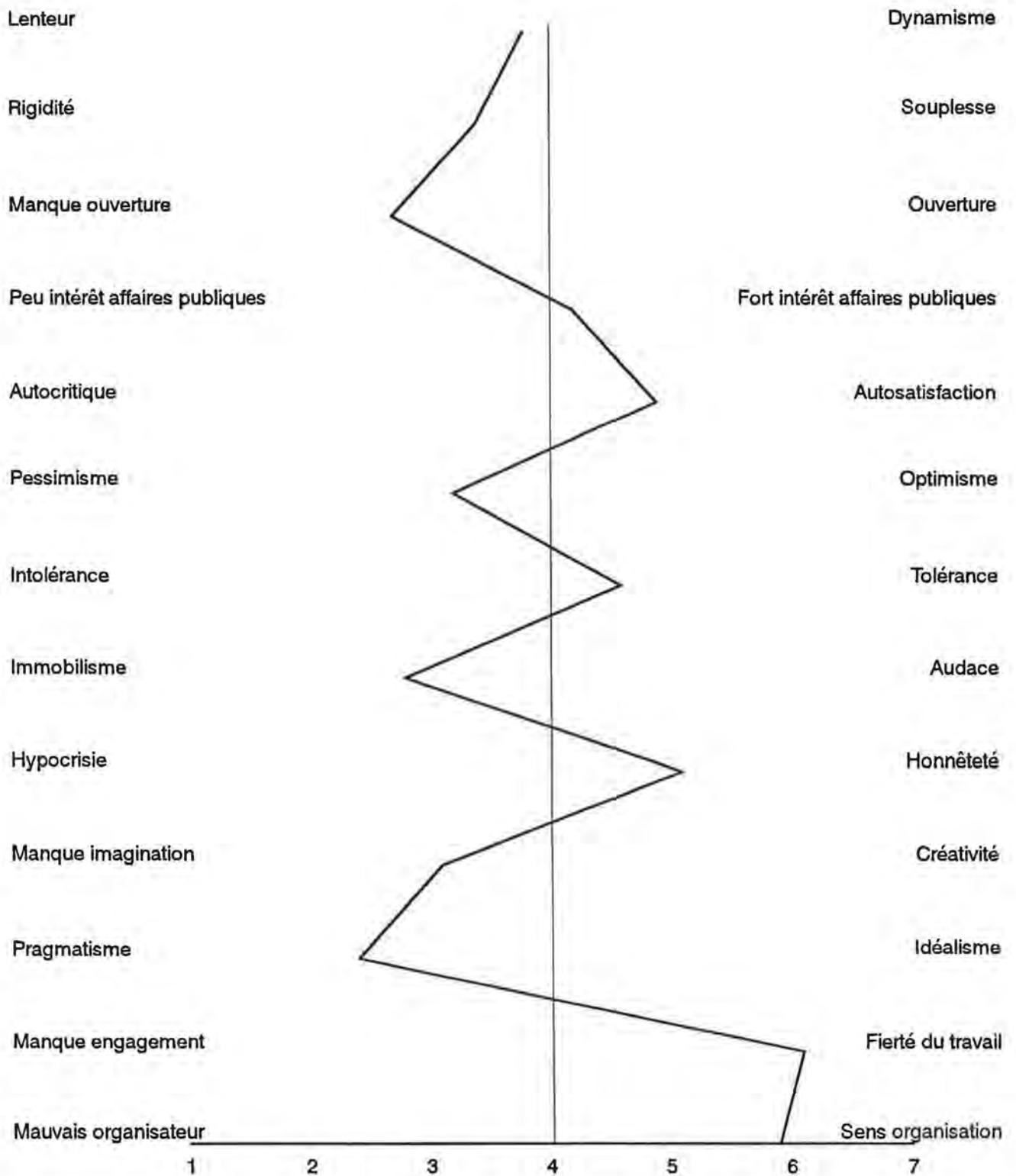
- La perception d'un dynamisme suisse, inversement proportionnel à l'âge des répondants
- La créativité, par opposition au manque d'imagination, mal perçue chez les plus jeunes

Pour le reste, les profils sont proches.

Ainsi, l'image que les leaders se font des Suisses est plutôt consensuelle : quels que soient leur âge, leur provenance et leur domaine d'activité, ils ont une représentation contrastée, parfois manichéenne, de ce qu'est le peuple suisse.

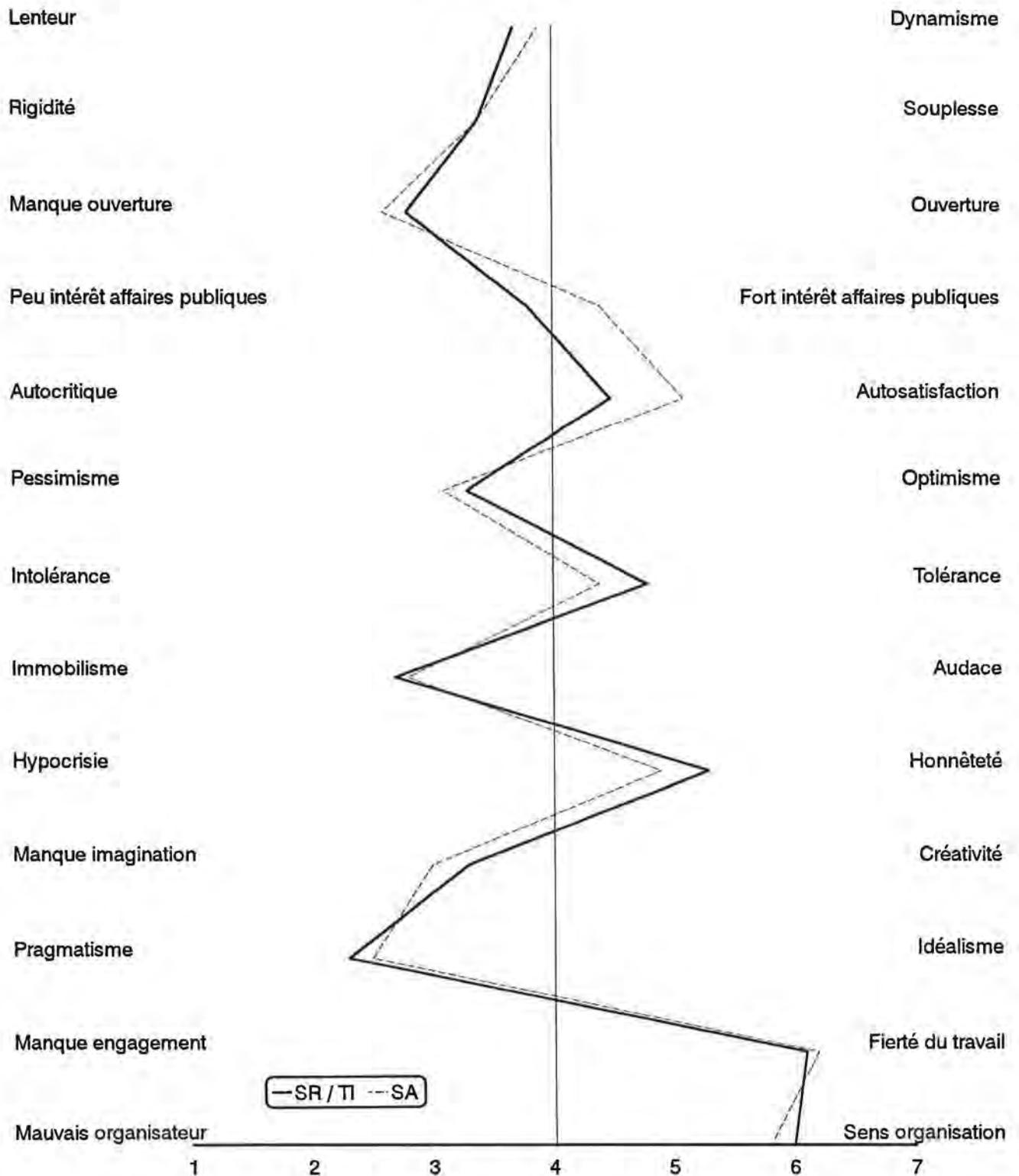
## Profil du Suisse - type

Au total



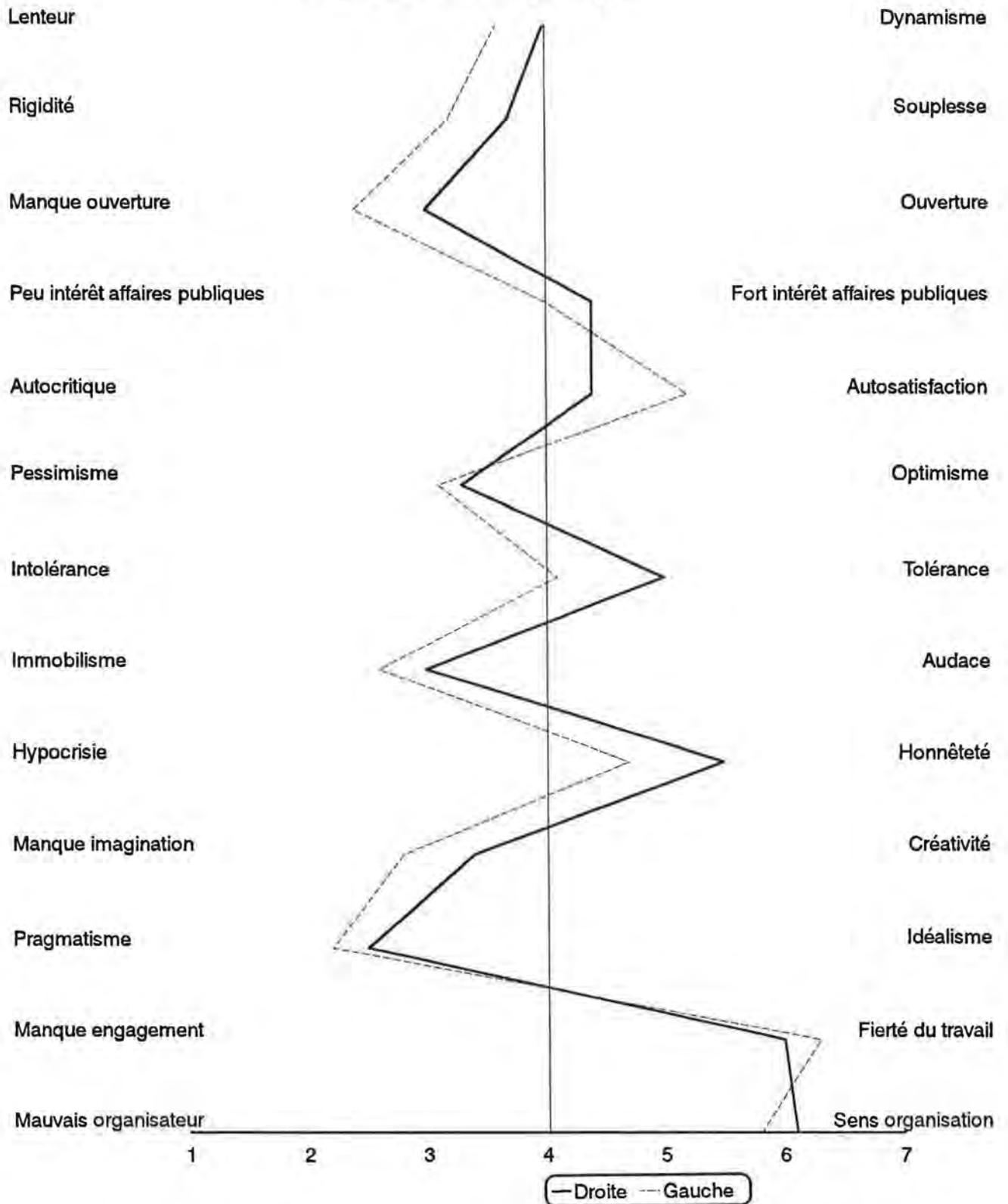
## Profil du Suisse - type

Selon la région

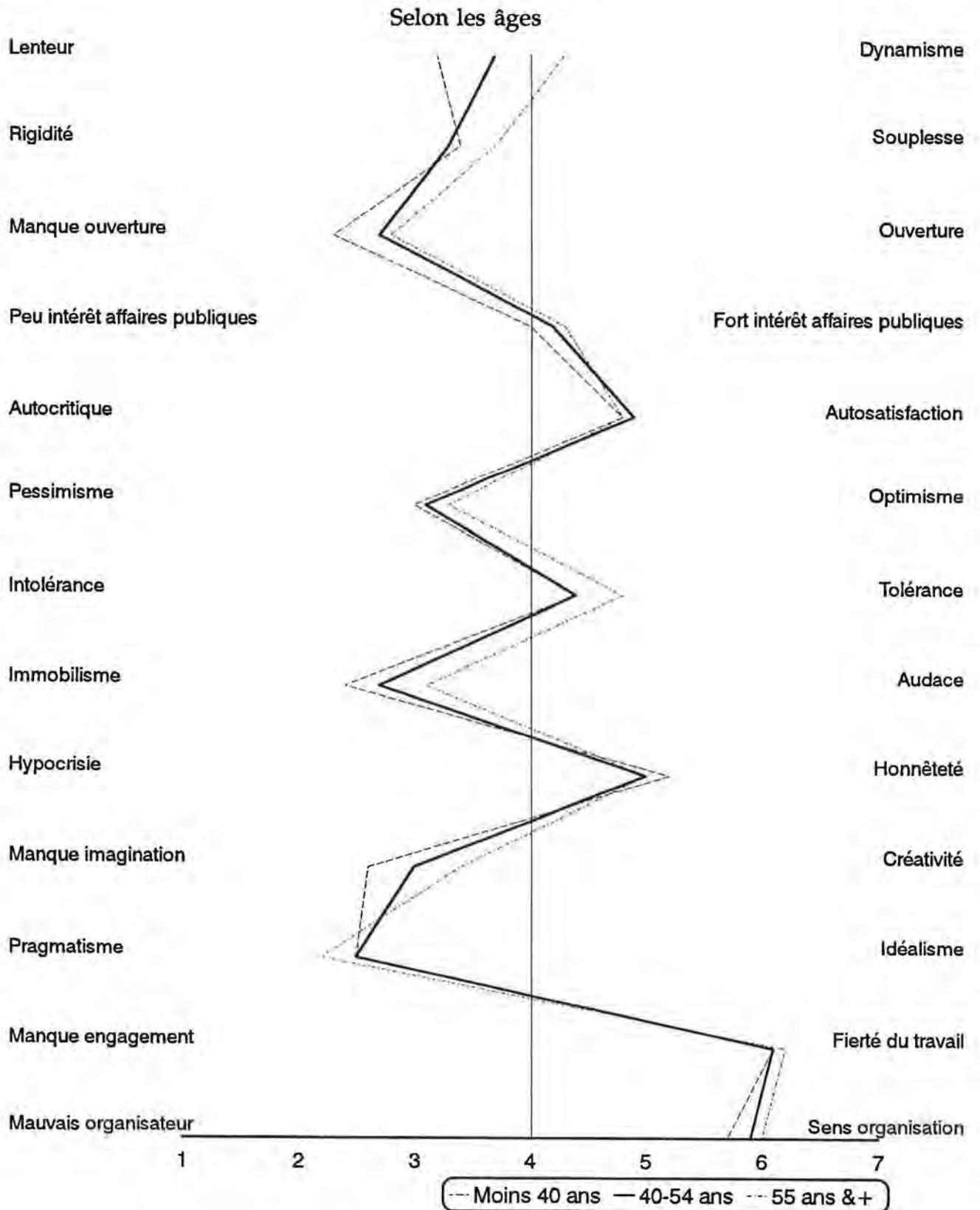


## Profil du Suisse - type

Selon la sensibilité politique



## Profil du Suisse - type



## 2.5. LES LEADERS SUISSES : LEURS CONVICTIONS

*"Après ce portait "robot" de la Suisse et des Suisses, concentrez votre attention sur vous-même. Quelles sont les principales qualités qui sous-tendent votre action personnelle ?"*

On peut juger très positif l'éclatement des réponses obtenues à cette question. En effet, les leaders suisses ont des convictions, des valeurs et des priorités multiples, échappant ainsi au moule de la standardisation. De ce fait, on peut admettre que les voix qui s'expriment seront équilibrées, les discours complémentaires, "l'offre" multiple.

Voici les qualités qui sous-tendent l'action personnelle des leaders :

- l'ouverture, la solidarité, la tolérance	77%
- la souplesse, l'imagination, l'originalité	68%
- l'engagement, amour du pays, la loyauté	64%
- le dynamisme, le goût du risque, l'optimisme	55%
- le pragmatisme / sens de l'organisation	49%
- la réflexion à long terme, élever le débat	41%
- transmettre un message, être à l'écoute	36%

- **Les femmes** se définissent sur la solidarité, l'engagement, le dynamisme et l'écoute

alors que ...

- **Les hommes** se définissent plutôt sur l'ouverture, le pragmatisme, la réflexion à long terme et la loyauté.

-----

- **Les Latins** se démarquent par la loyauté, l'écoute et la réflexion

alors que ...

- **Les Alémaniques** favorisent le pragmatisme, l'optimisme, l'originalité de la pensée et le goût du risque.

-----

- **La droite** se veut plus pragmatique, plus loyale, plus dévouée au pays et plus organisée

que ...

- **La gauche** qui veut réfléchir à long terme, tout en étant solidaire et en gardant le sens de l'écoute.

-----

- Les leaders du monde de **l'économie** sont à la fois plus ouverts, plus souples, plus dynamiques et plus optimistes que les autres.

- Bien entendu, dans l'univers **académique**, on cherche à transmettre un message en élevant le débat, avec imagination.

- Dans **l'administration**, on montre un fort engagement pour les affaires publiques, mais en favorisant le pragmatisme, la souplesse et le sens de l'écoute.

- Enfin, les **politiques**, outre leur engagement évident pour les affaires publiques et leur pays, veulent réfléchir à long terme, avoir le sens de l'organisation, et être solidaires.

-----

Par ailleurs, on constate aussi que les valeurs prônées dans leur action personnelle des leaders viennent contrebalancer les principaux défauts que les leaders attribuent aux Suisses.

- Puisque les Suisses sont tentés par le repli, le leader sera ouvert et solidaire;
- Puisque les Suisses manquent d'imagination et d'originalité, le leader sera souple;
- Puisque les Suisses manquent de dynamisme, le leader aura le goût du risque.

Ainsi, on voit la classe dirigeante du pays prendre le contre-pied des glissements négatifs auxquels s'expose la Suisse, comme s'ils étaient conscients de la valeur de leur exemple et de la nécessité de s'inscrire à contre-courant.

Pour preuve, voici les principales craintes pour la Suisse telles qu'elles ont été exprimées dans SOPHIA :  
(réponses totalement spontanées)

- Isolement, manque d'ouverture, chauvinisme	34%
- Immobilité, manque de projets, manque de recherche, manque d'esprit d'entreprise	31%
- Régression économique, baisse du niveau de vie, problèmes sociaux	21%
- Perte de cohésion, d'identité	18%
- Egoïsme, matérialisme, perte des valeurs morales	17%
- Déclin de la politique	11%
- Perte de confiance, doute, déprime	5%

---

Les leaders nous décrivent une Suisse confrontée à un vrai problème dans sa relation à l'autre et qui se referme donc. Cette attitude est perçue comme une menace pour l'avenir ... d'autant plus paradoxale que la Suisse est multiculturelle et respectueuse de la personne.

---

Par ailleurs, l'absence de créativité, de goût du risque est décrite ainsi :

*"Ce pays avance par absence d'erreur : on laisse faire les expériences aux autres."*

*"Ici, mieux vaut l'assurance de perdre que le risque de gagner."*

Enfin, on propose de nouveaux modèles de société qui se distancieraient du bien-être matériel, et qui permettraient à la Suisse de proposer à l'Europe un modèle humaniste et non pas purement économique.

-----

Pour clore sur ce portait des leaders suisses, la question suivante est doublement intéressante, puisqu'elle a été posée aussi bien aux leaders eux-mêmes qu'à la population :

*"On entend dire quelquefois que la Suisse manque de vrais leaders. Quelle est votre opinion à ce sujet ?"*

Si les leaders sont assez d'accord avec cette affirmation, la population est, elle, particulièrement sévère. On comprend évidemment que les leaders eux-mêmes ne pouvaient pas approuver catégoriquement cette affirmation, au risque de se mettre personnellement en cause.

Un tiers seulement de ces deux univers semble penser qu'il y a en Suisse suffisamment de leaders, que ces leaders prennent assez la parole.

Ainsi, dans ce pays qui n'est guère porté sur le culte de la personnalité et qui regarde souvent d'un oeil méfiant celui qui sort du rang, le besoin se fait sentir désormais d'entendre des voix fortes, des discours clairs, des convictions marquées.

Il est probable que ce manque d'envergure des leaders suisses entretient le relatif complexe que nous enregistrons ça et là dans SOPHIA : la Suisse est petite, sa voix ne porte pas loin, elle perd de son importance sur le plan international ... alors que pourtant, elle aurait tant de choses à dire et à montrer (puisqu'elle demeure un modèle !).

Nos valeurs et nos compétences sont ainsi peu, pas ou mal communiquées :

- manque d'élites sociales comparables à celles des grandes capitales européennes
- manque de grands projets audacieux
- manque de grands leaders, communicateurs et promoteurs de nos compétences.

Un leader nous dit :

*"Le génie ne correspond pas à la "demande" Suisse."*

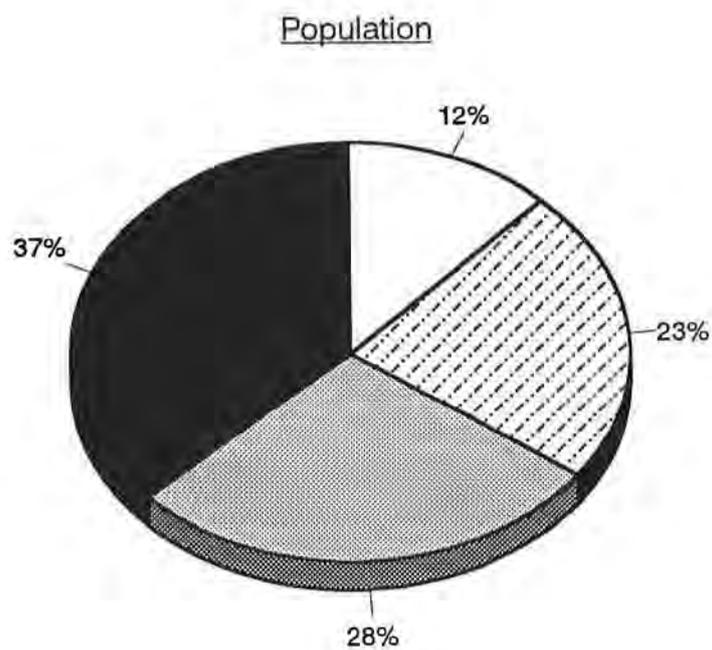
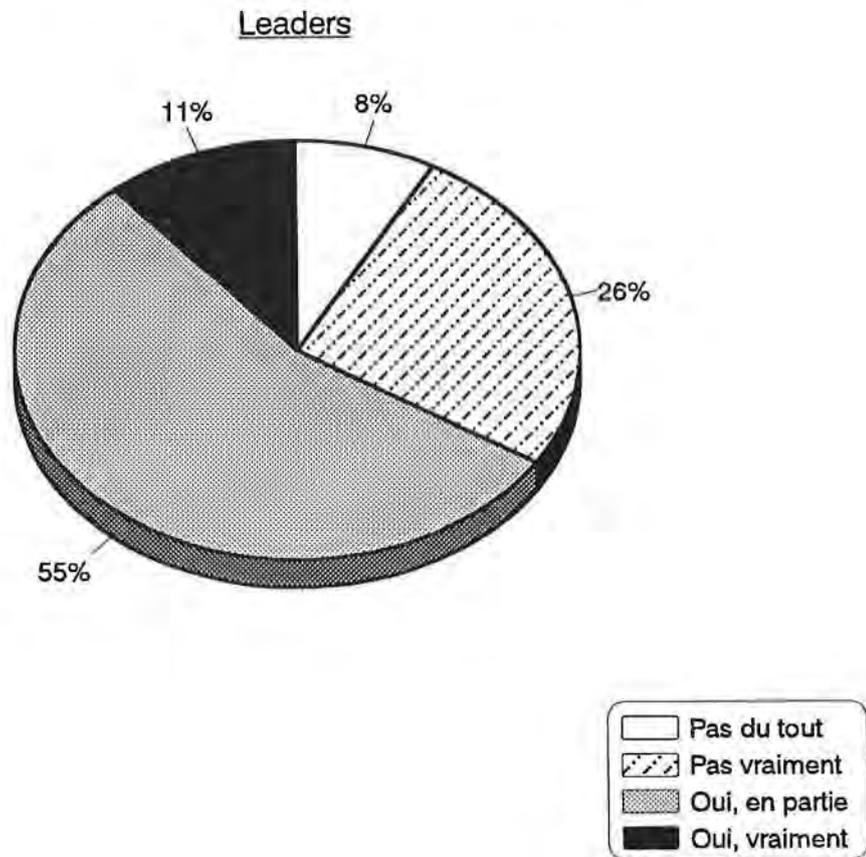
*"Actuellement, un bon politicien est un homme muet sur lui-même, ses aspirations, ses plans, sa stratégie !"*

Plus on s'élève dans l'échelle sociale, moins il est opportun de s'exprimer de manière forte et originale !

*"Le talent doit rester sur une petite échelle"*

On se connaît et on s'apprécie au niveau de la communauté (la chorale, l'entreprise, l'armée ...) mais la "reconnaissance" se fait par l'extérieur, par l'exportation (Paris, New York ...)

## La Suisse manque de vrais leaders ?



## 2.6. LE PRESENT ET L'AVENIR

*"Par rapport à la Suisse d'avant, celle de votre propre jeunesse, comment jugez-vous la Suisse d'aujourd'hui?"*

*"Et comment imaginez-vous l'avenir de la Suisse d'ici la fin du siècle?"*

Le graphique de la page suivante montre de façon synthétique ce que la Suisse a perdu, ce qu'elle a gagné, ce qu'elle risque de perdre ...

**Le tableau est globalement négatif :**

- sur le **plan matériel**, la Suisse va beaucoup mieux aujourd'hui qu'hier, mais elle ira moins bien demain
- sur le **plan social**, elle a fait de grand progrès, mais elle est en voie de régression
- elle a perdu à l'heure actuelle les **valeurs morales** d'un passé encore récent, et cette tendance ira en s'accroissant
- elle a perdu également de sa **confiance en elle**, et l'avenir paraît encore s'assombrir : c'est la crainte la plus marquée des leaders, qu'ils ont déjà largement mentionnée spontanément plus haut
- en ce qui concerne l'**environnement** et la qualité de la vie, la situation est stable depuis quelques années, et pour l'avenir aussi
- il en va de même sur le **plan culturel**
- l'**ouverture au monde** de la Suisse est restée stable depuis quelques années, mais elle ira plutôt en s'améliorant. Cette opinion est particulièrement professée par les leaders des milieux politiques, alors que les milieux économiques sont plus pessimistes. Pourtant, partout, on reste confiant à ce niveau
- enfin, seul registre doublement positif, la Suisse va mieux aujourd'hui sur le plan de l'**éducation et l'enseignement**, et cet état ira plutôt en s'améliorant

Le pessimisme est donc de mise chez les leaders interrogés et l'avenir leur paraît sombre ! La crise économique n'est pas étrangère à ces opinions et elle les explique largement sur le plan matériel et social.

En revanche, la perte des valeurs morales, et le manque de confiance en soi n'ont rien à voir avec la conjoncture. On touche plutôt du doigt ici le malaise suisse que nous avons déjà évoqué, la crise identitaire, l'état dépressif, largement illustré par ce manque de confiance en l'avenir d'une Suisse pourtant considérée aujourd'hui, même en comparaison avec ses voisins, comme plus prospère, mieux armée politiquement grâce à la démocratie, et riche encore de potentialités.

---

Pour conclure sur ce portrait de la Suisse et des Suisses, les constats sont les suivants.

La définition de l'homo helveticus est ambiguë : on est honnête, mais on fabrique de l'argent sale; on est pragmatique mais pas créatif; on a la liberté d'expression mais peu de leaders; on est minutieux mais pas visionnaire; on est terre d'accueil mais on a peur des étrangers; on est sûr de soi mais on fait un complexe d'infériorité; on vote pour tout mais la participation est faible ....

On constate ainsi les premières lézardes du bonheur suisse.

---

Par ailleurs, la Suisse est une entité économique et politique fondée sur le rationnel. Le cheminement historique de la Suisse est décrit de la façon suivante :

- Au départ, des négociations entre voisins pour survivre.
- Ensuite, un espace économique pour manger, pour échanger ...
- Puis la mise en place d'une armée pour se défendre, et défendre les biens ainsi créés.
- Enfin, le politique pour établir les règles du jeu.

Les Suisses se reconnaissent sur des réalités rationnelles et minimalistes, mais souffrent d'un grand vide émotionnel.

*"La Suisse est une société commerciale à responsabilité limitée"*

Ce manque d'émotion parmi les éléments fédérateurs suisses a exigé la création a posteriori d'un mythe fondateur, d'un patrimoine culturel commun, mais qui tourne vite à l'image d'Epinal "nos lacs, nos montagnes, nos banques ...."

Ces mythologies tendent à devenir creuses. Les Suisses sont comme de grands enfants qui font semblant de croire au Père Noël mais qui savent depuis longtemps qu'il n'existe pas.

Tout ceci explique que les leaders brossent un portrait extrêmement rationnel de la Suisse, qu'ils considèrent fédérée par de vieilles habitudes et un bien-être durement gagné, mais pas vraiment par amour commun du pays. Cela explique aussi qu'ils relèvent une double sclérose de ses mécanismes politiques : asphyxie par les lois et manque de grands projets. Simultanément, ils persistent à considérer que le modèle suisse est bon, qu'il est même exemplaire.

Pourtant, par manque de confiance en elle, par manque de cohésion, par manque de dynamisme et peut-être, si l'on en croit la population, par manque de vrais leaders, la Suisse perd confiance en elle, et ne parvient plus à exploiter ses potentialités.

### **3. LES VALEURS CONSTITUTIVES DE LA SUISSE**

3.1. Les institutions politiques

3.2. La neutralité armée

3.3. La Suisse pluriculturelle - Le lien confédéral

3.4. Les groupes contestataires

3.5. L'avenir des institutions

### 3. LES VALEURS CONSTITUTIVES DE LA SUISSE

L'objectif de ce chapitre, à travers toute une batterie de questions complétées par de larges possibilités d'expression libre et de commentaires, était de mesurer :

- **l'attachement**, inconditionnel ou non, des leaders consultés, ou au contraire
- **la remise en question**

de ce qui a fait, et fait encore la Suisse, soit

**le fédéralisme**  
**la démocratie directe**  
**la neutralité armée**  
**la cohésion dans la diversité des cultures**  
**la solidité du lien confédéral**

En d'autres termes, en matière politique, l'opinion des leaders sur les institutions suisses tend-elle vers :

- **le statu quo** : il s'agit pour eux de valeurs fondamentales de l'identité suisse, auxquelles il ne faut pas toucher
- **le réformisme** : il s'agit de valeurs qu'il convient d'adapter à l'évolution du monde
- **l'innovation, voire la révolution** : il s'agit de remettre en question le principe même de ces valeurs constitutives, en préconisant une nouvelle conception du système politique.

### 3.1. LES INSTITUTIONS POLITIQUES

*"Le principe du fédéralisme et de la démocratie directe, base de notre système politique, est-ce pour vous :*

- *une valeur indiscutable, fondamentale à la Suisse et à son identité, à laquelle il ne faut pas toucher*
- *une valeur qui doit être adaptée à l'évolution du monde*
- *une valeur qui doit être remise en question dans son principe, qui n'est plus en rapport avec la réalité d'aujourd'hui"*

Le modèle démocratique suisse n'est certes pas fondamentalement remis en question par les personnalités interrogées, même les plus contestataires, et cela quelle que soit leur orientation politique.

Un large consensus s'exprime donc à l'égard des institutions, compte tenu de quelques réformes, ayant trait principalement à certains abus dans l'exercice des droits populaires, et à une meilleure harmonisation des politiques cantonales.

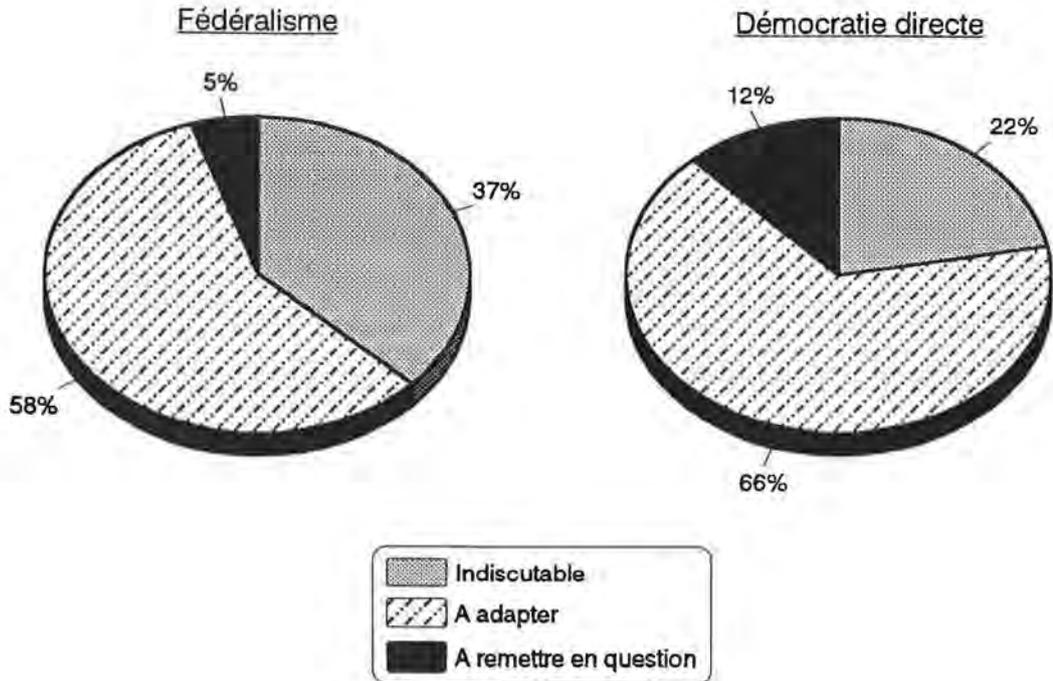
-----

Très normalement, les personnes engagées dans la politique active sont les plus attachées aux institutions, alors que les représentants de l'économie forment le groupe le plus contestataire avec 21% d'entre eux qui remettent fondamentalement en cause la démocratie directe.

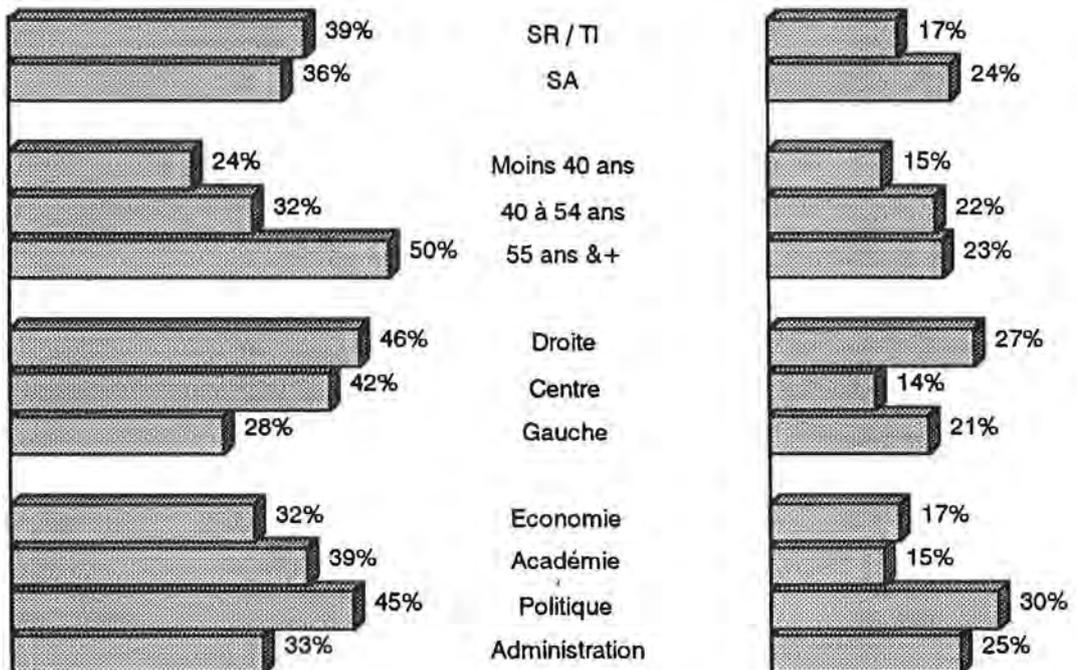
-----

Les différences régionales sont plutôt faibles et le fameux clivage linguistique que les minorités ressentent assez fortement sur le plan culturel ne s'exprime pas ou peu sur les données politiques fondamentales.

## Le fédéralisme et la démocratie directe sont-elles indiscutables ?



## Les défenseurs du statu quo



On ne résiste pas à la tentation de rapprocher les réponses des leaders au sujet de la démocratie directe, et celles de la population romande et alémanique sur la même question.

	<b>Leaders (256)</b>	<b>Population (600)</b>
<b>La démocratie directe est une valeur ...</b>		
- indiscutable	22%	26%
- à adapter	66%	40%
- à remettre en cause	12%	29% ↗
- ne sait pas, sans réponse	-	5%

L'attitude du public est donc beaucoup plus tranchée que celle des leaders, et 3 sur 10 prônent une fondamentale remise en cause. En revanche, les partisans du statu quo sont aussi nombreux dans les deux groupes. Le désir d'une adaptation domine chez les leaders, ce qui indique chez eux une réflexion plus nuancée, plus sage.

Dans l'échantillon grand public on retrouve les mêmes tendances structurelles que chez les leaders mais les écarts sont moindres. On constate un certain consensus entre la droite et la gauche, les jeunes et les plus âgés. En revanche, les différences régionales s'affirment :

	<b>Leaders</b>	<b>Population</b>
<b>Valeur indiscutable :</b>		
- Suisse romande	17%	16%
- Suisse alémanique	24%	29%

### 3.1.1 Le fédéralisme

Le fédéralisme, corollaire de l'existence même d'une Suisse multiculturelle, garant du respect des minorités, base de notre système politique, n'est pas remis en question. Ce concept est, parmi les éléments de la réalité helvétique, un de ceux qui ont été cités le plus fréquemment de manière spontanée. Mais son fonctionnement marque, pour la grande majorité des leaders, toutes régions confondues, des signes d'usure, d'inadaptation à la vie actuelle, notamment de trop grandes disparités cantonales.

*"Parmi les trois affirmations suivantes, laquelle correspond le mieux à votre opinion :*

- les différences entre les cantons sont trop importantes et nuisent au bon fonctionnement de la Suisse; une plus grande harmonisation entre cantons s'impose*
- ou la Suisse représente un juste équilibre entre autonomie des cantons et pouvoir fédéral; aucune modification majeure n'est souhaitable*
- ou le pouvoir fédéral est trop important et constitue un frein au bon fonctionnement du pays; les cantons doivent acquérir une plus grande autonomie"*

Confrontés à ces choix, deux leaders sur trois préconisent des adaptations et mesures allant dans le sens d'une concertation intercantonale.

Une petite minorité de 22% ne souhaite aucune modification majeure, l'équilibre des pouvoirs entre la Confédération et les cantons lui semblant bien dosé.



*Quelques remarques spontanées sur ce thème*

*"C'est l'Etat en général, qu'il soit cantonal ou fédéral, qui est faible et indécis. Le problème n'est pas dans l'opposition Cantons/Confédération, mais dans l'opposition politique/économie. Actuellement l'économie a trop de pouvoir."*

*"La Confédération intervient beaucoup trop dans la vie économique, sociale et culturelle des Suisses. C'est cela qui pourrait détruire le pays."*

*"Le cantonalisme est dépassé. Il faut constituer des régions euro-compatibles."*

*"Il faut redéfinir des entités fonctionnelles qui, à terme, travailleront sur des assises territoriales bien adaptées aux réalités. Ex. : région lémanique, régions transfrontalières, etc. ..."*

*"Mieux harmoniser les différences entre cantons, mais maintenir certains pouvoirs décentralisés, ce qui offre une occasion précieuse de participer à divers niveaux de la structure politique."*

*"Föderalismus 1848 nicht Kantönligeist."*

---

Depuis lors, un pas semble avoir été fait avec le projet "d'une conférence des gouvernements cantonaux", qui devrait déboucher sur une collaboration intercantonale concrète. Serait-ce là un nouveau souffle pour le fédéralisme ?

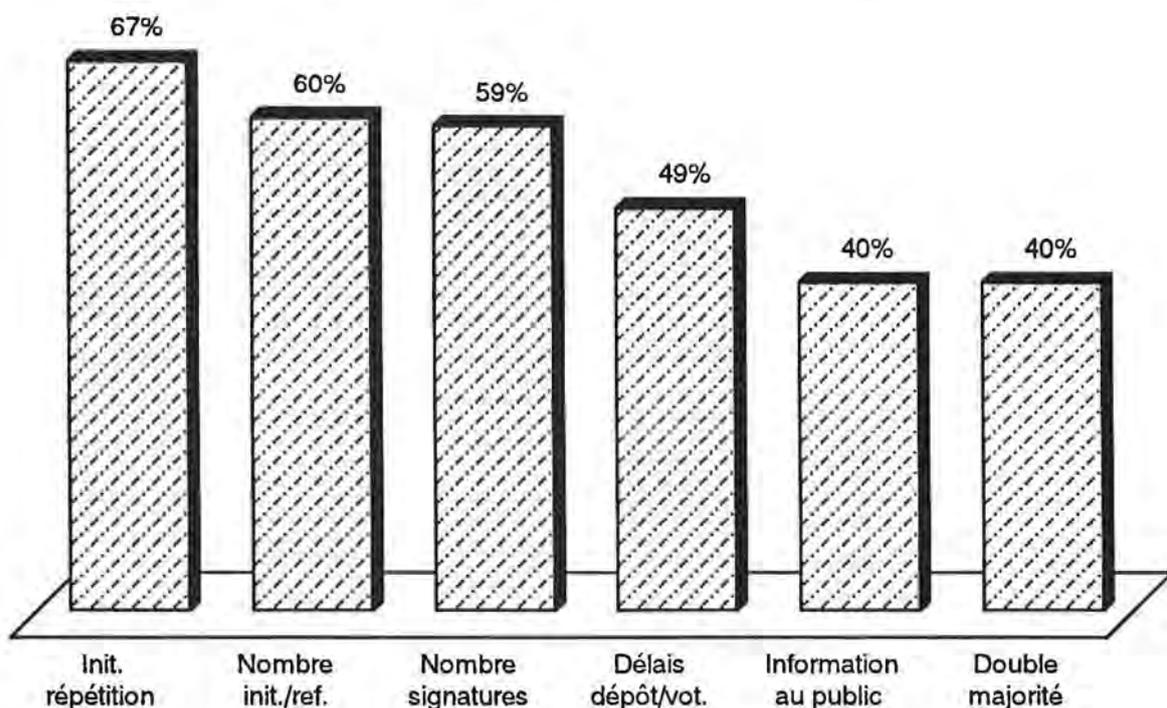
### 3.1.2 La démocratie directe

Dans leur ensemble, les leaders marquent un grand attachement à la démocratie directe, spécificité suisse. Elle est peu contestée dans son principe (12%), et quand il y a une remise en cause, elle émane plutôt des Latins et des milieux de l'économie.

Ces résultats sont en parfaite cohérence avec les réponses spontanées des leaders sur la nature du lien confédéral : parmi les valeurs communes aux Suisses, le vécu démocratique est une des valeurs citée le plus souvent par les personnalités interrogées. Avec l'histoire commune, les intérêts semblables, la diversité multiculturelle et tolérante, c'est un des principaux éléments fédérateurs.

Pourtant, son fonctionnement est loin d'être parfait : il génère quelques faiblesses et dérapages, et deux tiers des leaders souhaitent des réformes dans l'exercice des droits populaires, tels qu'ils sont pratiqués actuellement, réformes "adaptées à l'évolution du monde :

#### Ce qui fonctionne mal au niveau des droits populaires



Sont donc essentiellement mis en cause :

- les initiatives à répétition sur un même thème 67%
- le nombre excessif d'initiatives et de référendums 60%
- le nombre insuffisant des signatures requises 59%

signes révélateurs d'une démocratie que certains qualifient d'obèse.

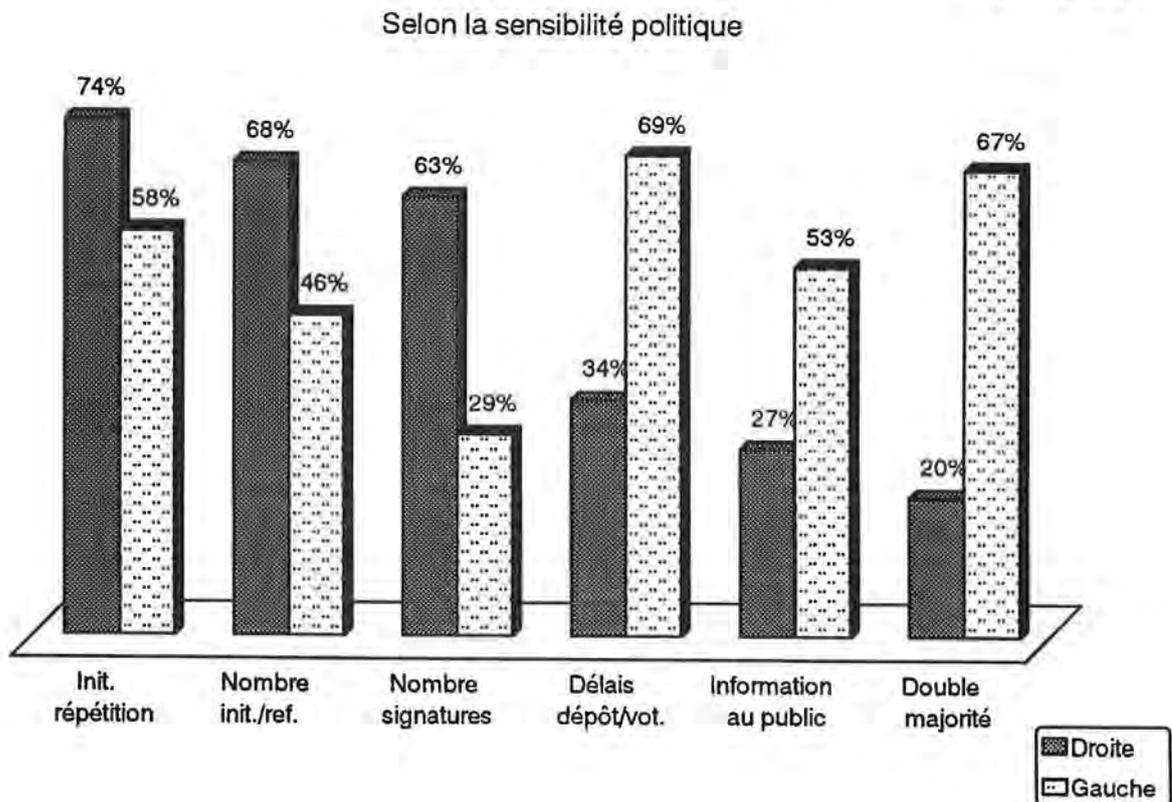
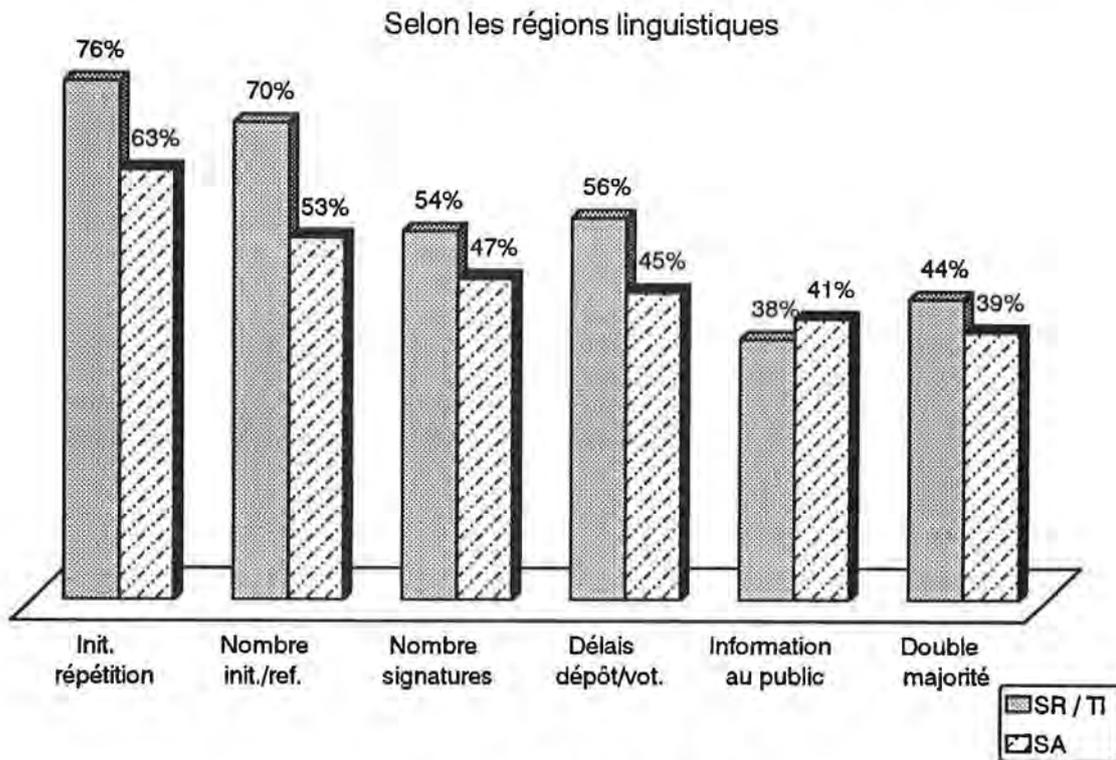
Les critiques sont proportionnellement plus nombreuses en Suisse romande, où elles touchent les 3/4 des leaders.

En outre, si la droite et la gauche sont aussi critiques l'une que l'autre, ce ne sont pas sur les mêmes problèmes !

- A droite, les reproches concernent davantage le nombre excessif d'initiatives et de référendums, et on propose d'augmenter le nombre des signatures.
- A gauche, ce sont les délais jusqu'aux votations qui sont mis en cause.

On peut donc dire que la droite chercherait plutôt à freiner l'exercice, jugé pléthorique, de la démocratie directe, alors que la gauche chercherait plutôt à en faciliter l'usage et la rapidité.

## Ce qui fonctionne mal au niveau des droits populaires



### **La double majorité**

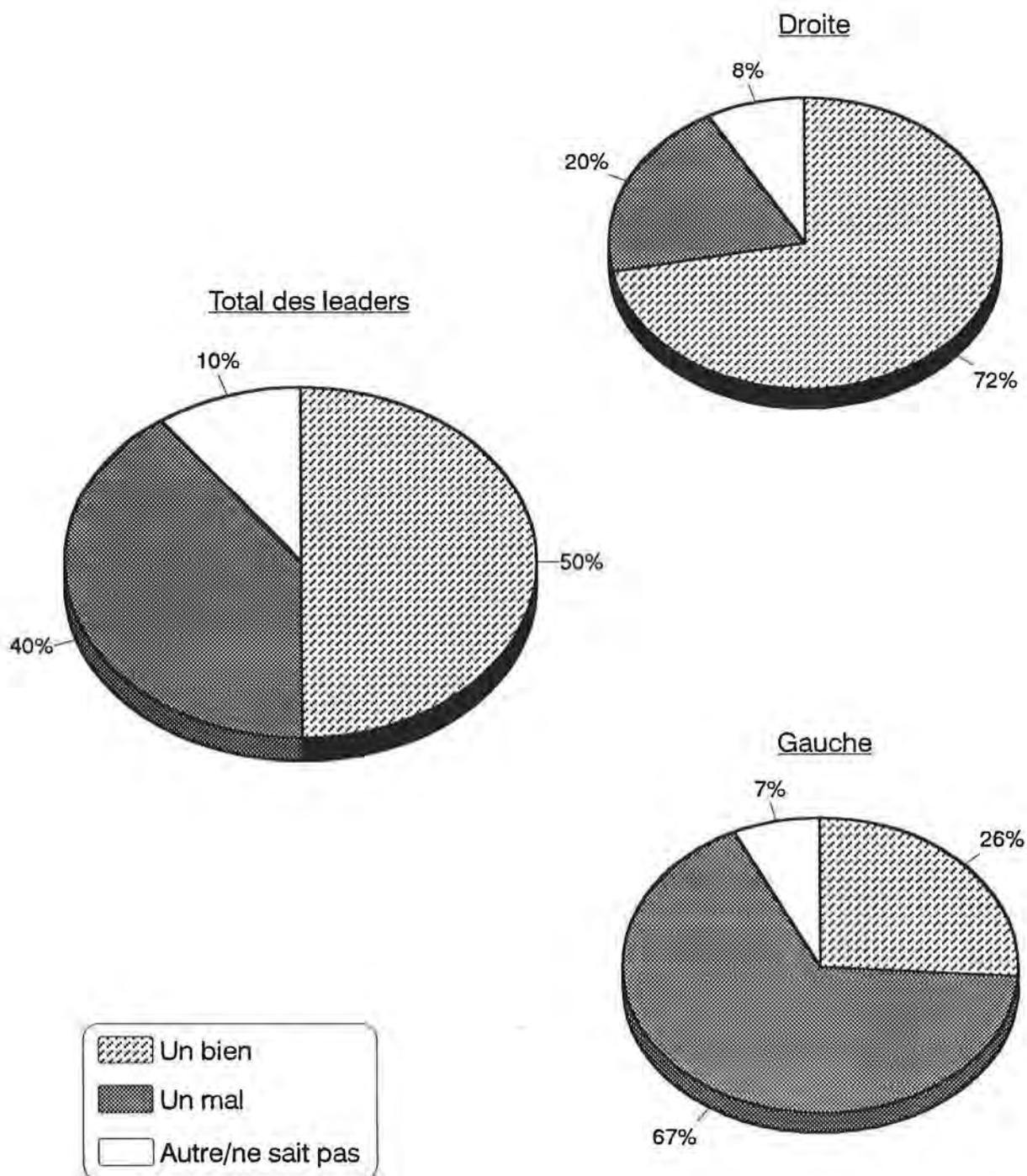
Parmi les dysfonctionnements notés par les leaders, la double majorité entre la population et les cantons est remise en cause par quatre leaders sur dix. Il s'agit pourtant de la conséquence évidente d'un fédéralisme respectueux des droits cantonaux. Cette critique n'émane pas seulement des minorités latines; en outre dans tous les milieux professionnels, cette double majorité semble entraver le fonctionnement de la démocratie.

La critique vient essentiellement des jeunes leaders et des personnes de sensibilité politique à gauche, alors qu'à droite et au centre, on juge largement positif ce principe.

Avec cet éclairage, on comprend mieux ce que signifie pour les leaders de gauche le désir d'adaptation du principe fédéraliste, désir qui apparaissait nettement au chapitre précédent.

Nous rappelons ici que la prise d'information s'est déroulée à la fin du premier semestre 1993, et que la pression médiatique qui a suivi le vote du 6 décembre 1992 a sans doute influencé ces positions. Il est probable qu'avant cette date, cette double majorité, liée au fédéralisme, aurait été appréciée différemment.

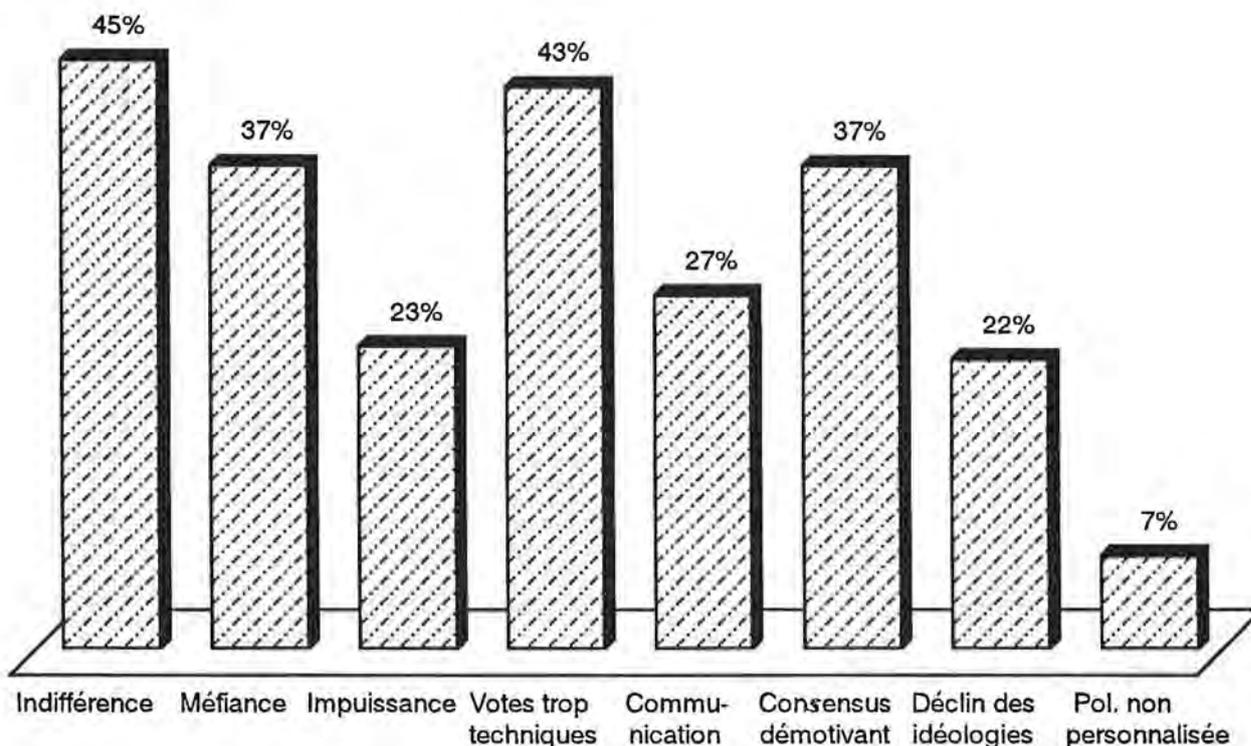
## La double-majorité peuple et cantons est-ce un bien ou un mal ?



### 3.1.3. L'abstentionnisme

*"Quelles sont à votre avis les principales causes de l'abstentionnisme du peuple suisse ?"*

#### Les raisons de l'abstentionnisme



Les politologues ont établi depuis longtemps que l'abstentionnisme en Suisse est "intermittent". Une bonne partie des électeurs qui ne participent pas à l'une ou l'autre votation s'expriment pourtant à d'autres occasions. Le "noyau dur" des abstentionnistes, ceux ne vont jamais voter n'est finalement pas beaucoup plus élevé que lors des consultations qui ont lieu (beaucoup plus rarement) dans les pays voisins.

Dès lors, eu égard au nombre d'objets soumis chaque année au peuple suisse, à tous les niveaux, il est tout à fait logique que le principal motif d'abstention invoquée par les leaders (notamment chez les plus jeunes) soit

- **l'indifférence du peuple (45%)** : indifférence générale pour la vie publique, mais surtout manque d'intérêt pour certains des objets soumis à votation

Si l'on y ajoute deux sentiments assez proches l'un de l'autre :

- **la méfiance à l'égard des autorités, des partis (37%)**
- **et le sentiment d'impuissance (23%)**

le climat général dans la population, tel que le perçoivent les leaders paraît essentiellement **mou, passif**, voire résigné (surtout à gauche, où l'on fait davantage état de la méfiance des citoyens).

Parmi les raisons "**politiques**", on relèvera :

- le consensus démotivant/politique de compromis (37%)
- le déclin des idéologies, des partis (22%)
- la politique suisse qui n'est pas assez personnalisée (7%)

Enfin, le **caractère trop technique** des objets de votation, souvent évoqué par les médias comme étant très dissuasif pour l'électeur/trice représente également un facteur explicatif pour près de la moitié des leaders (43%), avec un score plus élevé chez les Latins. La mauvaise communication de la part des autorités et des partis (27%) ne paraît pas un motif d'abstention essentiel.

**En résumé, si le peuple ne vote pas, ce n'est pas vraiment faute d'être informé, mais par indifférence ou méfiance envers une politique de consensus et de compromis sans éclat, ne suscitant guère de passion.**

### *Quelques remarques spontanées*

Par leurs remarques spontanées, les leaders interrogés apportent encore quelques précisions à ce tableau un peu morose. Ils évoquent notamment :

- le peu de portée politique de certains objets soumis à votation
- la fréquence des consultations populaires
- le manque d'éducation civique

*"Les Suisses ne se sentaient pas concernés à cause de la prospérité ambiante / Les Suisses ne sentent pas leurs droits menacés, et ils en ont beaucoup / On vote quand cela va mal."*

*"Der Schweizer interessiert sich nicht für die Gemeinschaft, verlangt aber, dass sie für ihn funktioniert."*

*"Trop de votations pour des problèmes insignifiants."*

*"Résignation, manque d'espoir, sentiment d'impuissance : quelle est la valeur d'une voix entre 4 millions ?"*

*"Amalgame dans les sujets à traiter (ex. TVA/régime financier = un seul "fourre-tout")."*

*"Manque de décision de la part de nos politiciens. Dilution des responsabilités et des compétences."*

*"Nicht bei jeder Abstimmung geht es um Leben und Tod."*

Dans ce contexte, assez peu dynamique, quels peuvent être les "remèdes", ce qui pourrait, selon les leaders, améliorer l'intérêt des citoyens pour la chose publique, faire que le courant passe mieux entre les dirigeants et la population ?

### 3.1.4. Les solutions proposées

*"On a dit, après la votation du 6 décembre, que le courant ne passe plus très bien entre les dirigeants (monde politique/économique) et la population. A votre avis, pour que cette situation s'améliore, que faudrait-il surtout ?"*

La demande des leaders s'adresse en premier lieu au monde politique. On attend de lui :

- un rôle accru, plus clair des partis (52%)
- une meilleure connaissance des aspirations de la population (40%)
- plus de transparence de la part des autorités (35%)

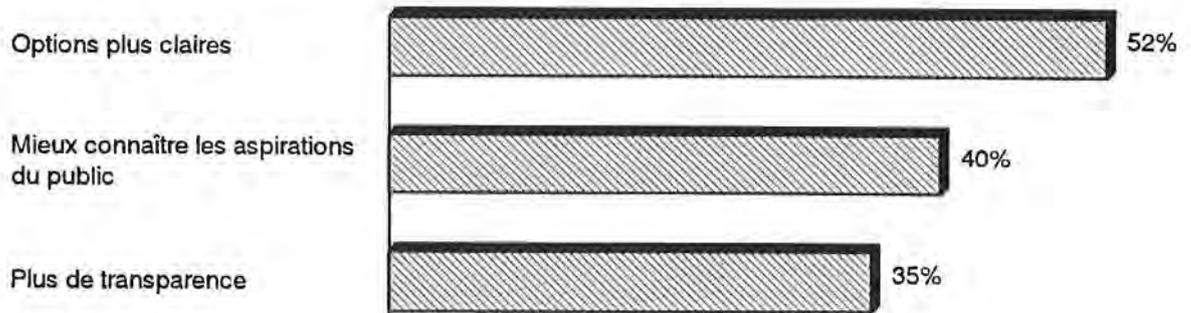
Les médias ont aussi un rôle à jouer, mais plus en retrait :

- davantage d'objectivité (23%)
- un travail plus en profondeur (14%)

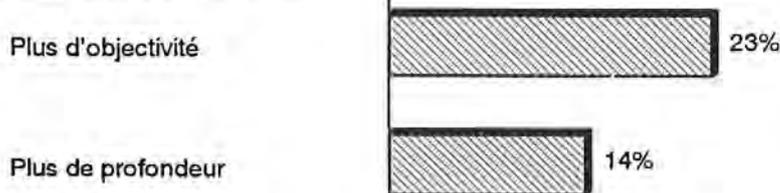
A gauche et chez les jeunes leaders, la demande de transparence est plus forte. Les plus âgés et la droite souhaitent plus d'objectivité de la part des médias.

## Remèdes, propositions pour que le courant passe mieux

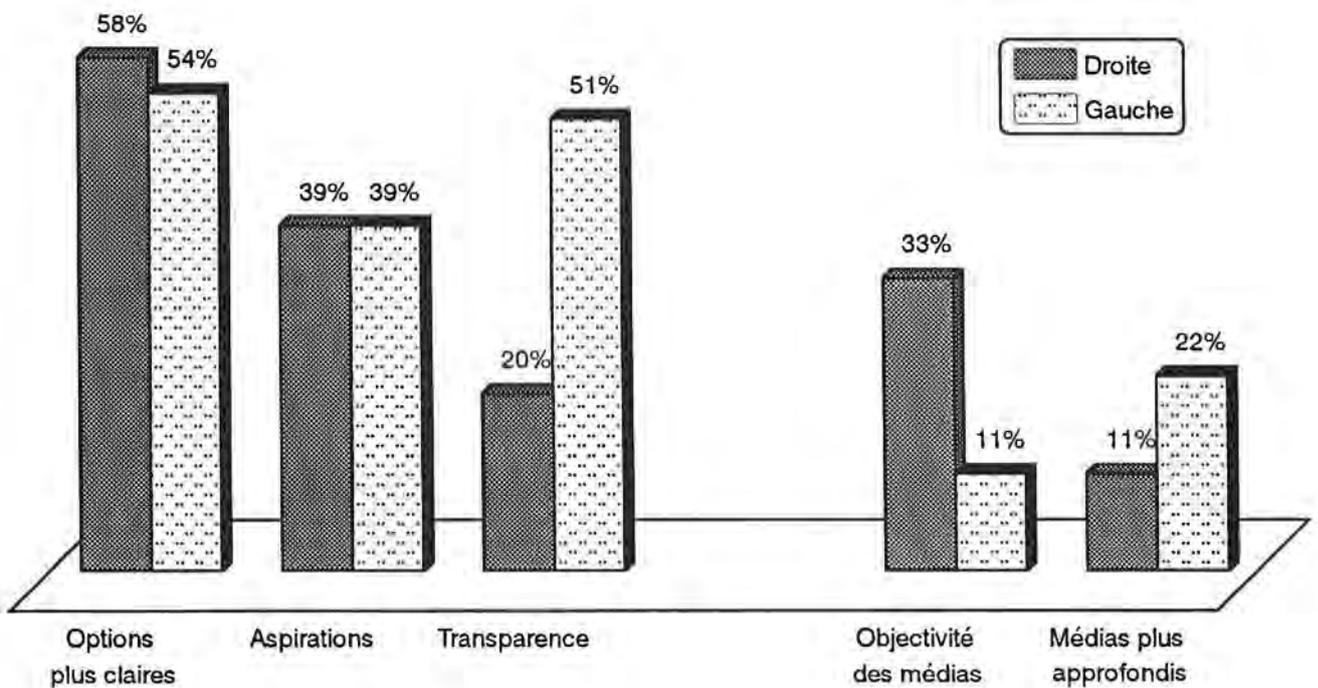
### Demandes au monde politique



### Demandes aux médias



### D'après la sensibilité politique



Les remarques spontanées sur ce thème évoquent le plus souvent les aspects suivants :

- l'absence de projet, de programme politique, de vision claire
- la langue de bois des politiciens
- la nécessité de responsabiliser les citoyens

*"Projet politique clair / Que le gouvernement s'engage par législature sur un nombre limité d'actions prioritaires / Il faut des visions claires de la part des dirigeants sur l'avenir économique et politique de la Suisse."*

*"PolitikerInnen sollten Persönlichkeiten sein : transparent, verbindlich."*

*"Faiblesse de la communication entre politiciens et public (langue de bois) / Qu'on se parle, que les leaders oublient ce qu'on appelle la langue de bois, que l'on débattenne clairement de manière courtoise."*

*"Il faut poser de manière claire et transparente (même si c'est désagréable, même si cela fait mal) les grands problèmes de ce temps, auxquels il faudra trouver des réponses, pratiquement, en une génération."*

*"Que les Suisses s'unissent autour d'un projet de grande envergure."*

*Quelques remarques spontanées sur les institutions politiques en général*

Enfin, les remarques et commentaires des leaders sur les institutions en général concernent le plus souvent :

- une réforme du Conseil fédéral : ils proposent de renforcer l'exécutif, lui donner davantage de pouvoir et le décharger de tâches administratives; par ailleurs certains préconisent l'élection du Conseil fédéral par le peuple
- une réforme du parlement : qu'il ait davantage de pouvoir et de moyens, qu'on simplifie les procédures, qu'on légifère plus rapidement
- l'abus d'initiatives et de référendums : il faut augmenter le nombre de signatures, interdire l'effet rétroactif, introduire l'initiative législative.

*"Le peuple doit se prononcer sur les grands principes et non sur des points de détail ou techniques - Le peuple doit pouvoir se prononcer et élire les Conseillers fédéraux - Une instruction civique et active des jeunes favoriserait le fonctionnement actuel."*

*"Plus de pouvoir aux élus (Gouvernements et Parlements) - Supprimer les procédures d'opposition et de recours."*

*"Que la majorité des cantons compte, mais ne serve pas à bloquer des projets qui rencontreraient une grande assise populaire : rénovation du fédéralisme. - C'est moins de leaders dont la Suisse manque que de projets unificateurs et porteurs."*

*"Supprimer la notion de majorité des cantons. Modifier la manière de récolter les signatures (on va signer chez son secrétaire communal). - Il faut créer une 3e chambre de réflexion, d'éthique, qui se penche sur nos relations et devoirs vis-à-vis des générations futures, du reste du monde et de l'environnement. - Pour sauver l'essentiel, la Suisse doit changer, passablement et suffisamment vite. Il faut qu'elle préserve ses vraies valeurs, mais pas son fonctionnement corporatiste, cartellaire, intolérant à ce qui est différent et/ou minoritaire."*

*"Les partis devraient avoir des programmes politiques, des idéologies plus claires (surtout au niveau fédéral), afin qu'on puisse mieux les juger."*

*"La démocratie semi-directe doit davantage devenir une démocratie d'incitation, d'orientation, de contrôle, qu'une forme de partage des pouvoirs sur des questions parfois très complexes et techniques, comme c'est le cas aujourd'hui. Quant au fédéralisme, il est continuellement en évolution, mais son principe est fondamental. L'Europe en construction en fera de plus en plus l'expérience. En cela la Suisse demeure un modèle pour l'Europe."*

*"Dans un monde qui se globalise, le fédéralisme doit être repensé. Sans ce principe on s'accroche à des valeurs qui n'ont plus aucune raison d'être et sont uniquement sources de charges financières accrues. En ce qui concerne la démocratie directe, des changements sont requis pour davantage tenir compte des intérêts globaux des citoyens et du pays. Rendre les recours + initiatives plus difficiles, sinon autant abolir le parlement."*

*"Le principal problème est le manque de décision ou, plus exactement, l'absence des mécanismes de décision performants, dans notre démocratie directe."*

*"Gouvernement majoritaire avec ministres non élus et éjectables. - Programme de gouvernement soumis aux Chambres. - Suppression des cantons en faveur des régions. - Adoption du principe européen de "subsidiarité."*

*"Le fédéralisme ne devrait pas nécessairement équivaloir à cantonalisme à outrance. D'autre part, si les cantons continuent de prétendre à leur existence, il serait vital que leur personnel politique et administratif soit de première qualité."*

*"Les sujets sur lesquels nous devons voter sont devenus trop complexes et je souhaite qu'on délègue beaucoup aux Parlements. Donc moins de démocratie directe. - Par contre, élection du Conseil fédéral par le peuple."*

*"Le particularisme et la défense d'intérêts mesquins créent dans notre pays un gaspillage considérable d'énergie et d'argent. Il serait nécessaire de rationaliser et d'actualiser les compétences respectives, de limiter la démocratie "sauvage" : trop d'initiatives inutiles, de référendums ridicules."*

### 3.2. LA DEFENSE

*"La neutralité, instrument de la politique étrangère de la Suisse, et l'armée de milice est-ce pour vous ...*

- *une valeur indiscutable, fondamentale de la Suisse et de son identité à laquelle il ne faut pas toucher*
- *une valeur qui doit constamment être adaptée à l'évolution du monde*
- *une valeur dont le principe même doit être remis en question n'ayant pas de raison d'être aujourd'hui"*

On voit se dessiner nettement, chez les leaders d'opinion interrogés, une **conception "modernisée"** de la défense, dont les deux volets **neutralité** et **armée** devraient subir un assez sérieux **lifting**.

La relation étroite entre les deux aspects de la politique étrangère de la Suisse, longtemps considérée comme un tabou, n'est pas aussi indiscutable qu'on aurait pu le penser. Ainsi, parmi les leaders fondamentalement attachés à l'armée de milice, seule une minorité (3/10) défend le principe de la neutralité intégrale.

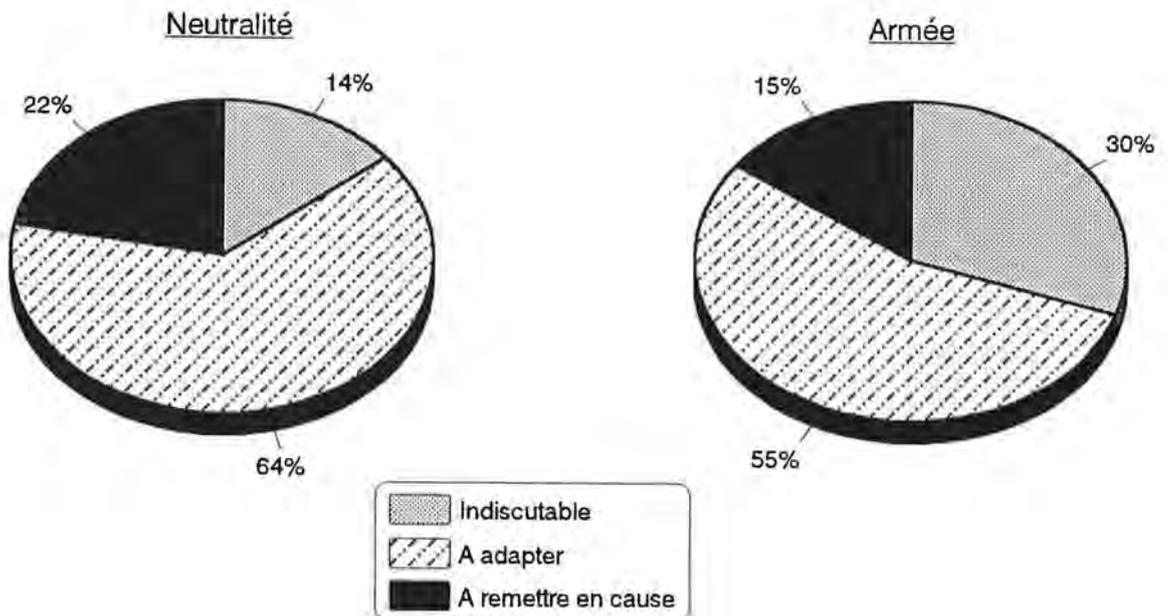
-----

L'âge et la sensibilité politique influencent davantage l'attitude des leaders à l'égard de la neutralité et de l'armée que ce n'était le cas pour les prises de position face au fédéralisme et à la démocratie directe. Les écarts se creusent.

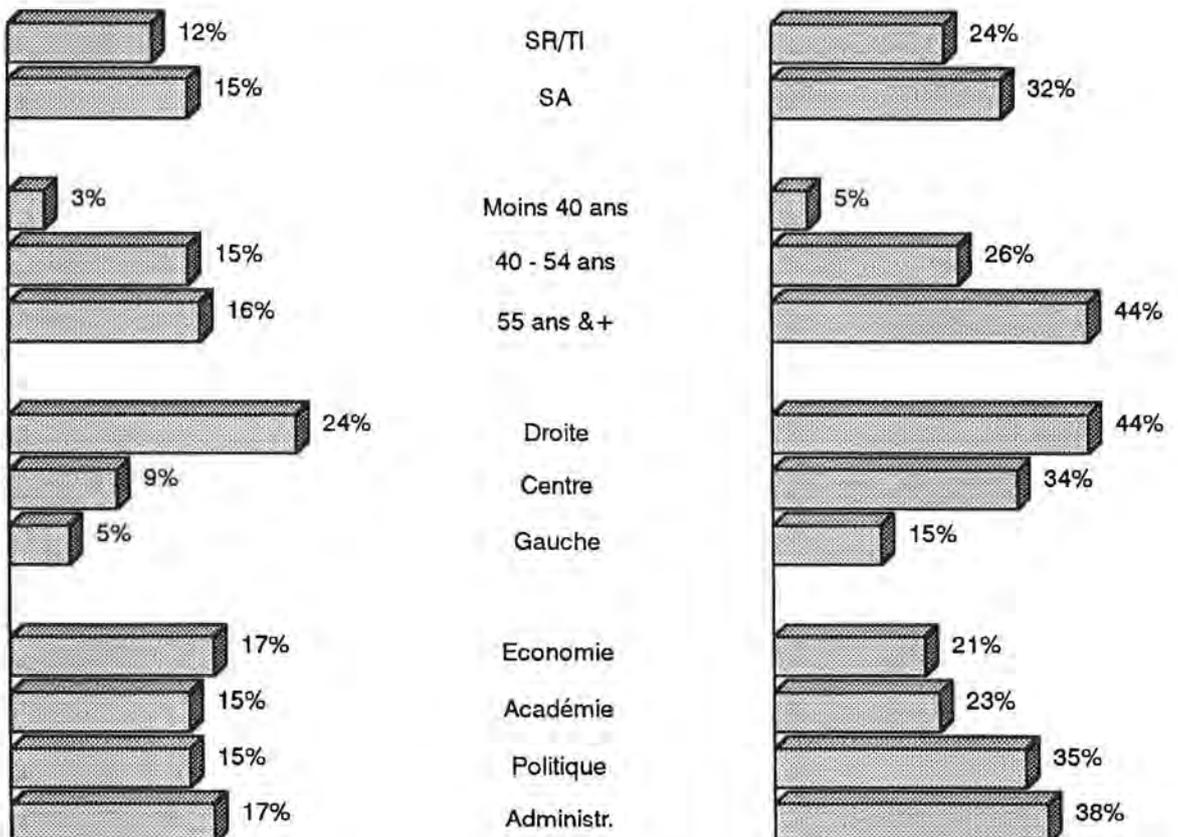
-----

En revanche, on n'observe pas de clivage aussi important qu'on aurait pu le croire entre les régions linguistiques, ce qui à vrai dire n'est pas si étonnant. N'oublions pas que le GSsA est né en Suisse alémanique.

## Neutralité et armée sont-elles des valeurs indiscutables ?



## Les défenseurs du statu quo



### 3.2.1 La neutralité

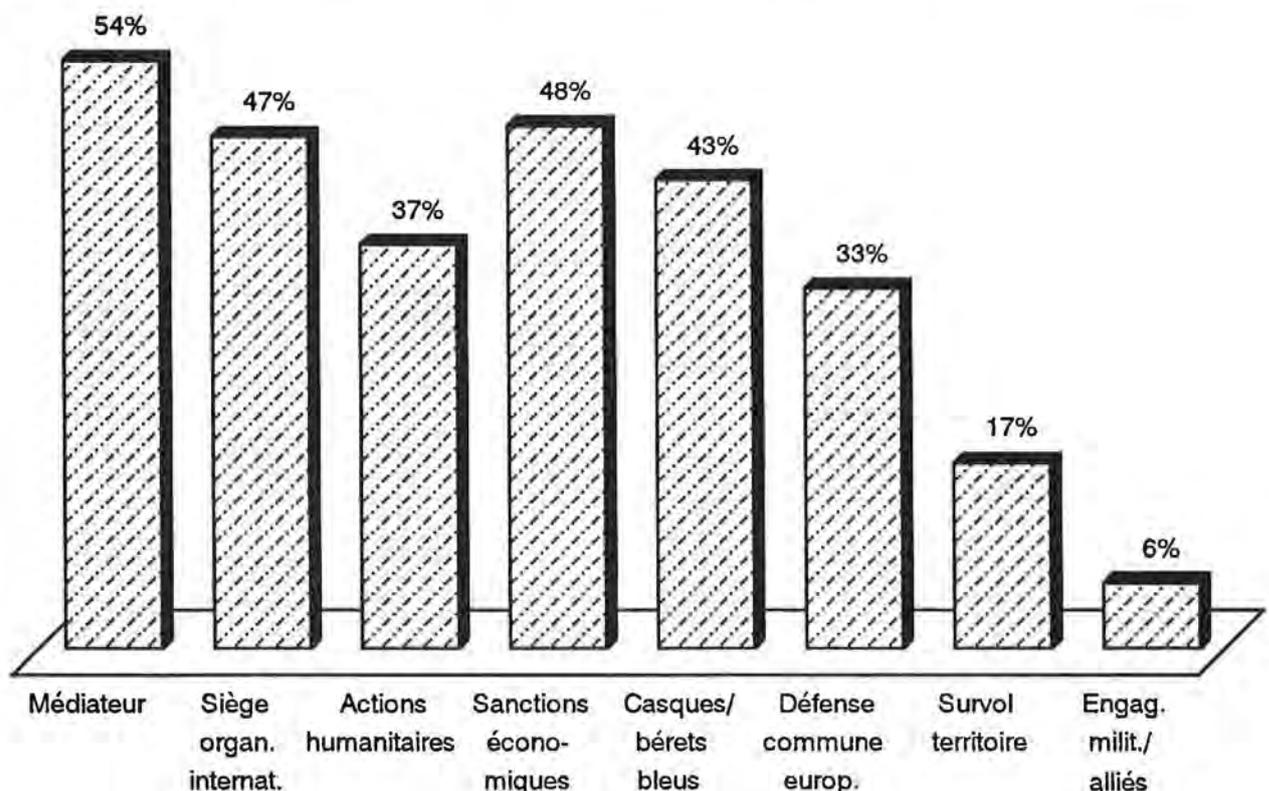
La neutralité absolue, nous l'avons vu, n'est plus un tabou pour les leaders participant à l'étude SOPHIA : une petite minorité seulement (14%), de tendance droite, défend le principe intangible d'une neutralité intégrale.

Sauf à gauche, où plus d'un leader sur trois pense que cette neutralité n'a plus de raison d'être aujourd'hui, le principe n'est pas fondamentalement remis en question. Nous n'avons pas relevé de clivage entre régions linguistiques.

Dans leur grande majorité, les leaders souhaitent que la neutralité suisse se fasse un instrument de la politique étrangère de la Suisse, et s'adapte donc désormais à l'évolution du monde.

Dans cette perspective d'une adaptation, quelles sont, les lignes d'action les plus adéquates pour la politique étrangère suisse des années à venir ?

#### Lignes d'action les mieux adaptées à la politique étrangère de la Suisse



Selon leur position personnelle par rapport au principe de neutralité, les personnalités interrogées insistent plutôt sur l'ouverture, la participation à une défense commune du continent, ou au contraire préconisent d'en rester aux rôles traditionnels de la Suisse.

Globalement, toutes tendances confondues, les rôles traditionnels de la Suisse au plan international restent privilégiés :

- renforcement du rôle de médiateur 54%
- siège des organisations internationales 47%
- actions spécifiques dans le domaine humanitaire 37%

Une participation, une solidarité plus actives avec les autres nations trouve également un écho certain de la part de nombreux leaders

- participation aux sanctions économiques 48%
- envoi de casques bleus, bérets bleus 43%

En revanche, des changements plus radicaux de la politique de défense, pouvant porter atteinte à la souveraineté nationale, suscitent bien des réticences. Soutiennent l'idée de :

- participer à une politique de défense commune avec les pays européens 33%
- autoriser le survol du territoire 17%

Quant à l'engagement de forces militaires suisses aux côtés des alliés en fonction des circonstances, les esprits - même ceux des leaders orientés plutôt à gauche, n'y sont pas préparés : 6% seulement le préconisent.

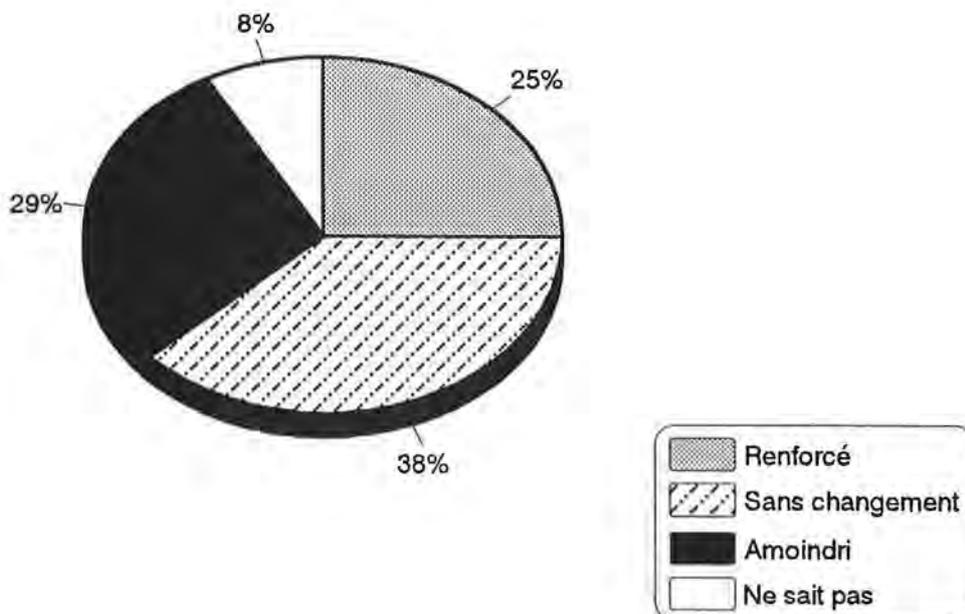
Dans un sondage récent auprès de la population (novembre 93) les opinions du grand public sont ouvertes à l'idée d'un corps de casques bleus suisses. La campagne du Département militaire venait de commencer sérieusement, et les opposants n'avaient pas encore développé leurs arguments : nous verrons sans doute évoluer les opinions jusqu'à la votation .... du côté des leaders comme du côté de la population.

### Effets d'une adaptation de la neutralité

Quels effets auraient, sur le plan international, la mise en oeuvre d'une nouvelle politique de neutralité, moins rigoureuse dans son principe ?

*"En renonçant totalement ou partiellement à une absolue neutralité, le rôle de la Suisse sur le plan international s'en trouverait-il à votre avis : renforcé, plus efficace ; amoindri, moins efficace; ou sans grand changement ?"*

### Effets d'une adaptation de la neutralité sur le rôle international de la Suisse



Un groupe important d'environ 4 leaders sur 10, toutes régions linguistiques et tendances politiques confondues, pense que le rôle de la Suisse ne serait guère modifié si l'on assouplissait la neutralité suisse.

Les avis des autres sont partagés entre un effet positif et un effet négatif :

- Pour les Latins (37%) et les personnalités proches de la gauche (30%), les effets pourraient être plutôt positifs : la tendance est optimiste
- Les Alémaniques (35%) et les personnalités dont la sensibilité est plutôt orientée à droite (39%) marquent au contraire un pessimisme certain

Quel que soit le groupe considéré, le faible espoir marqué par les leaders de voir le rôle de la Suisse renforcé laisse songeur. Comment justifier dès lors l'écart considérable entre le désir d'assouplissement et l'effet escompté ?

- |   |     |
|---|-----|
| - désirent un assouplissement (64%)<br>ou une remise en cause (22%) | 86% |
| - en attendent un effet positif sur le<br>rôle de la Suisse         | 25% |

### La neutralité vue par la population

La neutralité est une valeur qui polarise nettement plus le peuple que les leaders :

	Leaders (256)	Population (600)
<b>La neutralité est une valeur ...</b>		
- indiscutable	14%	28% ↗
- à adapter	64%	38%
- à remettre en question	22%	30% ↗
- ne sait pas / sans réponse	-	4%

Une fois encore, la population se montre moins nuancée que ses leaders, et les opinions extrêmes s'y équilibrent. Les conflits d'opinion se révèlent surtout entre Romands et Alémaniques, alors que, chez les leaders, les deux régions faisaient front commun. En revanche, le clivage gauche/droite des leaders s'atténue fortement au sein de la population, tout en marquant pourtant les mêmes tendances.

	Leaders	Population
<b>Valeur à remettre en cause</b>		
- A droite	4%	32%
- A gauche	37%	36%
- Latins	23%	40%
- Alémaniques	21%	26%

La population montre le même idéalisme que les leaders en matière de neutralité et rêve d'une solidarité plus grande sans croire vraiment à ses effets sur les relations extérieures de la Suisse avec la communauté internationale :

- désirent un assouplissement (38%) ou une remise en cause (30%)	68%
- en attendent un effet positif sur le rôle de la Suisse	17%

### 3.2.2 L'armée

L'armée montre, nous l'avons vu, chez les leaders d'opinion, toutes tendances confondues

- 30% d'inconditionnels
- 15% d'adversaires (40% chez les plus jeunes; 30% à gauche)

A noter que 15% d'adversaires, c'est environ ce qu'a montré le vote de 1989 "Pour une Suisse sans armée". En effet, nos sondages disaient que la moitié seulement des "oui" à l'initiative voulait réellement la suppression de l'armée. Les autres incitaient seulement à des réformes.

#### L'armée, facteur de cohésion nationale

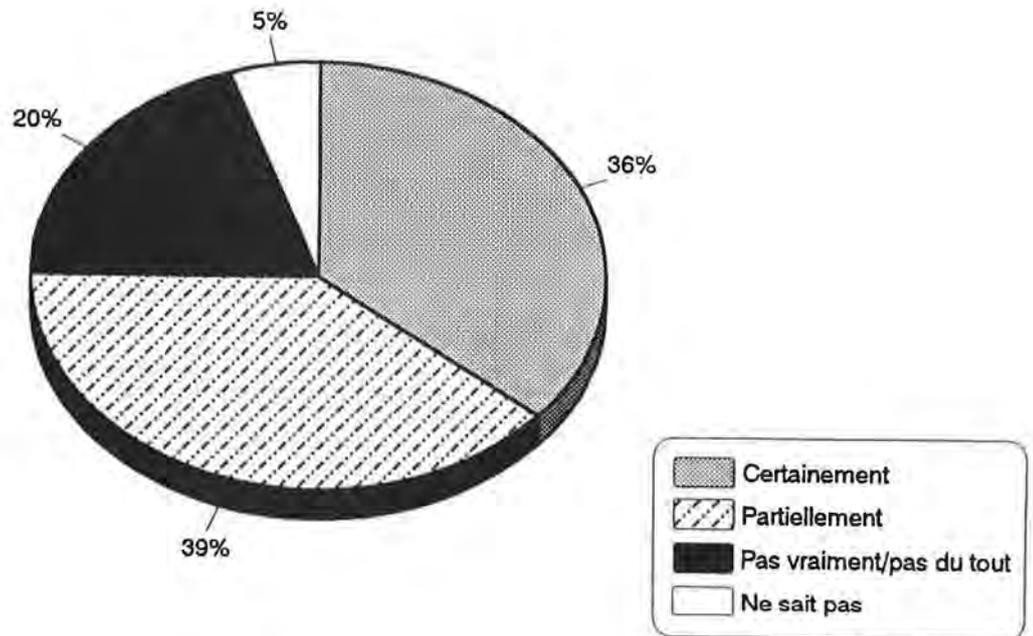
La notion d'une armée de milice, "facteur de cohésion nationale", avec ce qu'elle véhicule d'imagerie (chaque Suisse naît soldat ... la Suisse est une armée ... etc.) ne fait plus l'unanimité.

*"L'armée est-elle encore aujourd'hui un facteur de cohésion nationale, un ciment entre les différentes régions du pays ?"*

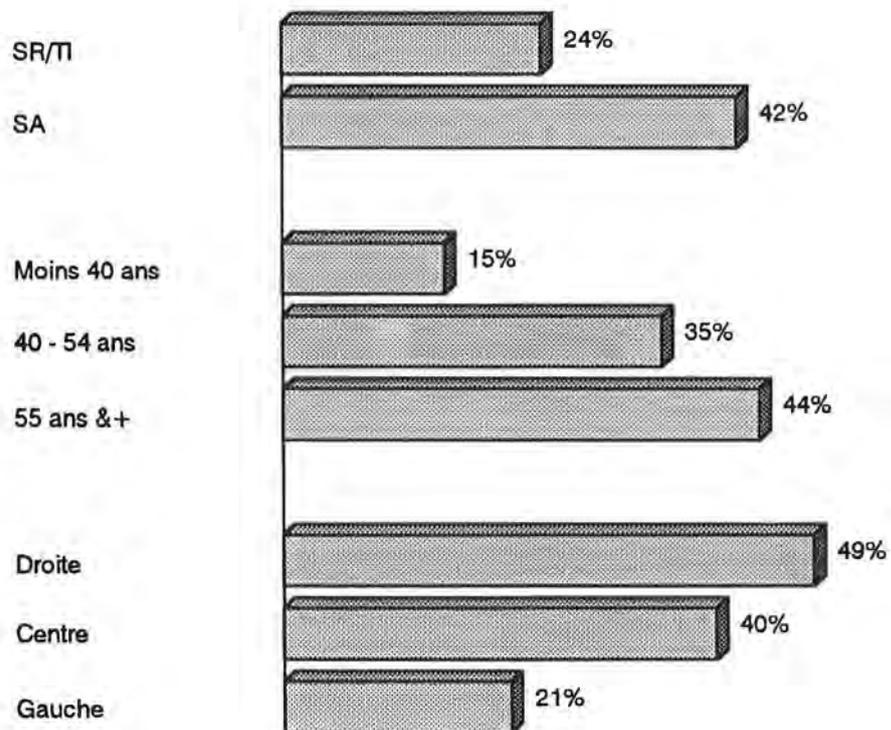
Encore une réalité pour un bon tiers des leaders interrogés (notamment les plus âgés, qui ont fait leur service peu après la guerre, les personnalités plutôt à droite, les Alémaniques), cet aspect qui fut primordial est aujourd'hui tout à fait contesté par 2 leaders sur 10, mais 4 sur 10 à gauche et chez les plus jeunes.

Pour 4 leaders sur 10, cet aspect n'a plus qu'un rôle secondaire. On remarque également que chez les plus "militaristes" des leaders, ceux qui sont fondamentalement attachés à l'armée de milice, une minorité assez importante (31%) n'est pas entièrement persuadée que l'armée représente un ciment entre les différentes régions du pays. D'autres raisons sans doute, plus directement liées à l'utilité de l'institution, motivent leur opinion sur l'armée.

## L'armée, ciment national ?



## Oui, certainement ...



Bien entendu les différences sont très marquées entre les régions linguistiques, plus encore entre les sensibilités politiques. Gardons-nous cependant de simplifier à l'extrême. Fortes tendances ne veut pas dire unanimité. Il faut prendre aussi en compte de notables minorités d'avis différents, à l'intérieur même du groupe auquel elles appartiennent :

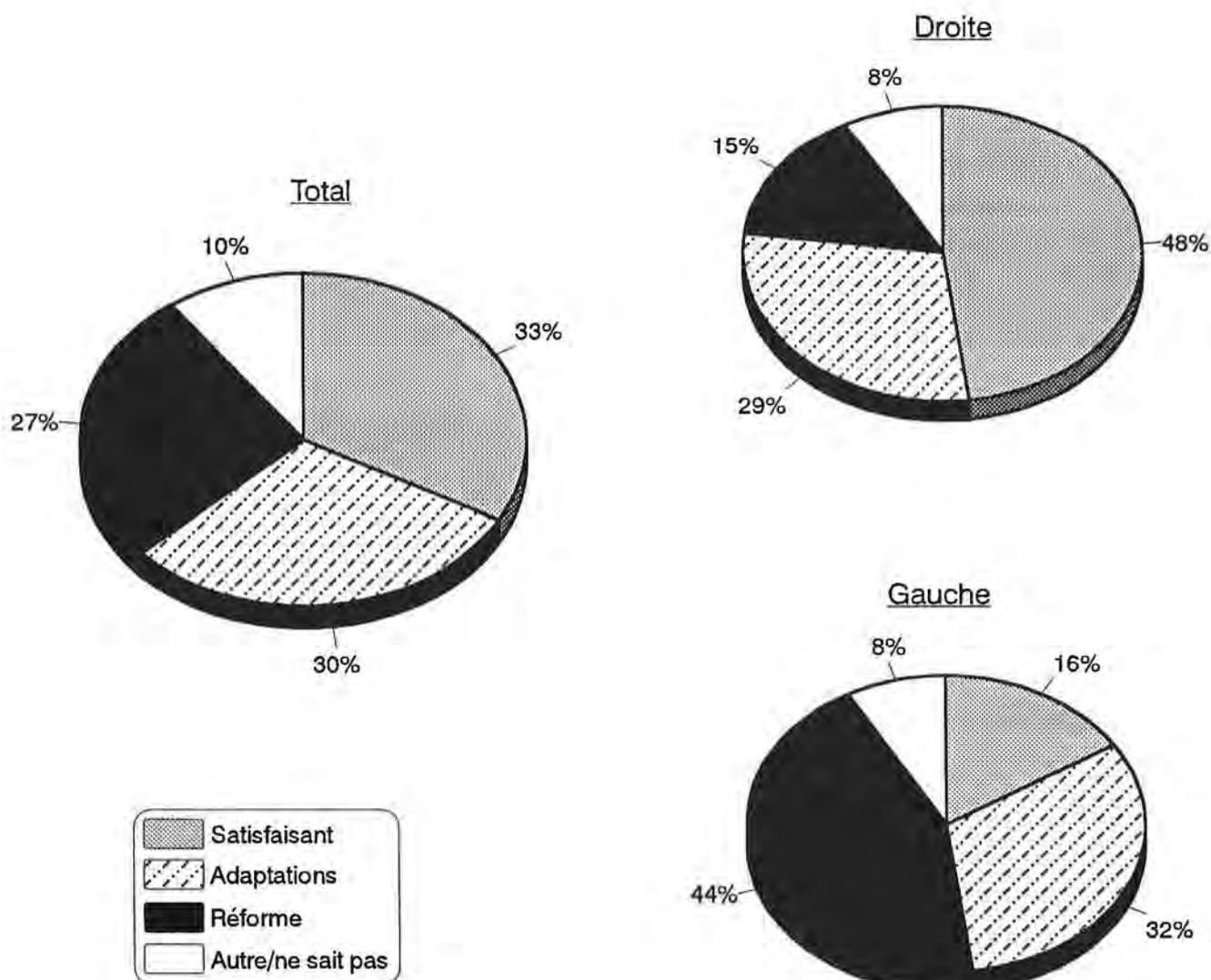
- 24% des Latins
- 21% des personnalités de gauche

admettent pleinement le rôle positif de l'armée sur la cohésion nationale, alors que la majorité de ces deux groupes le nie.

## Armée 95

*"Compte tenu du projet ARMÉE 95, qui prévoit notamment une diminution des effectifs et du temps de service (moins de cours de répétition), un raccourcissement de l'école de recrues, la disparition du Landsturm et quelques autres allégements, diriez-vous que, ainsi modifié, le concept de défense nationale :*

- vous paraît satisfait, il n'y a rien à changer ou presque
- quelques adaptations supplémentaires sont souhaitables
- une réforme plus profonde est nécessaire
- l'armée 95 va trop loin"



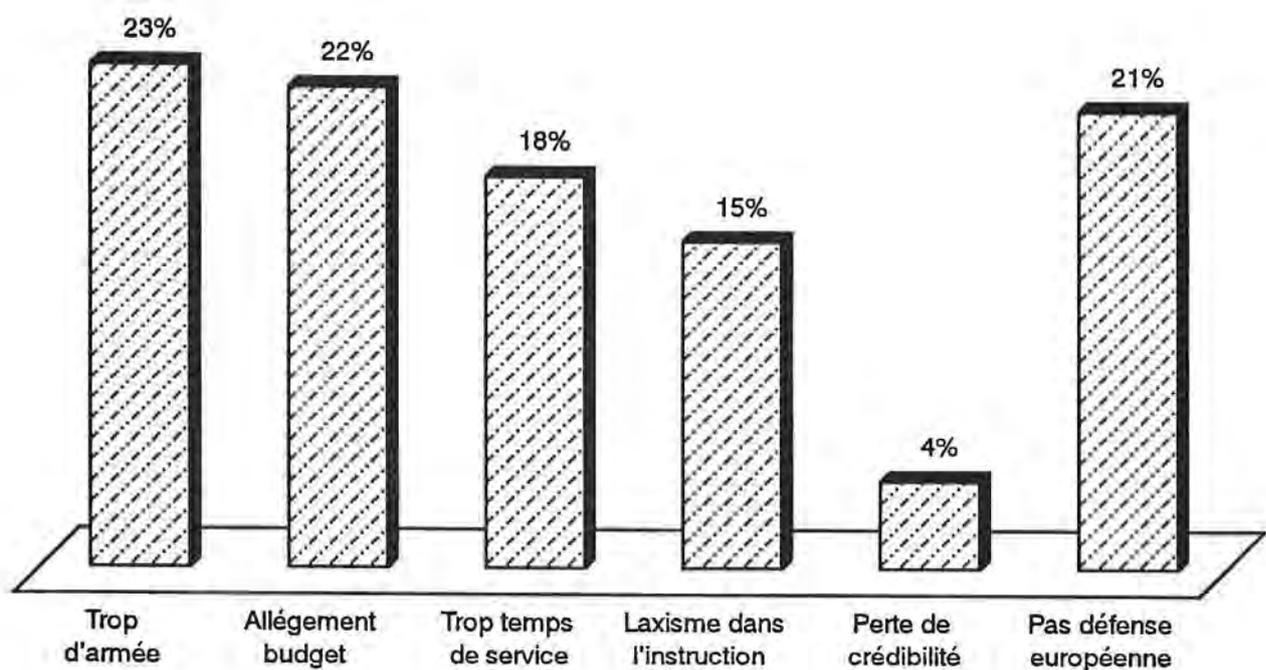
Le projet Armée 95 ne satisfait qu'un tiers des leaders interrogés, et une petite moitié seulement des personnalités plutôt à droite. On n'enregistre pas de différences régionales.

Ce projet est contesté par la gauche et les plus jeunes parmi les leaders qui souhaitent "des réformes plus profondes", allant bien entendu dans le sens d'une diminution du budget militaire, des effectifs et du temps de service, ce que prévoit déjà le projet. S'agit-il d'un manque d'information ou est-ce le signe d'une volonté d'aller plus loin encore ?

A relever que 25% des personnalités orientées à droite abondent dans ce même sens, alors que 15% seulement invoquent des motifs inverses à l'encontre d'Armée 95 : laxisme, perte de crédibilité ...

Enfin, l'argument "Armée 95 ne s'inscrit pas dans une politique de sécurité et de défense européenne" n'est pas négligeable : il est cité par 2 leaders sur 10, et même 3 sur 10 à gauche, chez les plus jeunes et les Latins. C'est le principal argument invoqué par les minorités linguistiques en défaveur d'Armée 95.

### Réformes souhaitées au-delà d'Armée 95

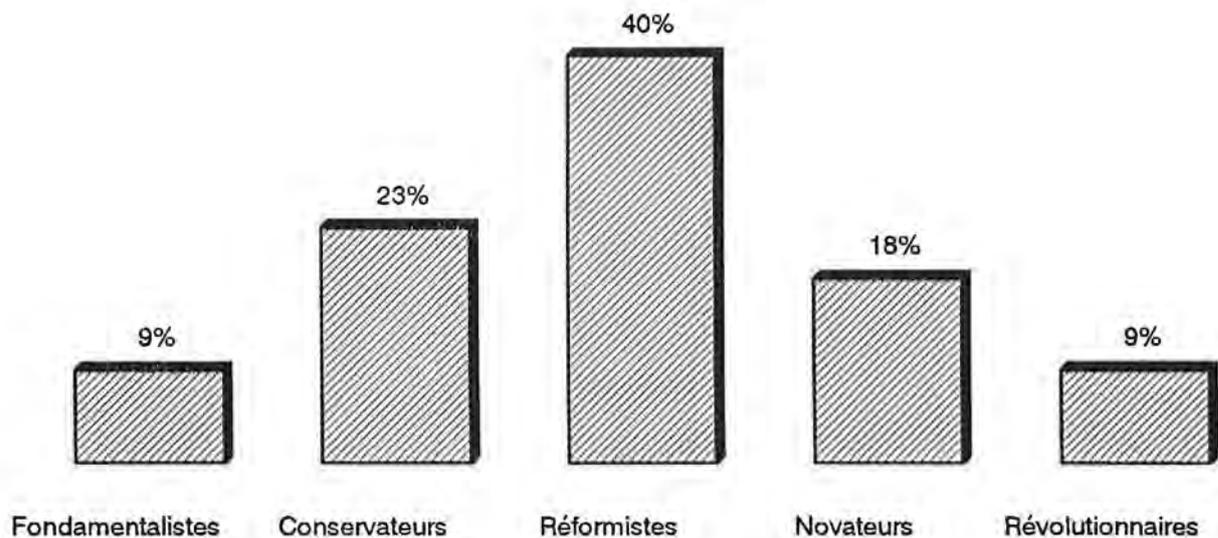


### Les forces en présence

En combinant leurs attitudes à l'égard de l'armée et de la neutralité, nous pouvons répartir les leaders interrogés en 5 tendances principales :

- **fondamentalistes** : les 2 valeurs sont intouchables 9%
- **conservateurs** : l'une des deux valeurs est intouchable 23%
- **réformistes** : valeurs à adapter à l'évolution du monde 40%
- **novateurs** : l'une des deux valeurs au moins est à remettre en question dans son principe même 18%
- **révolutionnaires** : les 2 valeurs sont remises en question 9%

ce qui permet d'obtenir une courbe de Gauss parfaite !



Bien entendu, la droite penche nettement vers le conservatisme tout en comptant pourtant bon nombre de réformistes. De même, on observe cette tendance chez les Alémaniques et chez les leaders les plus âgés.

Le novateurs se recrutent essentiellement parmi les leaders orientés à gauche et les plus jeunes.

Les réformistes sont issus de tous les segments de notre échantillon : un peu plus de jeunes, de personnalités proches de la droite, de Romands que d'Alémaniques.

### Quelques remarques spontanées :

Près de la moitié des leaders participant à l'étude SOPHIA nous ont fait part assez largement de leurs remarques et commentaires libres à l'égard de la neutralité et de l'armée. Regroupées, leurs réponses s'orientent en fonction de trois axes principaux :

- Nécessité de la neutralité et de l'armée, crédibilité de la Suisse, facteur identitaire national : 34%
- Défense européenne, casques bleus, actions de paix, actions humanitaires : 21%
- Armée de métier ou mixte - Réforme profonde - Réduction du budget et des effectifs : 18%
- Doutes sur l'avenir de la neutralité : 18%

(Pourcentages établis sur le total des remarques faites par 109 leaders)

On le voit, le sens général de ces remarques ne fait que confirmer, dans leurs grandes lignes, les options de base et principales prises de position des leaders interrogés. Certains commentaires dont nous reproduisons le texte intégral ci-après, traduisent bien les sentiments de quelques personnalités, la réflexion qu'elles nous proposent sur ce thème.

*"Une armée réduite, mais puissante, bien armée et bien organisée, est de nature à renforcer la crédibilité internationale de la Suisse et à augmenter l'autorité que lui confère la neutralité."*

*"Armée : il faut distinguer le rôle de service public et de socialisation que pourraient avoir les formations de milice et le rôle militairement efficace que devraient avoir des professionnels (à temps limité)*

*Neutralité : une flexibilisation de la politique de neutralité est en cours et souhaitable, mais il serait trop tôt pour renoncer à la neutralité au sens propre."*

*"Je crois que tout évolue, y compris la défense nationale et l'armée. Le contexte européen (pas mondial) est crucial. La Suisse, telle que nous l'avons connue, s'est largement construite par opposition, voire en fonction d'une Europe déchirée, antagoniste, instable. Si cela devait changer (et ce n'est pas encore certain), la Suisse devra nécessairement s'y adapter, ce sera dans son intérêt."*

*"Tout ce débat ne peut pas être mené indépendamment de celui qui porte sur l'orientation européenne de la Suisse. Le projet Armée 95 me paraît raisonnable et adapté à la situation actuelle. Mais toute réflexion sur la neutralité et la mission de l'armée doit être orientée en fonction d'une vision politique claire."*

*"Neutralité : la force et les moyens d'influencer la marche du monde nous faisant fatalement défaut, la neutralité nous permet de jouer un rôle plus important que celui que notre taille semble nous réserver."*

*Armée : l'armée n'est pas seulement un moyen de défense. Elle remplit une grande mission éducative, sociale (mélange des différentes couches de la population) et de cohésion nationale."*

*"Neutralité : la "ratio legis" de la neutralité a perdu depuis belle lurette son bien-fondé historique. Elle a conduit à une hypocrisie lourde à assumer moralement et contribue pour une large part à notre mentalité frileuse et indigne d'un peuple, qui au milieu de l'Europe, a les mêmes chances et les mêmes risques que ses voisins."*

*Armée : veillons plutôt à l'efficacité et à la puissance de feu qu'à conserver des effectifs pléthoriques de soldats d'opérette."*

*"Neutralité : c'est encore trop souvent un refuge sans grandeur, comme une espèce de "frilosité", c'est un refus d'engagement commode, c'est même un alibi."*

*Armée : je ne crois ni passéiste, ni souhaitable à moyen terme, d'envisager sa suppression."*

*"Le principe de la neutralité doit être maintenu, mais assoupli pour s'intégrer à une politique plus ouverte et plus coopérative."*

*"Notre neutralité n'est pas une fin en soi, mais elle est encore un facteur de cohésion nationale et un élément fort pour la Suisse aux yeux de l'étranger, dans le rôle de notre pays comme médiateur et agent de bons offices. - Actuellement, notre indépendance est inconcevable sans une armée bien entraînée et bien équipée. L'armée reste un élément important de la cohésion nationale."*

*"Notre décision d'août 1990 de participer aux sanctions contre l'Irak a modifié notre neutralité, et c'est nécessaire. - L'armée a joué un rôle de cohésion nationale. Aujourd'hui, la cohésion nationale ne peut venir que d'un projet social de grande envergure, de nature socio-politique et socio-culturelle."*

*"La philosophie du hérisson n'est plus adaptée au monde de la fin du 20e siècle. Nous devons devenir des citoyens de l'Europe et du monde. Il convient d'adapter progressivement les objectifs et la structure de l'armée. Il est essentiel aussi de transférer une partie des ressources consacrées à l'armée pour promouvoir activement une politique de paix, de développement et, quand c'est nécessaire, d'aide humanitaire,"*

*"L'armée, ici comme ailleurs, est un "mal nécessaire", qui fait qu'un pays existe. Mais elle doit être gérée avec prudence et ses chefs ne doivent pas pouvoir "s'autonomiser" : les officiers doivent apprendre à ne pas opposer dans leurs discours les civils aux militaires. Qu'ils n'oublient pas que tout soldat est d'abord un civil."*

*"La neutralité a cessé d'être "admirable" pour devenir "douteuse". Notre appartenance nécessaire, à terme, à l'Europe nous obligera à transiger sur les "grands principes". Avec et pour l'Europe est une première étape. Avec et pour le monde sera l'étape ultérieure."*

*"L'abandon de la neutralité "banaliserait" la Suisse. La neutralité fait de notre pays un élément original de la communauté internationale, dont la valeur ne doit pas être jugée sur le court terme. De même en est-il pour la défense nationale."*

*"L'histoire de tous les temps montre clairement que l'esprit de conquête ne cède qu'à la fermeté, à la résistance basée sur la force. Un pays sans armée serait incapable de se défendre, donc de se faire respecter sur le plan international. C'est aussi la condition pour nous rendre plus crédibles dans une politique de solidarité européenne plus active, donc une co-responsabilité renforcée dans le domaine de la sécurité européenne. Notre politique de neutralité, indispensable quant au principe, peut cependant être aujourd'hui plus nuancée."*

**En résumé :**

**L'institution ARMÉE peut compter aujourd'hui sur l'adhésion inébranlable d'environ 1/3 des leaders d'opinion et doit vivre avec 15% d'opposants.**

**Plus de la moitié des leaders est favorable au principe de l'armée de milice, mais souhaiterait un allègement de la charge et/ou une nouvelle orientation des tâches, à savoir un rôle et des objectifs moins traditionnels, qui ne se limiteraient pas à la défense du territoire (actions humanitaires, casques bleus, participation à une défense européenne, ...)**

### 3.3. LA SUISSE PLURICULTURELLE - LE LIEN CONFEDERAL

#### 3.3.1 Mythe ou réalité

*"La cohésion nationale dans la diversité des cultures, le respect des minorités (linguistiques, confessionnelles ...), est-ce pour vous :*

- *une valeur indiscutable, fondamentale à la Suisse et à son identité, qui doit donc être absolument défendue*
- *une valeur qu'il ne faut plus défendre à tout prix, même s'il y a un risque de séparatisme ?"*

Pour plus de 9 leader sur 10 la cohésion dans la diversité des cultures est à défendre absolument (92%). C'est la valeur essentielle, inséparable de l'identité suisse, fondement de son originalité. Très peu d'entre eux prendraient le risque du séparatisme.

Seuls les dirigeants de l'économie y sont un peu moins attachés (85%).

Elle est considérée comme une richesse indiscutable et indiscutée de notre pays. Toutefois, si le principe ne se discute pas, un certain doute régné sur la solidité effective du lien confédéral.

*"La Suisse a longtemps incarné un modèle d'heureuse cohabitation et de compréhension entre plusieurs langues et cultures. S'agit-il, selon vous, d'un mythe ou d'une réalité ?"*

Pour moitié seulement, les leaders consultés pensent qu'aujourd'hui encore il s'agit d'une réalité vécue, et nombreux sont ceux qui expriment des doutes, voire des craintes quant à un avenir commun harmonieux.

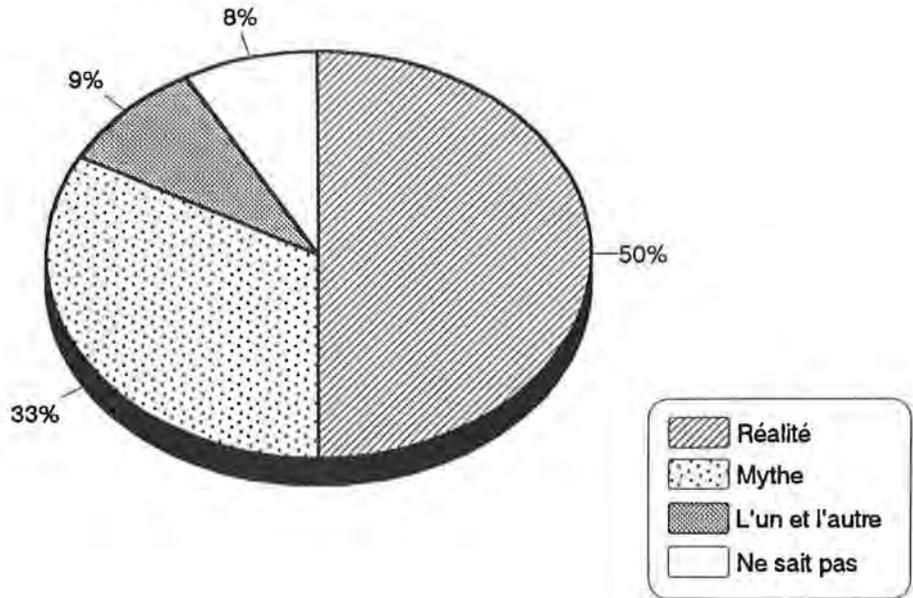
La réalité profonde d'une cohabitation harmonieuse est très majoritairement ressentie par les personnalités les plus âgées, et celles qui sont proches de la droite.

*"C'est le coeur de notre identité, la raison d'être du modèle que nous avons à proposer. A nourrir et à entretenir en priorité."*

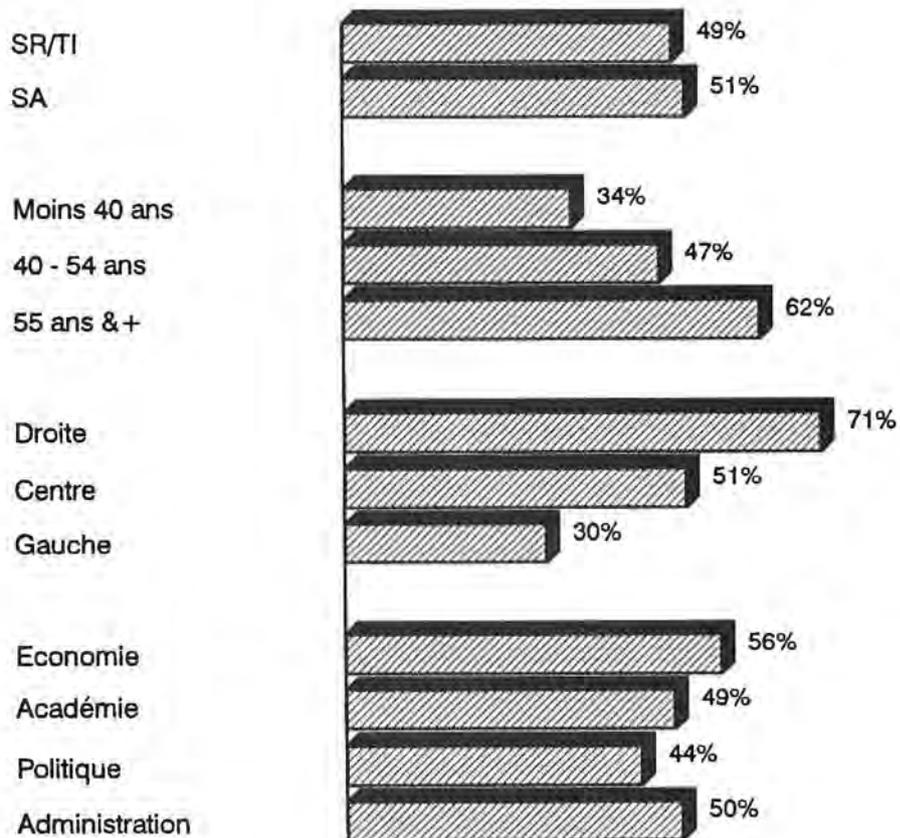
nous dit l'un des leaders qui a participé à l'étude SOPHIA.

En revanche, pour les leaders de gauche, le doute a pénétré les esprits en ce qui concerne la vitalité du lien confédéral qui soude les diverses communautés. Ce modèle d'heureuse cohabitation et de compréhension entre plusieurs langues et cultures leur apparaît aujourd'hui comme un mythe.

## Mythe ou réalité ?



## C'est une réalité pour ...



*Quelques remarques spontanées sur ce thème*

*"Le must caractéristique de la Suisse doit être sauvegardé. C'est l'une des plus précieuses de ses valeurs. C'est une richesse que nous n'exploitons pas. C'est une valeur de tout premier ordre qu'il faut défendre par tous les moyens légitimes."*

*"Ist ein institutionnell erstarrter Mythos."*

*"Notre pluriculture est une richesse incroyable si nous faisons l'effort d'en connaître et respecter les diverses facettes. Nous devons parler plusieurs langues, nous informer sur ce qui se fait dans les autres régions et profiter des expériences des autres."*

*"La Suisse est un modèle multiculturel qui fonctionne. Les médias, les hommes politiques doivent rechercher ce qui nous unit et non ce qui nous sépare. Cette extraordinaire diversité est notre plus grande richesse."*

*"La Suisse est une juxtaposition d'espaces culturels qui devraient s'appliquer à devenir un espace pluriculturel."*

*"Die grösste Stärke der Schweiz im heutigen Europa."*

*"Chacun se replie sur la langue maternelle et l'anglais. Les Alémaniques connaissent mal la culture allemande. / La Suisse multiculturelle unie dans des différences est un pur slogan; dans la réalité, l'unité suisse se paie par la sujétion des Francophones et des Italophones."*

*"Le rôle des médias est pervers : à force de souligner les différences de façon critique, on les accentue. Le fossé est en partie une construction des médias."*

*"Die Vielfalt der Kulturen ist nur dann befruchtend, wenn die Kulturen eine Basis gemeinsamer Grundwerte zu eigen ist."*

### 3.3.2 Le fossé entre régions linguistiques

Parallèlement, et pour approfondir ce jugement de base sur la solidité, la valeur du lien confédéral, les leaders interrogés se sont encore exprimés sur deux points :

*"D'une façon générale, diriez-vous que l'écart entre les régions linguistiques (Röstigraben) s'est vraiment creusé depuis une dizaine d'années ?"*

*"Pensez-vous que la votation du 6 décembre 1992 sur l'EEE a révélé :*

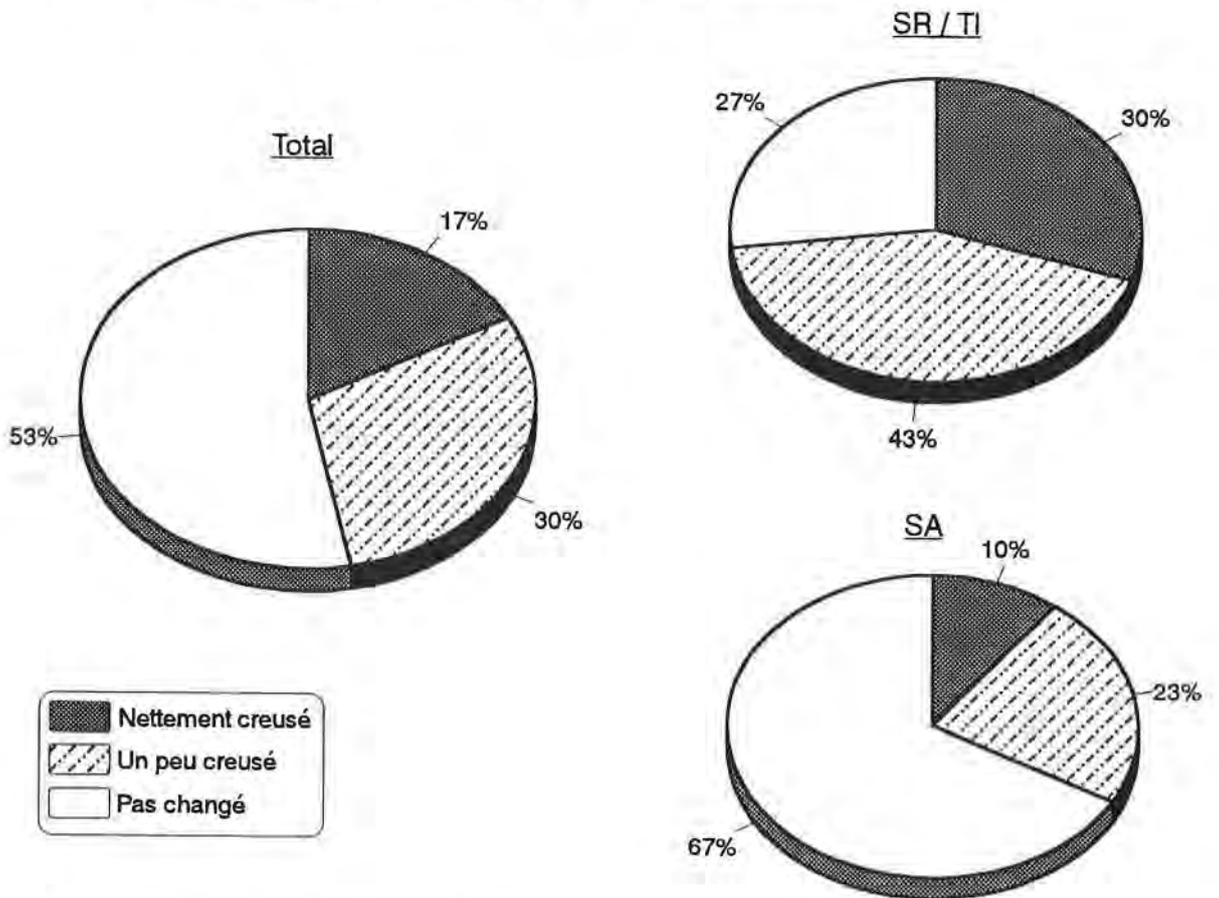
- un profond fossé culturel résultant de mentalités si largement différentes, qu'il pourrait compromettre l'avenir commun (risque de rupture entre les régions linguistiques)*
- certaines divergences sur l'identité suisse, qu'il importe d'analyser dans un grand débat national qui permettra une meilleure compréhension mutuelle*
- une opposition concernant la seule question européenne, ce n'est qu'une péripétie dans l'histoire de la Suisse contemporaine"*

On constate une bonne cohésion entre ces questions puisque les opinions sont extrêmes stables.

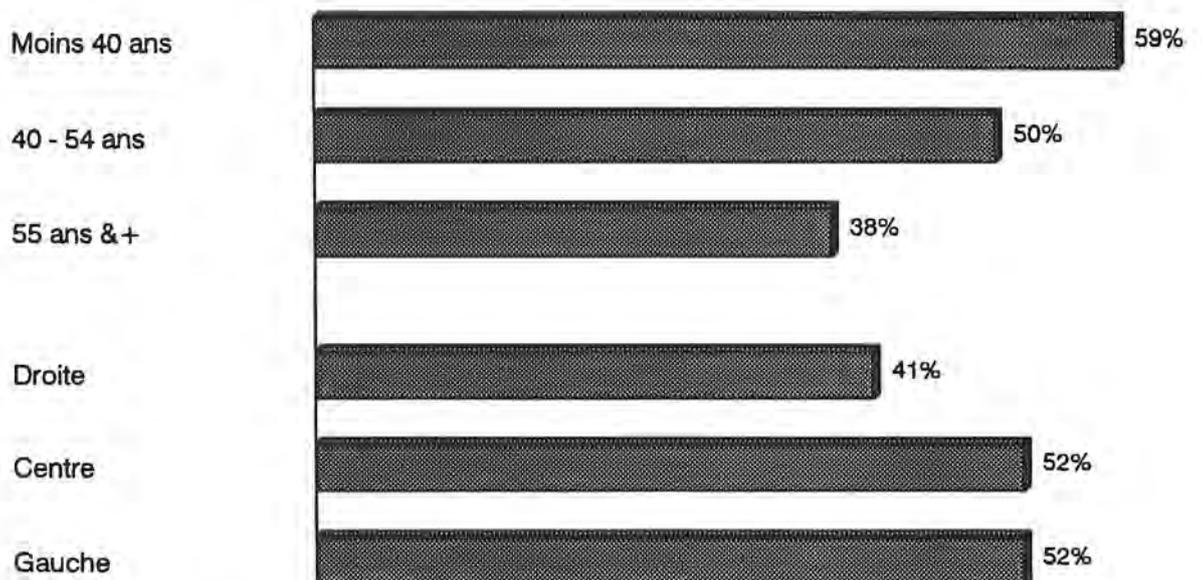
- fossé nettement agrandi	17%	- profond fossé culturel	17%
- fossé un peu agrandi	30%	- divergences sur l'identité	55%
- fossé identique/stable	53%	- opposition sur la seule question européenne	27%

Selon l'image qu'ils se font de la Suisse pluriculturelle, mythe ou réalité, les leaders ont une appréciation différente de ce qui sépare les régions, en particulier de la nature des divergences apparues lors du vote du 6 décembre 1992.

## Le fossé entre régions linguistiques s'est creusé ?



## Le fossé c'est creusé pour ...



Si les personnalités qui croient fermement à la réalité suisse, à la force du lien confédéral, nient l'existence d'un profond fossé culturel entre les régions linguistiques, elles sont en majorité conscientes, en revanche, qu'il y a un problème d'identité. Se sentir suisse n'est pas vécu pareillement de part et d'autre de la Sarine ! Cela mérite l'analyse et un débat national pour une meilleure compréhension mutuelle.

Majoritairement, les leaders reconnaissent et acceptent ces divergences culturelles, qui peuvent être profondes. Mais elles ne paraissent pas vraiment menaçantes pour l'avenir en commun, du moins vu du côté alémanique, qui reste confiant ... On admet sans doute mieux que la minorité diffère de soi que la situation inverse.

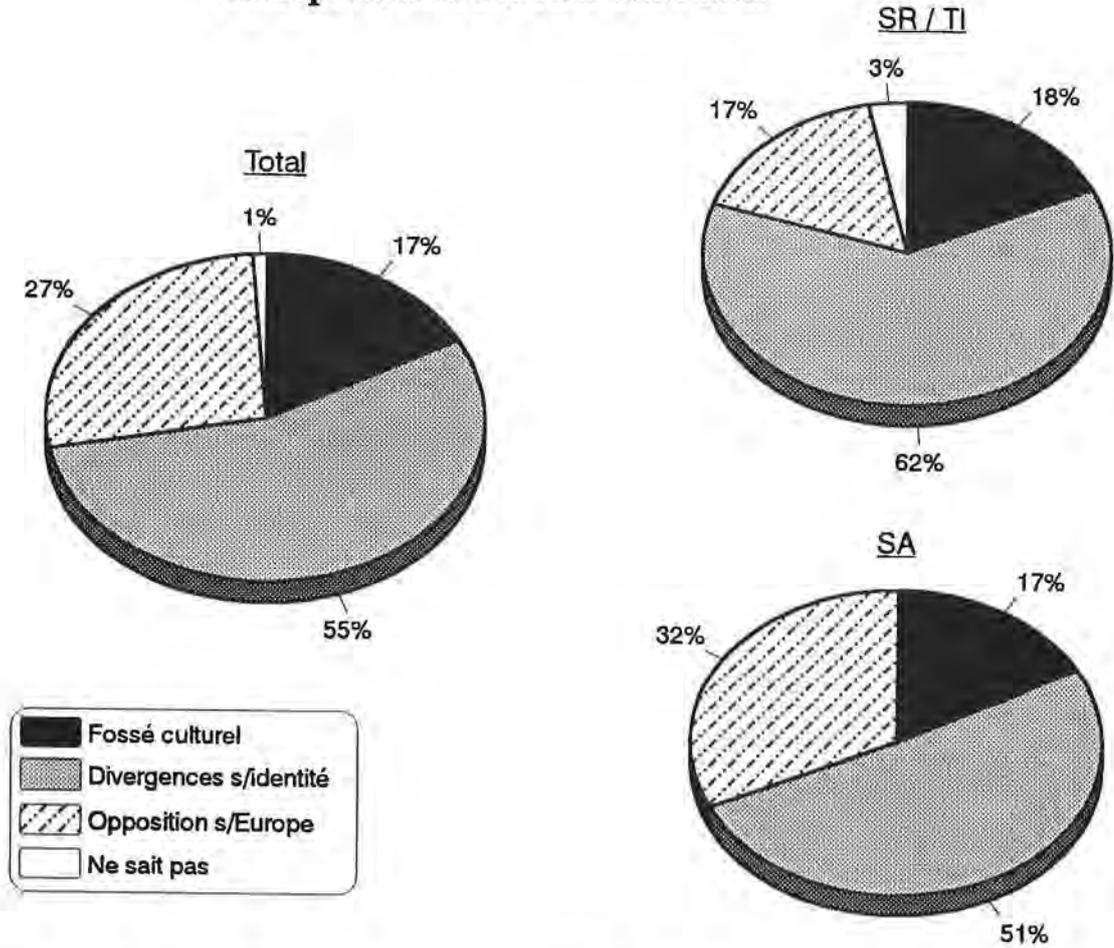
Cependant, et ce n'est pas une surprise, l'opinion des Latins est moins sereine : ils sont nombreux à ressentir que le fossé s'est élargi entre les régions linguistiques. Par voie de conséquence, ils sont d'avantage convaincus que les divergences apparues lors du vote du 6 décembre 92 débordent le cadre de la simple question européenne et concernent plus profondément le sentiment identitaire.

En fait, pour les leaders interrogés, le fossé ne s'est que peu accentué ces dernières années. Il existe depuis toujours, et c'est la marque d'une différence culturelle ressentie plus fortement par les minorités. Dans leur façon d'être Suisses, Romands et Tessinois se sentent plus différents des Alémaniques que l'inverse.

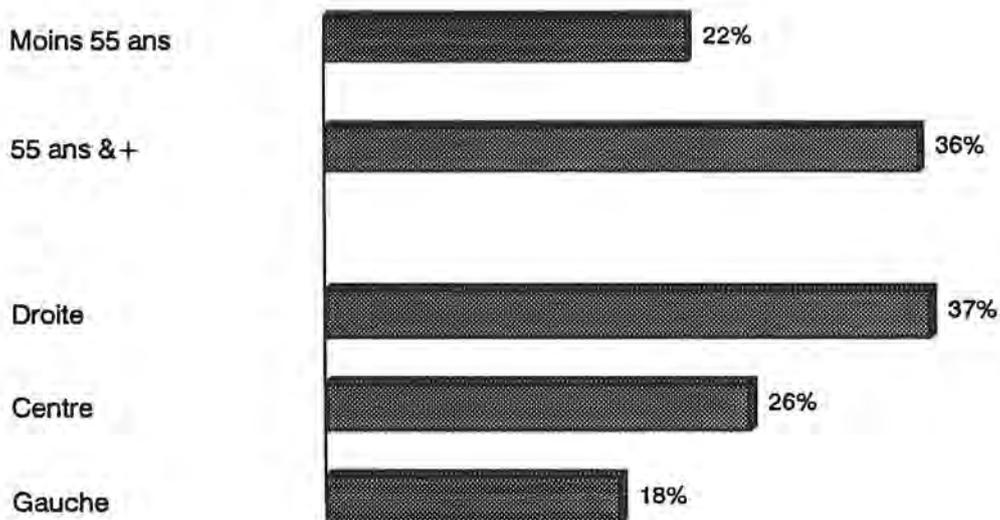
A la base de ces différences d'appréciation du lien confédéral, c'est aussi tout le problème linguistique qui sous-tend les réponses, en particulier l'utilisation généralisée du dialecte qui rend la communication plus difficile. Nous n'avons pas du tout abordé cette question dans SOPHIA.

Finalement, on peut constater que le bruit fait, en Romandie notamment après le 6 décembre, sur le profond fossé culturel qui divisait la Suisse et la menaçait de séparatisme, alimenté par les médias et certaines personnalités du monde politique, s'est apaisé. Les leaders romands et tessinois sont tout aussi peu nombreux à en faire état aujourd'hui que ceux de Suisse alémanique.

## Interprétation du vote sur l'EEE

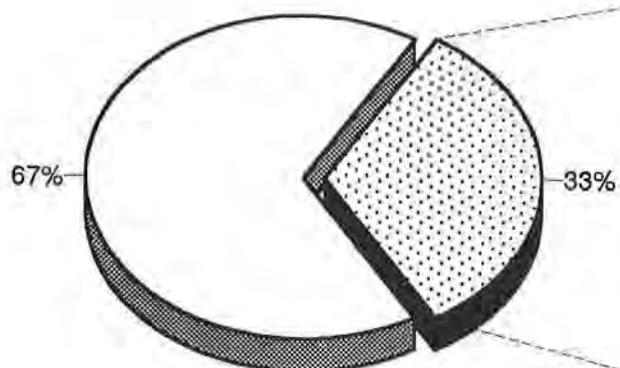


## Ce n'est qu'une simple opposition sur l'Europe ...

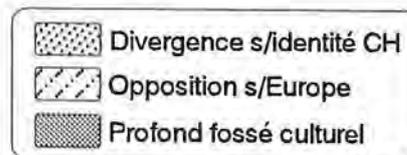
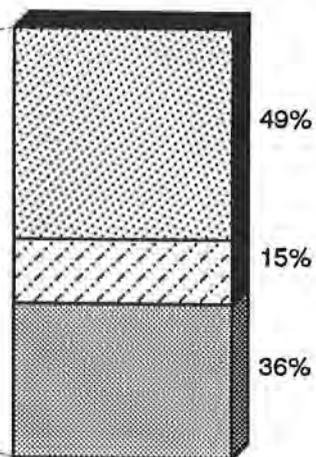


## Le lien confédéral à la lumière du vote sur l'EEE

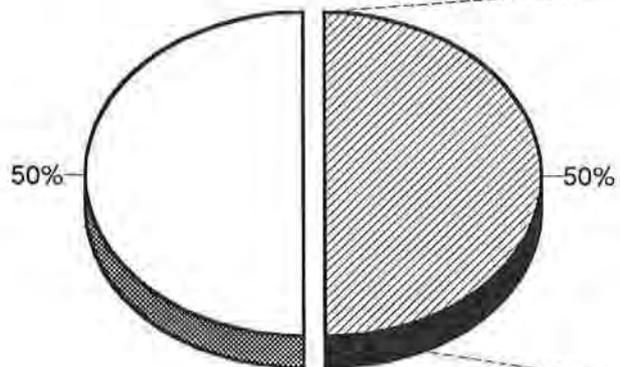
C'est un mythe ...



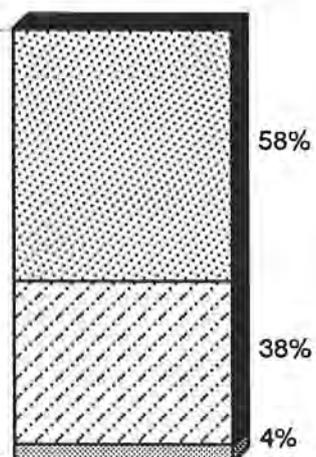
Le vote EEE a montré ...



C'est une réalité ...



Le vote EEE a montré ...



### 3.3.3 L'opinion de la population

Les réactions de la population et des leaders quant au fossé entre les régions linguistiques sont assez similaires :

	Leaders (256)	Population (600)
<b>Depuis une dizaine d'années ...</b>		
- Fossé nettement creusé	17%	18%
- Fossé un peu élargi	30%	15%
- Situation stable	53%	60%
- Ne sait pas	1%	7%
<i>Sous-total négatif</i>	<i>(47%)</i>	<i>(33%)</i>

On observe une grande sérénité chez les uns et les autres qui, malgré le 6 décembre, ne considèrent pas que le fossé entre régions s'est creusé ou très peu ! Peut-être pensent-ils qu'il a toujours existé, et que les péripéties récentes n'y ont rien ajouté.

Bien sûr, dans la population comme chez les leaders, les différences d'appréciation entre Latins et Alémaniques sont grandes :

	Leaders (256)	Population (600)
<b>Le fossé ne s'est pas élargi ...</b>		
- Latins	27%	48%
- Alémaniques	67%	63%

Les leaders romands sont donc beaucoup plus inquiets que ne l'est la population, ce qui s'explique sans doute par les échanges permanents qu'ils vivent avec la Suisse orientale; ce jugement "en connaissance de cause" est d'autant plus préoccupant.

Quoi qu'il en soit, il est difficile ici de savoir si ce sentiment de césure exprimé par la minorité est l'expression d'une réalité ou plutôt un simple malaise plaqué, à tort, sur la réalité. En un mot, les minorités ne sont-elles pas, inmanquablement, plus soucieuses du respect de leur identité et plus sensibles à l'accueil qu'on lui réserve, que ne le sont les groupes numériquement supérieurs ?

### 3.3.4 Les clivages dominants

*"Ce fossé linguistique est-il à votre avis le clivage dominant en Suisse, ou y en a-t-il d'autres qu'il faudrait également prendre en compte ?"*

Correctif également, l'opinion très largement majoritaire que les différences linguistiques ne représentent pas en Suisse le clivage dominant. D'autres clivages sont aussi importants, sinon plus importants, en particulier celui qui sépare les milieux urbains et ruraux et, dans une moindre mesure, les différences entre cantons riches et cantons plus pauvres.

Le niveau d'instruction et la sensibilité politique constituent également, au sein de la population, des lignes de partage reconnues.

- oui, clivage dominant	14%	<i>Lesquels ?</i>	
- d'autres aussi importants	67% ↗	- ville-campagne	61%
- d'autres plus importants	18%	- niveau d'instruction	31%
- pas répondu	1%	- cantons riches/pauvres	30%
		- sensibilité politique	29%
		- niveau de revenu	24%
		- âge	24%
		- sexe	15%
		- religion	6%

Un Latin sur cinq ressent le clivage linguistique comme la principale division entre les Suisses ce qui est normal au sein d'une minorité. Ce n'est pourtant pas, et de loin l'opinion dominante. Autant ou plus importantes, pour eux comme pour les Alémaniques, les différences entre villes et campagnes, et celles entre cantons riches et cantons pauvres, particulièrement relevée par les Latins.

Nous avons là un bon reflet des sentiments que les Romands et Tessinois éprouvent (fussent-ils leaders) d'être défavorisés au plan économique par rapport au "Triangle d'Or". Ce sentiment est sans doute accentué aujourd'hui avec le phénomène du chômage qui n'a pas (encore) atteint la Suisse alémanique dans les mêmes proportions.

Parmi les leaders interrogés, un professeur explique le "miracle suisse" de la cohésion dans la diversité par le fait que, dans notre pays, les nombreux clivages (langues, religions, richesses ...) s'annulent!

Pour l'interprétation de ces résultats il faut tenir compte que, dans cet univers très particulier des leaders d'opinion, la pratique d'une autre langue nationale que sa langue maternelle est élevée : 75% des Latins parlent l'allemand et 90% des Alémaniques parlent le français. En outre, un bon tiers des leaders interrogés pratiquent l'italien (en dehors de ceux dont c'est la langue maternelle).

**En résumé : Pour les leaders interrogés**

**Le lien fédéral résiste bien et, apparemment, continuera à résister aux divergences populaires : aucune évocation sérieuse d'une possible crise interne n'apparaît ici.**

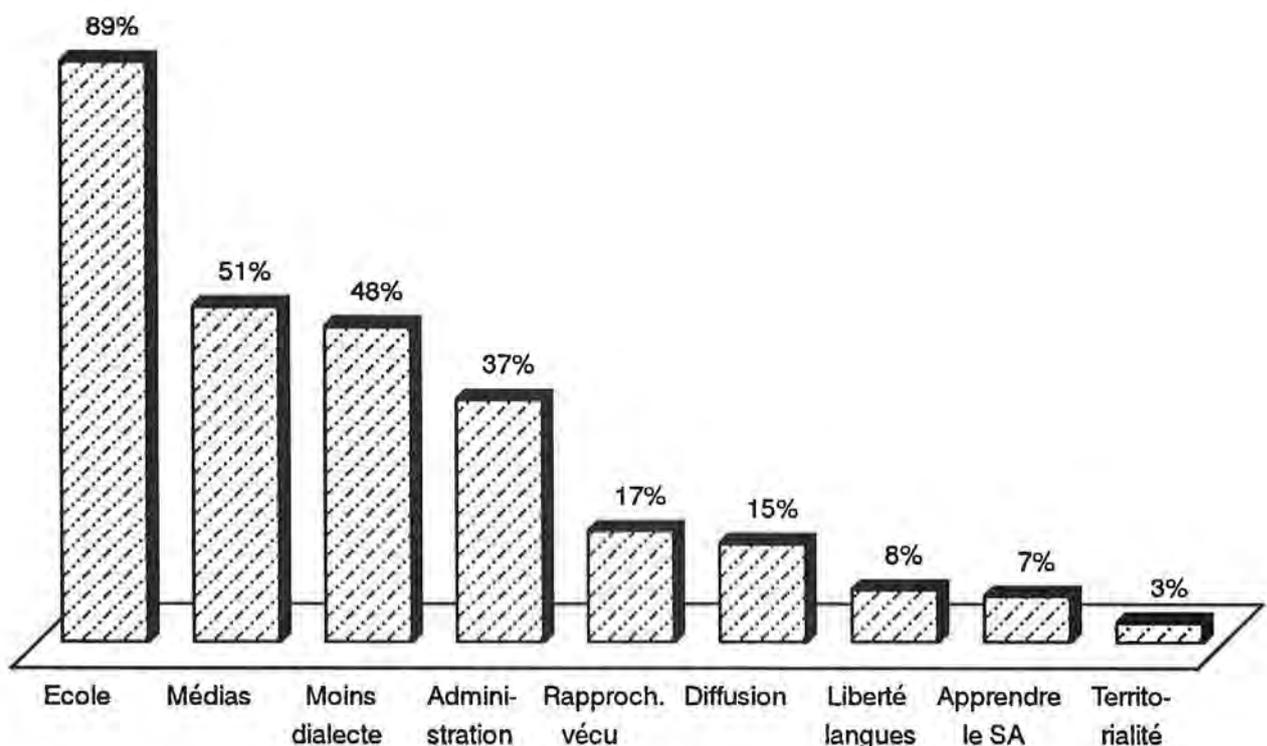
**La question linguistique, pour gênante qu'elle apparaisse aux Latins, à une partie de la gauche et aux plus jeunes parmi les leaders, ne représente pas une menace, du moins pour le proche avenir. Les forces centrifuges, dont certains médias se sont fait l'écho, ne paraissent pas très puissantes aux yeux des personnalités interrogées.**

**Des divergences plus ou moins profondes existent sur l'identité suisse qu'il importe d'analyser; ces divergences paraissent donc acceptées avec sagesse par les élites de notre pays, avec une volonté sérieuse d'améliorer les choses.**

### 3.3.5 Les solutions proposées

*"Quel que soit votre avis sur l'ampleur du fossé entre les régions linguistiques, quels remèdes proposeriez-vous pour une meilleure connaissance mutuelle, une meilleure communication et un renforcement du lien confédéral, dans le respect des minorités ?"*

#### Comment améliorer / entretenir le lien confédéral ?



On compte beaucoup sur l'école, l'enseignement en général, pour faire connaître aux jeunes les autres régions (apprentissage des langues, échange d'élèves), et pour les faire sortir de leurs ghettos respectifs (c'est l'attente de 94% des leaders alémaniques).

On compte aussi sur les médias :

- information, débats, mieux faire connaître les autres régions, présenter des personnalités d'autres régions, traduction d'articles de presse, d'émissions TV : 51%)
- et sur un plus grand usage de l'allemand dans les médias alémaniques, moins de dialecte (48%). La demande vient notamment des leaders de Suisse alémanique (53%), milieu spécifique et cultivé.

Les médias ont donc un rôle important à jouer. On compte sur eux! Il sera intéressant de connaître par exemple l'accueil réservé à la récente initiative de la SSR pour que des débats tels que "Table ouverte" ou "Zehn vor zehn", soient diffusés en direct sur les deux chaînes avec traduction simultanée.

Une meilleure représentation des régions dans l'administration fédérale est bien sûr proposée dans une plus large mesure par les minorités latines.

On ne croit pas tellement au rapprochement vécu (17%), plus en faveur chez les leaders de plus de 55 ans (l'offre de séjours avantageux pour les Romands, au printemps 93, initié par Lucerne, a eu un vif succès populaire : cette réaction émotionnelle ne leur semble pas bien efficace sur le long terme) ni à la diffusion plus intensive des oeuvres littéraires, théâtrales, cinématographiques.

Le principe de territorialité / inversément la liberté des langues ne figure pas parmi les mesures préconisées pour une meilleure connaissance mutuelle, alors que certains politiciens en font leur cheval de bataille.

Signalons enfin un geste de bonne volonté chez les Latins : 16% souhaitent qu'on apprenne le dialecte dans les écoles.

### 3.4. LES GROUPES CONTESTATAIRES

Personne ne s'étonnera que l'on rencontre les plus grandes proportions de personnalités insatisfaites des institutions et valeurs actuelles de la Suisse, et préconisant des réformes, ou des changements d'orientation importants :

- à gauche
- au sein des minorités linguistiques

Inversément, les leaders satisfaits des structures actuelles se recrutent en bonne partie

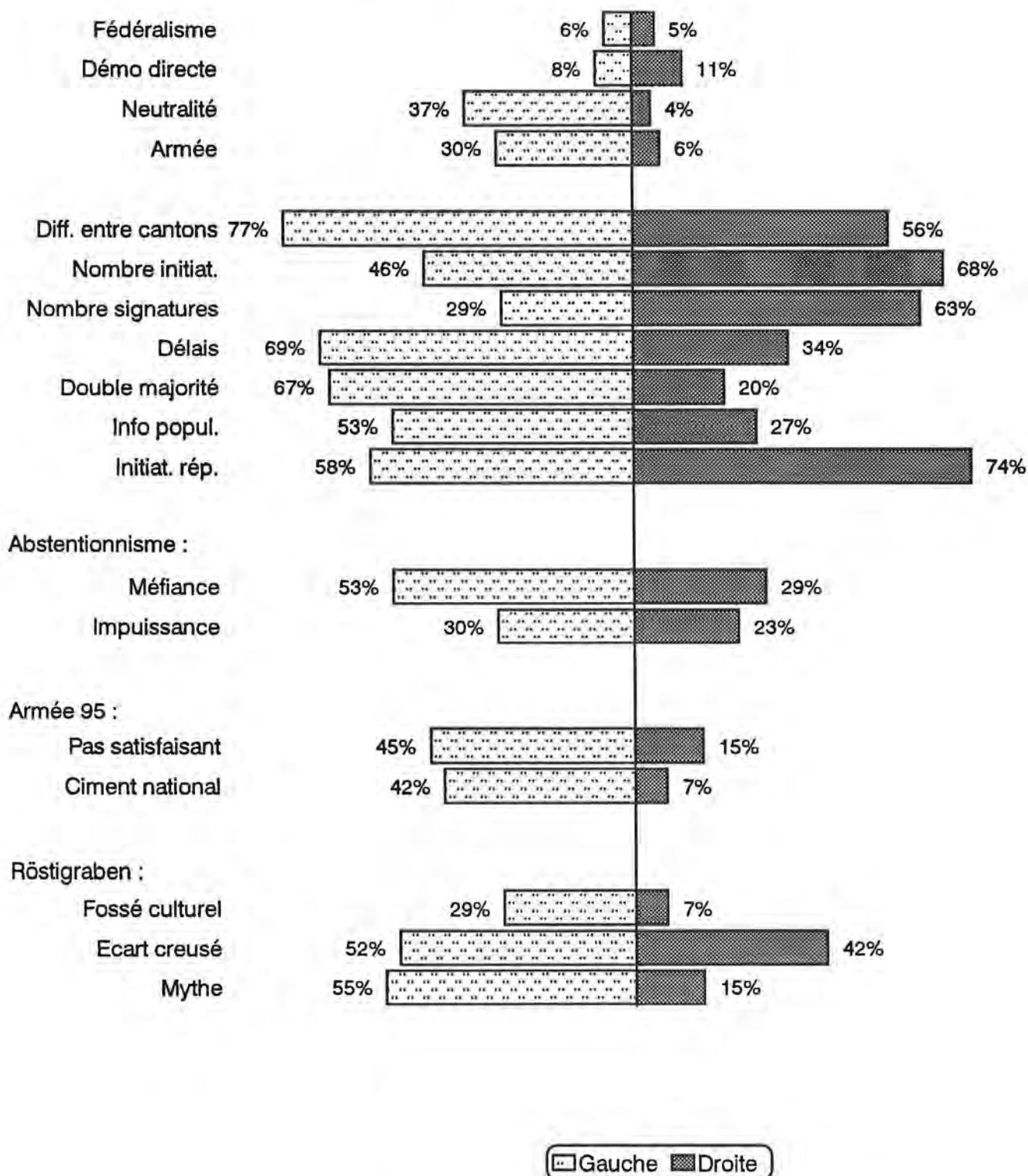
- à droite
- et, dans une certaine mesure seulement, chez les Alémaniques

Ce qui est intéressant - et nous le mettons ci-après en évidence - ce sont les écarts relatifs, au sein d'un même groupe, entre les diverses tendances. La réflexion des leaders est nuancée et subtile, beaucoup moins monolithique qu'on aurait pu l'imaginer, ce qui devrait nous interdire désormais de tomber dans le panneau des simplifications.

Qu'il s'agisse des institutions, de l'armée ou du fossé linguistique, les sensibilités romandes ou alémaniques, les philosophies de droite ou de gauche ne s'opposent pas de manière uniforme :

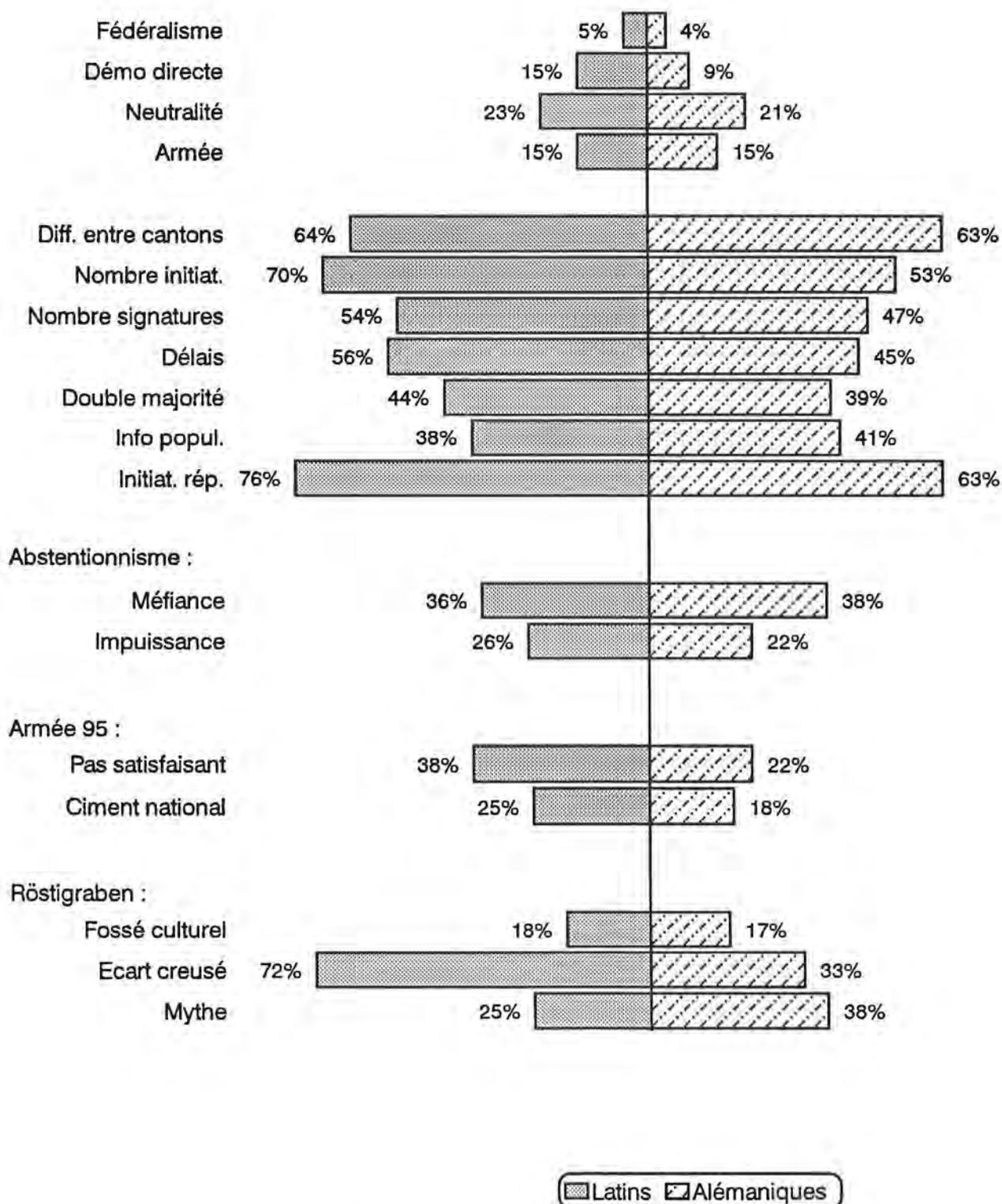
- la fracture linguistique n'existe pas sur l'appréciation des institutions et valeurs politiques
- la fracture droite/gauche est beaucoup plus marquée, et se développe sur la plupart des thèmes abordés, mais particulièrement sur ce qui touche à l'armée et au fossé linguistique. Les institutions démocratiques de base rencontrent, elles, un consensus bien helvétique

## Les domaines critiqués ou remis en cause par sensibilité politique



## Les domaines critiqués ou remis en cause

par région



### 3.5. L'AVENIR DE NOS INSTITUTIONS

#### 3.5.1. Politique intérieure

*"A l'avenir que préféreriez-vous pour la Suisse : maintenir l'actuelle politique de consensus (y compris la formule magique au gouvernement) ou passer à un système d'alternance gauche / droite ?"*

Nos institutions, nous l'avons vu, prêtent dans une certaine mesure le flanc à la critique. Inadaptées (au moins partiellement) de l'avis d'une majorité des leaders, elles appellent des retouches. Dans ce contexte, on peut se demander si la politique de consensus qui régit notre vie politique depuis plusieurs dizaines d'années, à laquelle on reproche très souvent d'engendrer la lenteur des décisions et procédures, est contestée ou non.

- La majorité des personnalités interrogées, les Latins comme les Alémaniques, se prononcent en faveur de son maintien (55%), toutes tendances politiques confondues.

L'attachement au consensus est plus grand encore dans le monde politique, c'est bien naturel (65%)

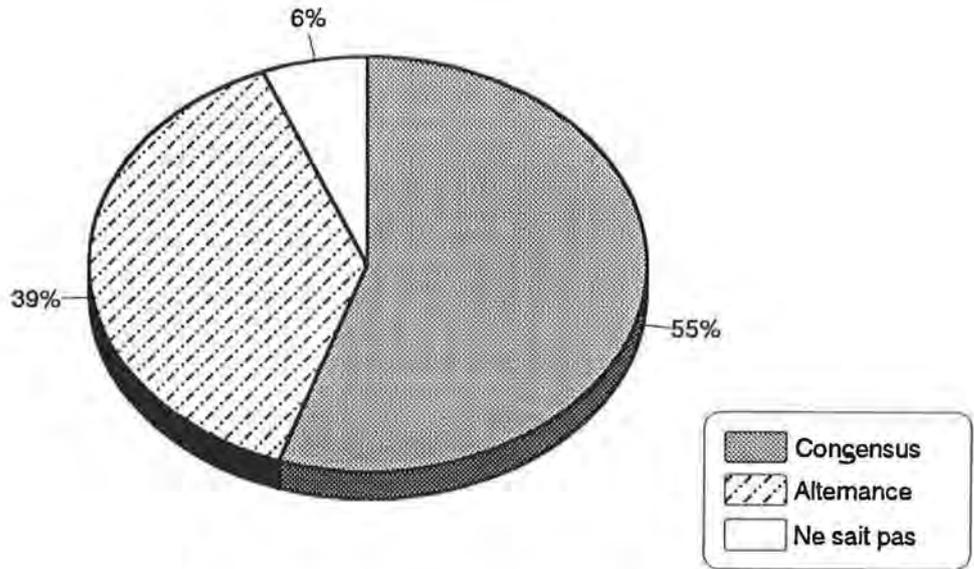
Parmi les leaders qui privilégient le système actuel, un certain nombre précisent toutefois leur pensée et apportent quelques réserves à leur choix. Ils évoquent en particulier "un programme politique clair", "un contrat de législature", ou souhaitent, d'une façon globale, des améliorations

- Il faut pourtant considérer avec attention la forte minorité des leaders préconisant l'alternance (39%), dans les milieux économiques notamment où cette préférence est manifeste

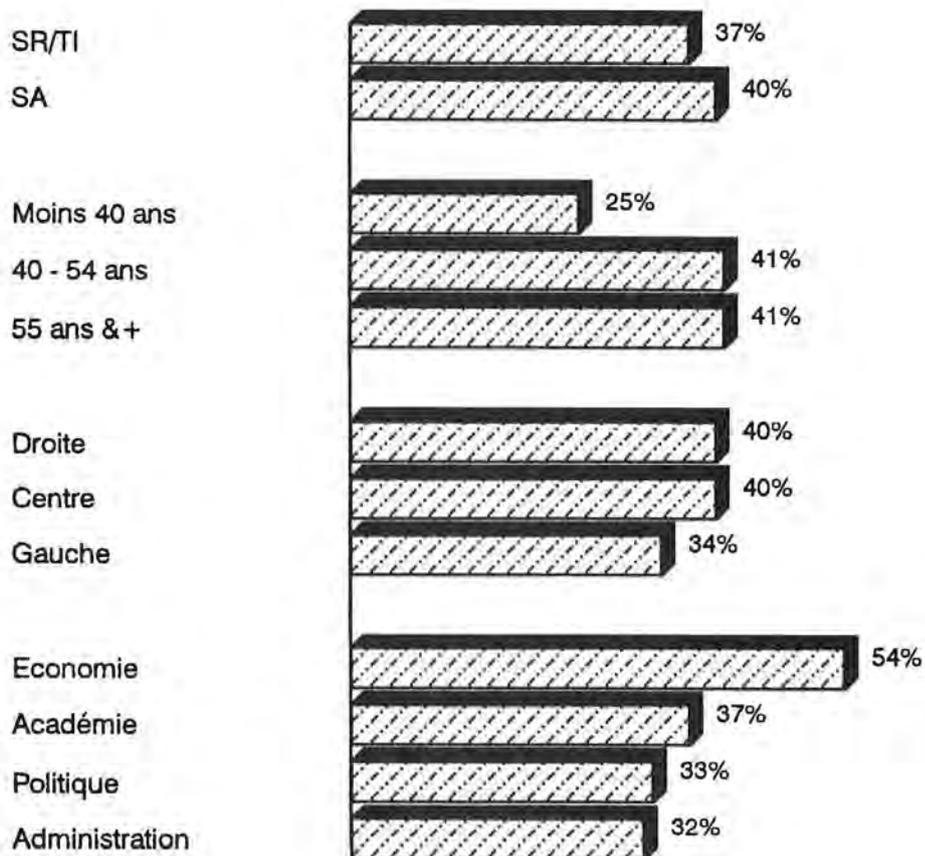
A remarquer également que, parmi les leaders fondamentalement attachés au fédéralisme et à la démocratie directe, une importante minorité (30% environ) se déclare en faveur d'un système d'alternance

Exception faite des leaders de l'économie privilégiant le système d'alternance, l'analyse ne révèle pas de tendances très significatives d'un sous-groupe à l'autre : défenseurs du consensus et partisans de l'alternance s'y répartissent de manière assez semblable, sauf les plus jeunes, qui de façon assez surprenante, favorisent le consensus.

## Faut-il passer d'une politique de consensus à un système d'alternance ?



### Sont favorable à l'alternance ...



### *Quelques remarques spontanées*

#### **En faveur du consensus :**

*"Consensus sur base d'un contrat de législature à respecter"*

*"Consensus après confrontation sur des options divergentes clairement posées"*

*"Il faut diminuer l'importance de la politique de consensus (par exemple supprimer le blocage de la majorité des cantons), l'alléger et la dynamiser."*

*"System verbessern / Konsenspolitik aber nicht um jeden Preis / Eine echte transparente Konsenspolitik fördern. Die jetzige sog. Konkordanz ist nur eine Karikatur davon."*

*"Renouveler la politique de consensus, en lui donnant plus de souplesse."*

*"Seul le consensus est possible dans un système fédéral. L'alternance exigerait de réduire les droits populaires."*

*"Avec un contrat effectif de gouvernement et l'existence d'une opposition et d'une coalition gouvernementale plus restreinte, plus typée. Pour autant que le Conseil fédéral s'accorde sur un programme minimum et précis."*

*"Regierung / Oppositionssystem ist nicht kombinierbar mit direkter Demokratie."*

*"Ohne gegenseitige Blockierungen."*

#### **En faveur de l'alternance**

*"Cela dépend des niveaux. L'alternance devrait être testée d'abord au niveau cantonal".*

*"Une majorité gouvernementale et une opposition qui mérite son nom."*

*"L'alternance sur un programme commun, mais non sur la base gauche-droite qui ne signifie plus rien."*

#### **Et aussi**

*"Priorité aux compétences"*

*"Professionaliser l'exécutif"*

Dans la phase exploratoire, les leaders se sont largement exprimés sur les possibilités qui sont offertes à la Suisse pour qu'elle retrouve l'énergie de la participation. En résumé, ces solutions peuvent être regroupées sous trois groupes essentiels :

**1) Rendre les problématiques accessibles à la population :**

- en posant les bonnes questions à la bonne échelle
- en simplifiant les questions
- en votant pour des questions séparées
- en retrouvant une transparence de la communication
- en abolissant le langage juridique de la politique et des votations
- en formant des petits groupes de travail avec les gens de la base

Cependant, cet ensemble de solutions doit être géré avec doigté, pour éviter une simplification abusive des problèmes complexes, ce qui pourrait être dangereux.

**2) Changer la structure même du pouvoir :**

- en créant une instance de sages, qui seraient choisis pour leur compétence et non pour leur appartenance politique
- en instaurant des centres de consultants qui produiraient l'innovation, et qui travailleraient pour l'Etat
- en créant de nouveaux niveaux de décisions : communes, cantons, Etat ne correspondent plus forcément à la réalité actuelle

**3) Motiver la population :**

- en mettant les gens au défi, en leur donnant des éléments de départ pour une réflexion et une action
- en agissant sur l'éducation : l'école a ici un grand rôle à jouer

### 3.5.2 Cohésion interne

*"Pour l'avenir, avez-vous pleinement confiance ou non en une Suisse multiculturelle, toujours unie dans ses différences ?"*

Il ressortait assez clairement du constat sur l'état actuel de la Suisse pluriculturelle que :

- l'on a respect et fierté des particularismes
- et qu'on refuse de laisser place aux forces centrifuges et aux crises internes

Qu'en est-il de l'avenir ?

Globalement, les personnalités interrogées ont confiance dans l'avenir de la Suisse multiculturelle, unie dans ses différences. Alémaniques et Latins, c'est important, jeunes et plus âgés, qu'ils exercent ou non une fonction politique, partagent la même opinion, le même espoir.

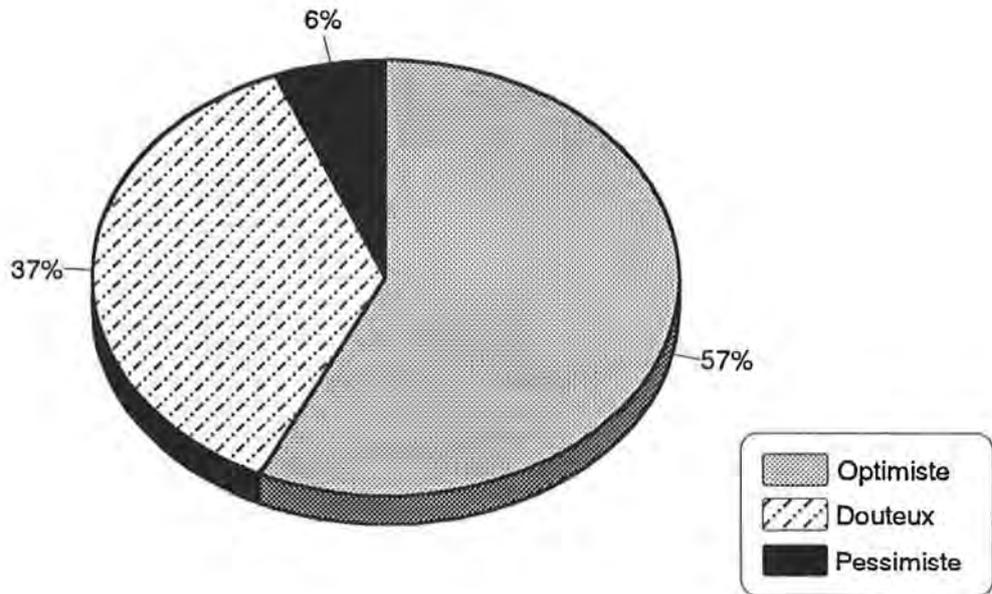
---

C'est la sensibilité politique qui départage la vision d'avenir, détermine la confiance ou le doute, voire le pessimisme. A gauche, on est nettement plus anxieux, alors que les leaders proches de la droite, à plus de deux contre un, pensent que les Suisses continueront à bien vivre ensemble, plus ou moins harmonieusement, comme par le passé.

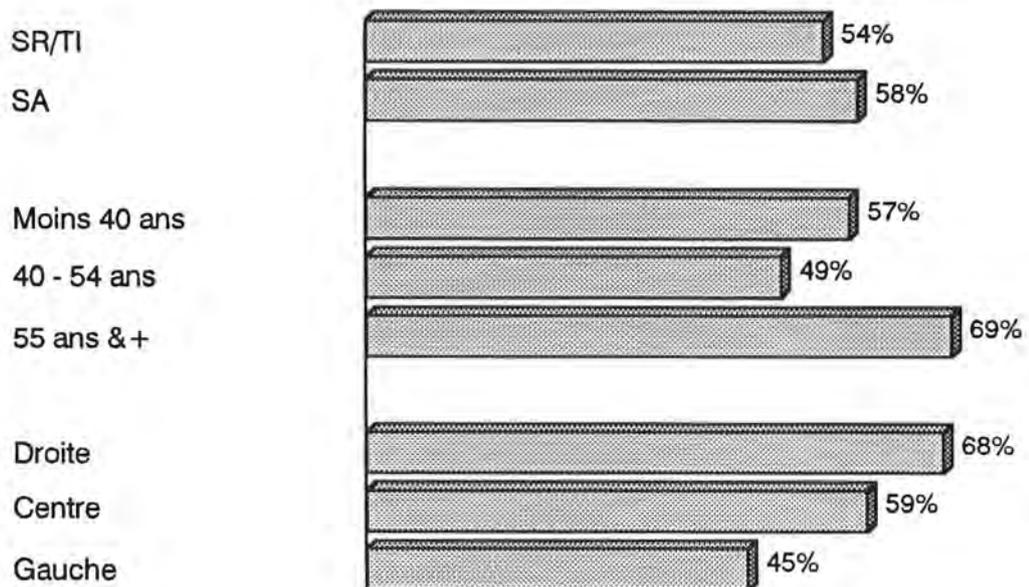
---

Bien évidemment, la confiance ou le doute quant à l'avenir du lien confédéral dépend étroitement de l'image qu'on porte en soi de la Suisse aujourd'hui. Si l'on pense que le modèle de cohabitation entre cultures diverses est un mythe et/ou que le fossé s'est élargi entre les communautés, le doute tend à l'emporter sur la confiance. Pas absolument toutefois. Un bon tiers des leaders, très conscients de certains dysfonctionnements de notre démocratie, font tout de même confiance à l'avenir.

## Quel est l'avenir de la cohésion nationale ?



## Sont confiants en l'avenir ...



### 3.5.3. La politique extérieure

Majoritairement, les leaders interrogés pensent que, ces prochaines années, la Suisse va s'ouvrir davantage au monde :

L'ouverture au monde :

- va s'améliorer	59%
- restera la même	21%
- va se réduire	17%

Pour preuve de cette ouverture, on constate que la grande majorité des leaders souhaite une adhésion à l'Union Européenne (77%) et une adhésion à l'ONU (84%).

Mais entre leur désir et la réalité, il y a un pas considérable. Comme le montre le graphique de la page suivante, la moitié seulement des leaders pensent que la Suisse aura adhéré à l'Union Européenne et à l'ONU d'ici l'an 2000.

Dès lors, on voit que la confiance faite à la population pour faire le pas qu'ils souhaitent en matière internationale est bien limité.

Par ailleurs, on constate une forte différence structurelle entre les leaders de droite et de gauche en ce qui concerne le désir d'adhérer à l'Union Européenne et à l'ONU :

	Total	SR/TI	SA	Droite	Gauche
• Souhaite une adhésion à l'Union Européenne	77%	85%	72%	59%	93%
• Souhaite une adhésion à l'ONU	84%	83%	84%	70%	96%

La réticence de la droite encore assez forte en ce qui concerne l'Union Européenne, ce qui montre bien que l'état de l'opinion publique répond en grande partie, mais en la radicalisant, à celle de certains de ses leaders. En revanche, on peut s'étonner de la grande perméabilité des leaders à l'ONU : on sait par ailleurs que la population ne les suit pas, puisqu'un sondage récent donnait 39% seulement d'opinion positive dans la population.

C'est pourquoi, avec réalisme, ils sont peu nombreux à imaginer que le rôle de la Suisse sur la scène internationale va gagner en importance.

Elle jouera un rôle plus important :

- |                 |     |
|-----------------|-----|
| - en Europe     | 29% |
| - dans le monde | 10% |

Ainsi un changement d'orientation dans la politique étrangère de la Suisse, souhaité par une majorité des leaders proches de la gauche, ne devrait pas à leur avis, accroître son importance sur le plan international.

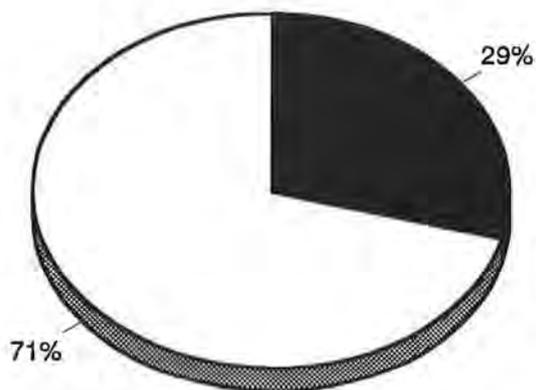
Par ailleurs, dans l'esprit des personnalités interrogées, le rôle que notre pays serait éventuellement appelé à jouer ne semble pas directement lié à son appartenance à la CE et/ou à l'ONU, voire même sont inversement corrélés.

Les leaders proches de la droite marquent davantage de résistance à l'idée d'une adhésion de la Suisse à ces institutions internationales; dans le même temps leur conviction est plus forte que notre pays jouera, d'ici la fin du siècle, un rôle plus important en Europe et dans le monde.

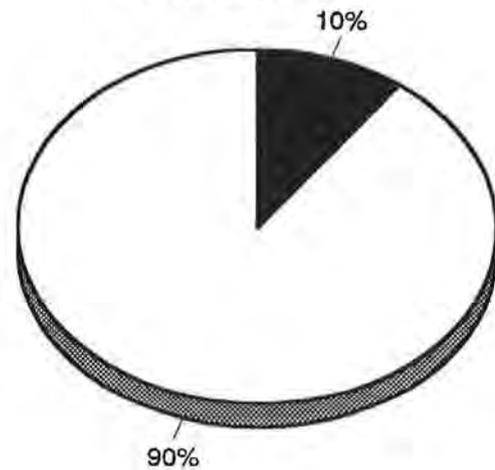
De façon générale, dans SOPHIA, la droite montre un plus grand optimisme quant aux capacités de réagir de la Suisse et à ses atouts, que la gauche.

## L'avenir international de la Suisse

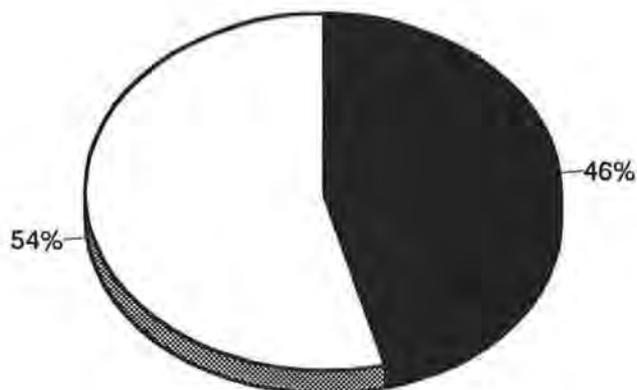
Rôle plus important  
en Europe



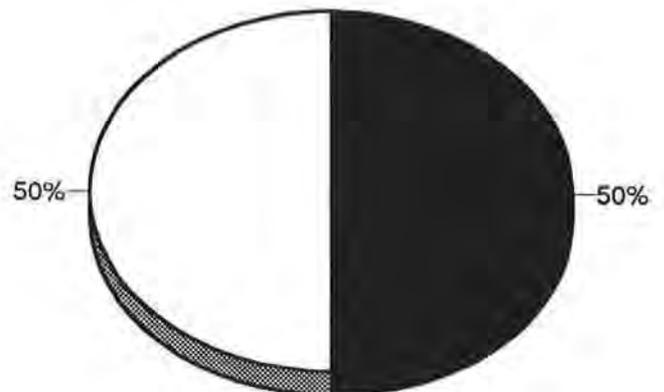
Rôle plus important  
dans le monde



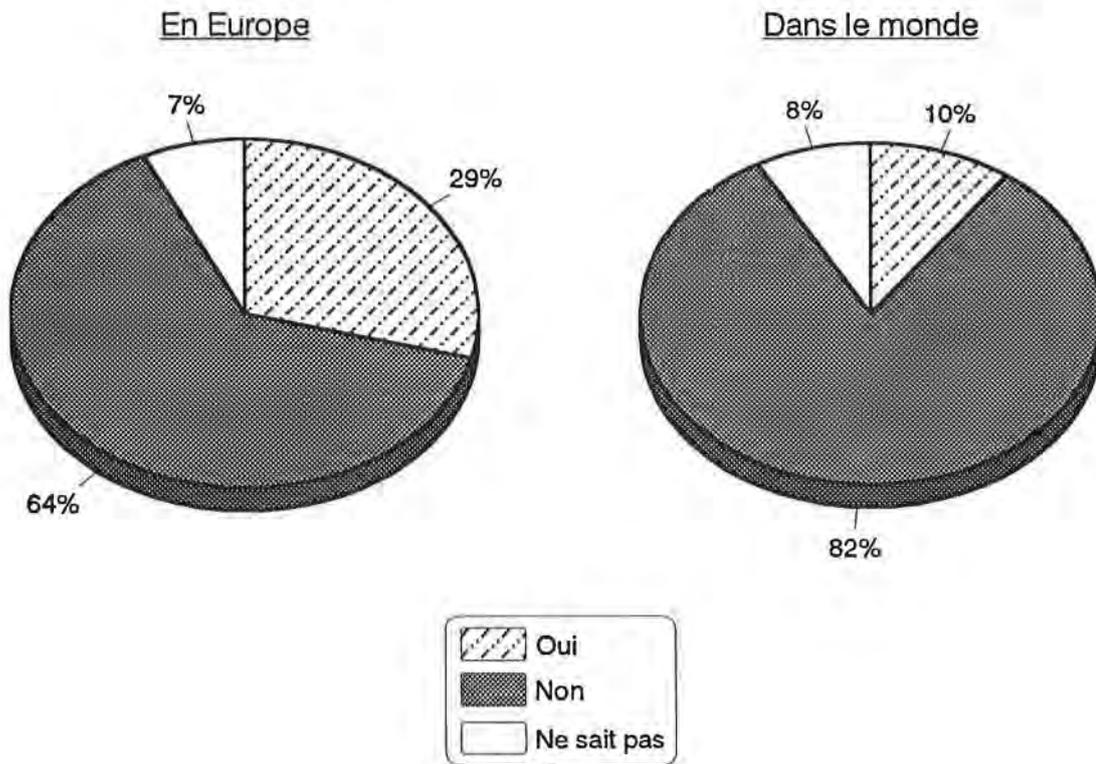
Adhésion UE



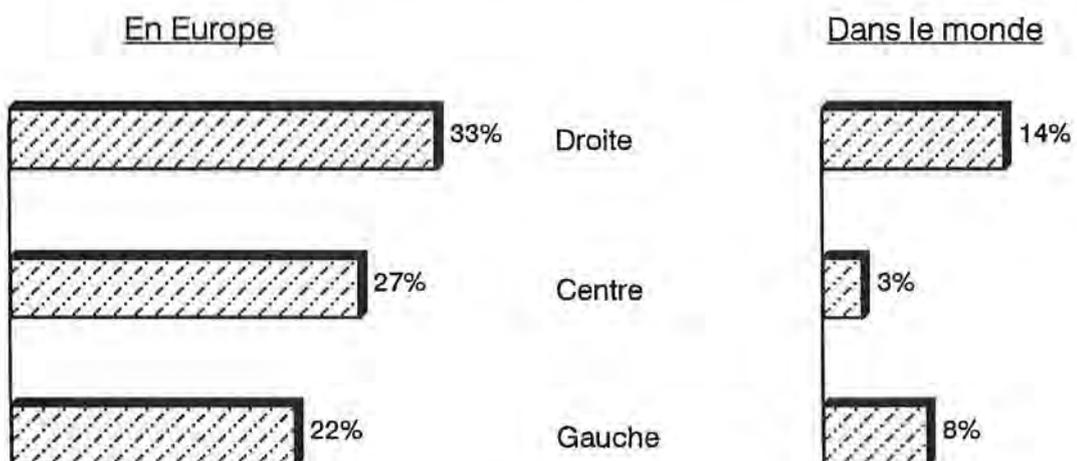
Adhésion ONU



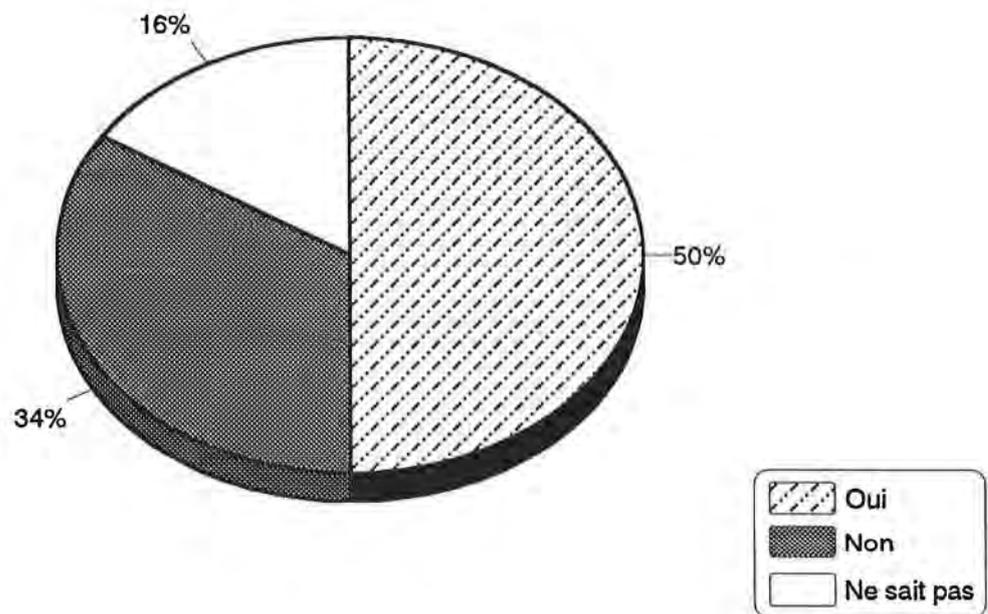
## A l'avenir, le rôle de la Suisse sera-t-il plus important ?



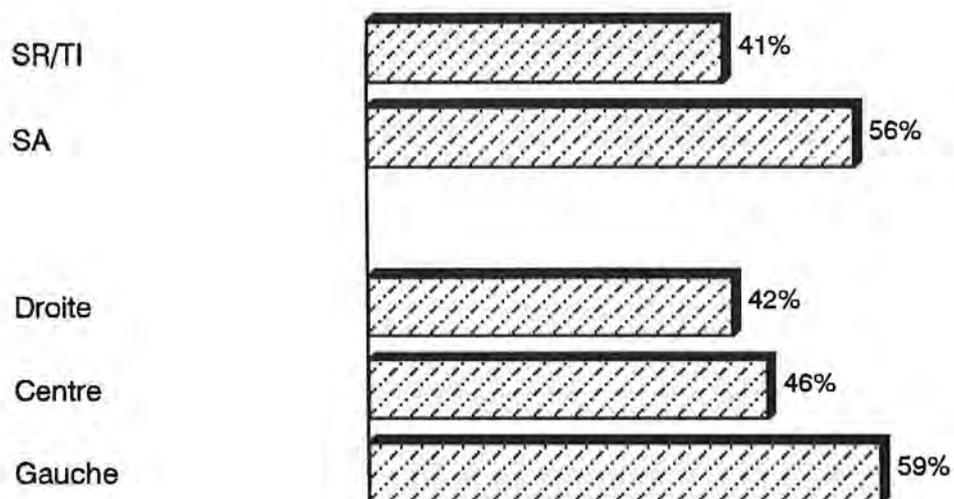
## Elle aura un rôle plus important ...



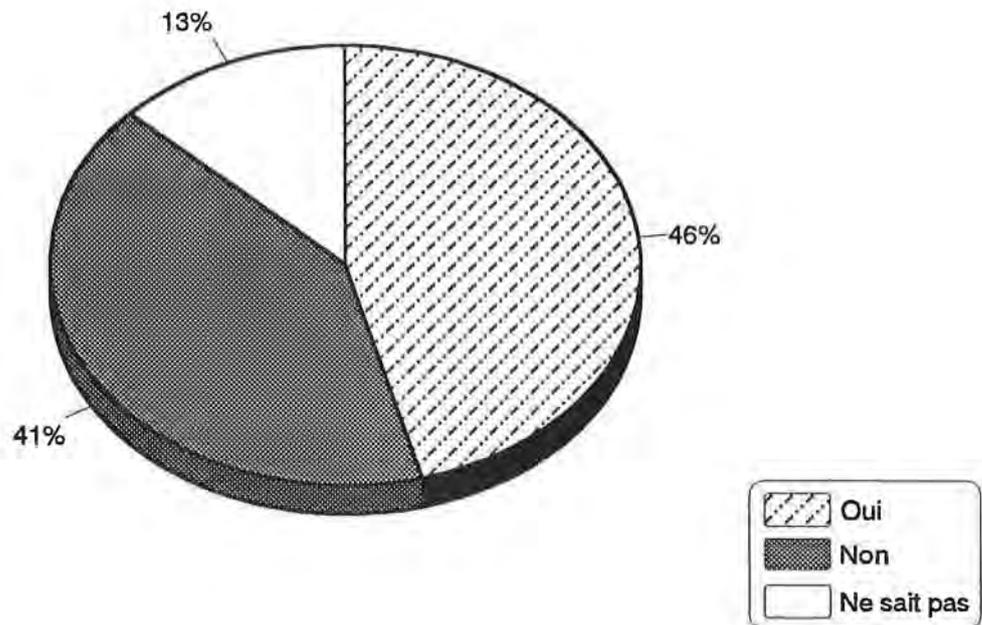
## Adhésion de la Suisse à l'ONU d'ici l'an 2000 ?



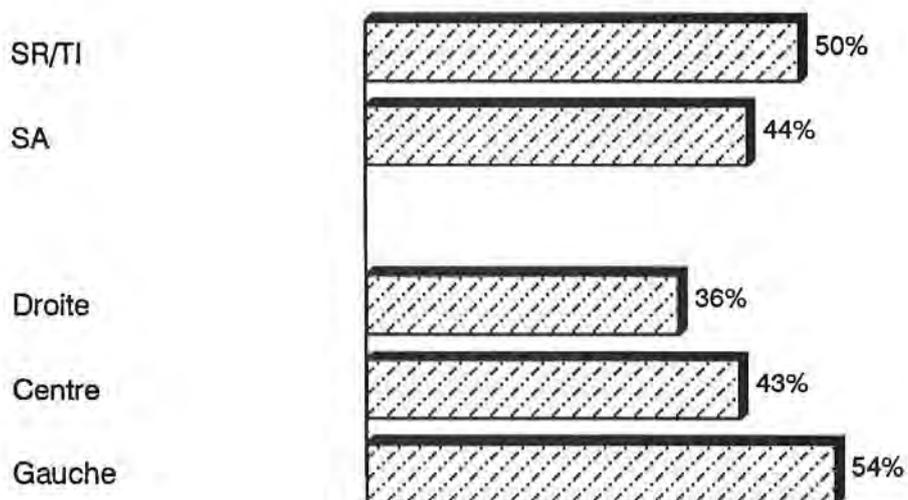
## D'ici l'an 2000, la Suisse aura adhéré à l'ONU



## Adhésion de la Suisse à l'UE d'ici l'an 2000 ?

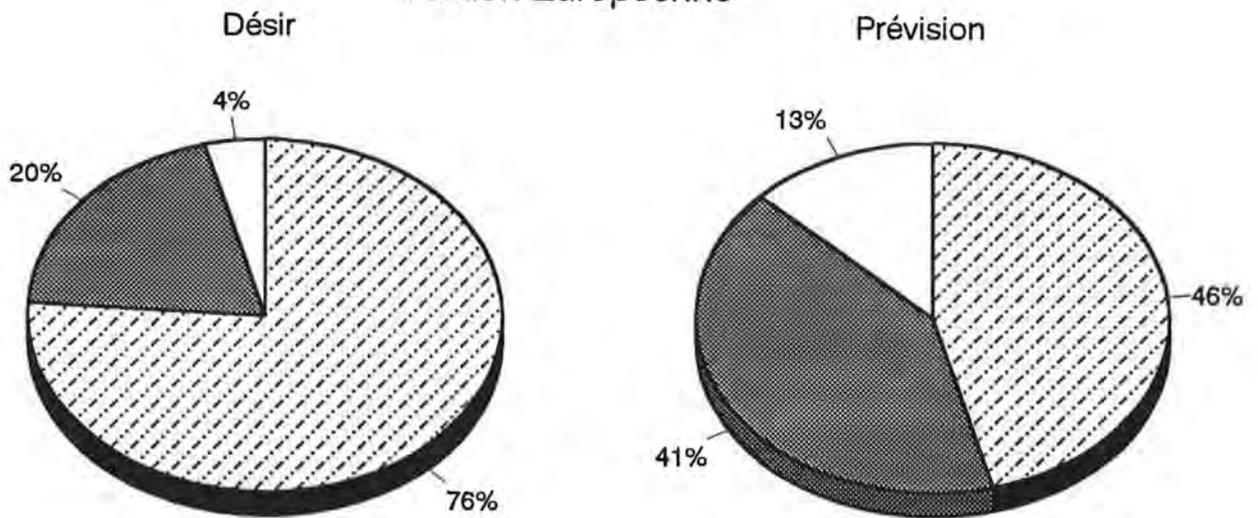


## D'ici l'an 2000, la Suisse aura adhéré à l'UE

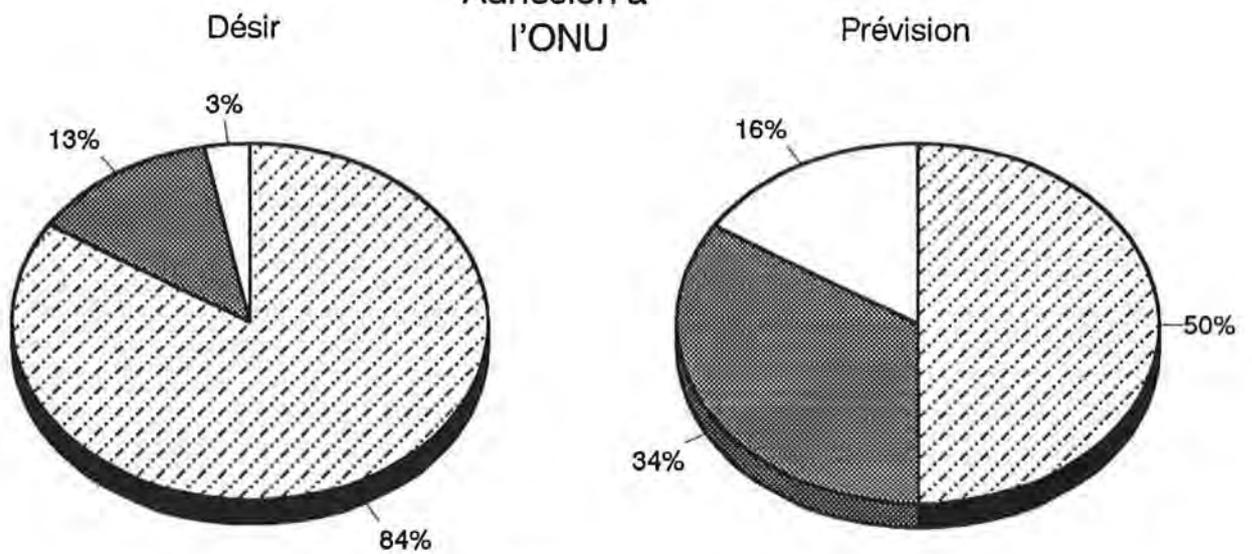


## Entre le désir et la réalité ...

### Adhésion à l'Union Européenne



### Adhésion à l'ONU



### 3.5.4. Quel avenir pour qui ?

Très schématiquement, à travers ces deux dernières questions (cohésion interne / politique extérieure), assez simples dans leur libellé, on peut se prêter à une réflexion plus large :

- **A droite**, la réflexion et les préoccupations sont prioritairement dirigées vers la situation politique intérieure. La vision est plus affirmée, sans états d'âme ni remise en question fondamentales. En revanche, une évolution certaine est préconisée. En outre, les leaders de droite font confiance en l'avenir commun des Suisses et dans les structures et l'originalité suisses, ce qui les rend moins sensibles aux sirènes de l'aventure.
- **A gauche**, c'est l'inverse. On y trouve une conscience plus aiguë des courants contraires, potentiellement conflictuels qui parcourent le pays et menacent sa cohésion. Le salut viendrait d'ailleurs. L'abandon de la neutralité correspond à un plus grand besoin d'ouverture, de "fraterniser", de participer. Il y a chez ces leaders une attitude un peu paradoxale : le sentiment que, tôt ou tard, la Suisse adhérerait à l'UE et à l'ONU, ce qu'ils souhaitent en grande majorité; mais ils ne pensent pas pour autant qu'elle soit appelée à jouer un rôle plus important dans le monde.

Encore une fois, tendance - même marquée - ne veut pas dire unanimité ... et chaque groupe contient ses forces centrifuges, minoritaires soit, mais bien présentes.

-----

La phase exploratoire a eu lieu juste avant le vote du 6 décembre, et elle nous a permis de cerner, à chaud, des éléments explicatifs essentiels de la problématique que l'ouverture à l'Europe pose aux leaders et à la population suisses.

L'échéance du 6 décembre, génératrice d'incertitudes et d'insécurité, a produit un double effet :

- d'amplification des craintes et des espoirs liés à l'avenir de la Suisse
- de dramatisation des propos dans la phase exploratoire, déjà calmée au moment où les leaders ont rempli le questionnaire quantitatif. Pourtant, cet état de tension généré par le vote imminent a permis, positivement, de libérer l'expression spontanée et authentique des participants aux groupes exploratoires, au-delà les discours de conformité, des rationalisations et des stéréotypes.

Nous avons donc perçu la votation du 6 décembre comme un puissant révélateur ...

- de la crise de **décision** suisse, et simultanément
- de la crise d'**identité** suisse

En effet, le choix de l'intégration de la Suisse à l'Europe est décrit comme

*"l'événement central de notre histoire"*

mais la radicalité de la décision, la prise de risque qu'elle implique, génère de très fortes craintes.

Le "oui" comme le "non" définissent une identité suisse nouvelle qui, dans les deux cas, est perçue comme insatisfaisante.

Si le "oui" l'emporte, on risque :

- une **perte des valeurs** qui personnalisent la Suisse, pays unique, exceptionnel
- une intégration dans un **meltingpot** européen, dans lequel la Suisse, parce qu'elle est une petite entité, devra se banaliser, n'être plus rien ("David et Goliath")
- un **changement d'échelle**, puisqu'il faudra passer de la taille d'une "communauté" à la taille d'une société. Ce changement d'échelle fait d'autant plus peur que la Suisse dispose d'un système politique sain, intelligent et humaniste : la démocratie directe. La Suisse forme une communauté où chacun se connaît, se reconnaît, à l'inverse d'un système de "société" où le pouvoir est centralisé, ce qui implique la masse, l'anonymat.

Mais, si le "non" l'emporte, les risques sont tout aussi grands :

- que la Suisse se réduise à un **musée** folklorique, une île exotique, en marge de l'Europe, figée dans des images d'Epinal, au contraire d'un continent irrigué, dynamique, ouvert sur le futur ...
- que l'**asphyxie** due à l'isolement soit généralisée, et touche aussi bien les mentalités, la culture, l'économie, la recherche ....
- que l'**image de la Suisse à l'étranger** soit fortement dévaluée, avec une perte de sympathie et une perte de crédibilité.

-----

**L'avenir des institutions : en résumé**

**Les personnalités interrogées souhaitent en majorité une politique de consensus revivifiée, basée sur un programme gouvernemental, un contrat de législature avec des options claires.**

**Elles n'ont pas trop de craintes pour la cohésion interne et la solidité du lien confédéral, du moins à droite. A gauche, on est moins confiant dans l'avenir. Les Latins et les Alémaniques montrent le même optimisme !**

**Les opinions sont très partagées sur les effets au plan international d'une éventuelle renonciation de la Suisse à la neutralité, sur son adhésion ou non à l'UE et à l'ONU. Globalement, les leaders interrogés - compte tenu de ces incertitudes - ne pensent pas que notre pays jouera un rôle plus important en Europe ni dans le monde, d'ici la fin de ce siècle.**

## 4. LE BILAN DE SANTE DE LA SUISSE

4.1. La hiérarchie des priorités

4.2. La pertinence et l'efficacité des mesures

4.3. L'évolution du bilan

4.4. La comparaison internationale

4.5. Les acteurs

#### 4. LE BILAN DE SANTE DE LA SUISSE

Dans cette partie, nous analysons les prises de position des leaders d'opinion sur un certain nombre de questions économiques, sociales et culturelles auxquelles la Suisse est confrontée actuellement. La liste de ces thèmes, bien entendu, n'est pas exhaustive. D'autres problèmes et défis concernent aussi notre pays. Il fallait obligatoirement se limiter.

Pour chacun des thèmes soumis à l'attention des personnalités interrogées, il s'agissait de déterminer :

- le degré de gravité du sujet et l'**urgence** des éventuelles mesures à envisager
- la pertinence et l'efficacité des **mesures** prises actuellement par les autorités et autres acteurs de la vie économique et sociale
- le pronostic positif ou négatif à moyen terme établi par les leaders
- l'état de la situation en Suisse, en **comparaison** avec celle des pays qui nous sont proches

et enfin, sur un nombre de thèmes plus restreint :

- la confiance accordée aux différents **acteurs** de la vie économique, sociale, culturelle pour trouver les bonnes solutions.

Les points de vue détaillés des leaders sur certains aspects précis des dossiers que nous traitons ici, qui sont souvent débattus publiquement dans notre pays, leurs opinions, attitudes, remarques et commentaires ont donné lieu à des monographies consacrées à chacun des thèmes les plus importants, et font l'objet du chapitre 5 de ce rapport.

**Les questions posées :**

*"Nous allons aborder maintenant un certain nombre de thèmes qui concernent directement le peuple et la société suisse. Parmi ces sujets, certains exigent d'être traités urgemment, d'autres peuvent sembler mineurs.*

- *Indiquez pour chaque sujet le degré d'urgence des éventuelles mesures à envisager.*
- *Dans chacun de ces domaines de la vie publique, les autorités (fédérales, cantonales ...) suivent une politique, définissent des actions, consacrent des budgets. Nous aimerions connaître votre jugement sur la façon dont sont actuellement traités ces sujets.*
- *Et comment voyez-vous l'avenir ? A votre avis, comment vont évoluer ces différents problèmes dans les 5 prochaines années en Suisse ?*
- *Dites-nous si la situation en Suisse vous semble plus ou moins satisfaisante que dans les autres pays qui nous entourent, ou à peu près identique.*
- *A qui faites-vous le plus confiance pour prendre en charge et trouver de bonnes solutions à ces différents problèmes ?"*

**Les thèmes traités :**

- la situation économique
- le chômage
- la politique agricole
- la protection de l'environnement
- l'énergie
- les transports
- la formation, l'éducation
- la recherche et le développement
- la culture
- la télévision, la presse écrite et la radio
- la sécurité, la criminalité, la justice
- l'immigration, l'asile
- la protection sociale
- le coût de la santé
- la drogue

#### 4.1. LA HIERARCHIE DES PRIORITES

##### Les priorités absolues

Parmi les 15 thèmes proposés, les priorités des leaders interrogés sont :

##### *Bilan grave, priorité absolue pour :*

	Total	Droite	Centre	Gauche
- le chômage	48%	42	35	61
- la situation économique	39%	51	38	24
- la drogue	35%	43	38	27
- la recherche, le développement, l'innovation technologique	33%	35	39	25
- le coût de la santé	29%	29	27	29

En corrélation directe avec ce sentiment d'urgence, nous recueillons un jugement plutôt négatif sur l'efficacité des mesures actuelles dans ces domaines.

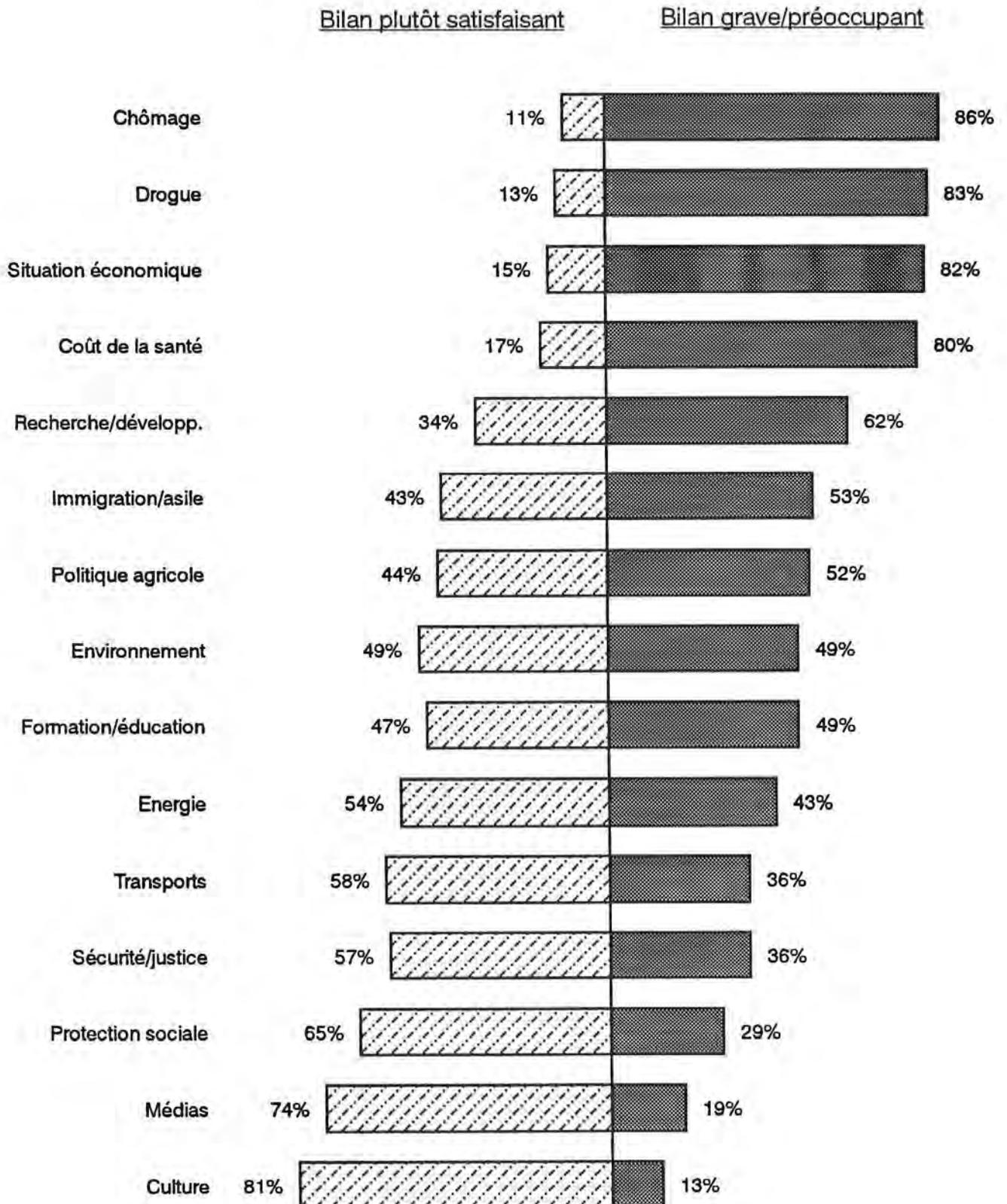
Moins de 10% des leaders interrogés estiment que les problèmes liés à la drogue et au coût de la santé sont traités convenablement.

Moins de 20% approuvent l'action des autorités en matière économique et de chômage (6% seulement des personnalités proches de la gauche).

De même pour la recherche et le développement : ce sont bien entendu les budgets qui sont en cause, leur réduction linéaire, et non les compétences des chercheurs.

Nous revenons plus en détail ci-après sur ces jugements au chapitre 4.2..

## Les urgences



### Les questions moins graves

Moins de 20% des leaders accordent la priorité aux sujets évoqués ci-après. En outre, les mesures prises dans ces domaines paraissent adéquates dans des proportions assez confortables :

#### *Bilan grave, priorité absolue pour :*

	Total	Droite	Centre	Gauche
- la protection de l'environnement	19%	9	10	35
- la formation, l'éducation	18%	11	21	23
- l'immigration et l'asile	17%	20	13	13
- l'énergie	14%	16	4	19
- la politique agricole	14%	17	16	11

A souligner que, pour plus du tiers des leaders proches de la gauche, l'environnement est une priorité absolue, qui s'inscrit immédiatement après le chômage, mais avant d'autres "points chauds" comme la drogue, la recherche et, curieusement, la situation économique dont l'état de santé influence pourtant assez directement le chômage.

### Sujets accessoires

Enfin, parmi les thèmes proposés, 5 sujets apparaissent nettement moins brûlants : une faible minorité des leaders interrogés les jugent prioritaires. Quant aux mesures prises par les autorités, aux lignes d'action définies actuellement, elles sont assez largement approuvées.

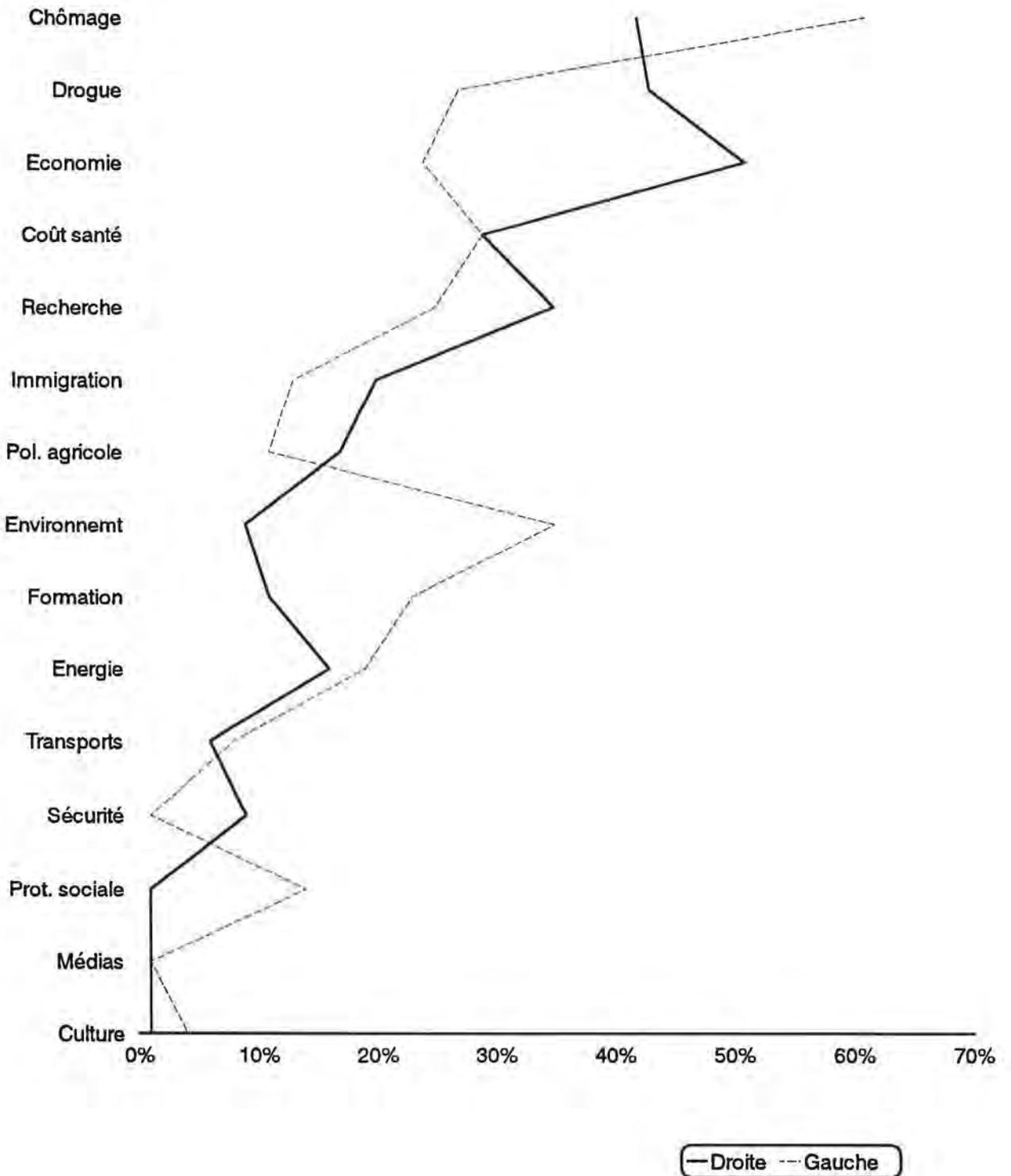
*Bilan grave, priorité absolue pour :*

	Total	Droite	Centre	Gauche
- la sécurité, criminalité, justice	8%	9	13	1
- la protection sociale	8%	1	13	14
- les transports	7%	6	8	8
- la culture	2%	1	-	1
- les médias	2%	1	4	1

Il faut relever que, pour les leaders proches de la gauche, la protection sociale est un sujet aussi préoccupant que les questions d'immigration et d'asile qui, elles, paraissent plus importantes, voire prioritaires, à une fraction non négligeable des leaders orientés à droite. En outre, à gauche, on se montre beaucoup moins satisfait des mesures prises en faveur de la protection sociale que dans les milieux proches du centre et de la droite.

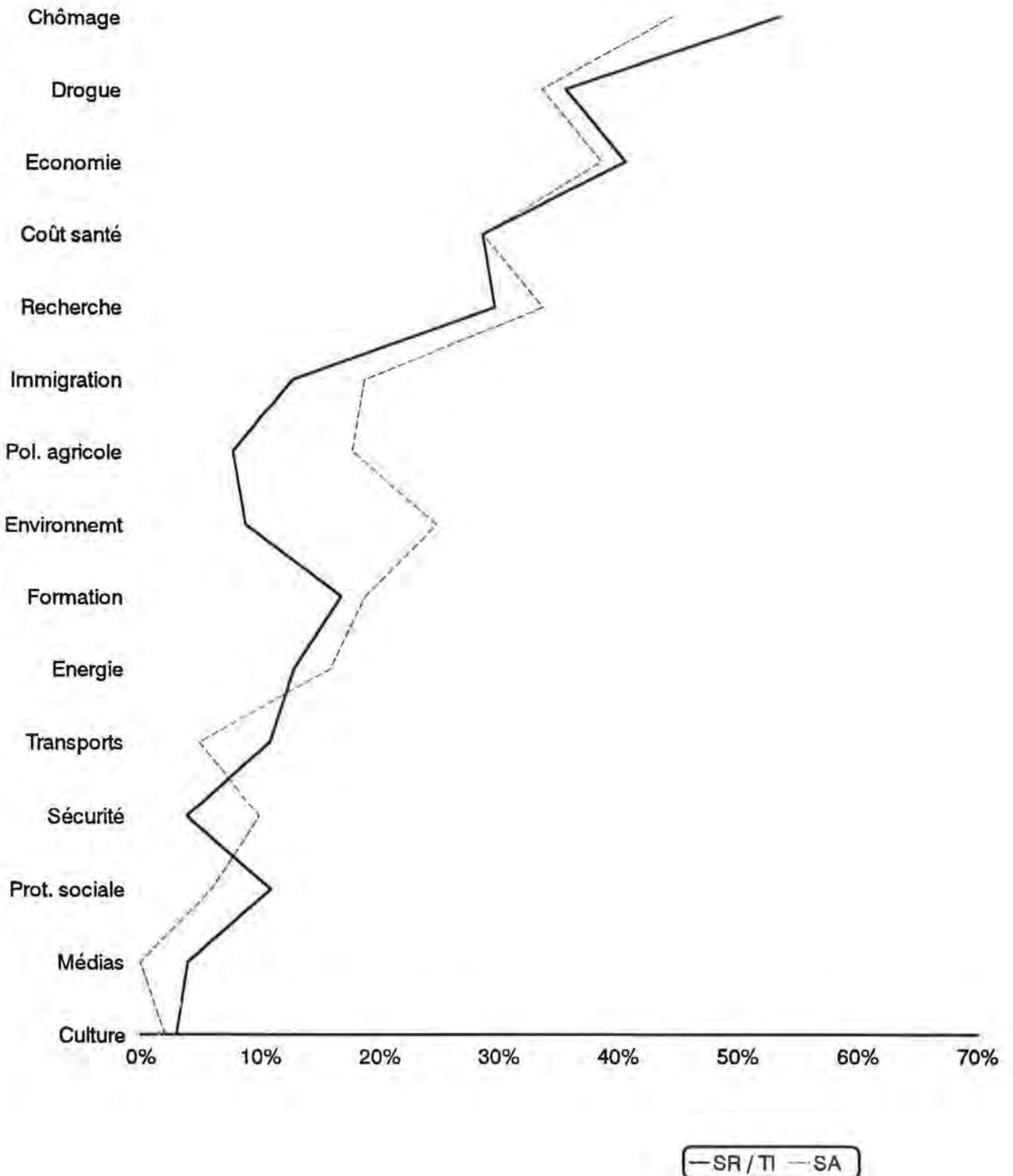
## Thèmes prioritaires : bilan grave

Selon la tendance politique



## Thèmes prioritaires : bilan grave

Selon la région linguistique



### Différences régionales

Latins et Alémaniques partagent les mêmes préoccupations, avec la même intensité sur la moitié des thèmes évoqués, à savoir :

- la situation économique
- l'énergie
- la formation, l'éducation
- la recherche et le développement
- la culture
- la protection sociale
- les coûts de la santé

Les points sur lesquels les Latins se montrent plus soucieux :

- le chômage
- les transports

Les points sur lesquels les Alémaniques sont plus sensibles :

- la politique agricole
- la protection de l'environnement
- les médias (un peu)
- la sécurité, criminalité, justice
- l'immigration et l'asile
- la drogue

Entre les régions linguistiques les écarts d'opinion sont de l'ordre de 6% à 10%, ce qui n'est pas considérable, avec une pointe en ce qui concerne l'environnement :

	SR/TI	SA
- environnement : priorité absolue	9%	25%

Chacun sait que la sensibilité écologique est beaucoup plus développée en Suisse alémanique, ainsi que dans les pays germaniques et nordiques d'une manière générale, qu'en pays latins. Et cela pas seulement à gauche.

Il est évident que les préoccupations de nombre de leaders alémaniques quant à la **sécurité**, la criminalité et la justice sont liées aux problèmes de drogue, aux conséquences des expériences faites à Zurich et à Berne de "scènes ouvertes" de la drogue (hier Platzspitz, Kleine Schanze, aujourd'hui Letten) et, d'une façon plus générale, à l'attitude des autorités, plus libérale qu'en Suisse romande.

Par ailleurs, depuis l'automne 93, une certaine psychose sécuritaire se manifeste en Suisse alémanique, particulièrement à Zurich. Sur la scène politique, diverses interventions se préoccupent fortement de sécurité intérieure. Le sentiment d'insécurité de la population grandit semble-t-il, bien que, objectivement, la criminalité ne soit pas en progression notable dans l'ensemble de notre pays.

L'étude SOPHIA a été réalisée antérieurement à ce courant d'opinion assez récent. Si une prise d'information avait lieu aujourd'hui, il est possible que l'image de la sécurité en Suisse apparaisse moins sereine chez les leaders. L'avenir nous permettra de suivre l'évolution de ces tendances lors des prochaines étapes de notre baromètre SOPHIA.

---

Inversement, la Suisse romande et le Tessin étant plus touchés actuellement par le **chômage**, il est bien normal que les leaders latins soient plus nombreux à attendre que ce dossier soit traité en urgence. Rappelons que l'étude a eu lieu en mai-juin 1993. Depuis lors, la situation au plan du chômage s'est encore détériorée, en Suisse latine surtout, mais le phénomène se répand aussi en Suisse alémanique.

---

Le thème des transports a également une acuité plus grande en Romandie. Qu'il s'agisse du raccordement au TGV (par Vallorbe, ou ligne Mâcon-Genève), des problèmes du développement de Cointrin par rapport à Kloten, des suppressions de lignes régionales par les CFF (Val de Travers, Le Locle, Monthey) ou tout simplement du besoin des minorités d'être reliées aux autres régions, ce sont là des questions sensibles et préoccupantes. Sans compter l'intérêt que suscite le projet Swissmetro en Suisse romande particulièrement.

#### 4.2. LA PERTINENCE ET L'EFFICACITE DES MESURES PRISES

##### Les dossiers mal gérés / Bilan négatif

Les domaines où le bilan est le plus négatif, où les critiques sont les plus nombreuses sur la façon dont le dossier est traité actuellement, sont aux yeux des personnalités interrogées **le coût de la santé et la drogue**.

Moins de 10% seulement des leaders estiment que la situation est satisfaisante. Or, ces dossiers figurent parmi les thèmes socio-politiques jugés prioritaires.

	Coût de la santé	Drogue
- Thème prioritaire ou préoccupant	80%	83%
- Doit être traité différemment	88%	85%

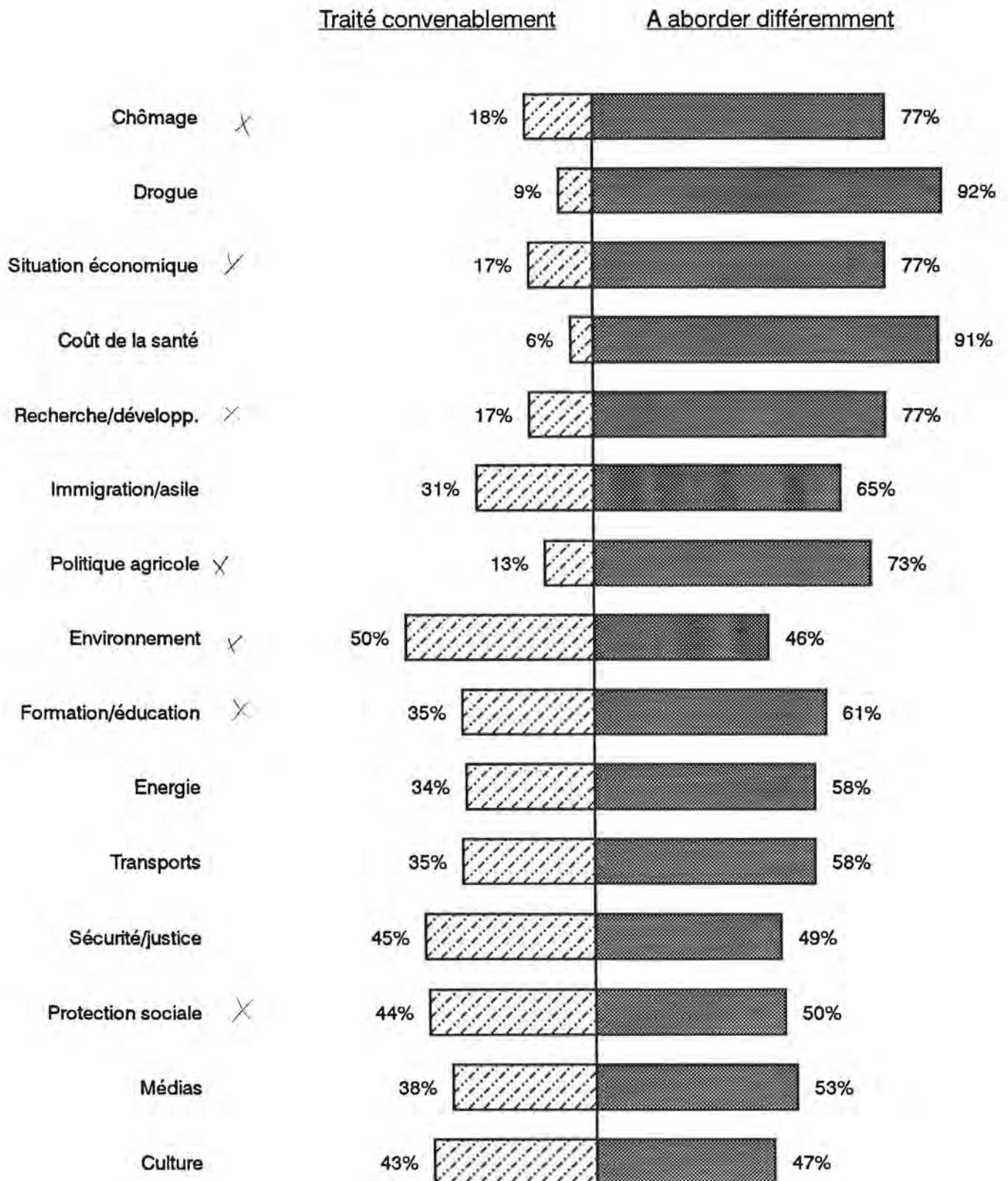
Personne ne s'étonnera que **la santé** figure parmi les dossier à traiter urgemment et qui ne donnent pas satisfaction. Depuis que la loi sur l'assurance-maladie est en révision constante, les propositions n'ont pas manqué, la controverse est permanente, et les échecs répétés. L'acceptation de l'AFU en septembre 93 (assurance obligatoire, unification des primes, participation aux frais hospitaliers, etc.) a donné une orientation positive au débat. Mais il y a encore beaucoup à faire.

-----

Autre dossier très critiqué, **la politique agricole**, qui, pour une grande majorité des leaders interrogés, n'est pas traitée convenablement. On sait que, dans la perspective du GATT, la politique agricole suscite bien des remous et le sort des agriculteurs bien des angoisses. Certes, l'agriculture surprotégée en Suisse pendant des décennies aura des difficultés à passer le cap et elle ne pourra s'adapter aux conditions du marché sans mal ni souffrance. La politique du Conseil fédéral et la tâche des négociateurs n'a pas toujours été bien comprise.

Pour la plupart, les personnalités interrogées ne sont pas des spécialistes des questions agricoles. Leur opinion reflète plutôt un malaise, qui est celui de la population tout entière, mal informée, touchée affectivement, ne comprenant pas bien ce qui se passe.

## Les mesures



La politique agricole n'est pas classée dans notre étude parmi les priorités, mais à la limite entre les questions moins graves et celles qui semblent accessoires. Elle apparaît plutôt comme un sujet "pas trop préoccupant". Il n'empêche que le sentiment général est qu'il faudrait s'en occuper "différemment" (73%).

#### Politique agricole

- |                                    |     |
|------------------------------------|-----|
| - Thème prioritaire ou préoccupant | 51% |
| - Doit être traité différemment    | 73% |

11% des leaders interrogés ne se sont pas prononcés sur cette question, dont près de 20% dans les milieux de l'économie, ainsi que dans le monde académique et culturel, qui avouent ainsi franchement leur incompetence en la matière.

Quant aux questions considérées comme tout à fait prioritaires, en premier lieu le **chômage et la situation économique**, les leaders en grande majorité pensent qu'elles devraient être abordées différemment. Une autre approche s'impose, soit, mais laquelle ? Pour le moment les points de vue paraissent inconciliables au plan politique : proposition de "gel des prestations sociales" par les organisations patronales, privatisation partielle de l'assurance-chômage ..., et de l'autre côté augmentation des cotisations, nouveaux modes de financement.

On sait que les mesures proposées au printemps 93 par le Conseil fédéral (AFU) ont dressé contre elles à la fois la droite patronale et la gauche syndicale pour des raisons inverses : les uns s'élevant contre la prolongation de la durée d'indemnisation, les autres contre la réduction des indemnités pour certains chômeurs. L'issue du référendum du 26.9.93 n'aura fait sans doute que des mécontents. Qu'apportera la révision complète de la loi ?

Nous verrons plus loin dans quel sens s'orientent les options préconisées par les leaders, leurs remarques et nombreux commentaires sur ce sujet (cf. monographie consacrée à "économie et chômage").

	Chômage	Situation économique
- Thème prioritaire ou préoccupant	86%	82%
- Doit être traité différemment	77%	77%

Pourtant la tendance reste à l'infléchissement "en douceur" plutôt qu'aux réformes radicales. Le projet de nouvelle loi sur le chômage pourrait répondre à une partie des attentes manifestées par les personnalités interrogées.

On perçoit également des craintes assez importantes au sujet de la **recherche et du développement, de l'innovation technologique**, considérés comme une priorité par un tiers des leaders interrogés (et la moitié des personnalités appartenant à l'économie).

Seule une petite minorité des leaders, faisant plutôt partie du groupe le plus âgé, pense qu'on accorde à la recherche une place suffisante. Pour la plupart, les personnalités interrogées souhaiteraient une autre politique de la part des autorités, des moyens qui permettraient à la recherche d'être compétitive au plan international. En effet, comme nous le verrons plus loin, les leaders considèrent majoritairement que la Suisse ne soutient pas, dans ce domaine, la comparaison internationale. La situation y est moins satisfaisante que dans d'autres pays.

	Recherche
- Thème prioritaire ou préoccupant	62%
- Doit être traité différemment	77%

Les Romands, pour la recherche, ont plus d'exigences que les Alémaniques. Seraient-ils, ou se considéreraient-ils comme moins bien servis.

### Les dossiers gérés de façon médiocre à assez satisfaisante

En ce qui concerne les thèmes politiques, sociaux et culturels jugés moins prioritaires, les proportions de leaders qui se déclarent **satisfaits** de la manière dont ces sujets sont traités grandissent notablement.

Elles vont de 30% environ pour :

	Satisfaction	Devrait être traité différemment
- l'immigration, l'asile	31%	65%
- l'énergie	34%	57%
- les transports	35%	61%
- la formation, l'éducation	35%	58%

et environ 40% pour :

- les médias	38%	53%
- la culture	43%	47%
- la protection sociale	44%	50%
- la sécurité, la justice	45%	49%

pour atteindre 50% en ce qui concerne :

- la protection de l'environnement	50%	46%
------------------------------------	-----	-----

On voit donc que les leaders, dans leur ensemble, sont conscients des efforts faits par la Suisse pour défendre et protéger **l'environnement**. Qu'il s'agisse de la conscientisation du public, des mesures prises par les autorités et les acteurs de la vie économique (industrie, commerce, distribution ...), les résultats font que l'environnement n'est plus une préoccupation majeure dans l'immédiat.

Les efforts accomplis débouchent sur une relative satisfaction. Pourtant, les personnalités proches de la gauche, on s'en doute, sont plus exigeantes : 1/3 seulement d'entre elles trouve que le sujet est convenablement traité, près d'une sur quatre souhaite des actions plus radicales.

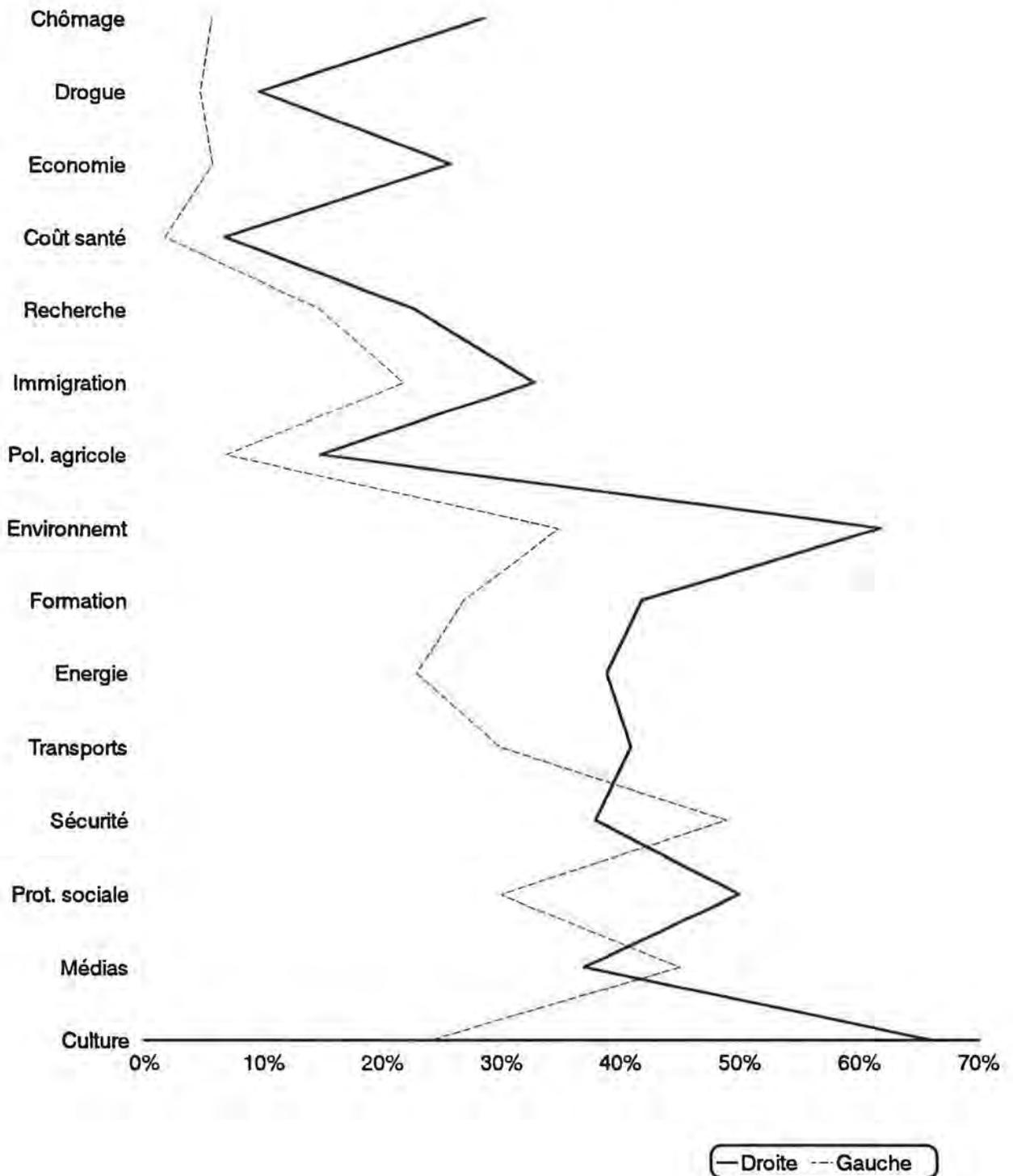
Quant à la **protection sociale**, ces mêmes personnalités proches de la gauche paraissent médiocrement satisfaites des mesures actuellement en vigueur et préconisent d'agir différemment, à raison de 65%.

Il est clair que les préoccupations sociales s'accroissent avec la crise économique. Si le filet social semble convenable pour l'instant, des craintes assez importantes pour l'avenir se font jour. Nombre de personnalités nous ont fait part spontanément du risque pour la Suisse de générer une "société à deux vitesses". Les craintes ont augmenté durant tout l'automne 93 et l'idée d'un "moratoire social" venant des milieux patronaux montre qu'elles n'étaient pas infondées.

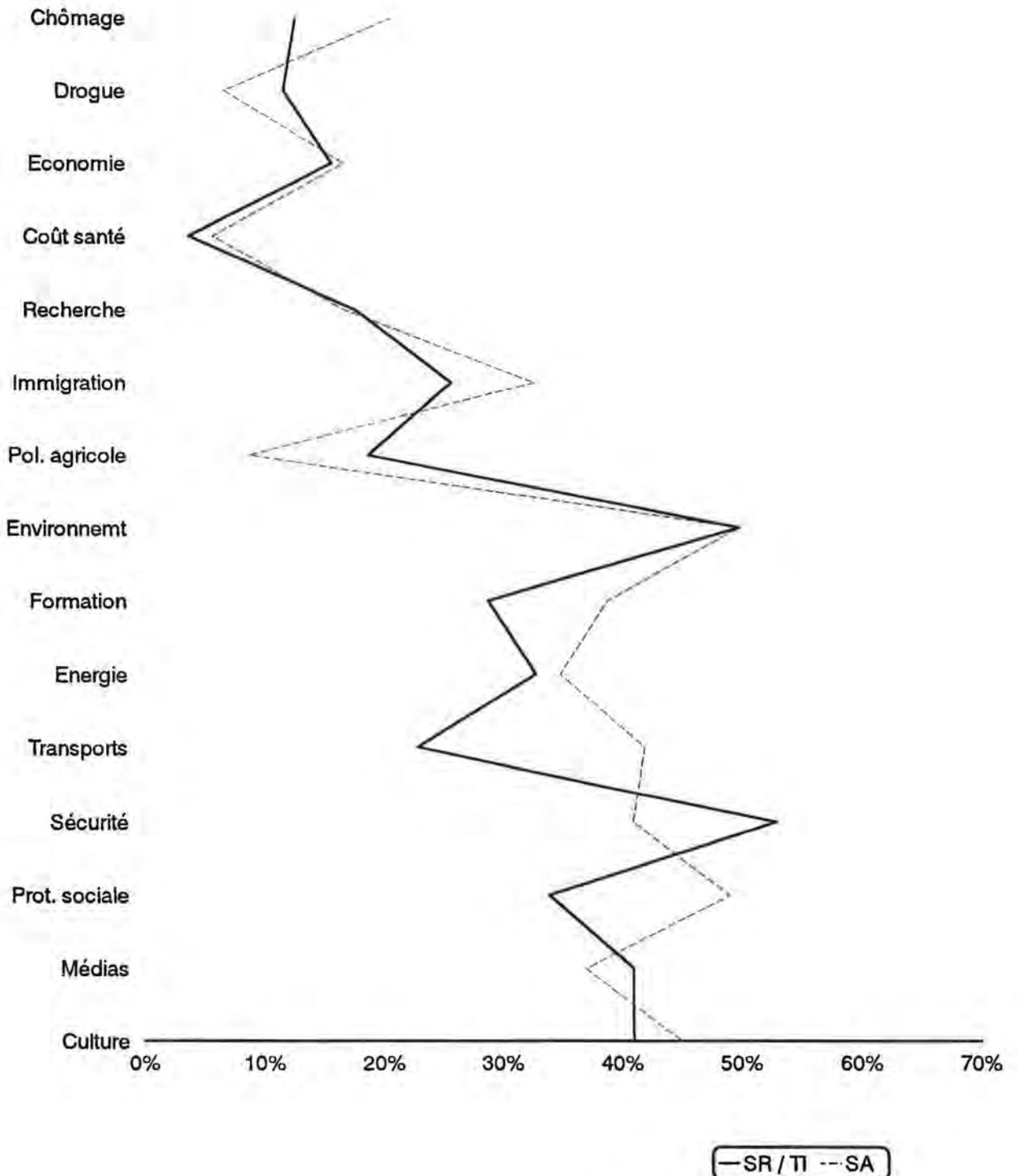
Environnement et protection sociale ne sont pas les seuls soucis des leaders de gauche. On constate sans surprise que, dans tous les domaines, ils se montrent plus critiques, sauf en ce qui concerne la sécurité/la justice et les médias.

## Mesures convenables

Selon la tendance politique



## Mesures convenables Selon la région linguistique



### 4.3. L'EVOLUTION

Le climat général, chez les leaders interrogés, est à la morosité. Dans presque tous les domaines, les perspectives leur apparaissent plutôt sombres, préoccupantes à moyen terme. Au mieux, stagnantes.

Cette vision prospective plutôt pessimiste de la façon dont la société suisse va gérer les principaux problèmes auxquels elle est confrontée actuellement concrétise, point par point, les appréhensions globales exprimées par les leaders. Près de la moitié d'entre eux en effet éprouvent des craintes pour l'avenir de la Suisse "d'ici la fin du siècle" :

- sur le plan matériel (niveau de vie, confort, ...)
- sur le plan des acquis sociaux

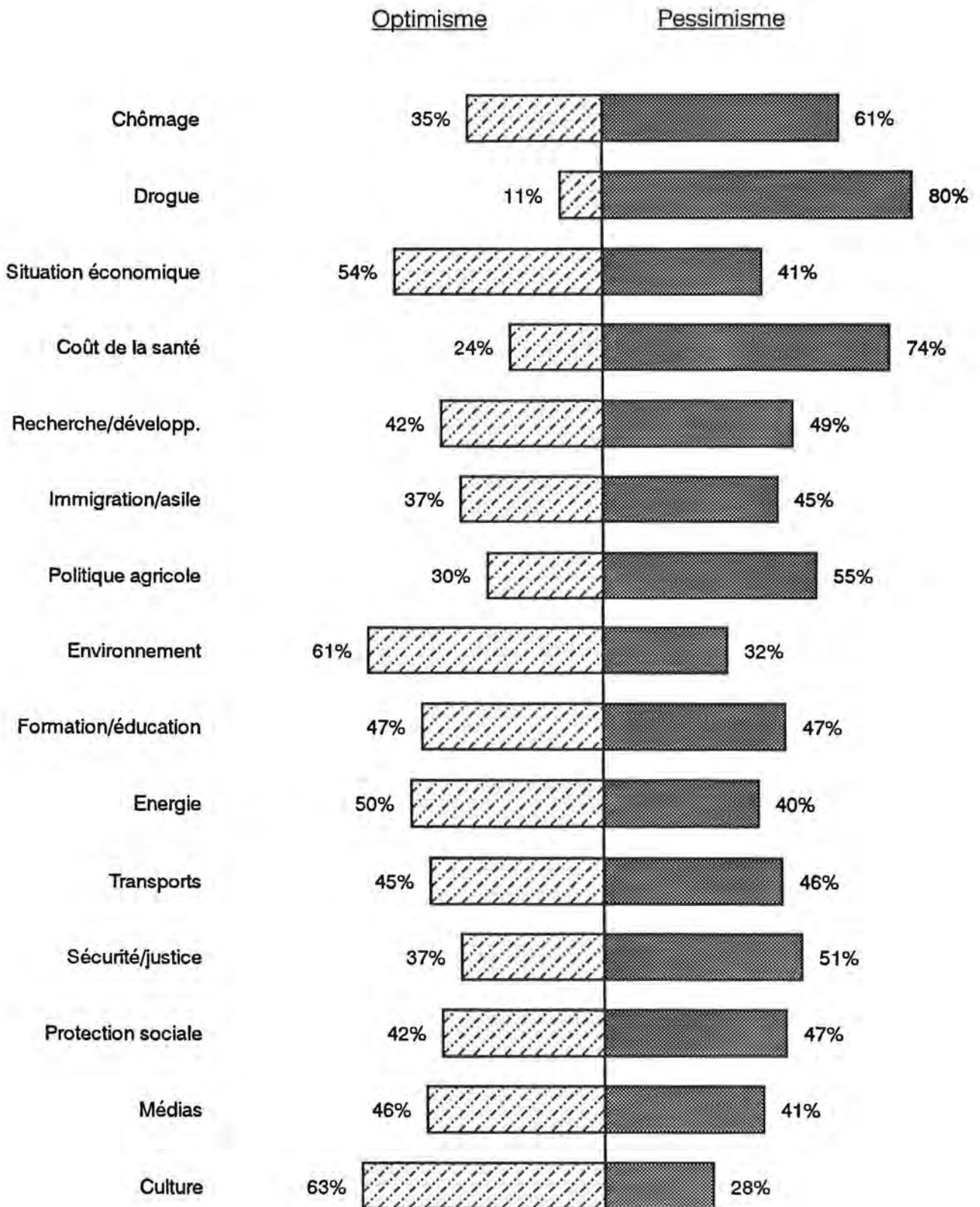
sans parler de l'affaiblissement des valeurs morales et spirituelles, d'une "menace d'isolement" assez vivement ressentie, tout cela sur fond de déficits publics.

#### Soucis majeurs / Tendances noires

	<b>Stagnation ou aggravation</b>
- la drogue	80% de pronostics négatifs
- le coût de la santé	74% de pronostics négatifs

Il s'agit des dossiers urgents pour lesquels les mesures prises jusqu'ici sont jugées très insatisfaisantes par la majorité des leaders, quelle que soit leur sensibilité politique.

## L'évolution



**Soucis graves / Tendance pessimiste**

	<b>Stagnation ou aggravation</b>
- le chômage	61% de pronostics négatifs
- la politique agricole	55% de pronostics négatifs
- la recherche, le développement	49% de pronostics négatifs
- l'immigration, l'asile	45% de pronostics négatifs

Il s'agit également de dossiers urgents, auxquels il conviendrait de s'atteler un peu différemment. La façon dont ils sont traités aujourd'hui est appréciée assez sévèrement, en particulier à gauche en ce qui concerne le chômage et à droite en ce qui concerne l'asile. Le pronostic est réservé, l'avenir paraît très incertain. En ce qui concerne le chômage, on entrevoit à droite quelques lueurs d'espoir. Pour la recherche, la situation actuelle, jugée insatisfaisante, devrait perdurer, voire s'aggraver. Quant à la politique agricole, une très petite minorité seulement estime qu'elle est bien prise en charge, que les mesures sont convenables.

**Soucis moins graves / Avenir moins préoccupant**

Les pronostics défavorables sont moins nombreux. Pessimisme et optimisme tendent vers l'équilibre et une majorité voit la situation se stabiliser pour :

	<b>Stagnation ou aggravation</b>
- la formation, l'éducation	47% de pronostics négatifs
- l'énergie	40% de pronostics négatifs

Il s'agit de problèmes classés "moins urgents"; leur prise en charge par les autorités et autres acteurs de la vie sociale et économique est moins largement critiquée.

**Soucis mineurs / Tendance neutre**

La situation est jugée assez bonne aujourd'hui, mais elle suscite quelques craintes d'ici 4 - 5 ans. Les avis sont très partagés entre la stabilité et une certaine détérioration à moyen terme en ce qui concerne :

	<b>Stagnation ou aggravation</b>
- la sécurité, la justice	51% de pronostics négatifs
- la protection sociale	47% de pronostics négatifs
- les transports	46% de pronostics négatifs
- les médias	41% de pronostics négatifs

Ces 4 thèmes ne figurent pas dans les urgences. Quatre d'entre eux ont obtenu un score de satisfaction très convenable. Un peu plus critiqués : les transports (plutôt en Suisse latine). Pour les médias, on prévoit peu de changements à une situation jugée déjà assez satisfaisante aujourd'hui.

**Soucis mineurs / Tendance neutre**

La situation est jugée assez bonne aujourd'hui, mais elle suscite quelques craintes d'ici 4 - 5 ans. Les avis sont très partagés entre la stabilité et une certaine détérioration à moyen terme en ce qui concerne :

	<b>Stagnation ou aggravation</b>
- la sécurité, la justice	51% de pronostics négatifs
- la protection sociale	47% de pronostics négatifs
- les transports	46% de pronostics négatifs
- les médias	41% de pronostics négatifs

Ces 4 thèmes ne figurent pas dans les urgences. Quatre d'entre eux ont obtenu un score de satisfaction très convenable. Un peu plus critiqués : les transports (plutôt en Suisse latine). Pour les médias, on prévoit peu de changements à une situation jugée déjà assez satisfaisante aujourd'hui.

Pronostic assez positif

Seuls émergent de la "sinistrose" ambiante

- **la protection de l'environnement** : 1/3 environ des personnalités participant à l'étude SOPHIA (notamment romandes et tessinoises, ainsi que les plus jeunes parmi les leaders) voit la situation s'améliorer à l'avenir. Pour le plupart, elle se stabilisera : les efforts faits portent et porteront des fruits. Les élites de notre pays ont bien conscience que la Suisse est à la pointe dans ce domaine. Seule une très petite minorité est pessimiste.

Les leaders plutôt orientés à gauche, toutefois, marquent un peu plus d'inquiétude : un quart d'entre eux environ ne sont pas si confiants en l'avenir. Malgré tout, la tendance ne s'inverse pas et reste positive.

- **la situation économique** qui, pour une majorité (54%) devrait se redresser. Le redémarrage de l'économie, lent peut-être, ne semble pas pour eux faire de doute; ils font crédit aux économistes, aux études conjoncturelles assurant que le creux de la vague est dépassé et qu'une amélioration devrait se dessiner. En effet, les indicateurs (baisse des taux d'intérêt, désinflation, mesures de revitalisation annoncées, ...) créent des conditions-cadres favorables qui sont bien perçues par plus de la moitié des personnalités interrogées.

Sur ce point hélas, les jeunes leaders se montrent moins optimistes que leurs aînés, et les pronostics des Latins sont un peu moins favorables que ceux des Alémaniques.

On n'enregistre aucun clivage politique sur ce sujet. Par rapport à la tendance globale, l'appartenance aux milieux économiques n'influence guère le pronostic.

- **La culture** est la grande oubliée dans les préoccupations des leaders interrogés. Pour expliquer cette impression, deux explications :

d'une part la relativement faible participation à notre recherche des représentants des milieux culturels (taux de réponse à SOPHIA, très inférieur à celui des autres catégories) et l'impossibilité de pondérer les résultats d'ensemble en tenant compte de ce facteur

la structure fédéraliste de la Suisse laisse aux cantons et aux communes, sans compter l'initiative privée, la charge de la vie culturelle, le soin de la soutenir et de la développer, dans une optique souvent plus régionale et locale que nationale : cette situation est bien acceptée par les leaders qui sont peu nombreux à souhaiter que la Confédération s'investisse davantage dans ce domaine.

Ainsi, les personnalités interrogées ne font pas de la culture en Suisse une de leurs préoccupations majeures, il s'en faut de beaucoup.

### Clivages gauche-droite

Pour quelques thèmes, les pronostics ne dépendent apparemment pas (ou peu) de la couleur politique dont les leaders se sentent proches. Les opinions concordent, quel que soit le groupe concerné. Ce sont :

- la situation économique
- l'énergie
- la formation, l'éducation
- les médias
- le coût de la santé

Avec des écarts assez importants, les leaders orientés plutôt à gauche prévoient un avenir plus sombre pour :

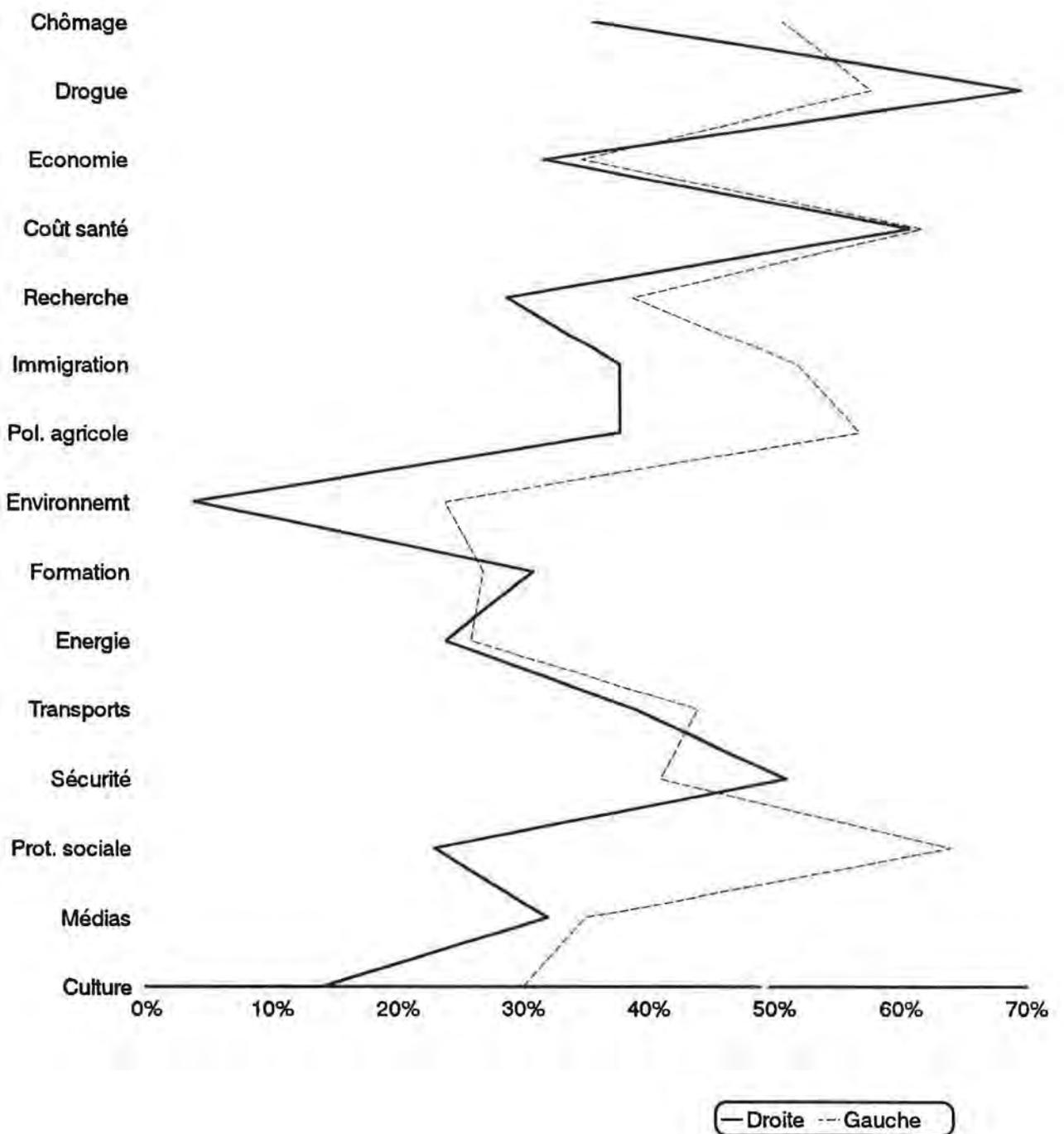
- |  |   |                                   |
|--|---|-----------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- la protection sociale</li> <li>- l'environnement</li> <li>- la politique agricole</li> </ul>            | } | + 20 à 30% de pessimisme à gauche |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- la culture</li> <li>- le chômage</li> <li>- les transports</li> <li>- l'immigration, l'asile</li> </ul> | } | + 15% env.                        |

Quant aux leaders orientés plutôt à droite, ils sont plus nombreux que ceux de gauche à prévoir une évolution négative pour :

- la drogue
  - la sécurité, la justice
- + 10% env. de pessimisme à droite

## Pronostic d'avenir négatif

Selon la tendance politique



### Différences régionales

Elles ne sont pas très accentuées dans l'ensemble, les écarts entre les régions linguistiques sont relativement faibles.

On observe toutefois un **pessimisme plus marqué chez les leaders alémaniques** concernant l'avenir de

- la culture
  - la drogue
  - la sécurité
- } + 15% env. de pessimisme alémanique

En ce qui concerne la **culture**, on perçoit dans ce pessimisme le souci identitaire constant des Alémaniques, le besoin de se démarquer de l'Allemagne et de préserver leur authenticité.

**Drogue et sécurité** : les deux thèmes sont en évidente corrélation. Comme nous l'avons déjà vu, l'appréciation de la situation actuelle est plus sévère en Suisse alémanique; le pronostic l'est aussi.

Le seul thème pour lequel l'avenir paraît plus sombre aux leaders latins qu'aux alémaniques est la protection sociale (+ 10% env.).

#### 4.4. LA COMPARAISON INTERNATIONALE

En comparant la Suisse avec les pays qui nous entourent, le bilan est plus réjouissant. Dans de nombreux domaines, la situation est même tout à fait satisfaisante. Les leaders interrogés sont convaincus que, dans l'ensemble, notre pays s'en sort mieux que ses voisins.

##### *Domaines dans lesquels la situation en Suisse est nettement meilleure*

	meilleure	identique	moins bonne
- l'environnement	76%	16%	5%
- le chômage	64%	33%	2%
- la sécurité, criminalité, justice	55%	36%	4%
- la protection sociale	43%	34%	18%

Il s'agit de faits objectifs, vérifiables quotidiennement, sur lesquels nous ne nous attardons pas longuement.

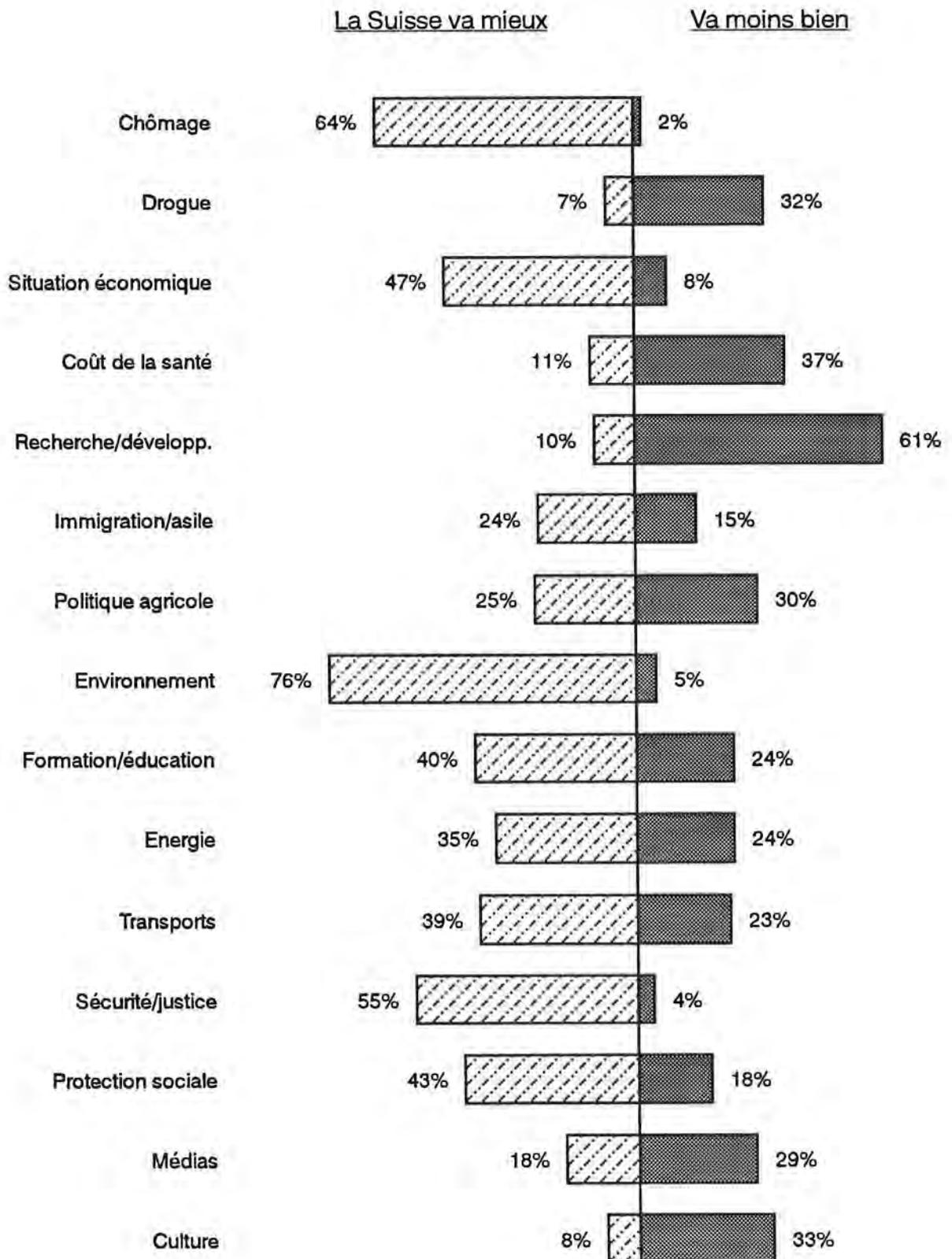
Un mot pourtant sur la protection sociale : dans le groupe des Latins, on recense davantage d'avis négatifs que chez les Alémaniques. Il est évident que la comparaison s'est faite souvent avec la France, dont le filet social est particulièrement protecteur.

##### *Domaines dans lesquels la situation en Suisse est meilleure ou en tout cas aussi bonne :*

	meilleure	identique	moins bonne
- l'économie	47%	43%	8%
- l'éducation, la formation	40%	33%	24%
- les transports	39%	32%	23%
- l'énergie	35%	33%	24%
- l'immigration, l'asile	24%	56%	15%

Sur ces deux derniers points, les avis sont plus partagés.

## Comparaison internationale



*Domaines où la situation en Suisse est plutôt moins bonne, tout au plus assez identique :*

	meilleure	identique	moins bonne
- les médias	18%	46%	29%
- la politique agricole	25%	32%	30%
- la culture	8%	50%	33%
- le coût de la santé	11%	47%	37%
- la drogue	7%	54%	32%

**Culture** : la comparaison étant difficile, il faut s'entendre sur le terme. L'image culturelle helvétique est par nature hétérogène, fragmentée, s'alimentant à des sources diverses et ne peut se comparer à la culture française, italienne ou allemande, unitaire et nationale. En Suisse la culture "nationale" n'existe guère, mais nous avons vu que c'était un souci mineur pour les personnalités interrogées.

Le constat paraît plus affligeant aux intellectuels (milieux académiques et liés à la culture). Pour les politiques, les milieux économiques, les gens de droite, il n'y a pas grand problème. A une large majorité la situation en Suisse au plan culturel est tout aussi satisfaisante, sinon meilleure, que dans les pays voisins.

Quant au **coût de la santé** et aux problèmes de **drogue**, les opinions des leaders interrogés paraissent refléter assez fidèlement les informations que transmettent les médias, généralement focalisées sur la seule situation helvétique : la récente enquête sur le mal-être des jeunes, celle sur la santé des Suisses "bien dans leur corps, mal dans leur peau", etc.

*Le vrai point noir en comparaison internationale (avec 61%) d'avis négatifs, c'est :*

	meilleure	identique	moins bonne
- la recherche et le développement	10%	26%	61%

Ce domaine est du ressort des spécialistes et des chercheurs. Nous ne sommes pas assez informés de la situation à l'étranger pour juger si les leaders interrogés ont tort ou raison, s'ils dramatisent ou non la situation.

Ce sont les milieux de l'économie qui se montrent les plus sévères à cet égard (69% d'avis négatifs) et, d'une manière générale, les leaders alémaniques et les plus jeunes.

### *Clivages gauche / droite*

Sur quatre points seulement, la sensibilité politique différencie nettement les appréciations des leaders :

	Situation moins bonne en Suisse	
	droite	gauche
- l'énergie	35%	10%
- les transports	29%	15%
- la culture	20%	46%
- la protection sociale	12%	26%

Les personnalités proches de la droite expriment ici leur souci pour l'approvisionnement énergétique de la Suisse, craignant les effets du moratoire sur l'énergie nucléaire. Il s'agit d'un débat de fond que masque à peine, dans l'opinion publique, la trêve actuelle, prêt à rebondir à n'importe quelle occasion. On l'a bien vu avec la décision du Conseil fédéral, accusé par les écologistes de "rompre la paix de l'énergie" en accordant aux exploitants des centrales actuelles une augmentation de leur puissance.

On observe la même tendance pour les **transports**, en étroite corrélation avec les questions énergétiques. Depuis, le succès de "l'initiative des Alpes" aura sans doute radicalisé les positions.

Inversement, les leaders proches de la **gauche** dévoilent une certaine frustration par rapport au manque de **politique culturelle** "nationale".

Attitude également plus critique de la gauche, c'est normal, pour les réalisations suisses en matière de protection sociale, comparativement à nos voisins. Sans cacher ses craintes d'un démantèlement social dans l'avenir, la gauche reconnaît pourtant, nous l'avons vu, que la situation actuelle en Suisse est assez satisfaisante.

### *Différences régionales*

Elles sont relativement faibles dans l'ensemble. Les opinions des Alémaniques et des Latins concordent sur la plupart des points.

A signaler toutefois les écarts qui différencient les deux groupes linguistiques, avec une **appréciation plus négative chez les Latins** en ce qui concerne :

- les transports
- la protection sociale
- le coût de la santé                   + 10 à 15% env. de pessimisme latin
- la culture

Si les Romands sont plus nombreux à émettre des jugements négatifs sur ces points particuliers, on peut supposer que leurs comparaisons se font majoritairement avec la France (protection sociale, santé, culture). En ce qui concerne la santé, n'oublions pas, par ailleurs, que son coût est beaucoup plus élevé dans les cantons romands qu'en Suisse alémanique (offre médicale, frais hospitaliers, habitudes du public, cotisations, etc.)

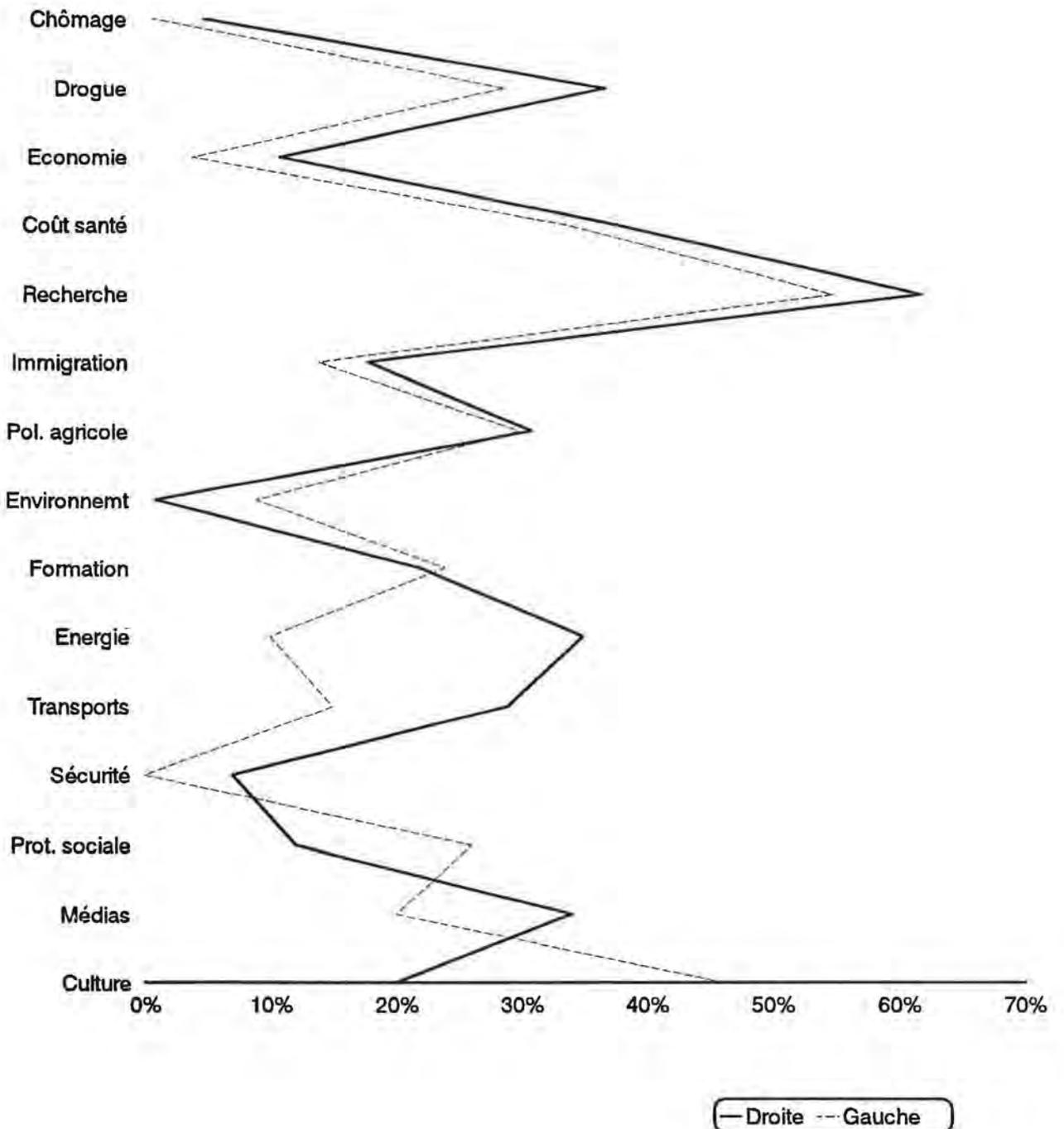
**Les Alémaniques** sont plus nombreux à juger la situation moins bonne en Suisse qu'ailleurs pour :

- la recherche
- la drogue                               + 10 à 15% env. de pessimisme alémanique

En ce qui concerne la **recherche**, il y a certainement corrélation avec les besoins de l'industrie alémanique. Pour la **drogue**, Zurich et Berne, comme on le sait, ont été concernées au premier chef par les expériences de "scènes ouvertes" de la drogue.

## La situation est moins bonne en Suisse

Selon la tendance politique



#### 4.5. LES ACTEURS

##### *Prise en charge des problèmes*

*"A qui faites-vous le plus confiance pour prendre en charge et trouver de bonnes solutions aux différents problèmes suivants ?"*

La liste des thèmes proposés a été réduite. Les personnalités interrogées étaient appelées à se prononcer, de façon systématique sur :

- la situation économique et le chômage
- l'environnement
- l'énergie
- la formation, l'éducation, la recherche
- la culture
- les médias (TV, presse, radio)
- l'immigration et l'asile
- la protection sociale

Une question de ce type appelle des réponses multiples. En Suisse particulièrement, il n'est pas pensable de confier la gestion de dossiers aussi complexes à un seul type d'acteur. Les leaders l'ont bien compris. Nous avons recueilli en moyenne plus de 2 réponses par personnalité interrogée et par thème.

On voit clairement ci-après que, selon la nature du problème évoqué, les leaders privilégient plutôt le politique (Confédération, cantons, communes, partis politiques, syndicats) ou plutôt le privé (industrie, organisations privées, scientifiques, chercheurs, voire la population elle-même), font crédit ou non aux pressions internes, et/ou internationales, et dans quelle mesure ils souhaitent une concertation de tous les milieux concernés.

*Rôle du politique*

- De l'avis des leaders interrogés, les autorités politiques doivent intervenir, c'est leur rôle, davantage dans certains domaines-clefs que dans d'autres. La prise en charge des problèmes, la recherche des bonnes solutions incombe **avant tout à la Confédération**, et dans une importante mesure aussi aux cantons/communes, en matière de :

	Confédération	Cantons
- protection sociale	48%	34%
- immigration et l'asile	60%	21%
- environnement	47%	29%
- énergie	51%	13%

- Aux yeux des leaders, le rôle de la Confédération apparaît plus réduit en ce qui concerne :

	Confédération	Cantons
- la formation et la recherche	39%	41%

Ici les **cantons** prennent le pas, structure fédéraliste oblige

et également

- l'économie et le chômage	33%	17%
----------------------------	-----	-----

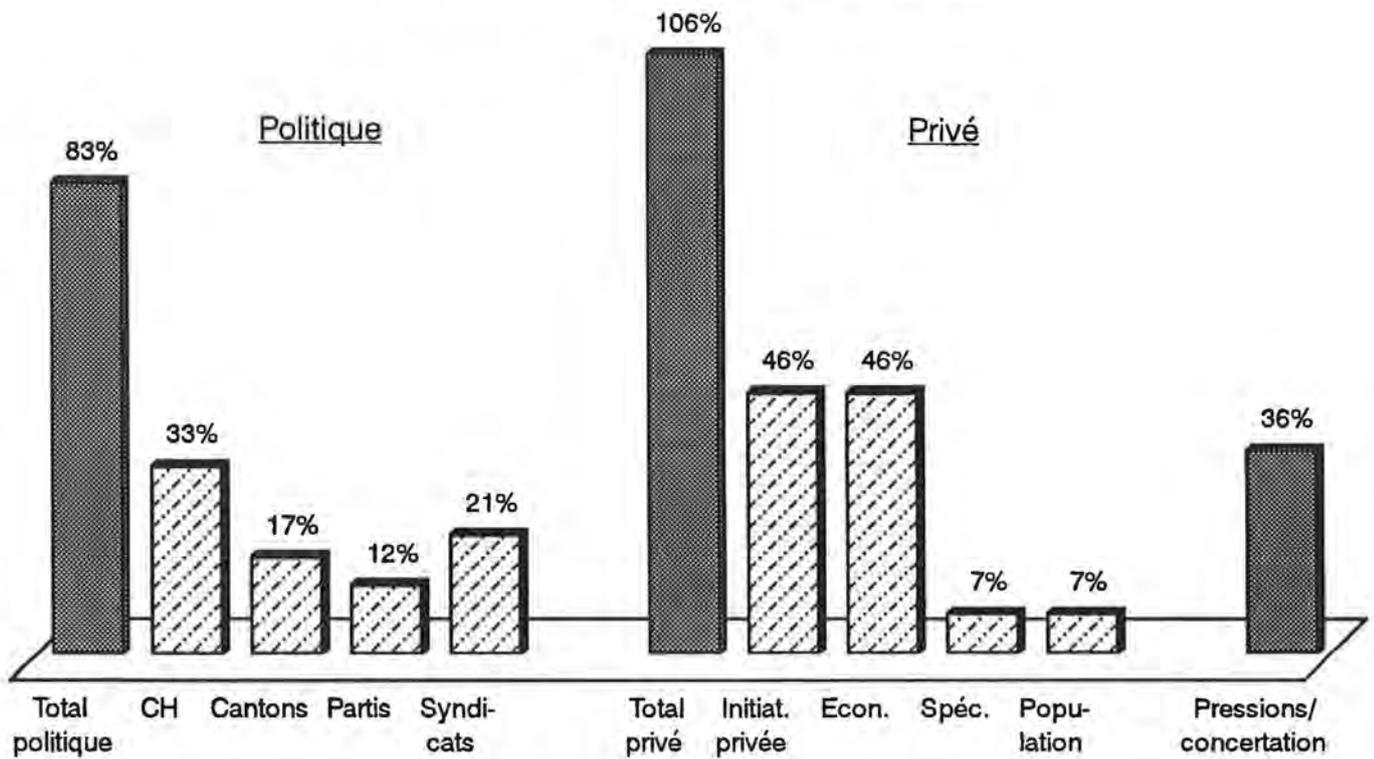
Dans ces domaines, on attend des autorités qu'elles jouent en quelque sorte les seconds rôles (conditions-cadres, assouplissement des réglementations contraignantes, ... plutôt que d'impulser la relance), une confiance plus grande étant faite à **l'initiative privée et à l'industrie**.

- Un rôle assez mineur est dévolu à la Confédération en ce qui concerne :

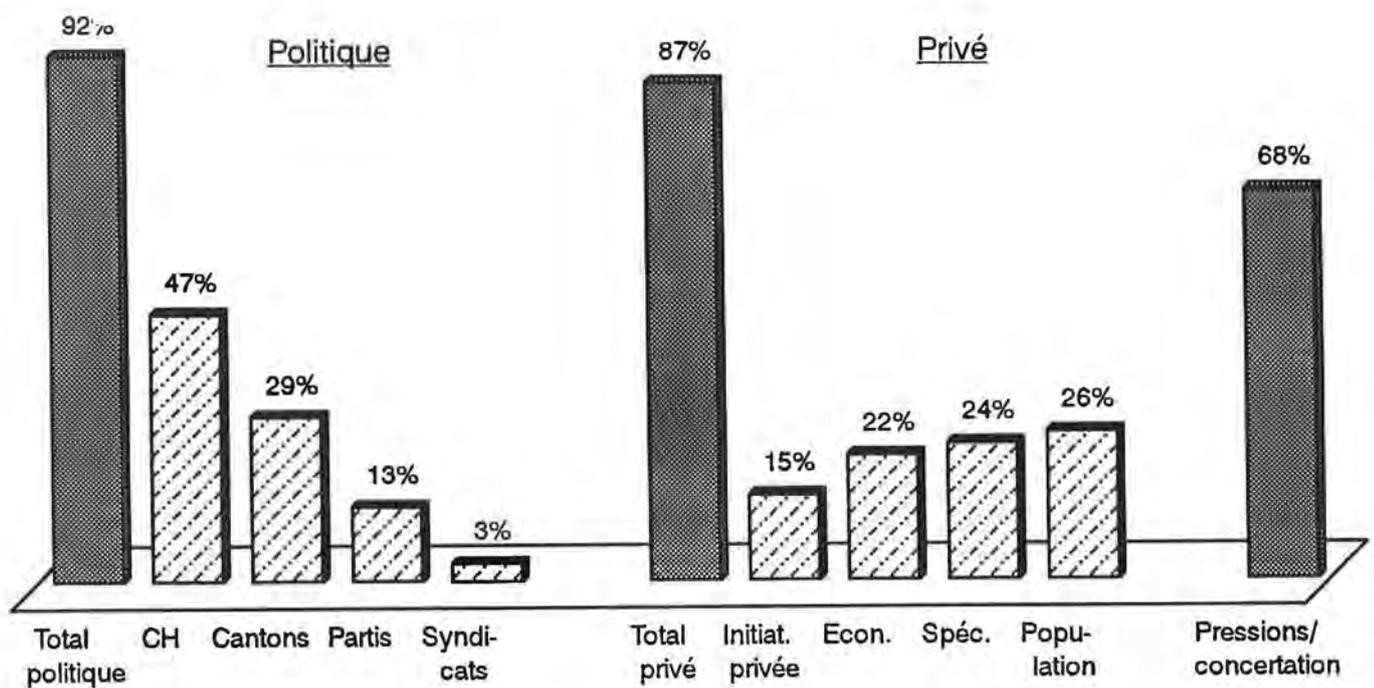
	Confédération	Cantons
- les médias	16%	4%
- la culture	14%	38%

Sur le plan culturel, les solutions devraient venir des **cantons et des communes** (38%) (appui, subventions, encouragement), et surtout de **l'initiative privée** (55%).

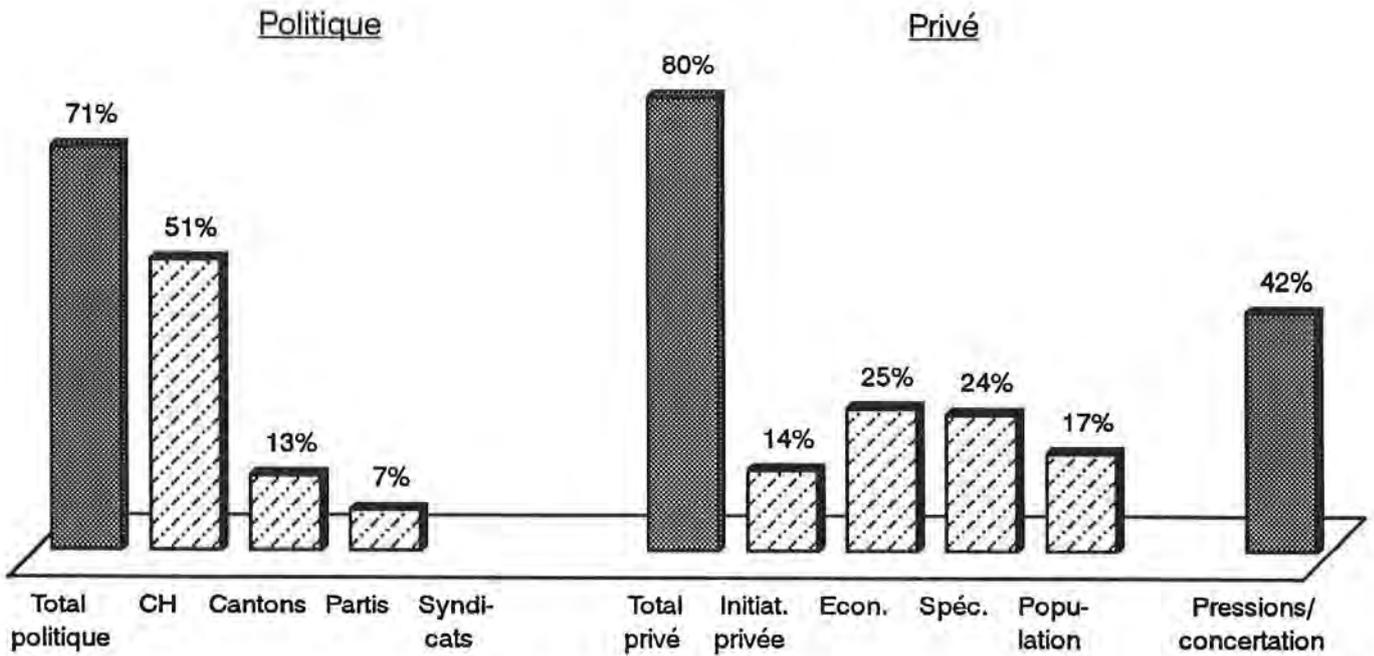
## Economie et chômage : les acteurs



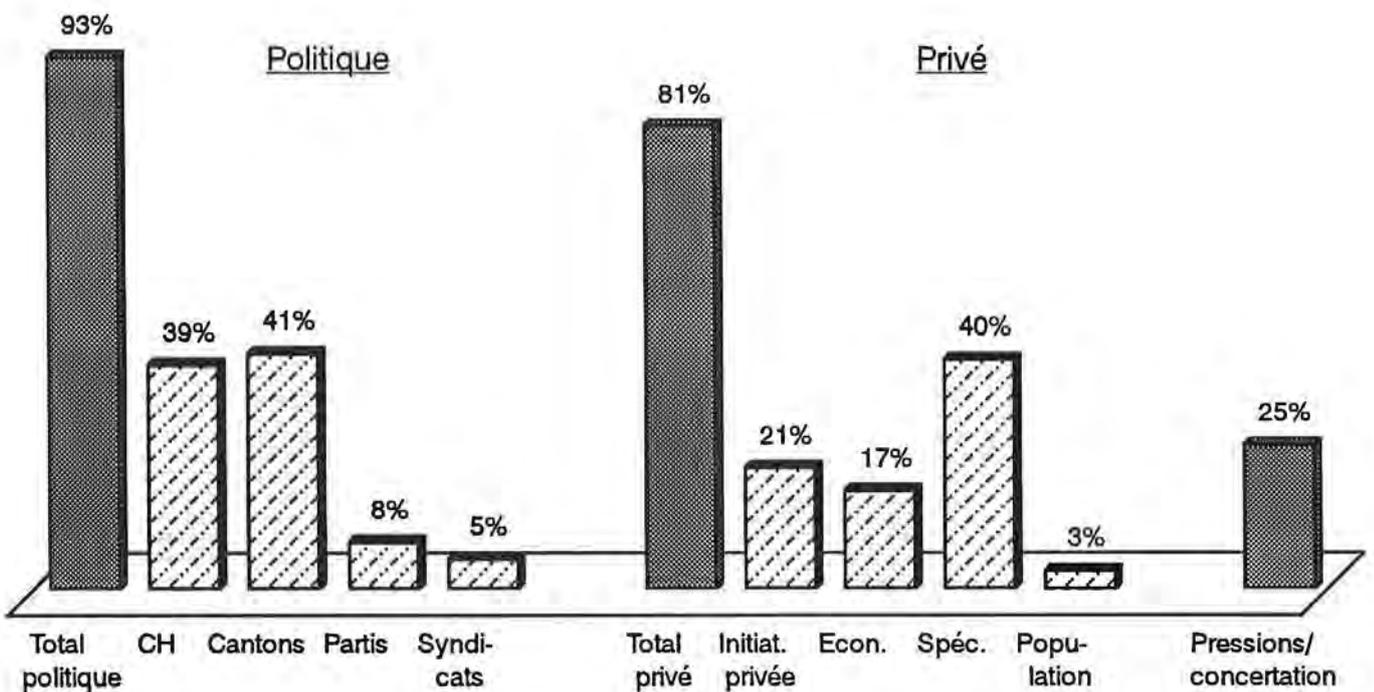
## Environnement : les acteurs



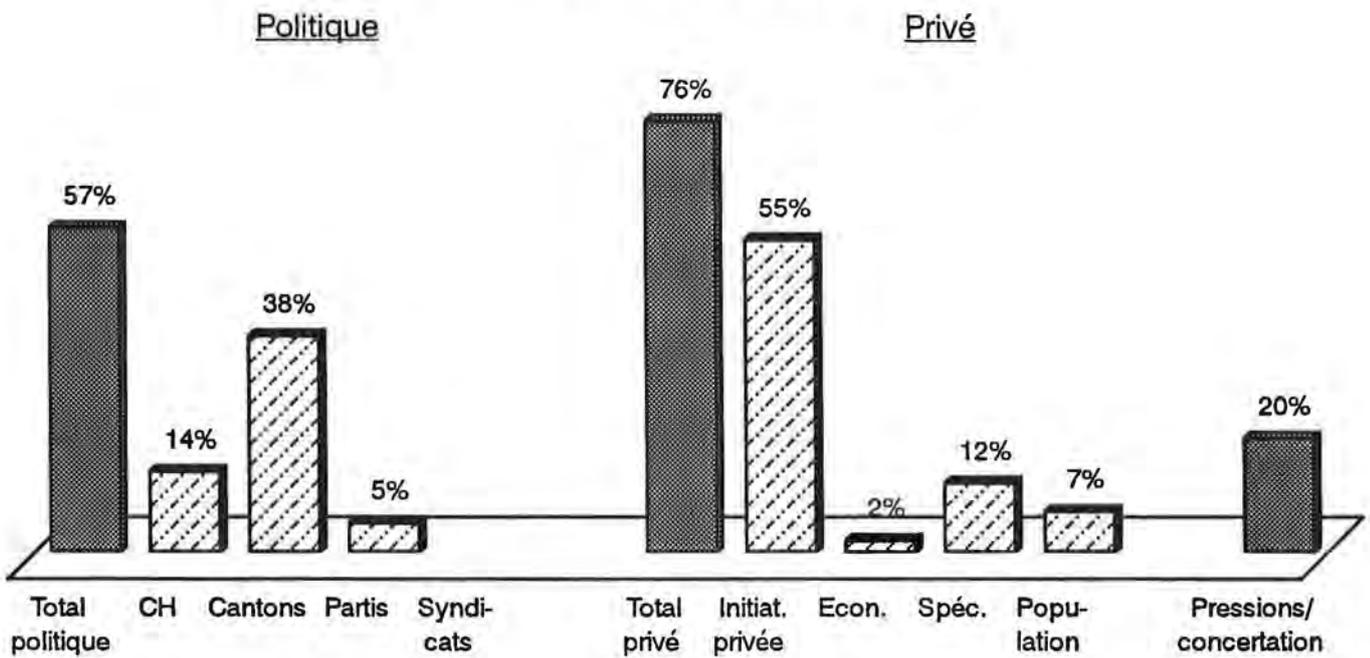
## Energie : les acteurs



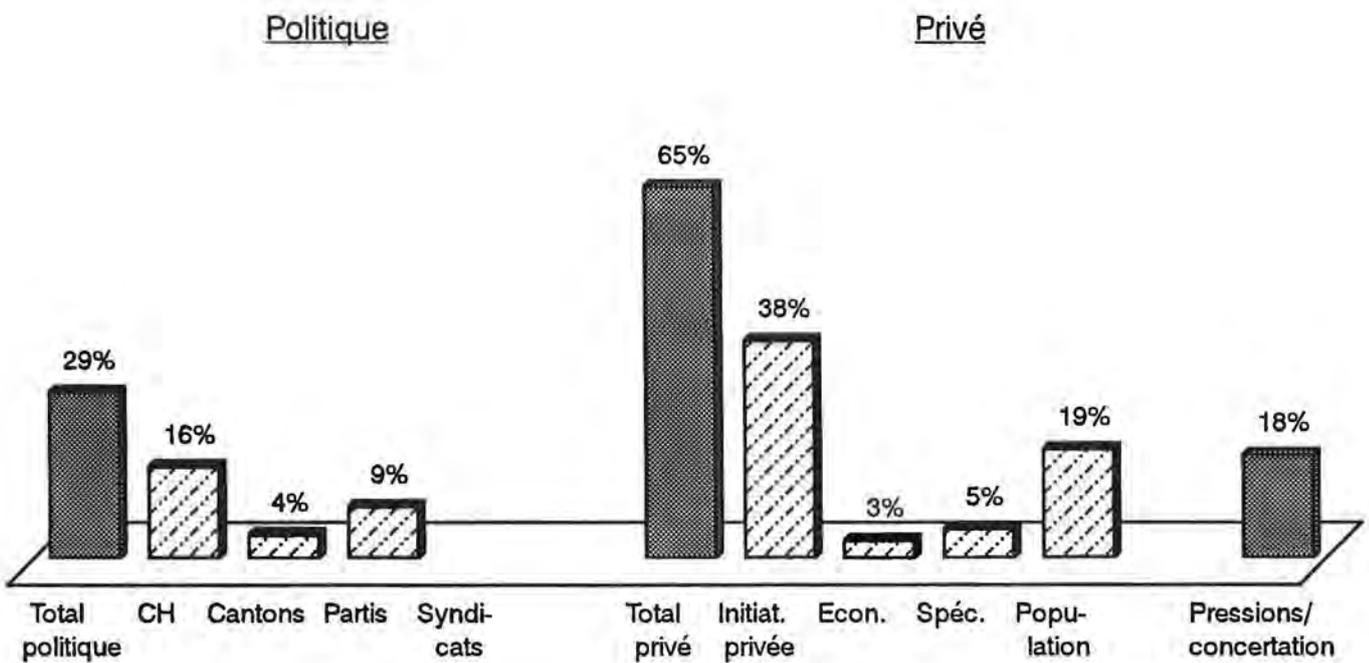
## Education et recherche : les acteurs



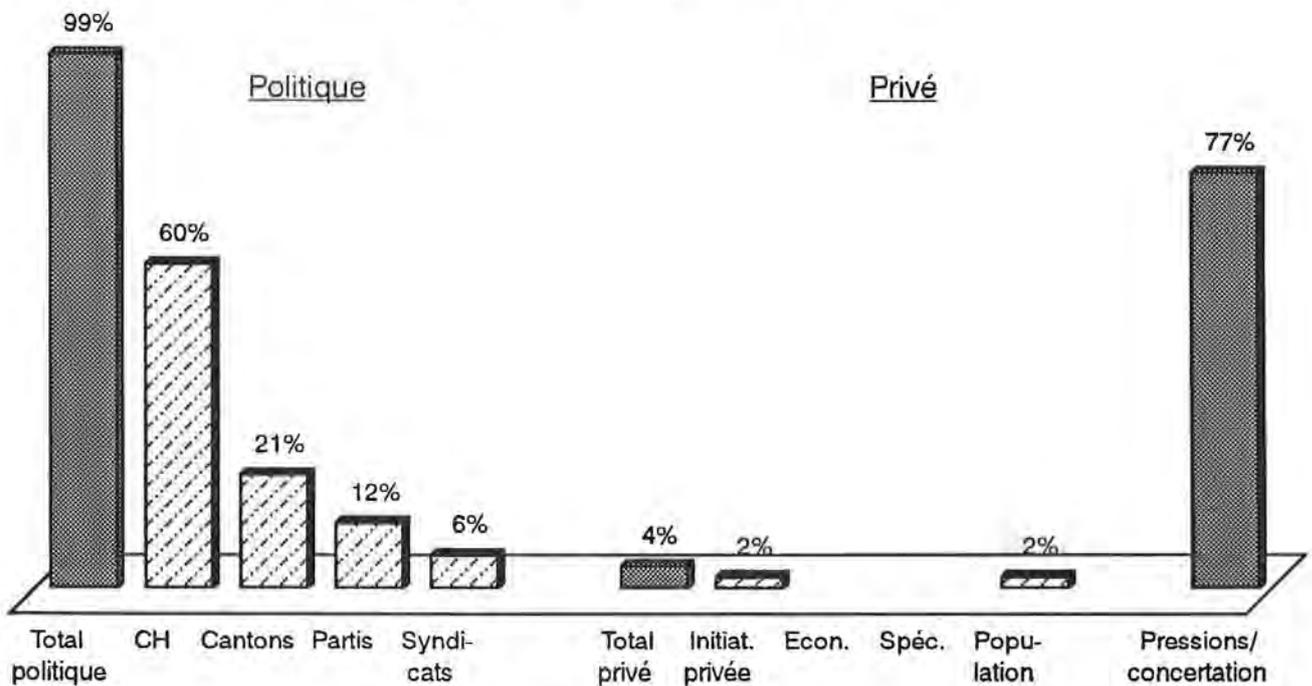
## Culture : les acteurs



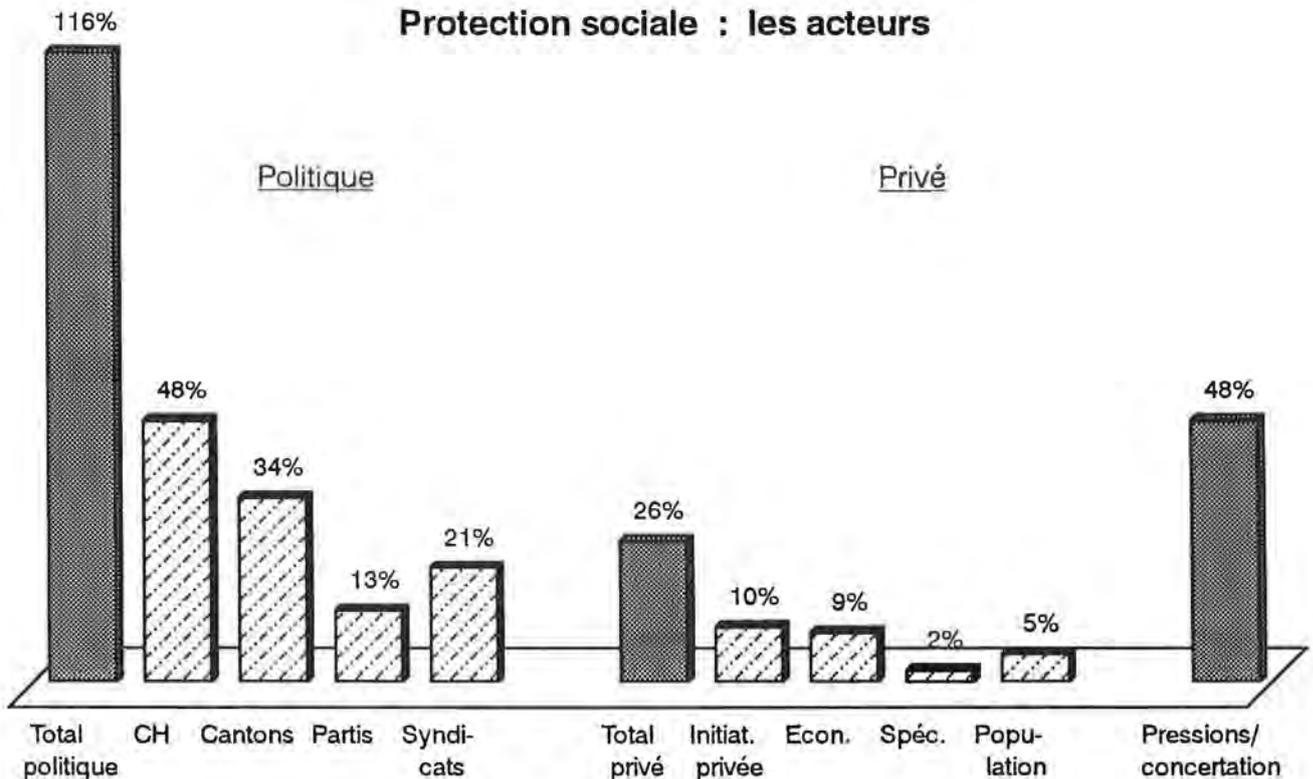
## Médias : les acteurs



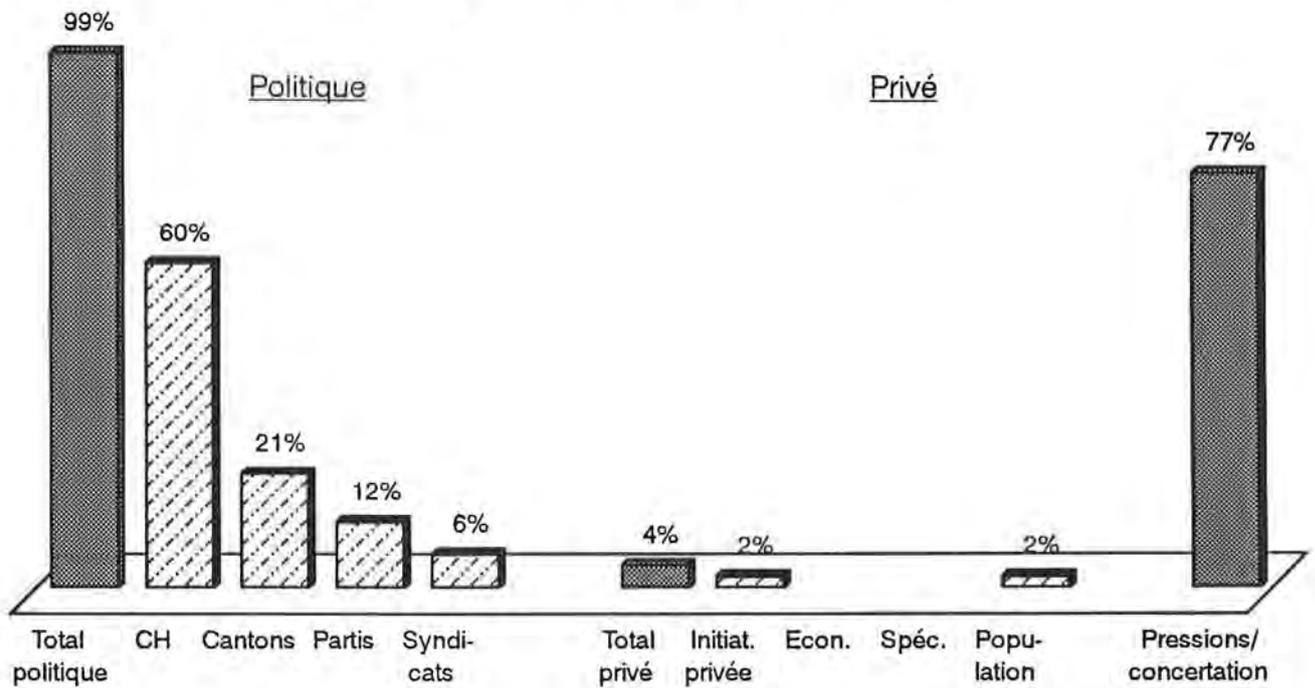
## Immigration / asile : les acteurs



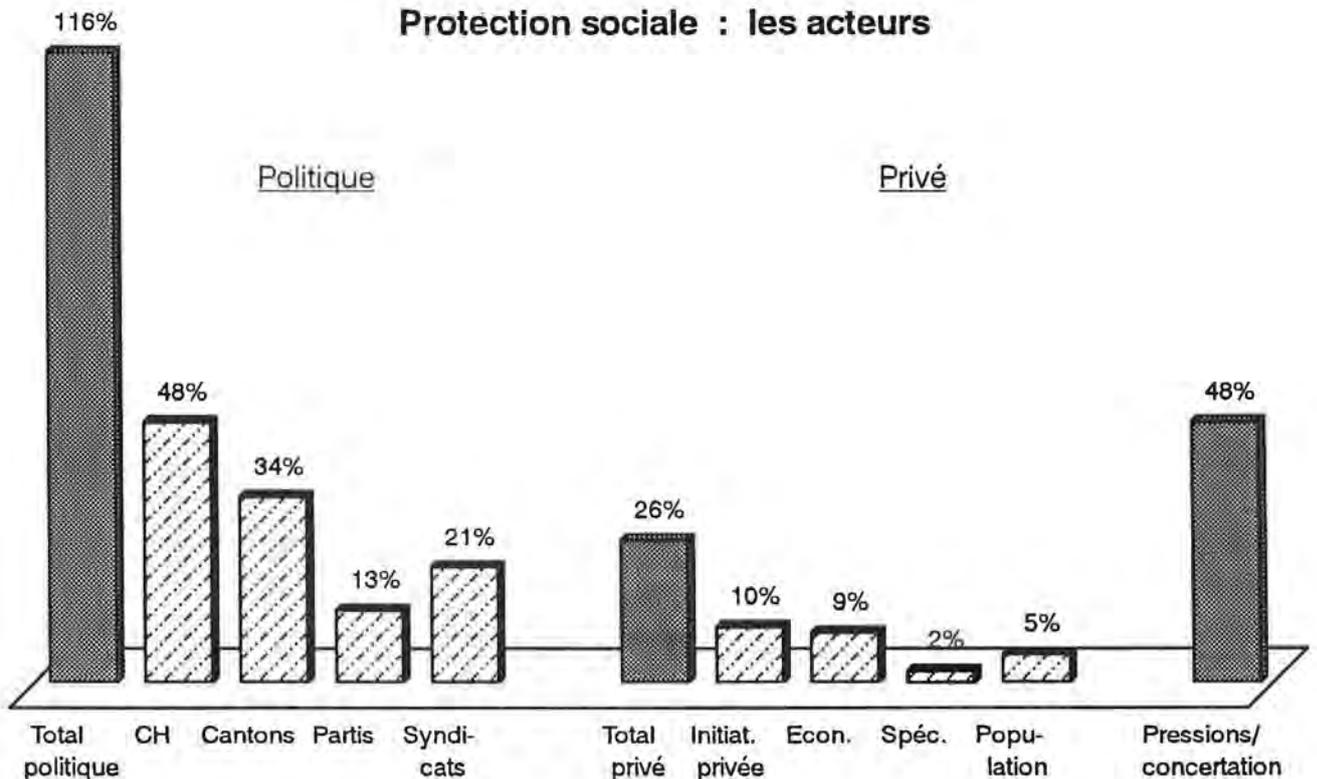
## Protection sociale : les acteurs



## Immigration / asile : les acteurs



## Protection sociale : les acteurs



**1. Immigration, asile → acteurs politiques et pressions internationales**

Ce domaine est essentiellement réservé au politique, à la Confédération bien entendu au premier chef, avec la collaboration des cantons et une concentration de tous les milieux concernés.

A relever le crédit important accordé à la pression internationale (Conférences, organisations), aux institutions religieuses et humanitaires, ainsi qu'aux "spécialistes" (médecins, aide sociale, police, justice).

**2. Protection sociale → acteurs politiques**

Toute la charge d'assurer la protection sociale de la population revient au politique (autorités fédérales, cantonales, communales) avec l'aide et/ou sous la pression des syndicats et des "spécialistes" (institutions religieuses, humanitaires, médecins), auxquels la gauche fait assez largement confiance.

Nous avons là majoritairement une vision de l'Etat-providence. L'initiative privée n'est défendue, et dans une faible mesure, que par la droite.

**3. Environnement et énergie → acteurs politiques et privés**

Dans ces deux domaines, les responsabilités paraissent assez partagées, le politique devant assumer certaines tâches gouvernementales et législatives, et le privé - sous l'effet de la pression des mouvements écologiques ou conférences internationales ... - se devant de réagir, tant au niveau de la recherche que de l'action proprement dite (mesures anti-pollution, déchets, etc.). Quand il s'agit d'écologie on attend beaucoup des scientifiques/chercheurs, comme de l'industrie et de la population elle-même, déjà bien responsabilisée.

#### 4. Formation - recherche → acteurs politiques mais surtout privés

A côté du rôle important qu'on attribue à l'Etat fédéral, et plus encore aux cantons (mise en place des structures éducatives et de formation, crédits alloués à la recherche), l'action en matière de recherche revient bien évidemment aux scientifiques, dans les universités et l'industrie, et à l'initiative privée. Quant à la formation "duale" appliquée pour l'apprentissage, en milieu professionnel et scolaire, elle fait aussi appel largement au secteur privé.

On ne croit pas à la pression internationale.

#### 5. Economie et chômage → acteurs politiques

Dans cette évaluation un peu sommaire, il est bien évident que les leaders attendent une collaboration efficace entre les autorités (Confédération, cantons, communes) appelées à créer des conditions-cadres favorables au redémarrage de l'économie, une législation plus souple, (déréglementation), la "revitalisation" proprement dite étant plutôt du ressort des acteurs économiques (initiative privée, industrie, chercheurs ...).

On compte en outre sur les syndicats qui jouissent de la confiance de bon nombre de leaders, en particulier à gauche, pour préserver les acquis sociaux et contribuer à gérer au mieux le chômage.

#### 6. Culture → acteurs privés

C'est un peu l'affaire de la Confédération, beaucoup celle des cantons et communes, et surtout celle de l'initiative privée : artistes, mécènes et sponsors, "diffuseurs d'art" (musée, expositions, concerts, théâtres, éditeurs, ...) fondations, associations, etc., et des créateurs.

La pression internationale est considérée comme quasi inexistante.

## 7. Médias → acteurs privés

Les leaders, peu nombreux, qui souhaitent que la Confédération intervienne dans les médias se réfèrent sans doute à son rôle de base : défendre le service public (SSR) et faire respecter la liberté d'expression (loi sur la presse, etc.). Sinon les médias, essentiellement la presse, sont bien évidemment du ressort du secteur privé et de la population elle-même qui a "les médias qu'elle mérite".

### Autres acteurs

Dans les 8 domaines soumis à l'appréciation des leaders, les **partis politiques** ont un certain rôle à jouer (propositions, mots d'ordre lors des votations); rôle restreint, mais relativement constant :

- 12 à 13% : économie - environnement - immigration - protection sociale
- 5 à 9% : énergie - formation/recherche - culture - médias

Les leaders accordent aussi leur confiance à la **concertation**, manière bien helvétique de traiter un dossier et d'essayer de trouver des solutions (procédures de consultation, commissions, ...), et cela de façon assez constante.

Pour gérer au mieux les thèmes à forte connotation socio-économique (économie, environnement et énergie, immigration, protection sociale), 20% à 25% des leaders préconisent la concertation entre tous les milieux concernés. Elle apparaît moins nécessaire dans le domaine culturel (12% à 16%).

-----

Ces résultats confirment dans une large mesure les positions prises par les personnalités interrogées vis-à-vis des institutions. L'attachement quasi viscéral des leaders au fédéralisme se traduit ici par une forte demande de gestion des problèmes par les cantons/communes, leur action s'exerçant bien entendu conjointement à celle de la Confédération.

Selon les cas, comparativement à celle de la Confédération, les cantons/communes ont à assumer :

- une part plus importante des responsabilités (formation, culture)
- une part moindre mais non négligeable (protection sociale, économie/chômage, environnement, immigration/asile)
- une part relativement faible (énergie)

Quant aux médias, le "4e pouvoir" devrait échapper pour l'essentiel, d'après les leaders, au contrôle du politique.

### *Clivage gauche-droite*

Les leaders orientés à droite ont bien entendu davantage tendance à privilégier l'initiative privée, et le secteur privé en général quand il s'agit de :

- l'économie et du chômage
- l'énergie

et même

- la protection sociale

Les écarts d'opinion entre sensibilités de gauche et de droite sont de l'ordre de 10% à 20%.

**A gauche**, c'est une évidence, avec également des écarts d'opinion de 10% à 20%, les syndicats jouissent d'un meilleur crédit dans les domaines suivants :

- économie et chômage
- protection sociale
- immigration/asile

Ce groupe de leaders croit également à l'efficacité des "**moyens de pression**" tels que les mouvements écologistes, les institutions religieuses, les conférences internationales ... (on pense par exemple au "suivi de Rio"), quand il s'agit de défendre l'environnement et, d'une manière générale, "*d'accélérer l'adaptation des comportements à l'évolution des consciences*" (Laurent Rebeau, 24H, 10.9.93). Selon les thèmes, l'écart avec l'opinion de la droite vis-à-vis de tels moyens de pression atteint 30%.

A gauche, on fait aussi davantage confiance à la **population**, - c'est-à-dire au jugement des "consommateurs" - quand il s'agit des médias ou de la culture.

Curieusement, pour la **culture**, tout le monde est d'accord. L'**initiative privée** doit garder la première place. C'est elle qui est le mieux à même, dans un cadre cantonal/communal, d'animer la vie culturelle. Les leaders proches de la gauche, chez lesquels on perçoit pourtant une certaine nostalgie d'une culture "nationale", ne se fient pas plus que ceux de droite au pouvoir et à l'efficacité de la Confédération dans ce domaine. Ni pour les uns, ni pour les autres, l'Etat central n'a à jouer un rôle moteur en matière culturelle.

Dès lors que nous constatons chez les leaders une attente relativement faible vis-à-vis des compétences de la Confédération et de ses devoirs dans la défense et la promotion d'une culture suisse, on ne s'étonnera pas que les budgets fédéraux (par le biais de Pro Helvetia ou d'autres organismes) puissent diminuer à vue d'oeil dans l'indifférence générale, hors les milieux directement concernés.

### *Différences régionales*

Le recours au **pouvoir cantonal/communal** se manifeste un peu plus chez les leaders romands et tessinois que parmi les Alémaniques, signe d'une certaine méfiance à l'égard de ce qui "vient de Berne" et, parallèlement, de la confiance et de l'attachement portés à l'autonomie régionale. Rien que de très normal venant de minorités toujours un peu sur la défensive.

Dans le groupe des leaders latins, il est fait aussi plus largement appel à la **concertation** pour gérer au mieux les problèmes. Ce moyen leur paraît sans doute efficace pour permettre aux minorité de faire entendre leur voix. Et l'on note enfin une tendance un peu plus affirmée à faire confiance à la **population** (environnement, énergie, médias, culture).

Pour les leaders alémaniques, les **partis politiques**, assez peu en faveur chez les Latins, jouissent d'un certain crédit.

### *En conclusion*

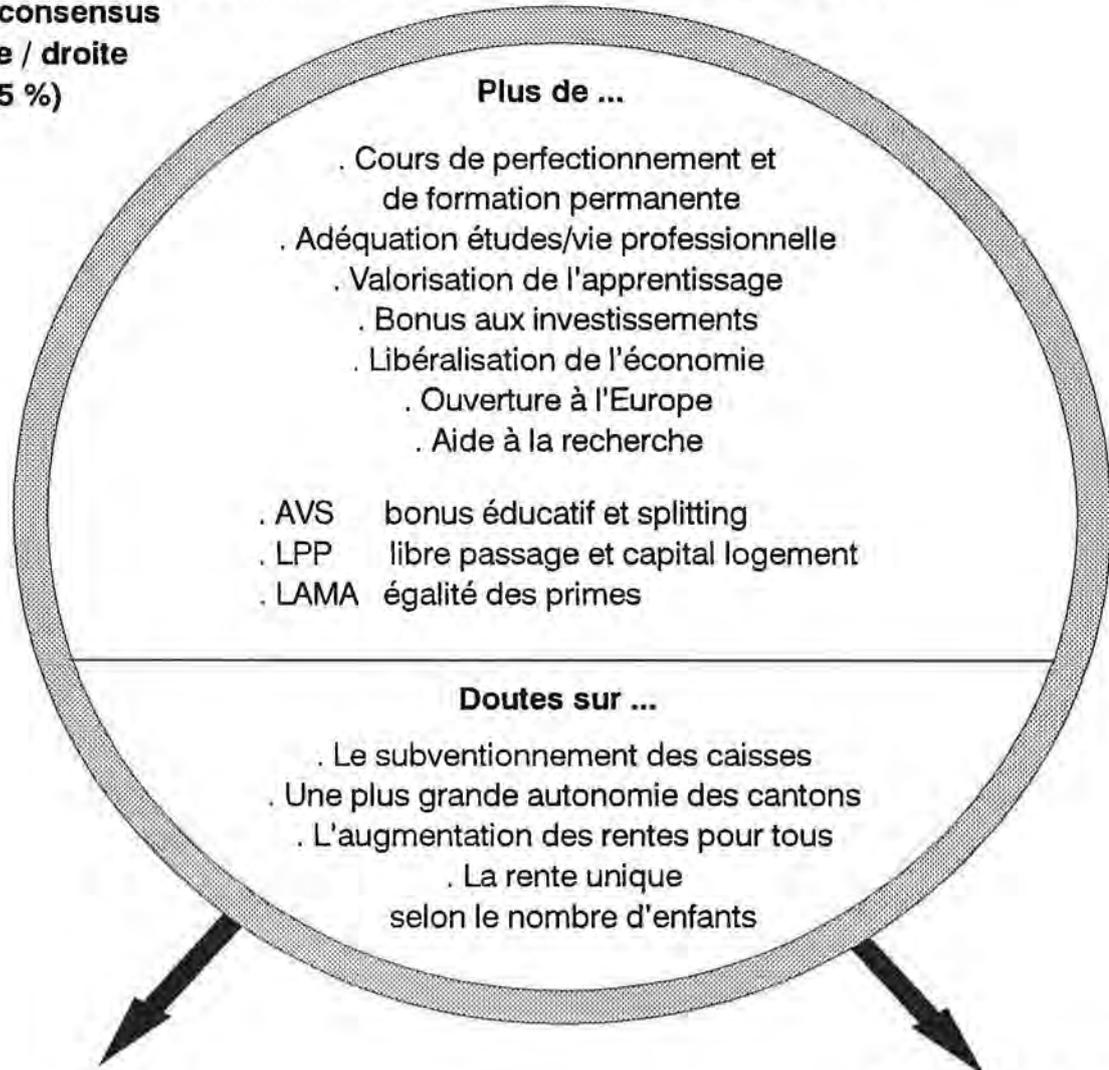
Quelle que soit l'urgence des problèmes à traiter et à résoudre, les élites de notre pays sont loin de se rallier aux solutions "faciles" du **tout à l'Etat**. Tous les niveaux de compétences, dans le secteur privé comme dans le secteur public, sont sollicités et responsables. La voie du consensus et de la concertation suivie jusqu'ici leur paraît encore, malgré d'inévitables lenteurs, la meilleure, la mieux adaptée à la culture politique et aux mentalités, la plus efficace.

Sur les trois graphiques qui vont suivre, nous avons synthétisé les mesures proposées par les leaders, en les regroupant selon qu'elles semblaient emporter l'adhésion de tous ou presque, ou qu'elles provenaient plutôt d'un côté seulement de l'échiquier politique.

On y remarque un assez large consensus sur des trains de mesures fondamentaux, et des oppositions marquées sur le chômage et l'environnement.

## La Suisse économique et sociale (Economie / Chômage / Protection sociale)

**Large consensus  
gauche / droite  
(60 - 65 %)**



### Options de gauche

Partage du travail  
Aide à l'embauche  
Abaissement de l'âge de la retraite des hommes  
Déplafonnement des hauts salaires  
Programmes de relance

AVS : augmentation des petits revenus  
augmentation des cotisations

LAMA : centres HMO  
AVS plus (pour 4e âge)  
cotisations selon revenu

### Options de droite

Relever l'âge de la retraite pour les femmes

Franchises bonus-malus pour l'assurance maladie

## La Suisse culturelle (Culture / Formation et Recherche / Médias)

Large consensus gauche / droite  
(60 - 65 %)

### Culture

- . Pas d'urgence
- . Peu d'évolution prévisible de la situation actuelle
- . Assez grand intérêt de la population

### Formation/ Recherche

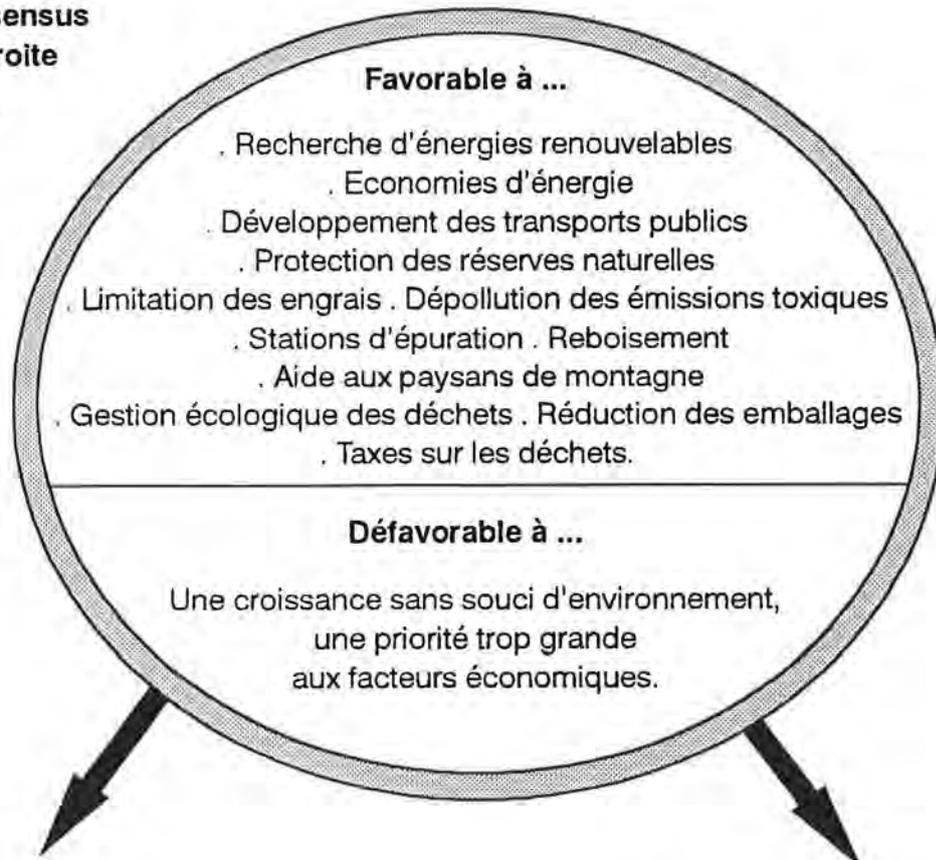
- Formation** : n'est pas un problème prioritaire, mais il faut agir (certaine crainte pour l'avenir)
- . Points forts : formation professionnelle - EPF
  - . Points faibles : autonomie cantonale.
- Recherche** : urgence, situation insatisfaisante, pronostic plutôt négatif, comparaison négative avec les autres pays.
- . Opinions positives : qualité des chercheurs / bons centres de recherche internationaux.
  - . Opinions mitigées : participation insuffisante aux programmes européens.
  - . Opinions négatives : subventions insuffisantes à la recherche.

### Médias

- . Pas d'urgence, mais pas de grande satisfaction.
  - . Certaines craintes pour l'avenir
- 
- . Manque de déontologie
  - . Pouvoir des médias mal utilisé
  - . Pas assez de sources d'information différentes.

## La Suisse environnementale (Energie / Environnement)

**Large consensus  
gauche / droite  
(60 - 65 %)**



### Options de gauche

- . Priorité à l'environnement et à la protection de la population
- . Limitation du trafic routier
- . Arrêt du nucléaire
- . Insatisfaction face aux mesures actuelles pour la protection des sites, de la faune, de la flore, de l'eau, de la qualité de l'air
- . Limiter les constructions en montagne.

### Options de droite

- . Priorité à l'indépendance énergétique, à l'autonomie nationale
- . Défendre à la fois l'environnement mais aussi l'économie
- . Développer l'énergie hydro-électrique
- . Pas de nouvelles mesures envers le trafic routier
- . Augmenter la puissance des centrales
- . Reprise du nucléaire
- . Augmenter les importations
- . Majoritairement satisfaits des mesures actuelles pour la protection de la faune, de la flore, de l'eau, des sites.

**MONOGRAPHIES SUR QUELQUES  
THEMES SPECIFIQUES**

- 5. Economie et chômage**
- 6. Protection sociale**
- 7. L'environnement**
- 8. L'énergie et les transports**
- 9. L'immigration et l'asile**
- 10. La formation, l'éducation, la recherche**
- 11. La culture**
- 12. Les médias**

## **5. ECONOMIE ET CHOMAGE**

5.1. Climat au moment de l'étude

5.2. Remèdes en matière de chômage

5.3. Remèdes en matière de situation économique

5.4. En conclusion

## 5. ECONOMIE ET CHOMAGE

### 5.1. Le climat au moment de l'étude

La récession s'est installée en Suisse depuis plus de deux ans. Le **chômage** ne cesse d'augmenter. On parle de plus en plus de la chute de l'emploi, du chômage de longue durée, de celui des jeunes, d'un socle incompressible. Il y a déséquilibre entre la Suisse romande, beaucoup plus touchée (6% - 7%) et la Suisse alémanique (3% - 4% selon les cantons).

L'arrêté fédéral urgent (AFU du 19.3.93) vient d'entrer en vigueur. Un référendum a été lancé. Depuis lors, le peuple a accepté l'arrêté à une large majorité le 26.9.93.

La révision globale de la loi (LACI) est en discussion (projet envoyé à titre consultatif aux milieux intéressés - application en 1994).

Chaque jour ou presque les médias font part de rapports d'experts qui analysent les causes de la crise économique : sont-elles conjoncturelles ou structurelles, un effet de la crise mondiale sur l'économie helvétique ou liées aux handicaps spécifiques à la Suisse : carcan législatif, endormissement du peuple et des dirigeants, réactions tardives et lentes après une longue période de prospérité etc. ...

On nous assure depuis plusieurs mois que le creux de la vague est atteint, mais la reprise sans cesse annoncée pour le semestre suivant se fait attendre.

Le débat est donc permanent; il se nourrit du moindre frémissement bon ou mauvais que suscite l'évolution de la situation, sur le plan interne ou international (statistiques, résolutions, expériences, réunions de "chefs", séminaires, etc. ...). Les adversaires sociaux et/ou politiques ont souvent les mêmes aspirations, mais en d'autres termes. Dans l'idéal, pour remédier à la crise, il s'agirait à la fois pour eux de faire jouer librement la concurrence et de préserver la solidarité.

Le débat sur le partage du temps de travail avait déjà été ouvert depuis plusieurs mois au moment où les leaders ont été consultés pour SOPHIA. Pour les uns, c'est la panacée, pour les autres, le remède est pire que le mal. Nous verrons que les opinions sont très tranchées et que la sensibilité politique détermine fortement les prises de position.

## 5.2. Les remèdes en matière de chômage

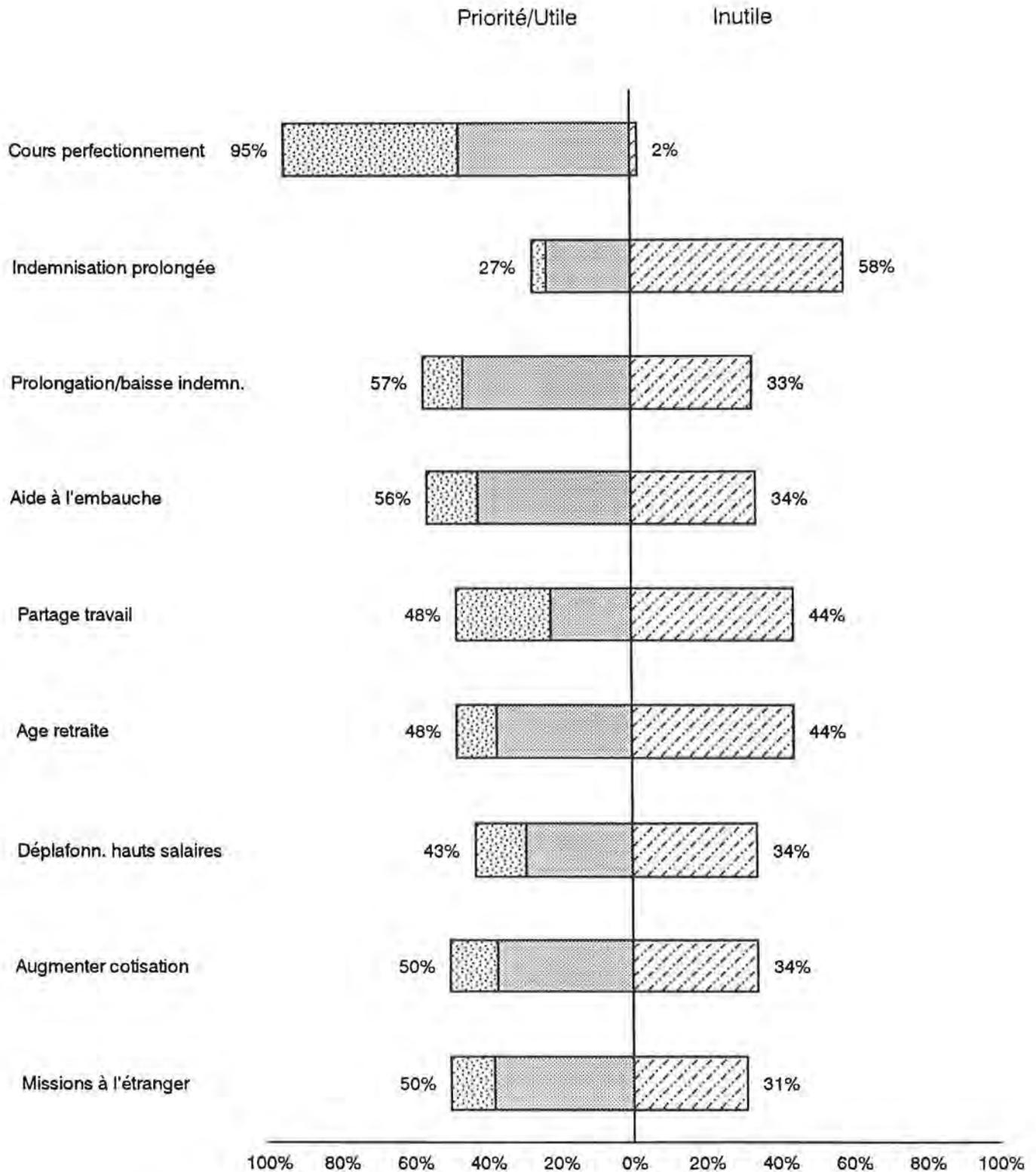
*"Quelles actions immédiates parmi les suivantes vous semblent les plus efficaces afin de faire face aux problèmes liés au chômage actuel ?"*

- *prolonger la durée d'indemnisation sans toucher au montant des allocations*
- *prolonger la durée d'indemnisation en abaissant pour certains chômeurs les allocations (de 80% du salaire à 70%)*
- *aide financière à l'embauche des chômeurs*
- *réduction du temps de travail et des salaires, redistribution générale du travail*
- *abaissement de l'âge de la retraite*
- *déplafonnement des hauts salaires non soumis à cotisation*
- *augmentation des cotisations à l'assurance-chômage*
- *mission temporaire de nos chômeurs à l'étranger à titre d'aide au développement économique (pays de l'Est par exemple)*

*(pour chaque action proposée, réponse : prioritaire / utile/inutile)*

## Quelques mesures

### Chômage



*Mesures jugées globalement pertinentes*

- cours de perfectionnement
- prolonger durée d'indemnisation et abaisser les allocations pour certains chômeurs (mesures effectivement prises dans l'AFU)
- aide financière à l'embauche
- missions temporaires à l'étranger

*Mesures suscitant de fortes divergences d'opinion*

- partage du travail
- abaissement de l'âge de la retraite
- déplafonnement des hauts salaires
- augmentation des cotisations
- prolonger durée d'indemnisation sans toucher aux allocations

Une constatation s'impose d'emblée : l'importance primordiale que les leaders accordent, à titre curatif et préventif, aux divers aspects de la formation que nous proposons. Qu'il s'agisse dans l'immédiat de faire face aux problèmes du chômage ou de régler à moyen terme la situation de l'économie, la formation et l'éducation occupent une place privilégiée dans la hiérarchie des priorités.

A droite comme à gauche, tout le monde fait crédit au savoir, condition indispensable pour répondre aux besoins d'une société de plus en plus tertiarisée. Les leaders ont bien conscience que la "matière grise" est la principale richesse du pays et que, dans tous les domaines d'activité, les besoins augmentent en "ressources humaines" toujours plus qualifiées.

	<b>prioritaire + utile</b>
- cours de perfectionnement pour les chômeurs, afin de favoriser leur réinsertion dans la vie active	48 + 47 = 95%
- formation permanente afin de permettre des reconversions éventuelles	53 + 44 = 97%
- valorisation de l'apprentissage, maturité professionnelle, adaptation des pro- grammes d'étude	24 + 67 = 91%
- meilleure adéquation des études supé- rieures à la vie professionnelle	18 + 64 = 82% *

\*(mais 68% seulement dans les milieux académiques et culturels)

- A une courte majorité, les leaders, à droite comme à gauche (60% / 55%), approuvent les principales mesures contenues dans l'AFU sur lequel le peuple a voté le 26.9.93. Ce résultat n'est qu'apparemment concordant. Nous savons qu'une assez forte opposition s'est manifestée contre ces mesures urgentes, dans les milieux patronaux et syndicaux, pour des raisons opposées. Nous pouvons en inférer que le bon tiers des leaders qui, tant à droite qu'à gauche, jugent inutile de prolonger la durée d'indemnisation en réduisant les allocations pour certains chômeurs ne sont pas non plus d'accord entre eux.  
(pour mémoire, l'AFU a été accepté par 70% des votants/taux de participation 39%).

L'obligation d'accepter un travail "convenable", critiquée également par les auteurs du référendum, n'avait pas été évoquée dans le questionnaire; les leaders n'ont donc pas pris position à ce sujet.

- Quant à la simple prolongation du **temps d'indemnisation**, sans contre-partie, les leaders proches de la droite en contestent vivement l'utilité (81%). A remarquer que les personnalités de gauche sont divisées à ce sujet (47% trouvent la mesure utile - 39% la jugent inutile).
- Le véritable affrontement idéologique intervient à propos du **partage du temps de travail**. Prôné par les leaders proches de la gauche à raison de 77%, cette mesure pour sauvegarder l'emploi n'apparaît utile qu'à 3 leaders sur 10 dans le camp proche de la droite, alors que 63% n'y croient pas.

S'agissant au départ d'un concept "d'intellectuels", il est bien naturel que nous rencontrions dans les milieux académiques un plus large engagement en faveur du partage du travail. Les milieux économiques pourtant n'y sont pas absolument opposés : 36% des leaders de l'économie pensent que c'est une mesure utile, voire prioritaire.

Dans le cadre de cette étude qui se veut généraliste, il n'est pas possible d'approfondir la question. Les opinions recueillies sont donc un simple indicateur de tendance. Il n'a été fait allusion de notre part ni à l'incidence sur les salaires, ni aux modalités d'application (réduction linéaire des horaires de travail, modulation de cas en cas, etc.), ni aux effets bénéfiques ou non (gains de productivité, motivations, ...).

Parmi les expériences récentes d'aménagement des horaires (en France et en Allemagne notamment), certaines sont réussies, d'autres pas.

Nombre de chercheurs étudient le problème à fond, recherchent des solutions. Ils ouvrent un débat sur la responsabilité éthique des entreprises, évoquent, selon André Gorz, une "civilisation du temps libéré, le passage vers un âge post-économique". Ponctuellement, des remèdes ont été proposés et appliqués pour un "travail à géométrie variable". Parmi des exemples vécus :

- horaires à la carte, promotion du travail à temps partiel
- division des postes de travail (job sharing)
- année sabbatique (Canada)
- congés de formation en cours d'emploi (France)
- congé parental (Suède)
- retraite anticipée progressive

En Suisse, d'après l'OFIAMT, *"il existe un potentiel important d'innovation dans ce domaine. C'est aux partenaires sociaux de s'en occuper. L'Etat se bornerait à ne pas établir de cadre freinant cette évolution"*.

Rien de tout cela n'a été traité dans cette première étude SOPHIA. Un vaste travail de réflexion, de confrontation des idées reste à mener. Nous reviendrons certainement sur ce thème en l'approfondissant lors d'études ultérieures.

- On remarque également de fortes réticences des leaders proches de la droite et bien sûr dans les milieux de l'économie, quant à l'utilité des mesures suivantes pour faire face aux problèmes du chômage :
  - augmentation des cotisations à l'assurance-chômage
  - déplafonnement des hauts salaires non soumis à cotisation
  - abaissement de l'âge de la retraite

A gauche en revanche, une forte majorité des leaders interrogés les jugent efficaces.

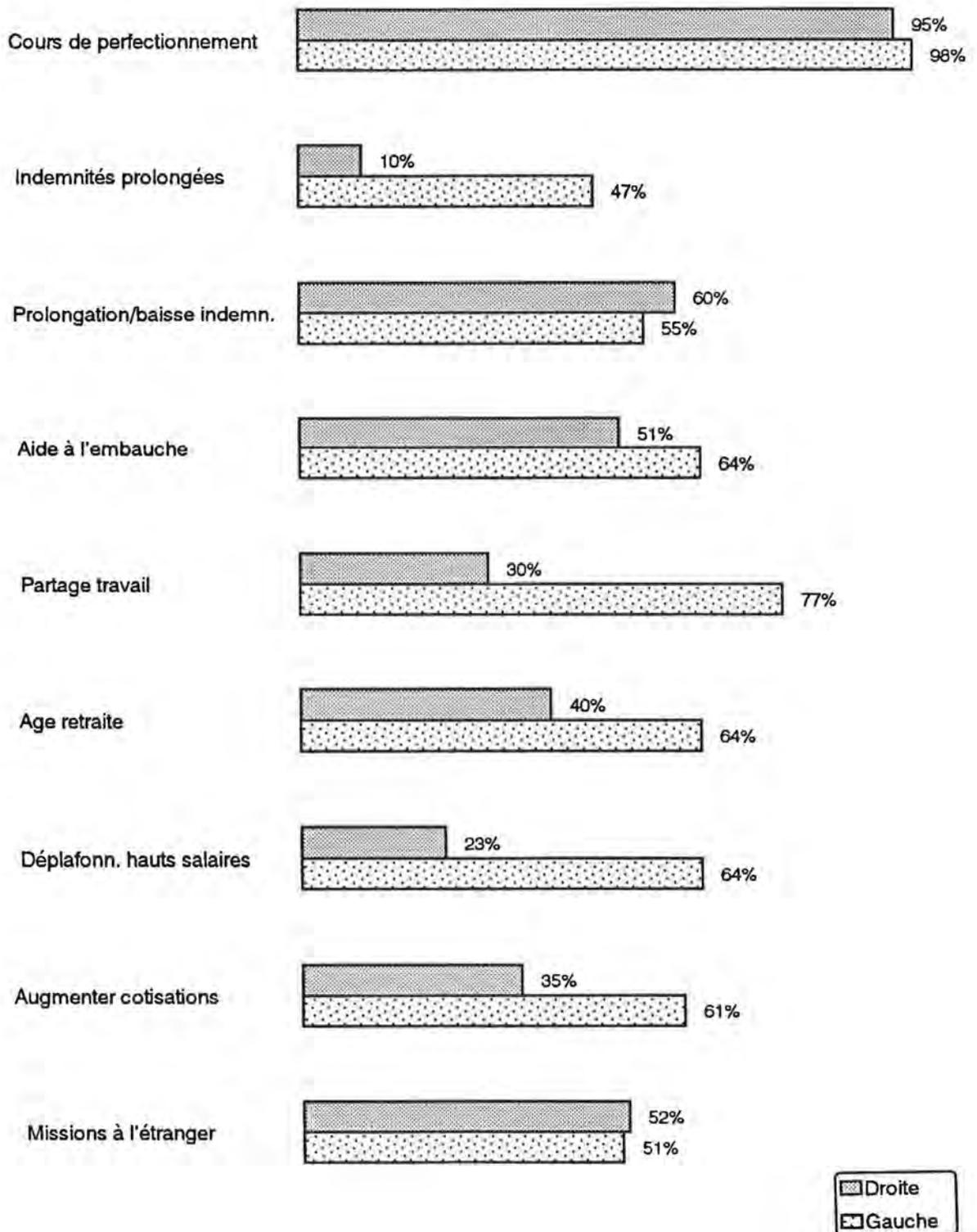
- L'idée d'une aide financière à l'embauche de chômeurs et les missions temporaires à l'étranger ne divisent pas vraiment les leaders. Ce sont des mesures auxquelles personnalités de gauche et de droite font un assez bon accueil. Les milieux économiques y sont particulièrement favorables.

Depuis lors, l'idée de stages dans les pays de l'Est pour des chômeurs qualifiés (encadrement, transmission de savoir) fait son chemin. Elle répondrait, semble-t-il, à une demande certaine de part et d'autre.

- D'une façon générale, on constate une plus grande retenue des leaders proches de la droite à l'égard de l'ensemble des actions proposées, signe évident d'une traditionnelle méfiance vis-à-vis de tout **interventionnisme de l'Etat**. Le nombre de réponses "action inutile" est globalement deux fois plus élevé dans ce groupe que dans celui des personnalités proches de la gauche, où l'on est semble-t-il plus porté à penser que "tout est bon", "tout vaut la peine" pour venir en aide aux chômeurs.

## Quelques mesures - Chômage

### Pertinence selon sensibilité politique



### 5.3. Les remèdes en matière de situation économique

*"Et quelles actions vous semblent pertinentes pour régler à moyen terme la situation de l'économie et du chômage ?"*

- *actions en faveur des investissements, de la création d'entreprise, du capital-risque*
- *libéralisation de l'économie, poursuite du démantèlement des cartels*
- *ouverture sur l'Europe*
- *aide à l'exportation*
- *aide à la recherche, à l'innovation technique*
- *programme de relance économique*

#### *Mesures jugées globalement pertinentes*

- *Formation : formation permanente, meilleure adéquation des études supérieures à la vie professionnelle, valorisation de l'apprentissage,*
- *Ouverture sur l'Europe*
- *Aide à la recherche*
- *Libéralisation de l'économie (mesure essentielle pour la droite, mais peu contestée à gauche)*

#### *Mesures dont l'utilité est douteuse (à droite et à gauche)*

- *Bonus d'investissement, capital-risque*
- *Programme de relance économique*

#### *Mesures pas très utiles*

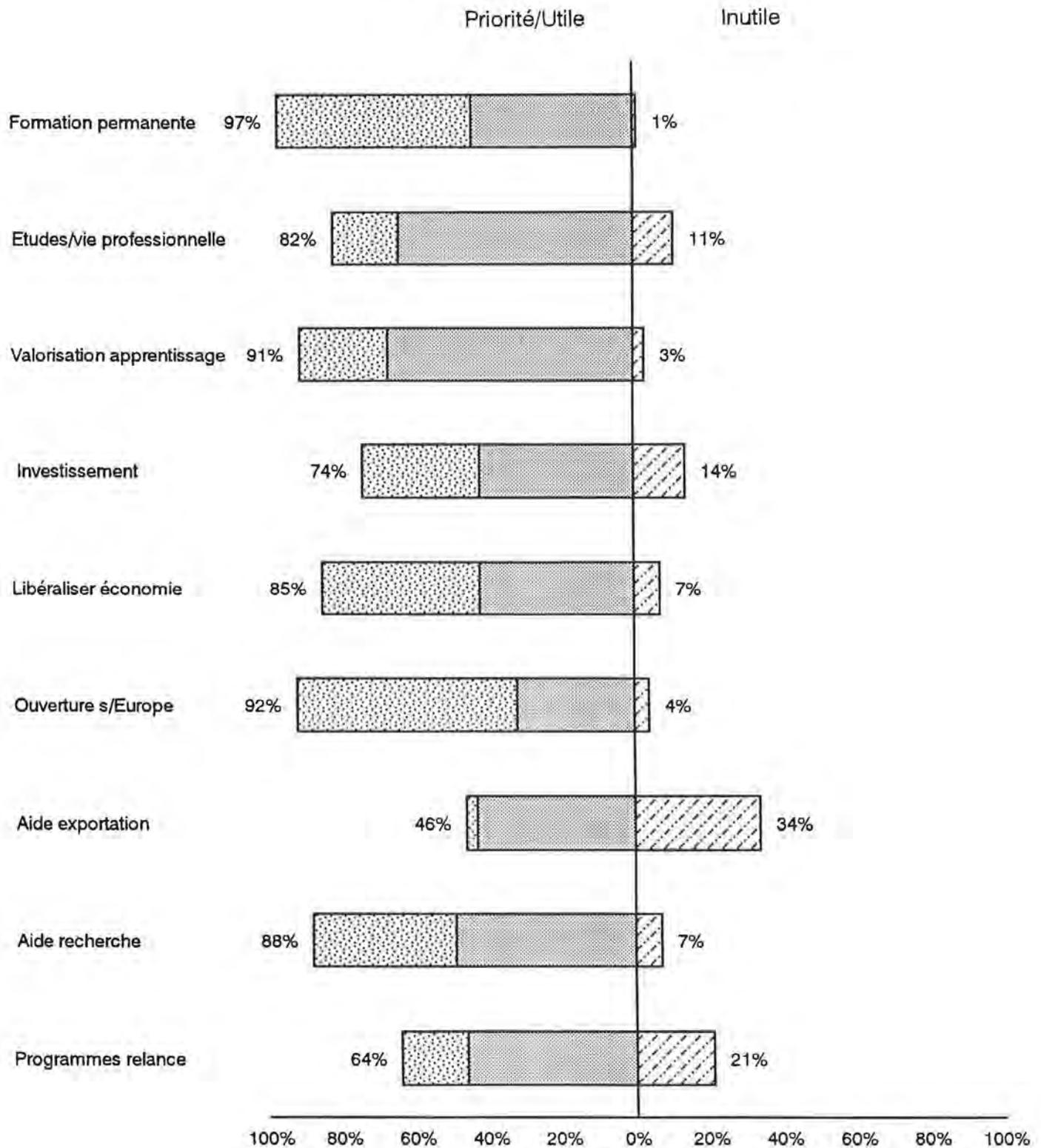
- *Aide à l'exportation*

On ne s'étonnera pas que, pour les leaders proches de la droite et dans les milieux de l'économie, le cheval de bataille soit **la libéralisation de l'économie** : 2/3 d'entre eux environ jugent prioritaires cette action et son train de mesures. Cette libéralisation qui apparaît moins prioritaire aux leaders orientés à gauche, n'est toutefois pas très contestée : pour moitié ils la jugent utile.

Par rapport aux principales mesures de revitalisation décidées par le Conseil fédéral en été 1993, les leaders réagissent ainsi :

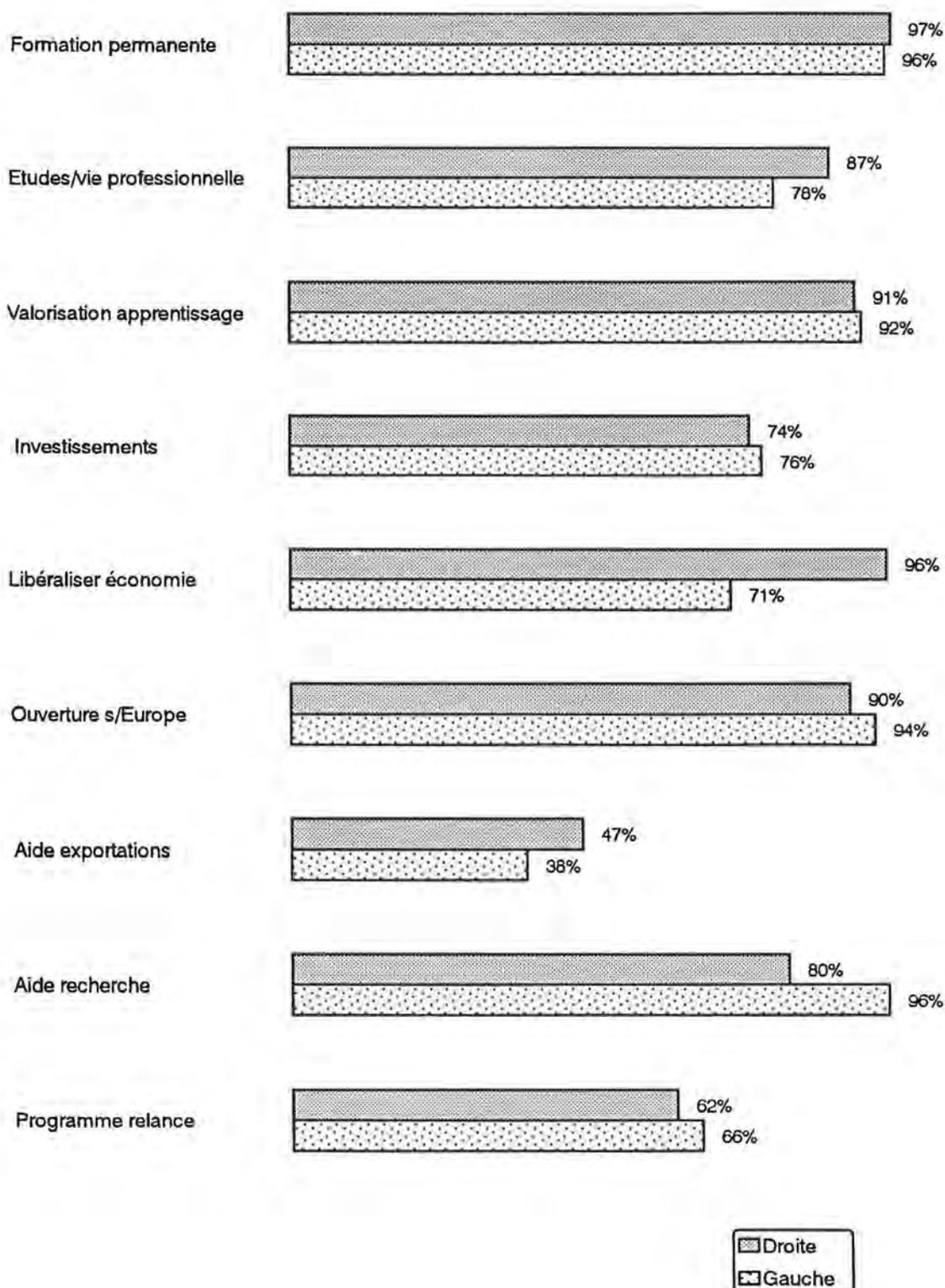
- **L'ouverture sur l'Europe** n'est contestée par (presque) personne, **l'aide à la recherche** non plus. Ces deux actions qui appellent chacune un train de mesures à court et moyen terme, paraissent pourtant plus essentielles à la gauche qui leur accorde assez massivement la priorité.
- Ce qui semble un peu moins efficace (ou nécessaire) aux yeux des leaders interrogés, ce sont les programmes de **relance économique**, et surtout **l'aide à l'exportation**, laquelle, on le sait, se porte plutôt bien.
- Quant au **bonus d'investissement**, c'est une priorité avant tout aux yeux des leaders de l'économie; les plus réticents à l'égard de cette mesure sont les "politiques", sans doute plus sensibles aux déficits publics.

## Quelques mesures Situation économique



## Quelques mesures - Situation économique

### Pertinence selon sensibilité politique



*Différences régionales*

Leur région bénéficiant d'un tissu industriel et d'une économie plus solides, souffrant moins du chômage, il est normal que les leaders alémaniques soient un peu moins conscients de l'urgence de mesures et de réformes et se montrent dans l'ensemble moins "preneurs" que les Latins dans le "paquet d'actions" proposé.

Avec des écarts d'opinion d'environ 15% sur l'utilité de telles mesures, leur désintérêt se manifeste notamment à l'égard de :

	Mesure inutile	
	Latins	Alémaniques
- l'aide financière à l'embauche de chômeurs	23%	40%
- l'augmentation des cotisations à l'assurance-chômage	24%	39%
- les missions temporaires à l'étranger	22%	35%
- l'aide à l'exportation	24%	40%
- les actions en faveur des investissements	6%	18%

#### 5.4. En conclusion

"La crise, un état d'esprit", comme on l'entend dire depuis quelques temps, dans le monde politique notamment ? En partie sans doute, mais c'est oublier qu'elle relève à la fois du politique, de l'économie et du psychologique.

Rappelons à ce propos que les personnalités interrogées ont exprimé de façon libre et spontanée leurs craintes pour la Suisse, son avenir en général. Quels risques court notre pays à l'horizon de cette fin de siècle, quelles difficultés devra-t-il affronter ? Parmi leurs réponses *l'immobilisme, le manque d'esprit d'entreprise, le doute, une certaine angoisse, la perte de confiance en soi* ont été souvent évoqués. Ce sont là les facteurs qui contribuent à entretenir un climat dépressif et freinent peut-être les investissements, la reprise économique.

Au moment où les leaders d'opinion ont été consultés (mai-juin 93) les statistiques officielles (rapport OCDE, chiffres révisés de la comptabilité nationale 91-92) qui laissent entrevoir un avenir moins sombre que prévu, n'avaient pas encore été publiées. Il n'en reste pas moins que, en majorité, les personnalités interrogées ont **pronostiqué une amélioration** de la situation économique à moyen terme, pour autant que des mesures adéquates soient prises sans attendre (libéraliser l'économie, ouverture sur l'Europe, aide à la recherche). Il semble que depuis lors un pas ait été fait dans le sens de la libéralisation.

Seul l'avenir dira si, à plus long terme, la formation, l'enseignement en général, comme le souhaitent les leaders, restera l'atout essentiel de la Suisse pour maintenir à la fois sa prospérité, la qualité de son niveau de vie et son rang international.

## 6. PROTECTION SOCIALE

6.1. Climat au moment de l'étude

6.2. Qualité de la prise en charge

6.3. Mesures en matière d'AVS

6.4. Prévoyance professionnelle

6.5. Assurance-maladie

6.6. Démographie / Vieillesse de la population

6.7. En conclusion

## 6. PROTECTION SOCIALE

### 6.1. Le climat au moment de l'étude

Au moment de la prise d'information, le climat social en Suisse ne subissait pas de tensions particulières, exception faite bien sûr du chômage que nous venons de traiter dans le chapitre précédent.

Dans l'ensemble, la paix sociale règne en Suisse au printemps 93. Mais si l'on admet que le filet social est satisfaisant, les premiers échos de la controverse qui oppose la conception de "l'Etat-Providence" au "libéralisme pur et dur" se font entendre. Des craintes se font jour :

- craintes que **trop de protection sociale nuise à l'économie** et détruise des emplois, aggravant la crise structurelle qui sévit aujourd'hui
- et inversement craintes d'un **démantèlement social** : la "revitalisation de l'économie" et les déficits publics menaceraient les acquis sociaux.

Les remarques et commentaires des leaders interrogés reflètent bien ces deux tendances.

Dans ce climat relativement paisible : **les coûts de la santé** représentent la seule turbulence.

#### **Assurance-maladie**

L'interminable débat politique sur l'assurance-maladie est toujours en cours. L'AFU d'octobre 1992 a provisoirement calmé le jeu, en attendant la réforme en profondeur de la LAMA. Les bonnes et mauvaises surprises des assurés au début de l'année 1993 sont un peu oubliées. Un référendum a été lancé.

## AVS

La 10e révision de l'AVS est en chantier depuis douze ans.

Au moment de l'étude SOPHIA, le débat politique est ouvert sur le projet présenté par la Commission du Conseil national; ce projet prévoit, entre autres mesures, le "splitting" (calcul des rentes individuelles) et le bonus éducatif pour les femmes, mais parallèlement, l'élévation progressive de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans pour les femmes, d'ici quelques années.

## Prévoyance professionnelle

La LPP doit subir quelques aménagements, concernant notamment le libre passage. Ce point a été traité par le Conseil des Etats lors de la session de décembre.

Pour cette année 1993, aucun fait marquant n'est venu alimenter le débat.

## Autres thèmes sociaux

Bien que souvent évoquée spontanément par les leaders interrogés, la **politique familiale** n'est pas à l'ordre du jour. En automne 92, la Commission fédérale pour les questions féminines a présenté un rapport mettant en évidence le manque de structures d'accueil pour la petite enfance. Elle souhaiterait également une réglementation fédérale en matière d'allocations familiales. Rappelons que la Suisse n'a *toujours pas d'assurance-maternité* et ne connaît pas le congé parental.

Nous n'avons pas abordé dans l'étude SOPHIA le thème de la "**paix du travail**". Dès l'automne 1993, le renouvellement difficile des conventions collectives, la remise en cause de l'indexation des salaires, dans le secteur public comme dans l'économie privée, devient source de conflits et d'un affrontement entre partenaires sociaux. Les positions se durcissent. L'USS et d'autres organisations syndicales appellent à manifester. On parle de grèves.

## 6.2. Qualité de la prise en charge

*"Quelle est votre opinion concernant la façon dont les autorités suisses abordent les différents domaines de la protection sociale ? Comment trouvez-vous que ces questions sont traitées actuellement par les instances concernées ?"*

En ciblant plus précisément chacun des principaux volets de la protection sociale en Suisse, nous obtenons de la part des leaders interrogés les prises de position suivantes :

	Total	Traité convenablement droite	gauche
- AVS	38%	49%	26%
- Assurance invalidité	40%	38%	40%
- Prévoyance professionnelle	39%	54%	24%
<hr/>			
- Assurance maladie	9%	12%	8%

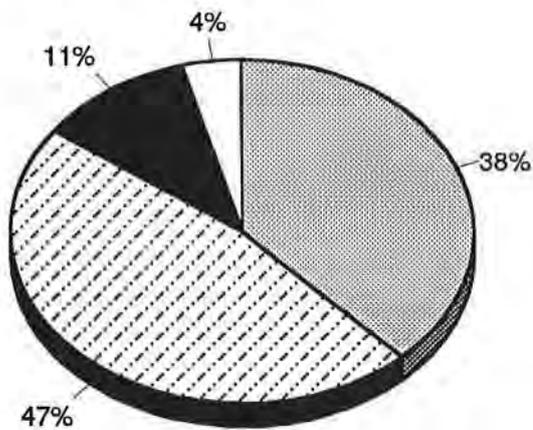
Les insatisfaits préconisent plutôt des réformes douces, en d'autres termes des mesures "un peu différentes" en ce qui concerne l'AVS, l'AI et la prévoyance professionnelle.

Pour l'assurance-maladie en revanche, près de la moitié des leaders interrogés jugent qu'il faut repenser complètement le problème : il doit être abordé "très différemment".

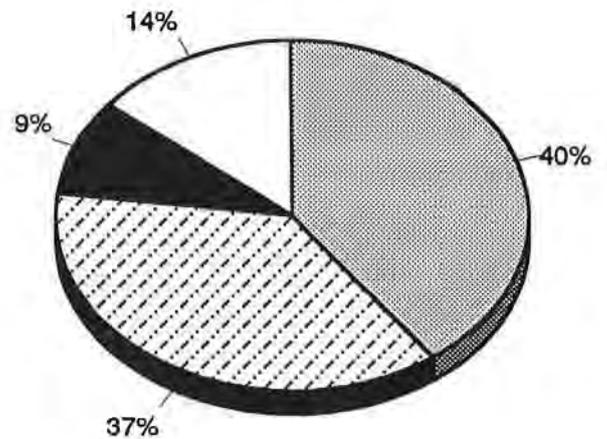
Bien évidemment sur ces thèmes sensibles, le clivage entre sensibilités de gauche et de droite est bien apparent : les personnalités proches de la gauche se montrent plus critiques, avec des écarts d'opinion allant jusqu'à 30%.

## Prise en charge de la protection sociale

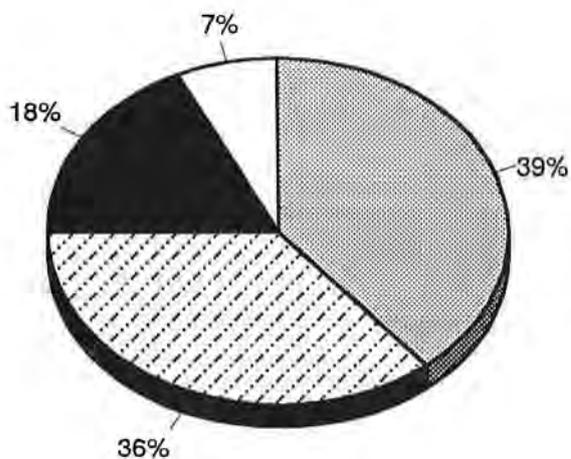
A.V.S.



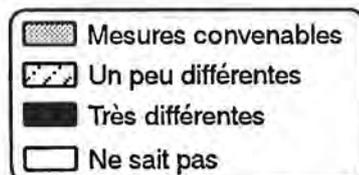
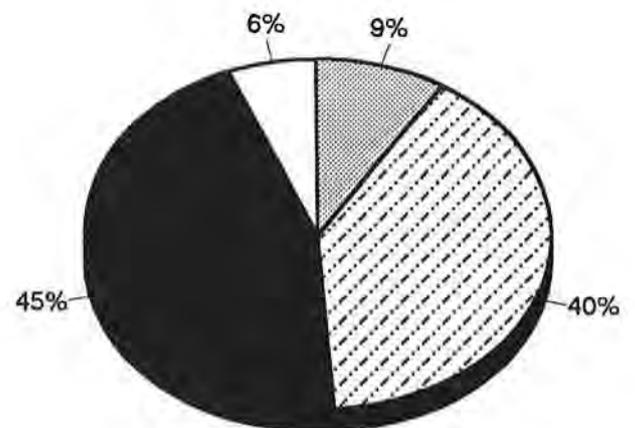
Invalidité



2e pilier



Assurance maladie



### 6.3. Mesures en matière d'AVS

*"Quelles options préconisez-vous en matière d'AVS ? Les mesures suivantes sont-elles pour vous une priorité absolue, simplement utiles, ou inutiles ?"*

- *abaisser l'âge de la retraite pour les hommes*
- *unifier l'âge pour les hommes et pour les femmes*
- *tenir compte du nombre des enfants pour l'âge de la retraite des femmes*
- *tenir compte d'un revenu théorique pour les femmes au foyer qui élèvent leurs enfants*
- *augmenter les rentes pour tous*
- *augmenter les rentes uniquement pour les petits revenus*
- *mêmes rentes pour tous quel que soit le montant des cotisations*
- *splitting (calcul de la rente individuelle)*
- *augmenter les cotisations pour garantir le financement à long terme*

#### *Mesures jugées utiles*

Une forte majorité de leaders s'accorde sur l'utilité, voire l'urgence des options suivantes :

	Priorité	Utile	Mesure pertinente
- unifier l'âge de la retraite pour hommes et femmes	46%	38%	84%
- tenir compte d'un revenu théorique pour les femmes au foyer (bonus éducatif)	38%	42%	75%
- augmenter les rentes pour les petits revenus	26%	40%	66%
- splitting (rentes individuelles)	35%	29%	64%

On remarquera que trois de ces options vont dans le sens des dispositions prévues pour la 10<sup>e</sup> révision de l'AVS, du moins avant que tout soit remis en question par le concept de rente unique proposé par la Commission du Conseil des États en septembre 93.

A noter que la *rente unique* est majoritairement refusée par les leaders interrogés, même ceux qui sont proches de la gauche.

- **Sur l'unification de l'âge de la retraite** le consensus paraît acquis. Tous les sous-groupes approuvent cette mesure, mais on s'aperçoit que, selon la sensibilité politique, l'uniformisation souhaitée ne va pas dans le même sens.

On sait que, dans le paquet proposé pour la 10e révision de l'AVS, la gauche du Parlement et les milieux syndicaux s'opposent généralement à ce que la loi fixe l'âge de la retraite des femmes à 64 ans au lieu de 62. Parallèlement, l'idée d'abaisser l'âge de la retraite des hommes (parmi les options proposées dans l'étude SOPHIA) séduit bon nombre de leaders proches de la gauche (53%); les leaders de droite n'adhèrent que faiblement à cette proposition (21%).

L'unification souhaitée devrait donc se faire

- plus tard pour les femmes (à droite)
- plus tôt pour les hommes (à gauche)

- Pour une large majorité des personnalités interrogées, **le bonus éducatif** c'est une bonne mesure. Elle est jugée prioritaire par les leaders proches de la gauche.

Une confortable majorité des leaders interrogés est en faveur de **l'augmentation des rentes pour les petits revenus et "splitting"**. Même chez les personnalités plutôt orientées à droite, l'opposition est minoritaire.

- Une éventuelle **augmentation des cotisations** rencontre une certaine opposition à droite, c'est normal. Tout alourdissement des charges sociales pénalise l'économie, surtout en temps de crise, mais la mesure, jugée quand même "utile" par la moitié des leaders interrogés est sans doute considérée à plus long terme comme un mal nécessaire.

Priorité	Utile	Mesure pertinente
10%	47%	57%

*Mesures peu pertinentes / inutiles*

- La *rente unique*, proposée en automne 93 par la Commission du Conseil des Etats était une des options qui figurait dans l'étude SOPHIA. Elle n'apparaît pas utile à une forte majorité des leaders (2/3). Rappelons que, au moment où l'étude a été réalisée, la question n'était absolument pas d'actualité.

Priorité	Utile	Mesure pertinente
7%	17%	24%

- *Augmenter les rentes pour tous*, c'est une option jugée irréaliste dans la conjoncture actuelle, à droite très évidemment, mais aussi pour 6/10 des leaders proches de la gauche.

Priorité	Utile	Mesure pertinente
5%	15%	20%

- *Tenir compte du nombre d'enfants* pour l'âge de la retraite des femmes n'a retenu l'attention que d'une minorité de leaders, tant à gauche qu'à droite.

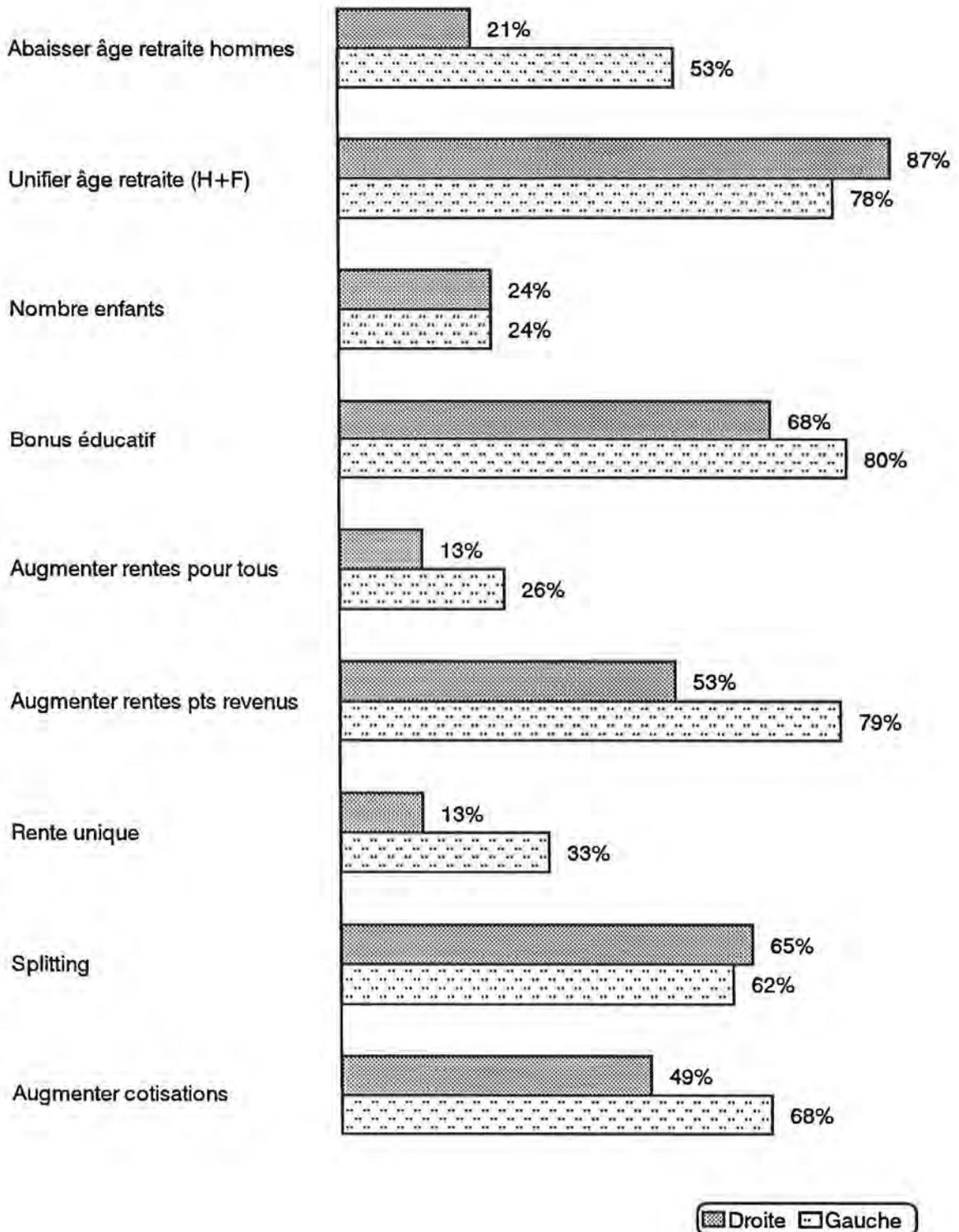
Priorité	Utile	Mesure pertinente
3%	21%	24%

*Différences régionales*

Les opinions des Latins et celles des Alémaniques concordent dans l'ensemble, notamment en ce qui concerne la rente unique que les uns et les autres refusent dans les mêmes proportions. On constate une adhésion un peu plus forte chez les leaders alémaniques pour les dispositions acceptées par le Conseil national : bonus éducatif et splitting, ainsi que l'unification de l'âge de la retraite pour les hommes et les femmes.

## A.V.S.

### Mesures pertinentes selon la sensibilité politique



#### 6.4. Prévoyance professionnelle

*"Quelles options préconisez-vous en matière de prévoyance professionnelle ? Les mesures suivantes sont-elles pour vous une priorité absolue, simplement utiles, ou inutiles ?"*

- adopter le libre-passage intégral entre les différentes caisses
- modifier le taux d'épargne progressif en fonction de l'âge, qui pèse sur les cotisations
- possibilité de toucher le capital pour acquérir un logement
- modifier les limites du salaire pris en compte, déplafonnement

Le thème n'est actuellement pas très mobilisateur et, dans les prises de position sur le deuxième pilier, on n'observe pas de clivage gauche/droite parmi les leaders interrogés.

	Priorité	Utile	Mesure pertinente
- adopter le libre-passage intégral entre les caisses	78%	19%	97%
- possibilité de toucher le capital pour acquérir un logement	13%	58%	71%
- modifier les limites du salaire pris en compte (déplafonnement)	4%	44%	48%
- modifier le taux d'épargne progressif en fonction de l'âge (qui pèse sur les cotisations)	8%	34%	42%

- C'est évidemment le *libre-passage intégral généralisé* qui, chez les leaders - comme c'est le cas au sein de la population (salariée) depuis plusieurs années - vient largement en tête des mesures à prendre en priorité pour améliorer la LPP.

Défaut majeur d'une loi qui a été conçue à une époque où la stabilité dans l'emploi, la fidélité à l'entreprise, à l'employeur, le plan de carrière programmé, étaient tout particulièrement appréciés, la limitation apportée au libre-passage lors d'un changement d'emploi est aujourd'hui un handicap. Pénalisant les salariés, elle freine la mobilité de la main d'oeuvre souhaitable et nécessaire à l'heure actuelle, en période de crise notamment où, dit-on, "l'avenir est dans la flexibilité".

- Tous les spécialistes de l'éducation et de la formation des adultes le disent : la vie professionnelle implique, et impliquera dorénavant pour chacun, des orientations et des activités différentes, l'exercice de "plusieurs métiers", une mobilité accrue pour faire face à des besoins économiques nouveaux et s'adapter à une évolution toujours plus rapide.

Les autres options proposées auraient une certaine utilité mais ne sont pas prioritaires aux yeux des personnalités interrogées.

- Pour favoriser l'accession à la propriété, le *capital-logement* suscite cependant un intérêt certain chez les leaders. C'est une mesure utile pour une bonne moitié d'entre eux, en particulier les Alémaniques.

La révision de la loi sur la prévoyance professionnelle (LPP) en donnera la possibilité.

- Quant aux *deux autres options* (cotisations en fonction de l'âge et déplafonnement du salaire pris en compte), par manque d'intérêt ou ignorance du sujet (notamment sur les limites du "salaire coordonné") leur utilité paraît toute relative aux leaders interrogés; 1/4 à 1/3 des leaders interrogés n'ont pas d'opinion sur ces deux mesures.

Les remarques spontanées des leaders sur ce thème du deuxième pilier sont peu nombreuses. Elle s'orientent généralement sur deux thèmes principaux :

- une harmonisation à plus long terme entre l'AVS et la prévoyance professionnelle, soit une meilleure solidarité

et

- une plus grande responsabilisation des individus (3ème pilier) et la prise en compte des autres revenus pour fixer la rente au moment de la retraite.

## 6.5. Assurance-maladie

*"Quelles options préconisez-vous en matière d'assurance-maladie pour lutter contre l'explosion des coûts de la santé ? Les mesures suivantes sont-elles pour vous une priorité absolue, simplement utiles, ou inutiles ?*

- *prélever les cotisations en fonction du revenu*
- *augmenter les subventions aux caisses*
- *améliorer l'égalité entre assurés (sexe - âge)*
- *accorder plus d'autonomie aux cantons*
- *augmenter la participation des assurés aux frais, les franchises*
- *instaurer un système de bonus-malus*
- *adopter l'AVS-Plus : assurance-maladie étatisée pour les personnes les plus âgées*
- *système des centres HMO (Health Maintenance Organization), réseaux de soins"*

D'après les options préconisées en priorité par les leaders interrogés, les réformes du système de santé devraient porter principalement sur :

- **la responsabilisation** de tous les acteurs de santé (public consommateur de soins, offre médicale, ...), thèse qui marque un certain retour aux sources du libéralisme et qui est défendue majoritairement par les personnalités proches de la droite
- et, par ailleurs **l'égalité et la solidarité** entre les différentes catégories de la population.

### *Mesures préconisées*

	Priorité	Utile	Mesure pertinente
- améliorer l'égalité entre assurés	30%	50%	80%
- augmenter participation et franchises	47%	29%	76%
- système de bonus-malus	36%	36%	72%
- système HMO (réseaux de soins)	25%	37%	62%

Rappelons qu'au moment où l'étude SOPHIA a été réalisée, aucune décision n'avait encore été prise au Parlement quant à la révision de la loi sur l'assurance-maladie. Nous vivions sous le régime d'un arrêté fédéral urgent, apportant quelques réformes, mais assorti d'un référendum dont l'issue était incertaine. Aujourd'hui, après l'acceptation de l'AFU par le peuple, le 26.9.93, et les nouvelles mesures votées par les Chambres, certains des remèdes et améliorations préconisés par une forte majorité des personnalités interrogées sont en bonne voie d'être appliqués dans un avenir pas trop lointain (assurance obligatoire, égalité des primes de base, taxe hospitalière notamment, subventions ciblées).

#### *Mesures moins pertinentes*

	Priorité	Utile	Mesure pertinente
- adopter l'AVS-Plus pour les plus âgés	12%	37%	49%
- cotisations en fonction du revenu	17%	24%	41%

Fin 1992, le conseiller national Peter Tschopp (GE) avait lancé l'idée de soustraire la population la plus âgée de l'assurance-maladie telle que nous la connaissons aujourd'hui et de créer pour le "4ème âge" une assurance spécifique étatisée sur le modèle de l'AVS (ceci dans le but de soulager les primes de la population valide). Cette proposition n'avait guère retenu l'attention du monde politique. On en reparle pourtant aujourd'hui.

Malgré l'aspect de "ghetto social" qu'évoque un tel projet, cette option n'est pas rejetée d'emblée par les leaders interrogés. Elle trouve un certain écho parmi les personnalités proches de la gauche. Cette "AVS-Plus", par le biais d'une ponction directe sur le revenu procède du même esprit que l'initiative des milieux de gauche pour un système de "Sécurité sociale" qui fixerait les cotisations en fonction du revenu.

Les deux options ci-dessus ne séduisent guère les leaders plutôt orientés à droite qui préconisent très majoritairement l'augmentation des franchises et/ou l'introduction d'un système de bonus/malus.

*Mesures inutiles*

- En revanche, l'appel à la Confédération pour soutenir davantage les caisses-maladie (retour au système de *subventions* d'il y a une dizaine d'années) n'est guère approuvé par les leaders, ce qui se comprend aisément en période de déficits publics importants. Pas plus que le recours à un *fédéralisme accru* en matière de santé. Les Alémaniques y sont particulièrement opposés.

	Priorité	Utile	Mesure pertinente
- subventions aux caisses	2%	20%	22%
- plus d'autonomie aux cantons	4%	12%	16%

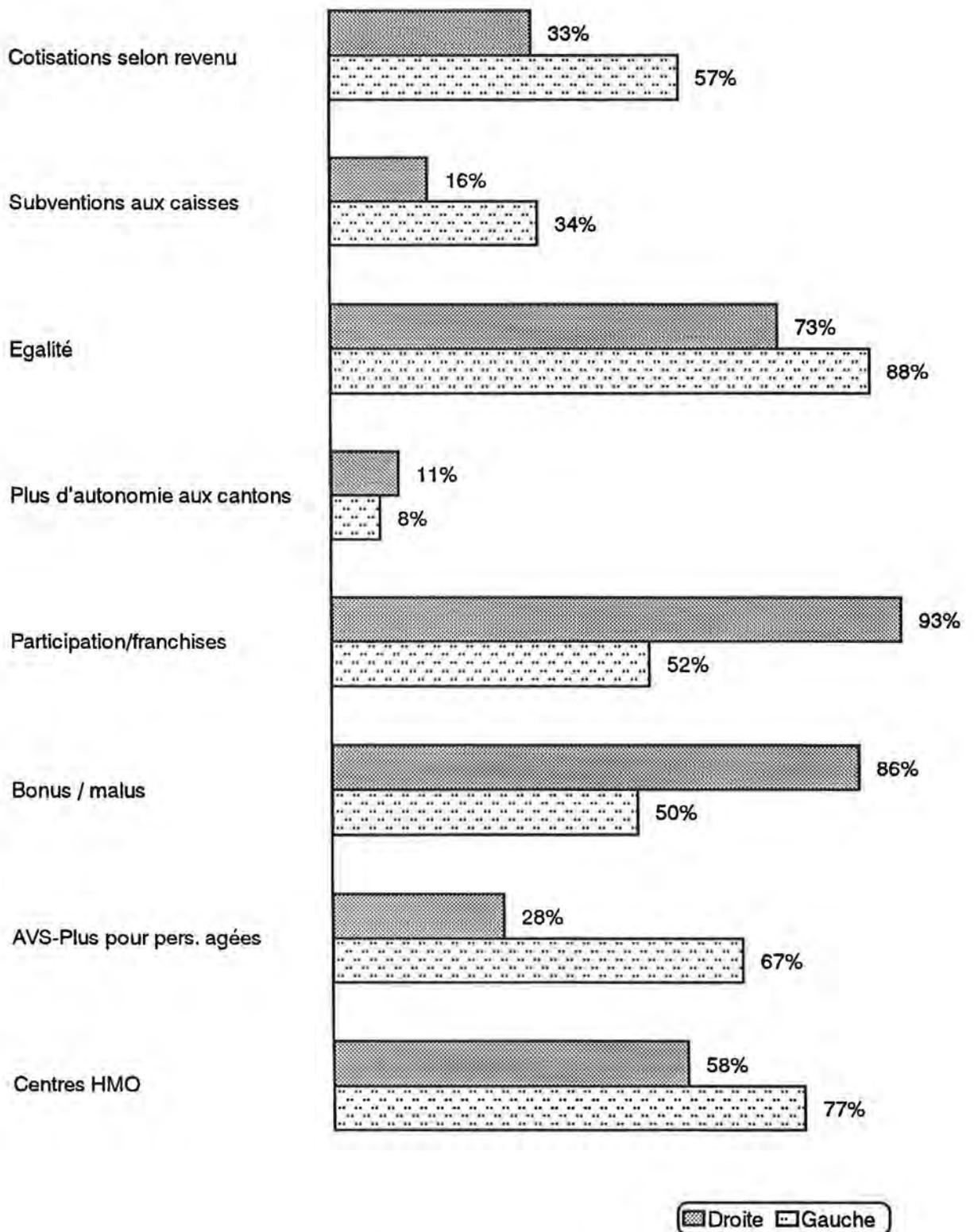
*Remarques spontanées*

Quant aux remarques personnelles des leaders sur le thème de la santé, elles font référence, pour l'essentiel, à :

- la *responsabilisation* de la population et le contrôle des abus
- la *participation* des assurés aux coûts des soins (franchises, limiter les "cas-bagatelles", s'assurer pour les gros risques seulement, ou au contraire garantir seulement le minimum, subventions ciblées)
- fixer les *cotisations en fonction du revenu*
- intervenir sur *l'offre médicale* (concurrence au niveau de l'offre de prestations, "casser le cartel des médecins")

## Assurance maladie

### Mesures pertinentes selon la sensibilité politique



## 6.6. Démographie - Le vieillissement de la population

*"La plupart des problèmes de protection sociale qui se posent actuellement en Suisse découlent du vieillissement de la population. Comment voyez-vous l'avenir à ce sujet ? Que préconisez-vous en la matière ?"*

Moins de la moitié des leaders interrogés se sont exprimés spontanément sur ce thème : Il est vrai que les phénomènes démographiques ont une évolution lente. Les effets sociaux du "Papyboom", déjà perceptibles aujourd'hui et leur aggravation dans les prochaines décennies, ne se feront réellement sentir qu'à long terme.

Le problème, encore bien maîtrisé en Suisse à l'heure actuelle, n'apparaît donc pas aux personnalités interrogées, comme une menace dans l'immédiat. Pour celles et ceux qui nous ont fait part de leurs préoccupations personnelles et vision d'avenir, il conviendrait de :

- pratiquer une véritable **politique familiale** cohérente (encouragement à la natalité, structures d'accueil pour la petite enfance, logement, assurance-maternité ...)
- garantir les **retraites** et **l'AVS** (financement, augmentation de l'âge de la retraite, retraite à la carte, prestations ciblées ...)
- assurer une meilleure **intégration des "seniors"** dans la vie sociale (éviter le ghetto, le fossé entre les générations, développer les activités bénévoles ...)
- agir (rajeunir la population) par le biais de **l'immigration**
- avoir une perception différente de **la mort** (moins d'EMS, renoncer à l'acharnement thérapeutique, développer les soins à domicile) et être plus solidaire.

*Il s'agit de tendances : la question était "ouverte" et les résultats ne sont pas chiffrés)*

## 6.6. Démographie - Le vieillissement de la population

*"La plupart des problèmes de protection sociale qui se posent actuellement en Suisse découlent du vieillissement de la population. Comment voyez-vous l'avenir à ce sujet ? Que préconisez-vous en la matière ?"*

Moins de la moitié des leaders interrogés se sont exprimés spontanément sur ce thème : Il est vrai que les phénomènes démographiques ont une évolution lente. Les effets sociaux du "Papyboom", déjà perceptibles aujourd'hui et leur aggravation dans les prochaines décennies, ne se feront réellement sentir qu'à long terme.

Le problème, encore bien maîtrisé en Suisse à l'heure actuelle, n'apparaît donc pas aux personnalités interrogées, comme une menace dans l'immédiat. Pour celles et ceux qui nous ont fait part de leurs préoccupations personnelles et vision d'avenir, il conviendrait de :

- pratiquer une véritable **politique familiale** cohérente (encouragement à la natalité, structures d'accueil pour la petite enfance, logement, assurance-maternité ...)
- garantir les **retraites** et l'**AVS** (financement, augmentation de l'âge de la retraite, retraite à la carte, prestations ciblées ...)
- assurer une meilleure **intégration des "seniors"** dans la vie sociale (éviter le ghetto, le fossé entre les générations, développer les activités bénévoles ...)
- agir (rajeunir la population) par le biais de **l'immigration**
- avoir une perception différente de **la mort** (moins d'EMS, renoncer à l'acharnement thérapeutique, développer les soins à domicile) et être plus solidaire.

*Il s'agit de tendances : la question était "ouverte" et les résultats ne sont pas chiffrés)*

## 6.7. En conclusion

Depuis la prise d'information de mai-juin 1993, le climat social a quelque peu évolué en Suisse :

- détérioration sur le front de l'emploi et durcissement des positions patronales et syndicales
- incertitude quant à l'avenir de l'AVS (10e révision en panne) : les mises à la retraite anticipées, combinées avec le phénomène démographique du vieillissement, contribuent à rendre plus présentes à l'esprit les préoccupations liées à une Suisse largement vieillissante
- sous réserve de référendum, légère éclaircie en revanche grâce aux révisions de l'assurance-maladie (LAMA) et de la loi sur la prévoyance professionnelle (LPP) en cours, qui devraient répondre à plusieurs des vœux exprimés par les leaders qui ont participé à l'étude SOPHIA.

Déjà au printemps 93, les personnalités interrogées faisaient part de leurs craintes concernant :

- très concrètement le **coût de notre système de protection sociale** et sa complexité
- plus globalement, le **maintien de la solidarité** et de la paix sociale
- la **montée de la pauvreté**, contre laquelle la conception suisse de l'Etat social - qui présuppose le plein emploi de la famille traditionnelle - se trouve relativement impuissant à lutter

Notre protection sociale, capable de régler les problèmes à court terme, est peu adaptée à la prise en charge de problèmes sociaux à long terme. Si la situation devait perdurer (aggravation du chômage de longue durée, marginalisation de plus nombreuses catégories de population), il faudrait alors envisager d'autres mesures pour éviter une "société à deux vitesses".

Comme certains leaders le suggèrent, l'acceptation par le peuple de la TVA, le 28.11.93 par exemple, pourrait permettre une nouvelle réflexion, des mesures en faveur des défavorisés du système. La confiance dans les moyens dont la Confédération dispose pour maintenir la cohésion sociale se trouverait renforcée.

## **7. L'ENVIRONNEMENT**

7.1. Climat au moment de l'étude

7.2. Qualité de la prise en charge

7.3. Mesures en faveur de l'environnement

7.4. Choix stratégiques

7.5. En conclusion

## 7. L'ENVIRONNEMENT

### 7.1. Le climat au moment de l'étude

Après les grands débats passionnels qui ont agité l'opinion, dès le milieu des années 80, jusqu'au début de la récession actuelle, sur des thèmes tels que

- la mort des forêts
- le trou de la couche d'ozone
- l'effet de serre

et d'une façon plus générale

- **nature contre culture** (naturocentrisme/anthropocentrisme)
- **économie et croissance contre écologie et qualité de la vie**

les **conflits idéologiques se sont apaisés**. Aux deux extrêmes, les fondamentalistes s'opposant aux champions du capitalisme pur et dur sont minoritaires aujourd'hui.

Ce sont les problèmes liés à la récession et au chômage, les menaces pour la paix sociale, les acquis sociaux, qui sont au premier plan des préoccupations. L'environnement était le souci no 1 des Suisses dans les années 80. Fin 93, il n'apparaît qu'au 5e rang. Chez les leaders interrogés, la protection de l'environnement ne figure qu'au 6e rang des urgences parmi 15 thèmes d'actualité socio-économique et culturelle.

On craignait à l'époque que l'écologisme devienne la religion du XXIe siècle, sécrétant une idéologie totalitaire, source de tous les dérapages. Aujourd'hui en Suisse le message de la "croissance zéro" n'a plus la cote.

Depuis trois ans (moratoire nucléaire) on tend en Suisse vers une politique du **juste milieu** : qui tient compte des intérêts écologiques pour une croissance qualitative et un développement durable, et qui favorise une gestion environnementale fondée sur la négociation.

Alors que, aux USA, des experts annoncent une "nouvelle révolution industrielle", le développement d'une "*industrie verte*", puissant facteur économique qui jouera un rôle majeur dans la création d'emploi dans les années 90, en Suisse on se concentre davantage sur des problèmes concrets : économies d'énergie, lutte contre la pollution de l'air, gestion des déchets.

### Rappel de quelques données de base

Dans les quelques mois qui ont précédé l'étude SOPHIA, on parlait de :

- "marier développement et environnement", thème du **Sommet de la Terre** qui s'était tenu à **Rio** en été 1992, et du suivi de cette conférence internationale, notamment de l'attribution du Secrétariat pour la Commission du développement durable : Genève était sur les rangs, c'est New York qui a été choisie.
- Genève aura toutefois une "**Maison de l'Environnement**" et quelques organismes spécialisés.
- Réunion à Copenhague en décembre 92, à propos de l'élimination des gaz CFC (calendrier, mesures au plan international, ...)
- Naissance de la **Croix-Verte** (décembre 92), sorte de **Croix-Rouge** environnementale (prévention, intervention en cas de catastrophe écologique dans le monde) qui devrait compléter l'action de l'ONU grâce à des fonds privés
- Plainte du **WWF** à l'égard des cantons romands, jugés trop "mous" dans l'application des mesures concernant la lutte contre la pollution de l'air (ordonnance fédérale **Opair**), en janvier 93.
- **Rencontre européenne sur l'environnement à Lucerne** (fin avril 93) pour l'établissement d'un programme d'action environnemental.

Et toujours à l'ordre du jour :

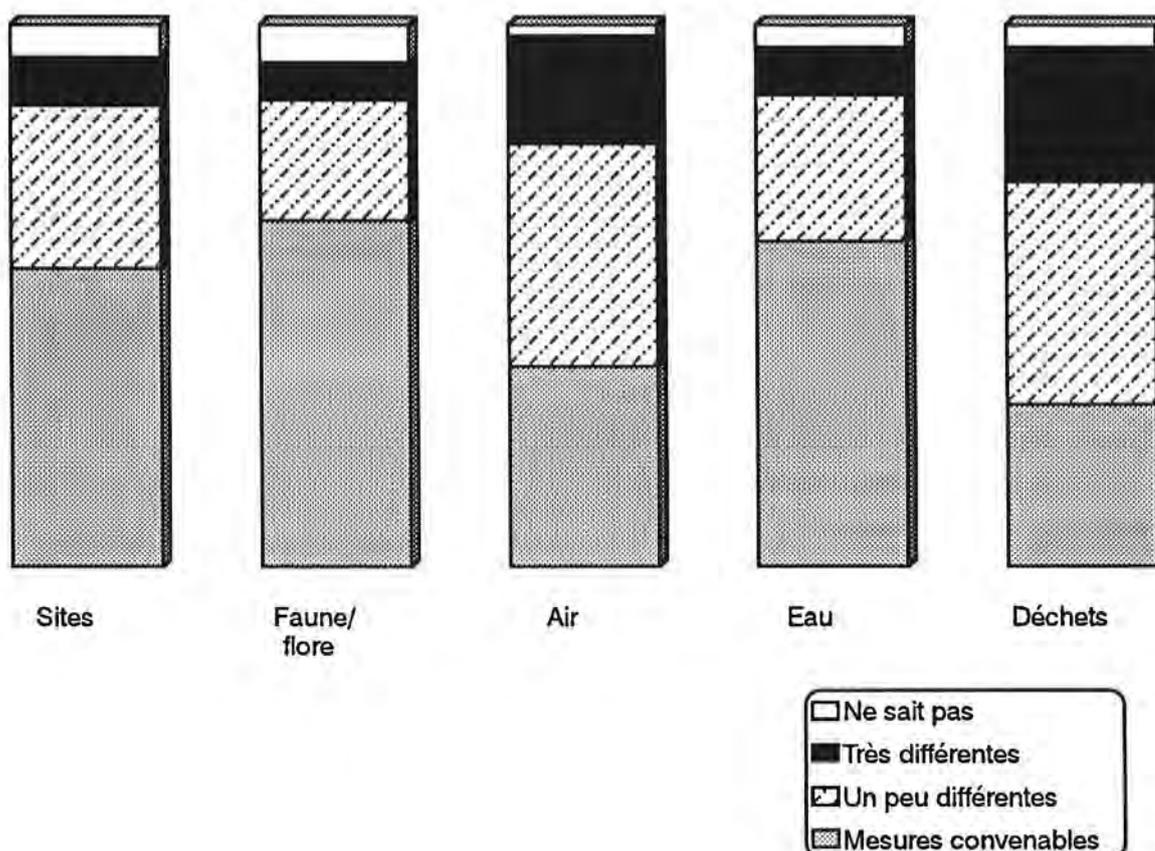
- **Déchets** : mise en oeuvre progressive du principe "pollueur = payeur" (taxes d'élimination anticipées, récupération, recyclage, des emballages, etc.).

## 7.2. Qualité de la prise en charge

*"La protection de l'environnement est un domaine complexe, à multiples facettes. A votre avis, avec quelle efficacité les différents aspects mentionnés ci-dessous sont-ils actuellement traités en Suisse par les instances concernées (convenablement - doit être abordé un peu, ou très différemment) ?*

- sauvegarde des sites
- protection de la faune et de la flore
- qualité de l'air
- qualité de l'eau
- gestion des déchets

### Quelques aspects de la protection de l'environnement



### *Soucis majeurs*

On ne s'étonnera pas que, en matière d'environnement, les principaux sujets de préoccupation des leaders interrogés soient :

- la qualité de l'air
- la gestion des déchets

En forte majorité ils affirment que les mesures actuelles, dans ces deux domaines sensibles, ne sont pas satisfaisantes (61% / resp. 66%). Chez les personnalités proches de la gauche, la critique ascende à près de 80% et, dans ce groupe, un leader sur 4 ou 5 préconise un changement assez radical dans la façon de traiter ces problèmes.

- **Qualité de l'air** : Il est clair que l'alerte a été donnée, il y a quelques années déjà, confirmée à Rio en 1992, sur tous les phénomènes qui concourent potentiellement à des modifications importantes du climat. L'opinion est ainsi fortement sensibilisée à ce sujet.

Lorsqu'on précise un peu ce jugement global, on constate en effet que les leaders interrogés attachent une grande importance à la "dépollution" des émissions toxiques par les industriels, et également à toute mesure incitative aux économies d'énergie.

Il est intéressant de noter que, sur ce point, les préoccupations des leaders interrogés rejoignent celles de 643 entreprises ayant participé à une enquête de la Société suisse de constructions de machines (VSM) : la pureté de l'air arrive en tête de leurs préoccupations (investissement supérieurs, en 1990 et 1991, à ceux qui ont été consentis pour la protection des eaux, par exemple, ou dans le domaine des déchets).

- Quant à la *gestion des déchets*, malgré un sérieux effort, tant de la part des autorités que de la population, une minorité seulement des personnalités interrogées (3/10) estime que ce problème est traité convenablement aujourd'hui.

La question de base était très générale et ne faisait pas mention des déchets nucléaires et/ou toxiques. Dans la suite du questionnaire nous mettions l'accent sur des mesures prises ou à prendre quant aux déchets domestiques. On peut admettre que les leaders l'on compris d'emblée dans ce sens.

On voit ci-après que des mesures assez énergiques telles que la réduction des emballages, taxes sur les déchets ménagers, une gestion plus écologique et un recyclage accru des déchets sont largement approuvées dans tous les sous-groupes.

#### ***Problèmes moins alarmants - Situation assez satisfaisante***

En revanche, les préoccupations sont moindres en ce qui concerne :

- la protection de la faune et de la flore
- la qualité de l'eau
- la sauvegarde des sites

Une bonne majorité des leaders consultés pense que ces problèmes sont traités convenablement. La satisfaction est plus élevée à droite, on s'en doute. Mais les personnalités proches de la gauche ne se montrent pas non plus particulièrement alarmistes.

Il est vrai que, depuis quelques décennies déjà, des actions vigoureuses ont été menées dans ces domaines, des mesures efficaces ont été prises (stations d'épuration, lessives sans phosphates, lex Friedrich et aménagement du territoire, interventions des ligues de protection de la nature et du WWF, etc.)

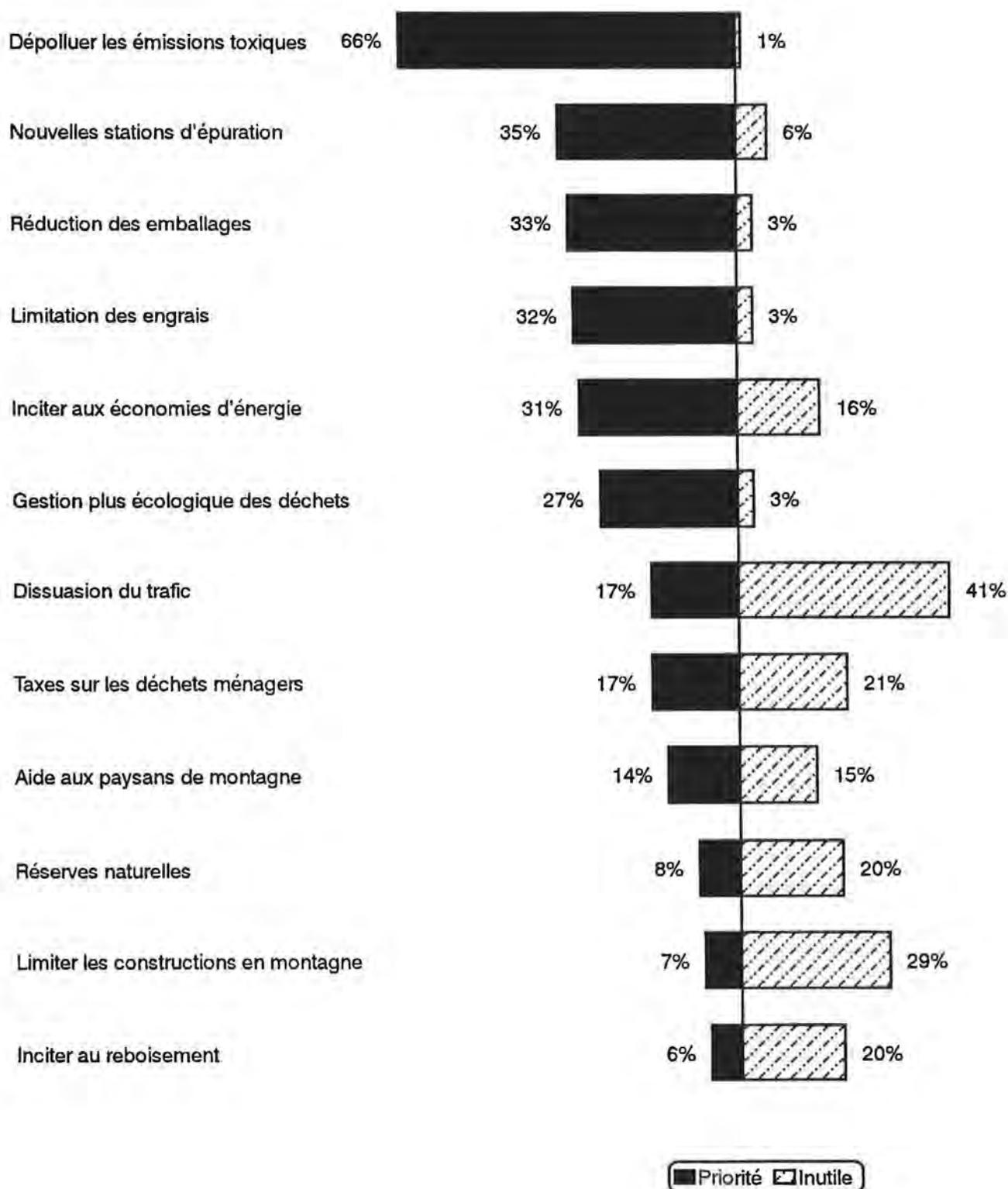
On note peu de divergences d'opinion entre leaders alémaniques et latins.

### 7.3. Mesures en faveur de l'environnement

*"Parmi les actions suivantes, lesquelles vous semblent prioritaires, simplement utiles, ou inutiles ?"*

- *construction de réserves naturelles en zones protégées*
- *mesures de dissuasion du trafic routier*
- *limitation de l'utilisation des engrais et pesticides*
- *obligation aux industriels de dépolluer leurs émissions toxiques*
- *limitation des constructions nouvelles en stations de montagne*
- *mesures incitatives aux économies d'énergie (transports collectifs, chauffage, ...)*
- *incitation au reboisement*
- *gestion plus écologique des déchets domestiques (recyclage, etc.)*
- *aide aux paysans de montagne pour sauvegarder les sites*
- *réduction des emballages inutiles de la part des fabricants*
- *généralisation des taxes sur les déchets ménagers*
- *construction de stations d'épuration partout où elles n'existent pas encore*

### Quelques mesures en matière d'environnement



Presque toutes les mesures proposées rencontrent donc une large adhésion de la part des personnalités interrogées. Les divergences d'opinion entre leaders orientés plutôt à droite / respectivement à gauche, ne sont pas aussi importantes qu'on aurait pu le supposer sauf, et cela ne saurait surprendre, en ce qui concerne d'éventuelles mesures de dissuasion du trafic routier.

Cette attitude est à rapprocher des commentaires spontanés sur les transports (diminuer la mobilité) et des opinions recueillies au chapitre de l'énergie, où nous obtenons des résultats tout à fait semblables en ce qui concerne d'éventuelles restrictions du trafic privé, limitations de vitesse, etc.

### *Différences régionales*

Contrairement à ce qu'on aurait pu imaginer, l'intensité des préoccupations concernant la protection de l'environnement est à peu près la même chez les leaders latins et alémaniques. Fondamentalement les opinions diffèrent peu.

Une sensibilité un peu plus écologique s'exprime en Suisse alémanique à propos

- du trafic routier
- des constructions nouvelles en montagne (attachement plus grand au paysage alpin, au "mythe des Alpes")
- des taxes généralisées sur les déchets domestiques (déjà en vigueur dans certaines régions alémaniques)

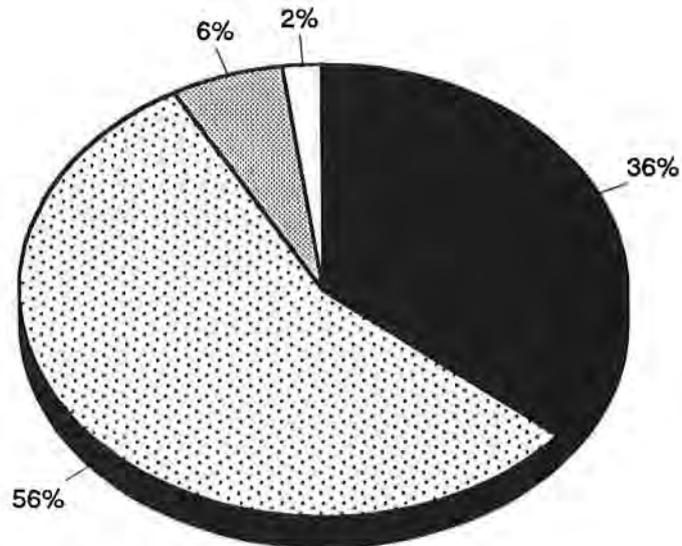
#### 7.4. Les choix stratégiques

*"Les intérêts de l'environnement sont très fréquemment en conflit direct avec les intérêts immédiats de l'industrie (usines, transports routiers, production d'énergie hydro-électrique ...), de l'agriculture intensive (engrais, pesticides) et du tourisme (transformation des sites de montagne)."*

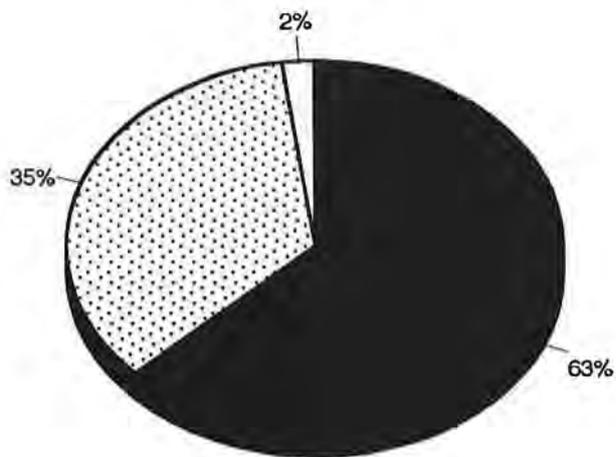
*"Laquelle des trois affirmations suivantes correspond le mieux à votre opinion ?"*

- à terme, la protection de l'environnement représente un enjeu fondamental et doit être prioritaire, même au prix d'une baisse de la consommation, des revenus, de l'économie en général*
- les progrès dans le domaine de la protection de l'environnement doivent être réalisés, mais à petits pas afin de sauvegarder en même temps les intérêts économiques du pays*
- le problème de l'environnement existe, mais il est beaucoup moins grave qu'on ne le dit généralement, et il ne faudrait pas compromettre pour cela la croissance économique du pays.*

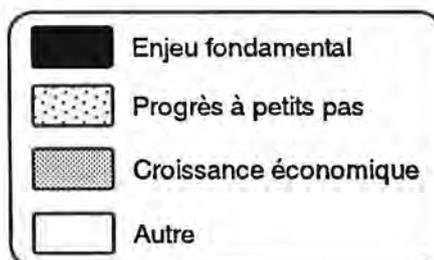
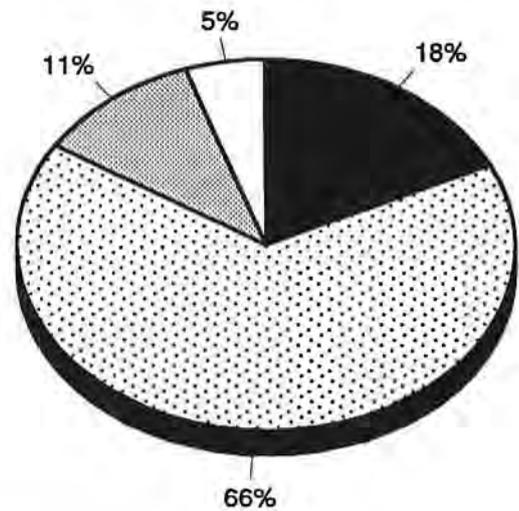
## Priorité à l'environnement ou à l'économie



### Gauche



### Droite



Les leaders se situent majoritairement dans le courant d'idée et de réflexion auquel la Suisse officielle adhère aujourd'hui, soit **mener une politique du juste milieu**, qui sauvegarde les intérêts économiques tout en tenant compte de la défense de l'environnement.

- En effet, globalement, près de 6 leaders sur 10 ont opté pour la **solution médiane**.
- La position **écologiste idéale** (dure) est pourtant défendue par un bon tiers des personnalités interrogées, avec une tendance plus marquée encore chez :
  - les Alémaniques
  - les milieux "académiques" (enseignement, culture)
  - et par les leaders orientée à gauche (63%)

Il s'agit là d'une forte minorité pour qui l'objectif prioritaire "**à terme**" reste la protection du milieu vital. Cela laisse peut-être présager de vifs débats futurs lorsque la situation économique en Suisse sera moins préoccupante.

A noter pourtant qu'un bon tiers des leaders proches de la gauche se montrent assez modérés.

- Quant à la position en faveur de la **croissance économique avant tout**, elle est plus affirmée à droite, on s'en doute, et surtout chez les leaders latins (14%). La corrélation semble évidente avec le taux de chômage près de deux fois plus élevé qu'en Suisse alémanique, sévissant dans les cantons romands, notamment Genève et Vaud où réside une forte proportion des personnalités latines interrogées.

- Quelques leaders n'ont **pas voulu choisir** entre les trois options proposées et nous ont fait part d'opinions plus nuancées. Ces prises de position vont généralement dans le sens d'un compromis et préconisent une meilleure harmonisation entre les intérêts économiques et écologiques. Par exemple :
  - Investir et s'investir dans les développements durables, compatibles avec la protection de l'environnement
  - Trouver des solutions telles que produits non toxiques, tourisme moins lié aux infrastructures, agriculture moins chimique, ..., tout en maintenant les revenus.
  - La protection de l'environnement n'est pas en opposition avec les intérêts réels de l'industrie. Il s'agit de trouver les points de convergence et de les exploiter.
  - La protection de l'environnement peut être un enjeu économique positif pour la Suisse.

## 7.5. En conclusion

Les leaders interrogés, autant latins qu'alémaniques ont été très nombreux à s'exprimer spontanément sur l'environnement.

Les idées-force qui se dégagent de leurs commentaires personnels s'orientent principalement sur les axes suivants :

- L'environnement est un problème planétaire, la Suisse ne peut rien faire seule, ne peut pas jouer "cavalier seul" ni donner des leçons au monde, agir dans la concertation internationale.
- Prise de conscience plus poussée de chacun, sensibilisation, responsabilisation du public, importance de l'éducation, de l'information, rôle de l'école, des médias, de la famille : "l'attitude générale vis-à-vis de la consommation est un problème culturel".
- Trop de consommation, il faut promouvoir d'autres valeurs, le qualitatif plutôt que le quantitatif, le durable plutôt que l'éphémère, consommer différemment (sans mettre en danger l'économie) "combattre autant l'esprit de consommation à tout prix que l'hystérie écologique".
- Il est bien que la Suisse soit à l'avant-garde, mais il faut éviter les excès de réglementation, nuisibles à la compétitivité.
- Prévoir des mesures incitatives, pas coercitives, retour au bon sens, éviter le gaspillage, favoriser le recyclage, agir à la source, appliquer le principe du "pollueur-payeur".

## 8. L'ENERGIE ET LES TRANSPORTS

8.1. Climat au moment de l'étude

8.2. Choix stratégiques

8.3. Mesures en matière énergétique

8.4. Quelques remarques spontanées sur  
les transports

## 8. L'énergie et les transports

### 8.1. Le climat au moment de l'étude

Les affrontements entre les milieux économiques, en particulier les producteurs et distributeurs d'électricité, et les milieux écologistes, qui ont marqué les années 80, - affrontements souvent assez violents, verbalement du moins - se sont calmés depuis que la Suisse vit sous le double régime.

- du **moratoire nucléaire** gelant tous les projets
- et du programme **Energie 2000** mis en oeuvre par le Conseil fédéral

D'une certaine manière, on peut dire que la Suisse "retient son souffle" dans la perspective du siècle prochain et les réactions des leaders interrogés sont assez significatives à ce sujet.

Dans les quelques mois qui ont précédé l'étude SOPHIA, les principaux débats publics ont porté sur :

- La **taxation de l'énergie** (taxe globale ou taxe sur le CO<sub>2</sub>), prévue en principe dès 1995.
- La décision de M. Ogi de "**muscler les centrales nucléaires**". Plus précisément l'autorisation donnée à Mühleberg d'augmenter sa puissance de 10%. Les milieux écologistes ont vivement protesté. On a parlé de "rupture de la paix de l'énergie", c'était en décembre 92.

- Dans les milieux économiques concernés, les experts prévoient pour la fin du siècle une **pénurie d'électricité indigène** et un accroissement des importations. Rappelons que la Suisse est un pays de "transit d'électricité", elle est assez dépendante de l'étranger pour son approvisionnement en période de consommation maximale. On commence à parler du retour du nucléaire avec des concepts nouveaux, des centrales plus sûres.
  
- Le programme officiel **Energie 2000** poursuit son cours :
  - . échec programmé selon les écologistes qui le trouvent insuffisant
  - . réussite selon les milieux officiels (l'Office fédéral de l'énergie)

Ce programme gouvernemental incitatif, sans mesures contraignantes, vise à la stabilisation de la consommation. Dans ce cadre, des dizaine de projets ont été mis en route : 80 organisations et services publics y participent, sans compter la population appelée à collaborer et à modifier ses comportements.

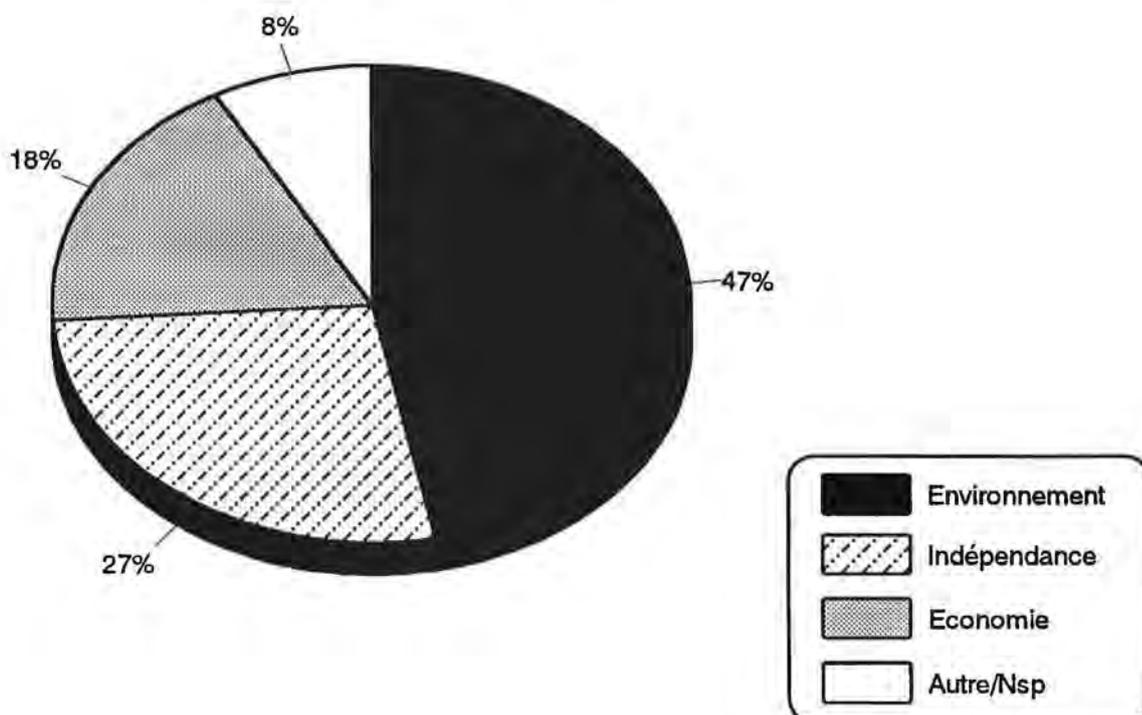
- Au plan de la **recherche** et de la technologie, citons parmi d'autres une étude de l'EPFL portant sur les points forts et les faiblesses des sources de production d'électricité.
  
- Inauguration de la **centrale solaire** du Mont-Soleil dans le Jura Bernois - aussitôt déclarée non rentable !

## 8.2. Les choix stratégiques

*"Quels sont à votre avis les critères qui doivent principalement déterminer les choix stratégiques de la Suisse sur le plan énergétique ?"*

- *les facteurs purement économiques, la satisfaction des besoins en énergie au moindre coût*
- *l'autonomie de la Suisse, en particulier la non-dépendance de pays à haut risque politique*
- *l'absence de pollution, le respect de l'environnement, la protection de la population*

### Stratégie en matière énergétique



- Preuve supplémentaire s'il en est besoin de l'évolution des esprits depuis une dizaine d'années, les **facteurs purement économiques** ont perdu de leur importance. Ils paraissent prioritaires à un leader sur quatre seulement, qu'on trouve plutôt dans les rangs de la droite.
- C'est bien entendu le **respect de l'environnement** qui apparaît aujourd'hui comme le souci premier, le critère préférentiel à prendre en compte pour déterminer la politique énergétique de la Suisse : plus de deux leaders sur trois.
- En deuxième position : l'autonomie de la Suisse au plan énergétique, sa **non-dépendance de l'étranger**, notamment des pays politiquement instables. C'est la préoccupation première des leaders proches de la droite.

Il est bien évident que la hiérarchie des critères déterminants n'est pas la même si l'on observe séparément les opinions émanant du groupe proche de la droite et celles des leaders proches de la gauche.

### *Différences régionales*

On ne s'étonnera pas non plus de constater une différence significative de sensibilité entre les leaders alémaniques et les Latins. Cette différence porte principalement sur l'importance accordée à l'indépendance énergétique de la Suisse. Y a-t-il un lien avec le fait bien connu chez les Romands que la France fournit une bonne partie du courant d'origine nucléaire à EOS, principale producteur d'électricité en Suisse romande ?

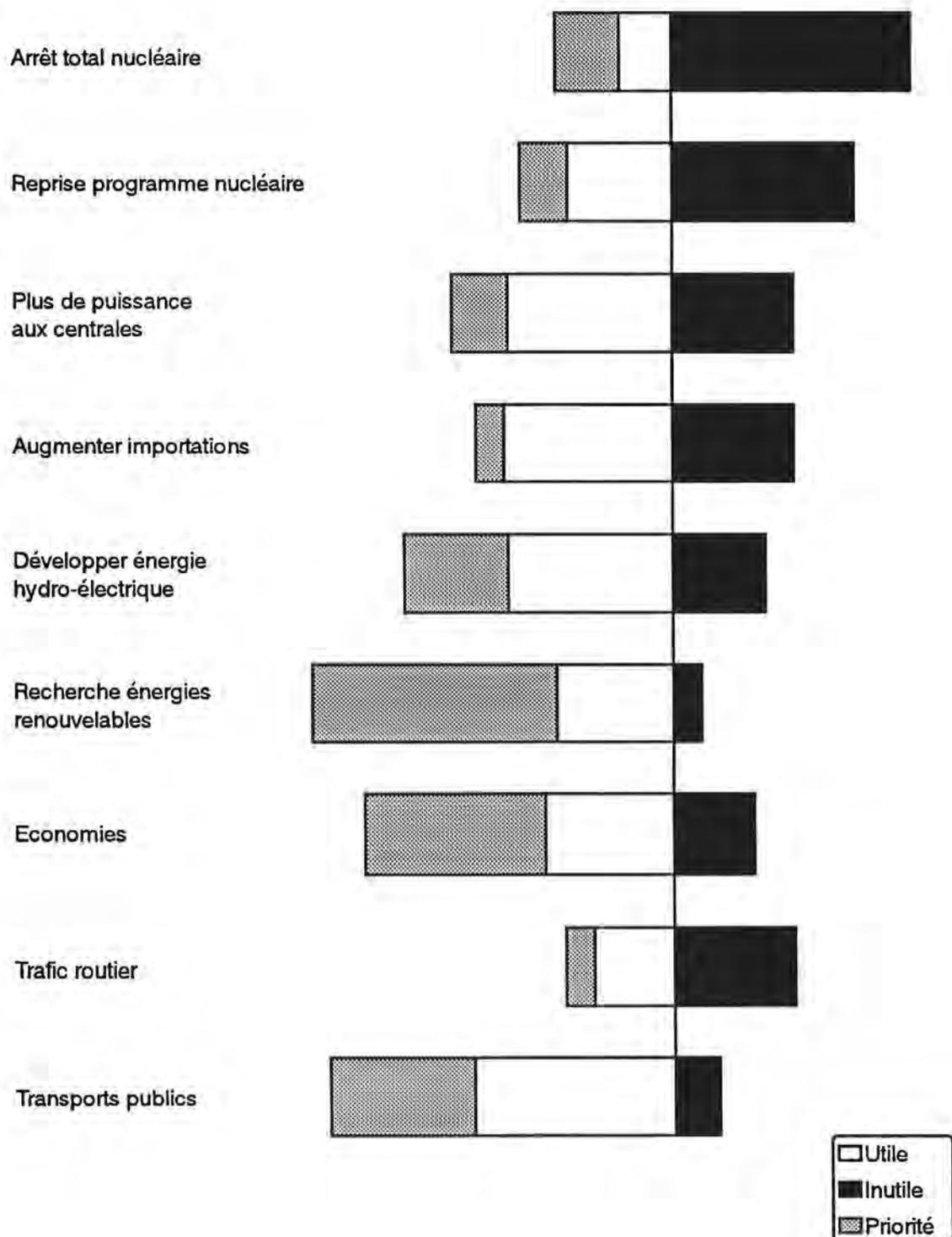
Cette préoccupation reste assez mineure pour les Alémaniques chez qui prédomine avant tout le respect de l'environnement.

### 8.3. Mesures en matière énergétique

*"Quelles options préconisez-vous en matière de politique énergétique de la Suisse à moyen terme ? Les mesures suivantes sont-elles pour vous une priorité absolue, simplement utiles ou inutiles ?"*

- *arrêt total du nucléaire après le moratoire*
- *reprise du programme nucléaire, construction de nouvelles centrales*
- *accroissement de la puissance des centrales nucléaires actuelles sans construction nouvelle*
- *augmentation des importations de gaz naturel, d'électricité*
- *développement de l'exploitation de l'énergie hydro-électrique en Suisse*
- *recherche plus poussée des énergies renouvelables (solaire, éolienne, etc.)*
- *économies au niveau des consommateurs, des fabricants, mesures d'encouragement, taxes dissuasives*
- *nouvelles mesures envers le trafic routier (restrictions, limitations de vitesse)*
- *développement du rail, des transports publics*

## Quelques mesures en matière énergétique



*Mesures largement préconisées*

Les leaders se montrent très cohérents dans leurs prises de position. Parmi les options proposées, ils accordent la priorité aux mesures qui ménagent l'environnement et sont moins gaspilleuses d'énergie.

	priorité	utile	mesure pertinente
- recherche plus poussée des énergies renouvelables	61%	29%	= 90%
- développement du rail, des transports publics	36%	50%	= 86%
- économies d'énergie	45%	32%	= 77%
- exploitation plus poussée de l'énergie hydro-électrique	26%	41%	= 67%

- **La recherche d'énergies renouvelables** est depuis longtemps une des principales revendications des milieux de gauche. Il va sans dire qu'elle est considérée ici comme absolument prioritaire par la presque totalité de ces milieux. A relever que près de la moitié des leaders de droite considèrent également qu'il s'agit là d'une priorité. Une très faible minorité d'entre eux semble ne pas y croire.
- Quant aux mesures anti-gaspillage, promouvant à tous les niveaux des **économies d'énergie**, elles sont préconisées par une large majorité, et la presque totalité des leaders proches de la gauche. Le programme officiel Energie 2000 répond donc bien, au moins dans ses intentions, à une large attente chez les leaders que nous avons consultés.

*Mesures qui divisent*

En revanche, les personnalités interrogées sont assez divisées sur d'autres mesures, jugées "utiles" par les uns, peu pertinentes par les autres :

	priorité	utile	=	mesure pertinente
- accroître la puissance des centrales nucléaires → forte opposition à gauche	14%	41%	=	55%
- augmenter les importations → forte opposition à droite	7%	42%	=	49%
- mesures envers le trafic routier → forte opposition à droite	12%	36%	=	48%

*Mesures peu pertinentes, inutiles*

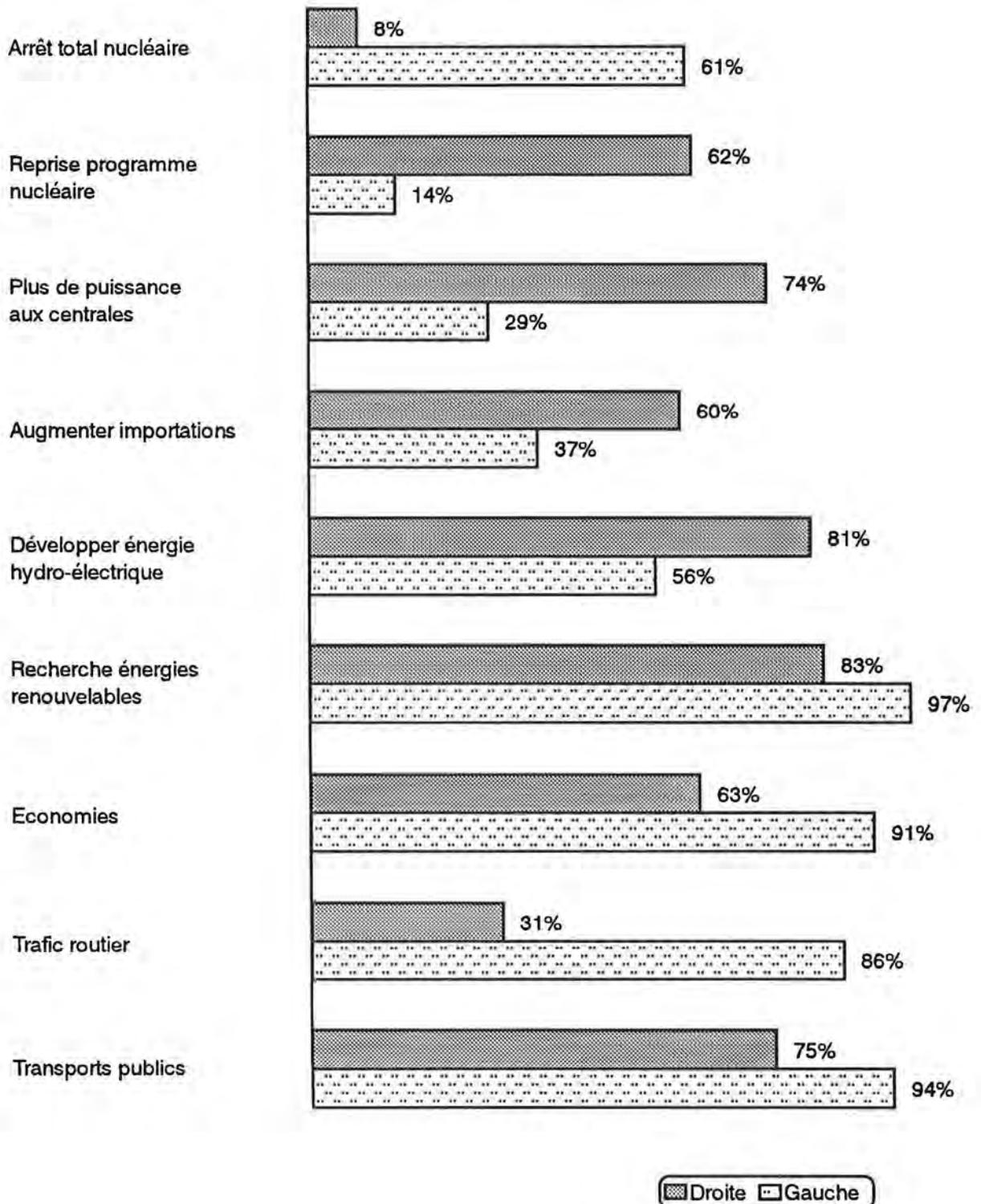
	priorité	utile	=	mesure pertinente
- arrêt total	16%	13%	=	29%
- reprise du programme	12%	26%	=	38%

Sur le **nucléaire**, il y a profonde divergence de vue chez les leaders, en fonction de leur sensibilité politique. Globalement, ni la reprise du programme nucléaire après le moratoire, ni son arrêt total n'ont l'accord d'une majorité. Le clivage entre philosophie de gauche et de droite paraît ici irrémédiable :

- les personnalités proches de la droite **refusent** massivement l'arrêt total du nucléaire 82%
- celles qui sont proches de la gauche le **préconisent** en majorité 61%

A relever toutefois que, à gauche, une minorité non négligeable (26%) se distance et trouve inutile l'arrêt total du nucléaire.

## Quelques mesures Selon la sensibilité politique



*Différences régionales*

On le sait, la sensibilité à la protection de l'environnement est plus développée en Suisse alémanique qu'en Suisse romande ou au Tessin. Les leaders interrogés n'échappent pas à cette tendance.

L'approche diffère de manière significative quant il s'agit de juger de la pertinence :

- des importations
- du développement de l'énergie hydro-électrique

où l'écart des opinions atteint et même dépasse 20% entre Latins et Alémaniques. L'attachement des Romands aux barrages-prestige du Valais et l'issue heureuse du débat sur Cleuson-Dixence ont certainement influencé les opinions.

Par ailleurs, les leaders alémaniques insistent davantage sur les économies jugées prioritaires, alors que les Romands les trouvent plutôt "simplement utiles".

Sur la plupart des autres options proposées, notamment la question nucléaire et le développement des transports publics, les écarts d'opinion ne sont pas considérables : l'origine linguistique des leaders joue peu de rôle.

#### 8.4. Quelques remarques spontanées sur les transports

Rappelons tout d'abord quelques faits qui ont précédé l'étude SOPHIA :

- La votation sur les NLFA : acceptation par le peuple du projet de **nouvelles transversales ferroviaires alpines** (sept. 92).
- Une **taxe de 20 cts, sur l'essence** est acceptée au début 1993.
- Le programme **Rail 2000 est revu à la baisse**, ponctué par milliers d'oppositions au tracé et par l'accroissement du budget initial. Parallèlement, au cours de 1993, un certain démantèlement de l'offre des CFF et une réduction de leurs prestations sont mal ressentis par la population (suppression de lignes régionales, menaces sur l'emploi ...) En contrepartie les CFF modernisent matériel et installations.
- Le projet **Swissmetro** refait surface de temps à autre dans les médias. S'il éveille un écho certain en Suisse romande, ce train futuriste intéresse moins en Suisse alémanique. Les réactions spontanées des leaders à ce sujet sont tout à fait significatives.
- La fin du **programme autoroutier** se voit sans cesse reportée (financement et/ou oppositions et recours).

*"Il nous est impossible de traiter du chapitre des transports plus longuement. Cependant, veuillez nous indiquer ci-dessous tous commentaires que vous pourriez faire à ce sujet : politique à suivre ? Rail, routes, aéroports ? Stratégie européenne ?*

La question posée ne prévoyait pas d'options, et les leaders se sont exprimés tout à fait librement. Les réponses ont été codifiées ultérieurement.

Ce thème des transports est apparemment assez mobilisateur. Nous avons enregistré de nombreuses remarques personnelles auprès de 68% des Latins et 55% des Alémaniques.

Leur réflexion se concentre principalement sur :

- **le rail**, sous différents aspects, notamment son incidence sur la protection de l'environnement
- **le ferroutage** / transport combiné rail-route est évoqué par 4 leaders sur dix parmi ceux qui se sont exprimés sur le thème des transports (57% à gauche). Il est vrai que la votation sur les NLFA date d'un peu plus de 6 mois seulement au moment de l'étude SOPHIA. Elle est encore dans toutes les mémoires, la campagne qui l'a précédée aussi, et les implications futures, financières et politiques, en particulier sur l'accord de transit avec la CE 40%
- le raccordement au **réseau européen** (TGV, réseau allemand .../ coordination avec lignes à grande vitesses) 35%
- le besoin d'une **stratégie globale** des transports (complémentarité rail/route) ce qui implique à la fois : 17%
  - . de terminer les **autoroutes** 15%
  - . mettre en oeuvre les **grands chantiers** (NLFA, Rail 2000) 12%
  - . de **redimensionner Rail 2000** 11%
  - . de promouvoir et réaliser **Swissmetro** (presque exclusivement en Suisse romande) 12%

D'autres lignes d'action ont été aussi évoquées spontanément par les leaders

### *Différences régionales*

Les **Latins** insistent davantage sur la coordination des transports avec le réseau européen (ferroviaire et autoroutier), le redimensionnement, voire l'abandon de Rail 2000, gouffre financier) et, bien entendu, Swissmetro. Les préoccupations des **Alémaniques** semblent porter davantage sur le ferroutage et la diminution du trafic individuel.

### **En conclusion :**

Au delà des prises de position idéologiques ou partisans, il ressort de ces commentaires une réflexion assez nuancée de la part des personnalités interrogées. L'accent est souvent mis sur la complémentarité des transports, sans exclusive. Certes les leaders expriment des préférences, des priorités, mais la politique préconisée devrait selon eux prendre en considération plusieurs voies possibles. Nombreux sont les commentaires qui commencent par "Il faut à la fois .... "

## 9. L'IMMIGRATION ET L'ASILE

9.1. Climat au moment de l'étude

9.2. Etat des opinions

9.3. Quelques remarques spontanées

## 9. L'IMMIGRATION ET L'ASILE

### 9.1. Le climat au moment de l'étude

Au moment de la prise d'information, les problèmes d'immigration (main d'oeuvre étrangère et asile) n'occupent pas particulièrement l'opinion ni l'avant-scène médiatique. Le printemps 93 n'est pas "chaud". La Suisse jouit d'un certain répit dans ce domaine.

Après le "boom" des demandes d'asile en 1990 et 1991, 1992 a été une année calme. Le nombre des requérants passe de 42'000 à 18'000. L'afflux reprend cependant un peu en 1993, en provenance notamment de l'ex-Yougoslavie et de la Somalie. Aux yeux de l'Office fédéral des Réfugiés et pour l'opinion publique, ce sont là de véritables persécutés qui ne provoquent pas dans la population le même phénomène de rejet que les réfugiés économiques.

L'AFU de l'été 1990, a été véritablement dissuasif :

- exclusion du droit d'asile pour les ressortissants de pays dits "sûrs"
- traitement plus rapide des demandes (accélération des procédures, auditions et décisions) et suppression d'une des deux instances de recours
- obstacles aux demandes de personnes sans passeport ou visa
- interdiction d'occuper un emploi durant les 3 premiers mois

Depuis que les leaders ont répondu au questionnaire SOPHIA, la question est à nouveau à l'ordre du jour :

- En été 1993, une proposition est lancée par certains politiciens de la droite et du centre : refuser toute procédure d'asile aux étrangers impliqués dans un trafic de drogue
- Parallèlement, une motion des Chambres fédérales charge le gouvernement de préparer une loi sur les migrations

- Une initiative de l'UDC contre l'immigration clandestine aboutit en octobre 93
  
- Une autre initiative des Démocrates suisses, très restrictive à l'égard des étrangers, est en cours
  
- En réponse à ces divers mouvements à caractère répressif, le Conseil fédéral annonce en octobre 93 un projet de loi (assez musclé) concernant l'expulsion des étrangers en situation illégale, loi qui pourrait entrer en vigueur en été 94
  
- Dans un autre esprit, le Conseil fédéral préconise une libéralisation ciblée de la main d'oeuvre étrangère (assouplissement des mesures à l'égard des saisonniers et des frontaliers, pour faciliter l'engagement de personnel qualifié étranger ...)
  
- Enfin, M. Peter Arbenz, directeur de l'ODR, encore en poste au moment de l'étude SOPHIA, quitte le 1.7.93 les fonctions qu'il a exercées pendant sept ans. Il a été souvent pris comme bouc émissaire pour les organisations de défense des requérants d'asile. Le climat changera peut-être avec son successeur.

Ces derniers mois, les choses ont donc quelque peu bougé. Les questions liées à l'immigration sont à nouveau d'actualité. Propositions et décisions nouvelles répondent ainsi, au moins en partie, aux attentes des leaders.

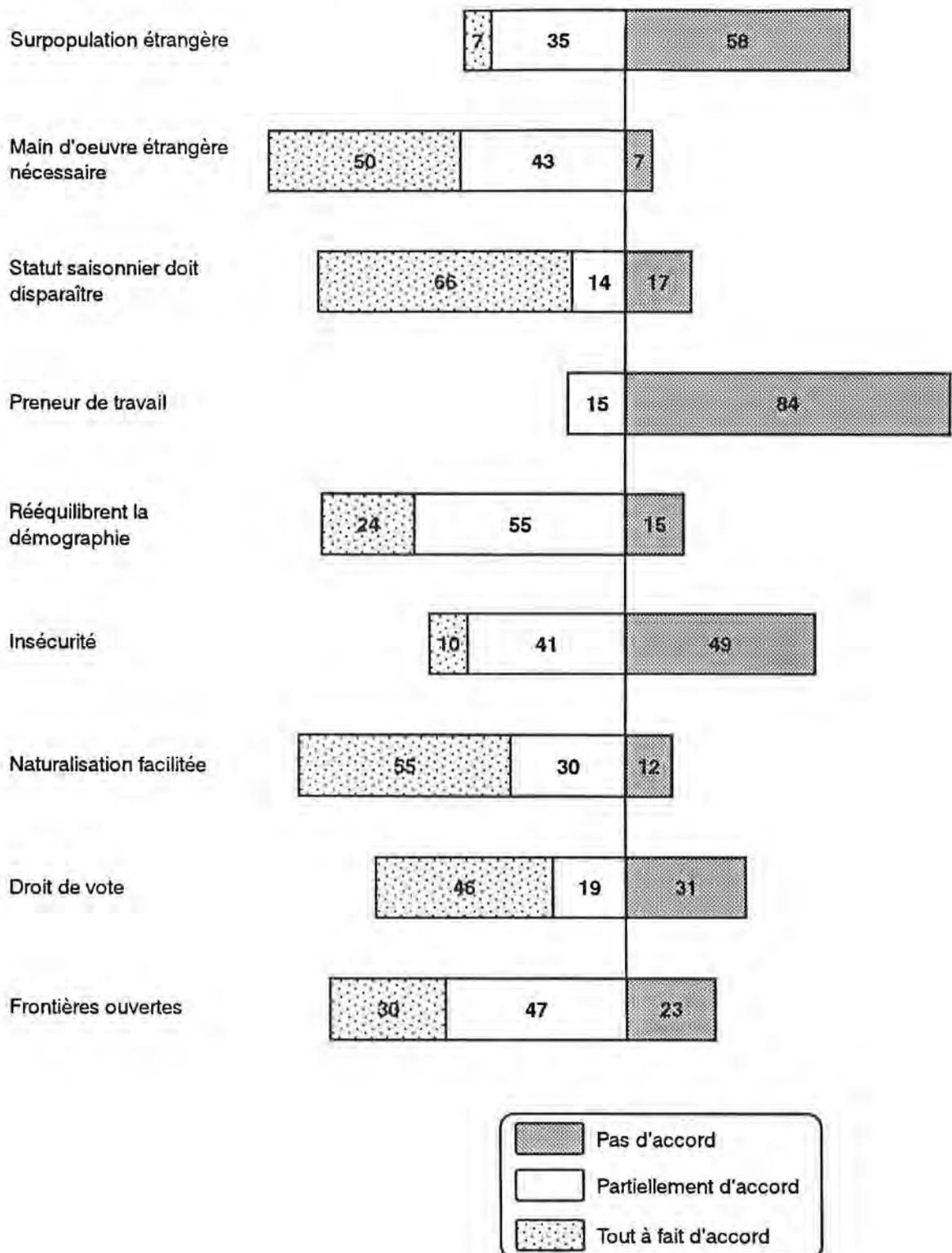
## 9.2. Etat des opinions

*"La Suisse compte aujourd'hui environ 18% d'étrangers (plus d'un habitant sur 6) en moyenne nationale et, dans certains cantons comme Vaud et Genève, 30% et plus. Elle accueille aussi provisoirement chaque année plusieurs dizaines de milliers de requérants d'asile. Pour chacune des affirmations suivantes, dites-nous si, personnellement, vous y adhérez ou non:"*

- *il y a surpopulation étrangère en Suisse, le seuil de tolérance est dépassé*
- *la main d'oeuvre étrangère est absolument nécessaire à l'économie, elle assure la prospérité du pays*
- *même sans EEE, le statut de saisonnier doit disparaître*
- *les travailleurs étrangers prennent le travail des Suisses au chômage*
- *compte tenu du vieillissement de la population suisse, les travailleurs étrangers rééquilibrent la démographie*
- *si l'insécurité et la criminalité augmentent en Suisse, c'est en bonne partie à cause des étrangers*
- *la naturalisation des étrangers établis en Suisse depuis quelques années devrait être facilitée*
- *on devrait accorder le droit de vote aux étrangers qui résident en Suisse depuis 10 ans au moins (sur le plan communal/cantonal)*
- *par principe, nos frontières doivent rester grand ouvertes*

## Quelques jugements

### Immigration / asile



### *Les arguments négatifs à l'égard de la présence des étrangers*

Très peu de leaders adhèrent fermement à ces thèses. Mais ils sont quand même assez nombreux, en particulier ceux qui sont proches de la droite, à s'avouer "partiellement d'accord" avec l'idée que :

	tout à fait d'accord	partiellement d'accord
- l'insécurité, la criminalité accrue sont en bonne partie dues aux étrangers	10%	41%
- il y a surpopulation étrangère	7%	35%

### *Insécurité*

Les avis sont globalement très partagés et la sensibilité politique est discriminante sur ce point. Cette affirmation est niée par 3/4 des leaders proches de la gauche, 1/4 seulement de ceux qui sont plutôt orientés à droite. Dans ce groupe, près de 60% l'admettent en partie.

On assiste en effet en Suisse à une certaine crispation, suite à l'infiltration des milieux de l'asile par la mafia de la drogue. Le débat s'est focalisé, dès l'été 93, sur les requérants d'asile délinquants. Certains milieux politiques ont proposé un AFU (arrêté fédéral urgent) contre les demandeurs d'asile criminels, impliqués notamment dans les affaires de trafic de drogue. En octobre, le Conseil fédéral a répondu à ces inquiétudes par un projet de loi visant à expulser les étrangers en situation illégale.

Il convient toutefois de relativiser. On se souvient que, parmi les 15 thèmes soumis à leur réflexion, les leaders interrogés avaient classé la sécurité, la criminalité, la justice parmi les questions les moins brûlantes, qui ne posent pas grand problème en Suisse, plus "sûre" qu'ailleurs. Souci mineur certes, mais dont l'évolution inquiète.

### *Surpopulation étrangère*

On relève aussi un net clivage sur ce point entre sensibilités de droite et de gauche (ne sont pas d'accord avec cette affirmation : 40% à droite / respectivement 81% à gauche). 60% des leaders orientés à droite semblent donc craindre que le seuil de tolérance de la population ne soit atteint, voire dépassé.

### *Les travailleurs étrangers prennent le travail des Suisses*

Le troisième argument "les travailleurs étrangers prennent le travail des Suisses au chômage n'a recueilli qu'un faible écho chez les leaders qui n'entrent pas dans ce jeu démagogique, et cela pas plus à droite qu'à gauche

tout à fait d'accord	partiellement d'accord
-	15%

### *Les arguments en faveur des étrangers en Suisse*

On ne s'étonnera pas non plus que les leaders proches de la gauche manifestent une tendance marquée en faveur d'un plus large accueil des étrangers au sein de la communauté helvétique. Ceux de droite, sans y être hostiles, se montrent un peu plus restrictifs.

En revanche, quant il ne s'agit plus d'ouverture, de générosité ou de solidarité mais d'un intérêt bien compris, tout le monde est d'accord. Les opinions des leaders, qu'ils soient proches de la droite ou de la gauche, se rejoignent sur la nécessité économique de la main d'oeuvre étrangère pour assurer la prospérité du pays. Cet avis est parfaitement corrélé à l'opinion, largement majoritaire, que les étrangers ne prennent pas le travail des Suisses au chômage.

Globalement, l'attitude est largement positive en ce qui concerne :

	tout à fait d'accord	partiellement d'accord
- le statut de saisonnier doit disparaître	66%	14%
- la naturalisation doit être facilitée	55%	30%
- la main d'oeuvre étrangère est nécessaire à l'économie	50%	43%

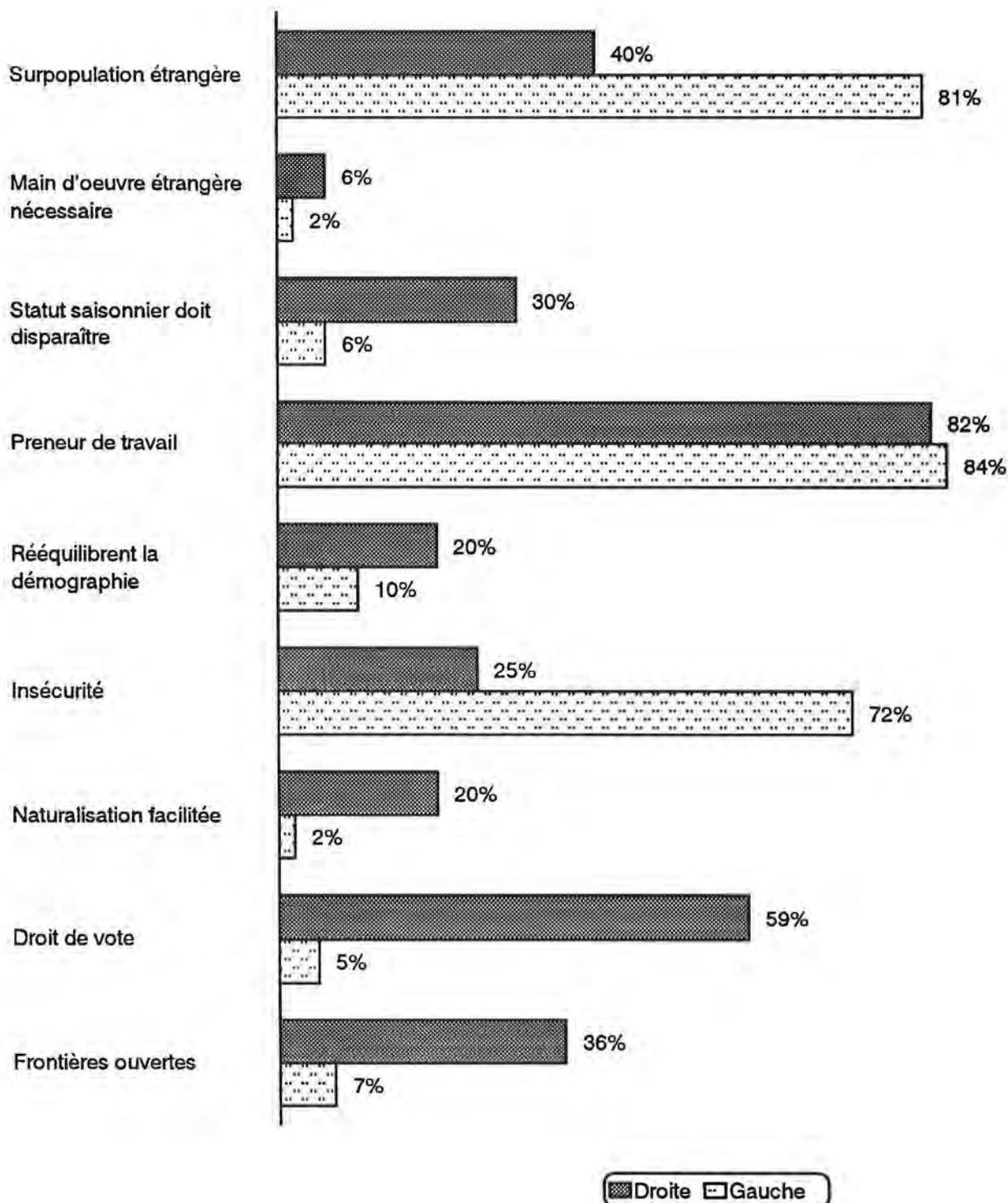
Elle est un peu plus réservée quant au :

- droit de vote au plan cantonal/communal	46%	19%
- garder les frontières grand ouvertes	30%	47%
- rééquilibrage de la démographie	24%	55%

Les leaders alémaniques sont généralement un peu plus restrictifs que les Latins.

## Ne sont pas d'accord avec les affirmations

Selon la tendance politique



*"Les tendances racistes et xénophobes qui se développent dans certaines régions de la Suisse (bagarres, attentats contre les centres de réfugiés) vous paraissent-elles maîtrisables ou un réel danger à moyen terme pour notre pays ?*

*Diriez-vous que ces tendances ne concernent qu'une minorité de la population ou reflètent un malaise assez général ?"*

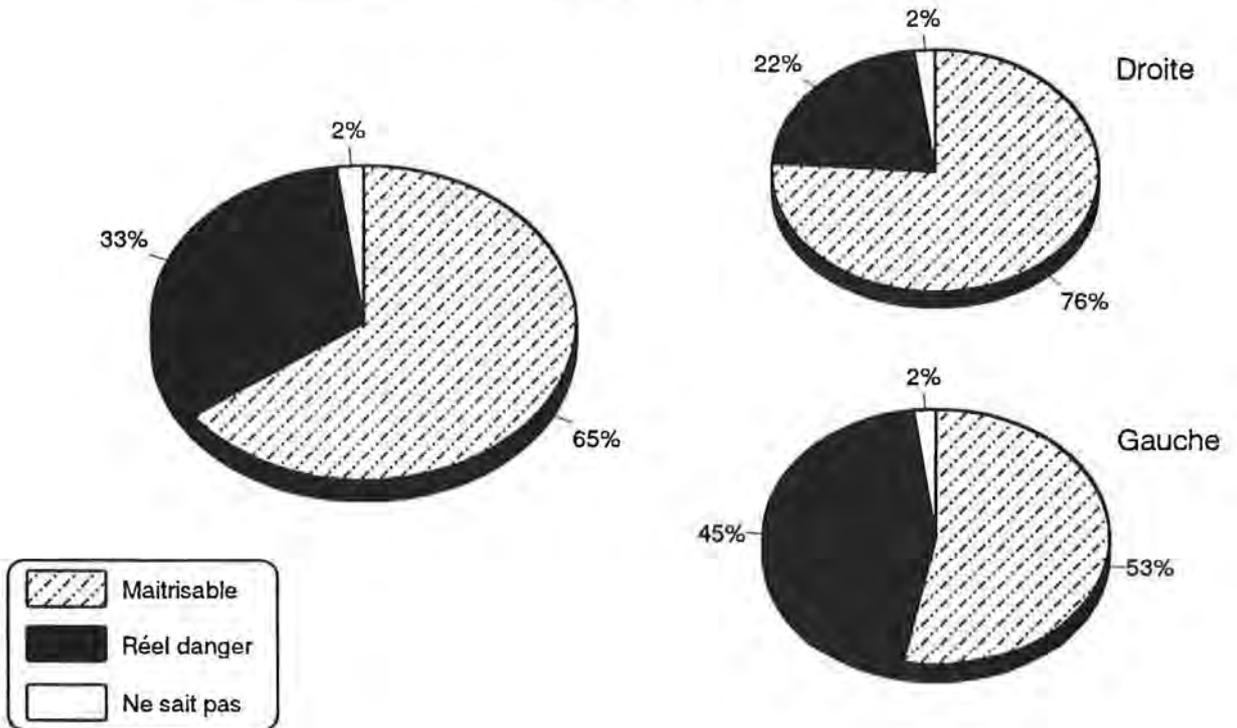
En majorité, les leaders ne marquent pas trop d'inquiétude quant à l'évolution de la situation. Les difficultés liées à l'immigration et surtout à l'asile sont à leur avis maîtrisables, et jusqu'ici assez bien maîtrisées. La Confédération, les autorités cantonales, communales, ont les choses bien en mains.

Malgré un certain nombre d'attaques violentes contre des centres de réfugiés recensées en Suisse en 1992, le racisme et la xénophobie ne concernent à leur avis qu'une minorité de la population. Rappelons à ce propos que les leaders interrogés ont admis en majorité que les Suisses sont plutôt tolérants et qu'ils ont le respect des minorités. Avec cohérence ils ont accordé en effet une assez bonne note à ce trait de caractère national.

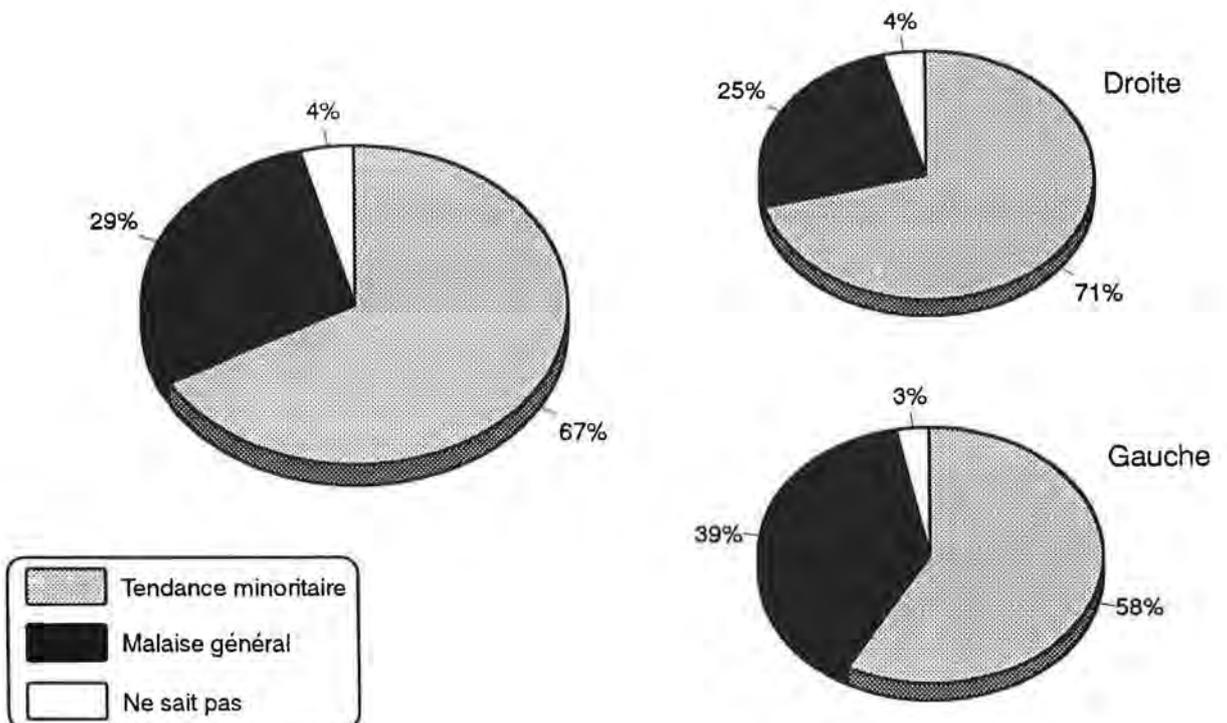
Toutefois, l'optimisme et la confiance en l'avenir sont moindres chez les leaders proches de la gauche. Dans ce groupe, 4 personnalités interrogées sur 10 expriment des craintes quant à l'aptitude des autorités à faire face à une xénophobie latente, et aux réactions de la "majorité silencieuse". Pour eux, la limite psychologique est (peut-être déjà) atteinte, révélant "un malaise général".

En ce sens, ils rejoignent une opinion exprimée publiquement, cette fois par une personnalité de droite : "Il y a une limite psychologique à sentir et des critères, même discutables à maintenir. Sinon, devant l'afflux, en présence d'abus manifestes, la crainte et l'irritation mèneront l'opinion à des réactions violentes" (J.S. Eggly, JGGL, 9.8.93).

## Situation maîtrisable ou réel danger ?



## Tendance minoritaire ou malaise général ?



### 9.3. Quelques remarques spontanées

Le thème de l'immigration, et en particulier la politique d'asile de la Suisse, ont suscité de nombreux commentaires personnels de la part des leaders interrogés : 64% des Romands et Tessinois et 47% des Alémaniques se sont exprimés spontanément à ce sujet.

Approbation, critiques, propositions, la palette des opinions est variée. A travers ces remarques de grandes lignes se dessinent, notamment :

- la nécessité d'une *concertation internationale* (au plan européen) : plus du tiers des leaders l'évoquent
- la conscience et l'appréhension de *futurs flux migratoires importants*, dus aux déséquilibres socio-économiques entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest
- *l'aide au développement à intensifier sur place*, dans les pays d'origine des immigrants
- la distinction entre *réfugiés politiques* à accueillir (la Suisse est terre d'asile) et *réfugiés économiques* indésirables
- le besoin d'une *nouvelle législation*, pour les uns plus restrictive, pour les autres plus libérale et humanitaire.

### **En conclusion**

L'étude SOPHIA a été réalisée pendant une période d'accalmie, sans tensions politiques ou sociales particulières dans ce domaine.

En juin, un éditorialiste romand a pu titrer "Calme plat sur l'asile". En réalité il s'agissait d'un simple répit, car les problèmes sont multiples. Dès la fin de l'été 93, le débat a repris. Les personnalités interrogées sont bien conscientes des nuages qui s'amoncellent à l'horizon, comme en témoignent leurs remarques et commentaires personnels.

La politique menée depuis deux ans par les autorités fédérales a momentanément calmé le jeu. Elle semble globalement admise par les leaders, compte tenu que la menace de nouveaux flux migratoires importants restent contenus.

L'accroissement du chômage n'a apparemment pas amené chez les personnalités interrogées de crispations particulières.

## **10. LA FORMATION, L'EDUCATION, LA RECHERCHE**

10.1. Climat au moment de l'étude

10.2. La formation et l'éducation

10.3. La recherche

## 10. LA FORMATION, L'EDUCATION, LA RECHERCHE

### 10.1. Le climat au moment de l'étude

Bien qu'il s'agisse là d'une évidence, rappelons que le niveau moyen d'instruction de la population en Suisse s'est constamment élevé au cours des dernières décennies. Le débat porte donc sur des améliorations sectorielles ou sur certains particularismes du système éducatif, non sur des révisions fondamentales.

#### *Formation, éducation*

Les principaux thèmes d'actualité qui ont éveillé l'attention dans les mois précédant l'étude SOPHIA concernaient notamment :

- le projet de **nouvelle maturité fédérale**, dont le contenu a été révélé dans le courant de l'automne-hiver 92, projet qui ne fait pas l'unanimité et suscite l'opposition de certains milieux "académiques"
- la **revalorisation de l'apprentissage** : dès fin 92/début 93 on parle de réformer cette filière, grâce à une formation de base plus large, des cours de perfectionnement, et surtout la possibilité d'obtenir une maturité professionnelle (bac technique) donnant accès aux Hautes écoles spécialisées (HES), telles par exemple les écoles d'ingénieurs ETS ou d'autres à créer
- un **accord intercantonal** sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (printemps 93); accord également sur le développement des échanges linguistiques, partie intégrante de l'enseignement obligatoire et post-obligatoire, ainsi que de la formation professionnelle; on n'en est pourtant pas encore à l'harmonisation globale du contenu ni de la durée de la scolarité dans les différents cantons !
- sous l'impulsion du chef du Groupement de la science et de la recherche, et non sans quelques difficultés et réticences, les débuts d'une **collaboration intercantonale entre certaines universités**, de leur mise en réseau avec reconnaissance des diplômes
- et une **convention transfrontalière** entre certaines universités avec la naissance de diplômes communs.

### *Recherche*

Après le rejet de l'EEE, les premiers mois de l'année 1993 ont été dominés par l'inquiétude des milieux scientifiques, et politiques également, quant à la participation de la Suisse aux programmes de recherche européens, mais les diminutions budgétaires semblent tout aussi préoccupantes; les faits sont les suivants :

- un **crédit spécial** de 477 mio a été voté aussitôt par les Chambres pour financer pendant 4 ans la participation suisse aux programmes européens de recherche, enseignement et formation (18.12.92)
- une **demande de négociations** a été faite à Bruxelles : la Suisse s'efforcera d'obtenir des accords pour chacun des programmes spécifiques, au lieu d'une participation pleine au programme-cadre de la CE en matière de recherche et de développement
- la mise au concours par le FNRS (Fonds national de la recherche scientifique) d'un **vaste programme de recherche**, avec priorité aux biotechnologies
- d'une façon générale, compte tenu du mauvais état des finances publiques et de la diminution des crédits alloués à la recherche, le climat est à la  **Crainte pour les subventions à venir** : pour preuve, 5 instituts de recherche en Suisse ne recevront les subsides "habituels" que pendant deux ans au lieu de quatre ans, comme c'était le cas jusqu'ici
- quelques chercheurs réagissent contre les coupes budgétaires, se réunissent et fondent un "club de promotion"; leur objectif : mobiliser et polariser les forces vives des chercheurs pour agir de façon concrète dans la promotion de la recherche et de la formation, et les rendre plus conscients de leurs responsabilités vis-à-vis du pays, en oeuvrant sur des projet d'intérêt général pour la société.

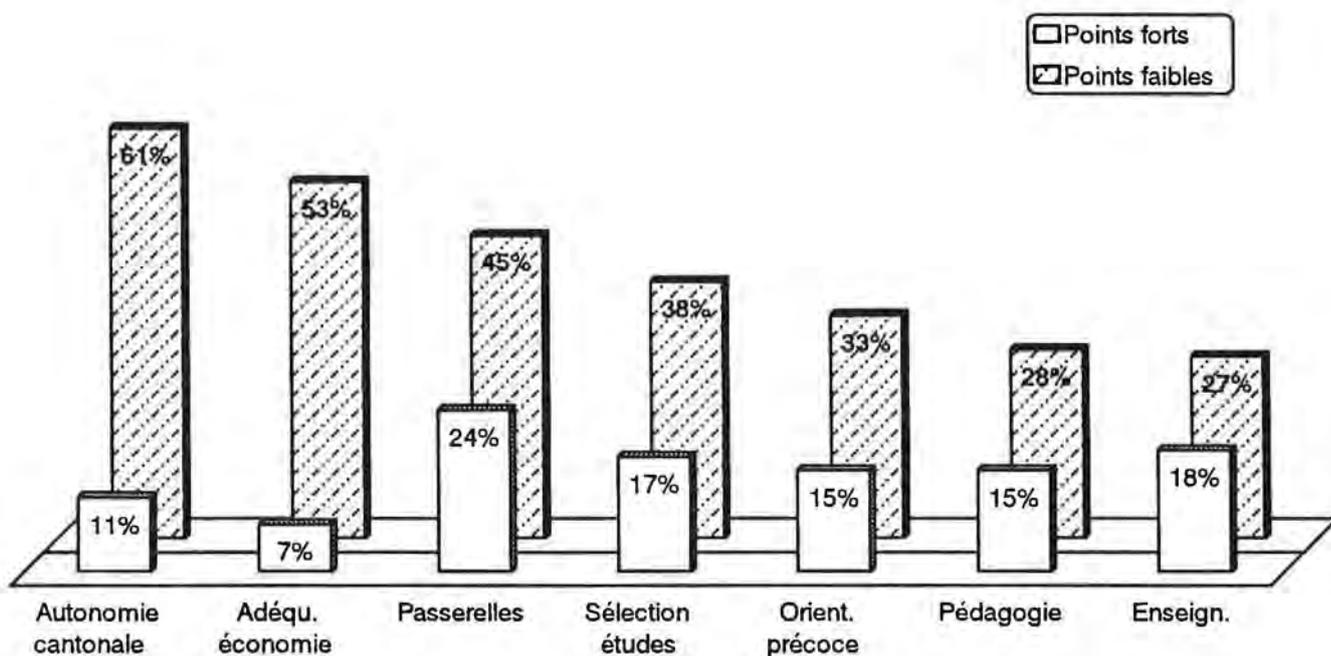
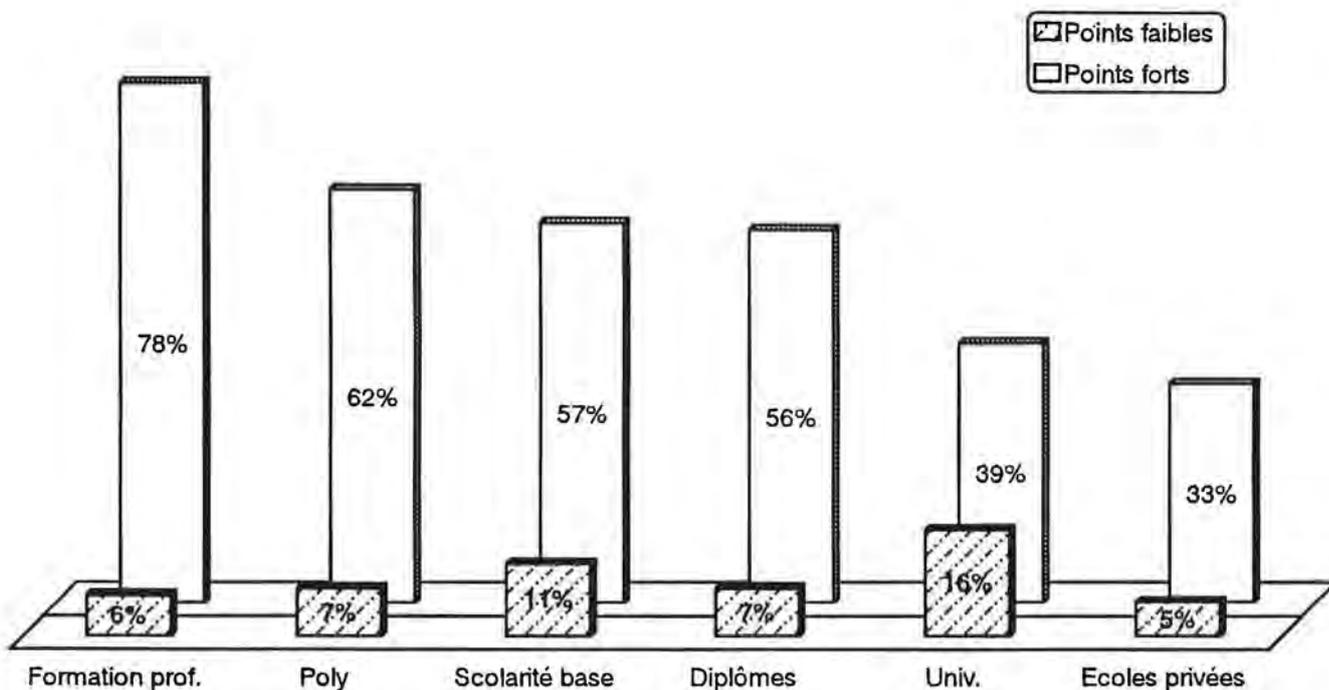
Pour M. Ursprung, chef du Groupement de la science et de la recherche, "*la recherche suisse est à l'avant-garde, mais elle manque d'argent*".

## 10.2. La formation et l'éducation

*"Quels sont d'après vous les points forts et les points faibles de la Suisse dans le domaine de l'éducation ?"*

- *éducation scolaire de base (primaire)*
- *formation professionnelle, apprentissage, écoles techniques*
- *universités*
- *écoles polytechniques*
- *qualité des écoles privées*
- *sélection / qualité des enseignants*
- *autonomie cantonale en matière d'instruction*
- *orientation précoce des élèves*
- *système de passerelles entre filières éducatives*
- *système de sélection pour les études supérieures*
- *adéquation de l'enseignement aux besoins de l'économie*
- *conceptions pédagogiques*
- *qualité globale des diplômés suisses*

## Instruction : points forts - points faibles



- *Apprentissage*

Les leaders, en très grande majorité, considèrent que la filière d'apprentissage de type dual appliquée en Suisse est **un des points forts** de notre système éducatif. Et pourtant ce système est aujourd'hui remis en cause, tant par les apprentis eux-mêmes que par les milieux professionnels et de l'éducation. Est-ce vraiment la qualité du système qui est critiquée ou plutôt le statut social de l'apprentissage ?

En effet, une "revalorisation" de l'apprentissage semble nécessaire pour répondre à l'évolution des techniques et des mentalités. "*Le rayonnement social du statut d'apprenti a bien faibli depuis quelques décennies*". (Carole Lambelet, Temps des Affaires, avril 1992). La maturité professionnelle, voie d'accès aux Hautes écoles spécialisées (HES) est un des volets actuellement à l'étude. Elle va se réaliser, partiellement du moins, dès la rentrée 94. Sans parler de nouveaux débouchés possibles de formation au terme de l'apprentissage (filiales de rechange pour accès aux études supérieures, partenariat interentreprises, etc.). Pourtant, les leaders n'en ont pas particulièrement parlé.

- *Qualité des diplômes*

Dans tous les milieux consultés par l'étude SOPHIA, tant en Suisse latine qu'en Suisse alémanique, les diplômes suisses gardent la cote. Plus positifs que les autres : les leaders de l'économie et ceux du monde académique et culturel.

Sur le plan de la coordination, on voit se concrétiser des projets de longue date : accord intercantonal sur l'harmonisation des formations et la reconnaissance des diplômes, coopération entre diverses universités de Suisse occidentale (BE, FR, NE), conventions universitaires transfrontalières, mobilité estudiantine accrue, en Suisse et à l'étranger, etc. ...

- *Autonomie cantonale*

Quelle que soit leur sensibilité politique, les leaders pensent en majorité qu'il s'agit là d'un **point faible** de notre système éducatif. C'est chez les moins de 40 ans que l'on recense le plus de critiques à cet égard. Mais les milieux académiques, c'est assez naturel, y restent plus attachés.

*"Meilleure coordination entre cantons et entre cantons et Confédération."*

*"Il faut absolument harmoniser les diplômes sur le plan national en fonction du plan européen. C'est la condition sine qua non pour favoriser les échanges et la formation aux plus hauts niveaux de l'enseignement et de la recherche."*

*"Meilleure coordination intercantonale et interrégionale."*

On retrouve ici un désir déjà apparu au niveau des institutions : fédéralisme soit, mais avec des aménagements !

### *Différences structurelles*

- En accord avec le principe de la démocratisation des études, de l'égalité des chances pour tous, nous recueillons des opinions plus positives chez les leaders proches de la gauche, en ce qui concerne
  - la qualité de **l'éducation scolaire de base**, ce "creuset d'intégration et de socialisation"
  - la qualité des **enseignants**
  - les conceptions **pédagogiques**

Même tendance, plus ou moins corrélée avec la sensibilité politique, dans les milieux **académiques** et culturels. Par ailleurs, ces derniers, ce n'est pas une surprise, ne souhaitent **pas** une meilleure adéquation de l'enseignement aux besoins de l'économie et défendent (en partie) l'autonomie cantonale.

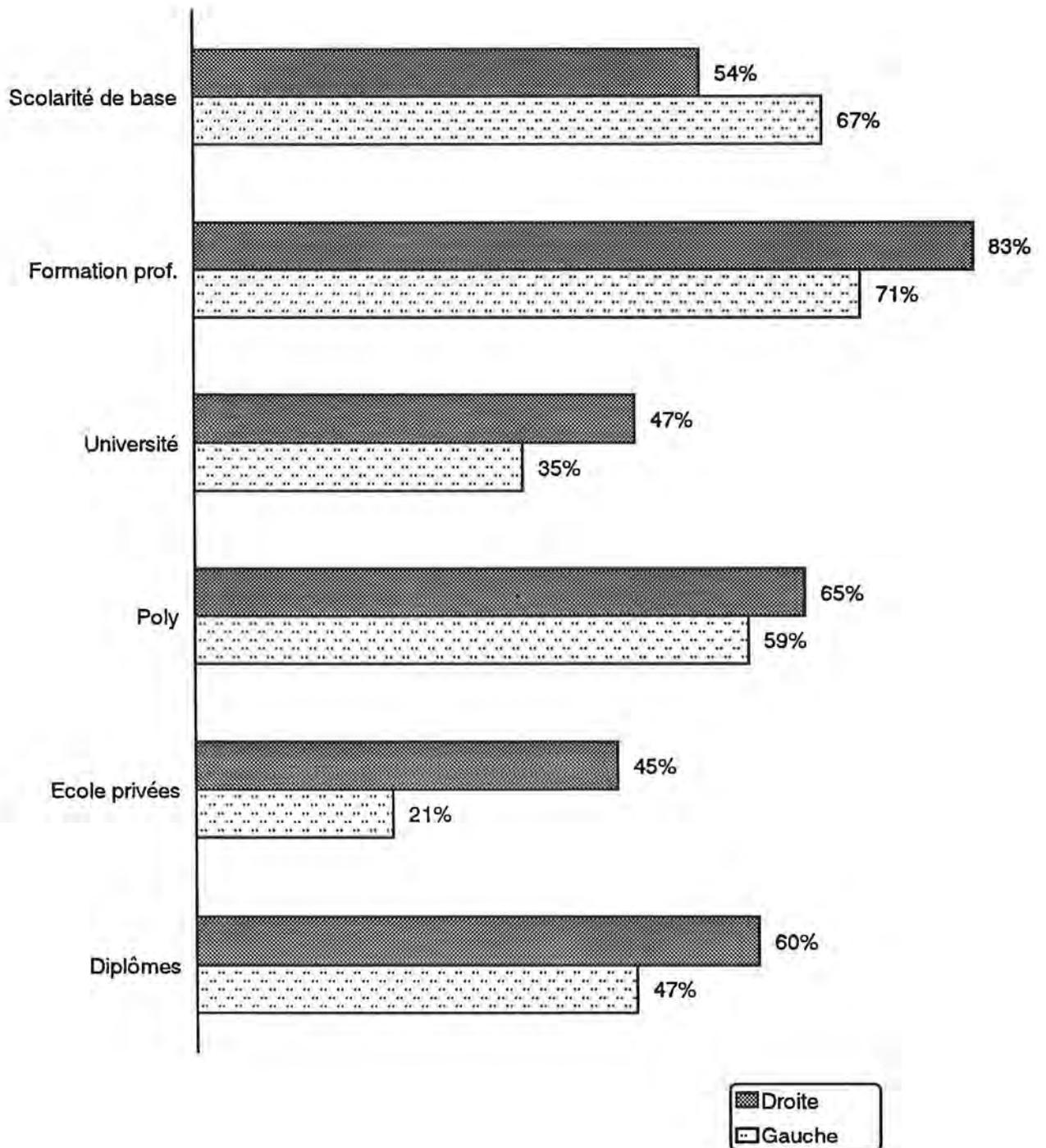
- A contrario, les leaders de **l'économie** soulignent très majoritairement ce qui leur apparaît comme des inconvénients du système éducatif suisse :
  - manque d'adéquation de l'enseignement aux **besoins de l'économie**
  - **autonomie cantonale** en matière d'instruction

et se montrent globalement moins élogieux sur la qualité de l'éducation scolaire de base.

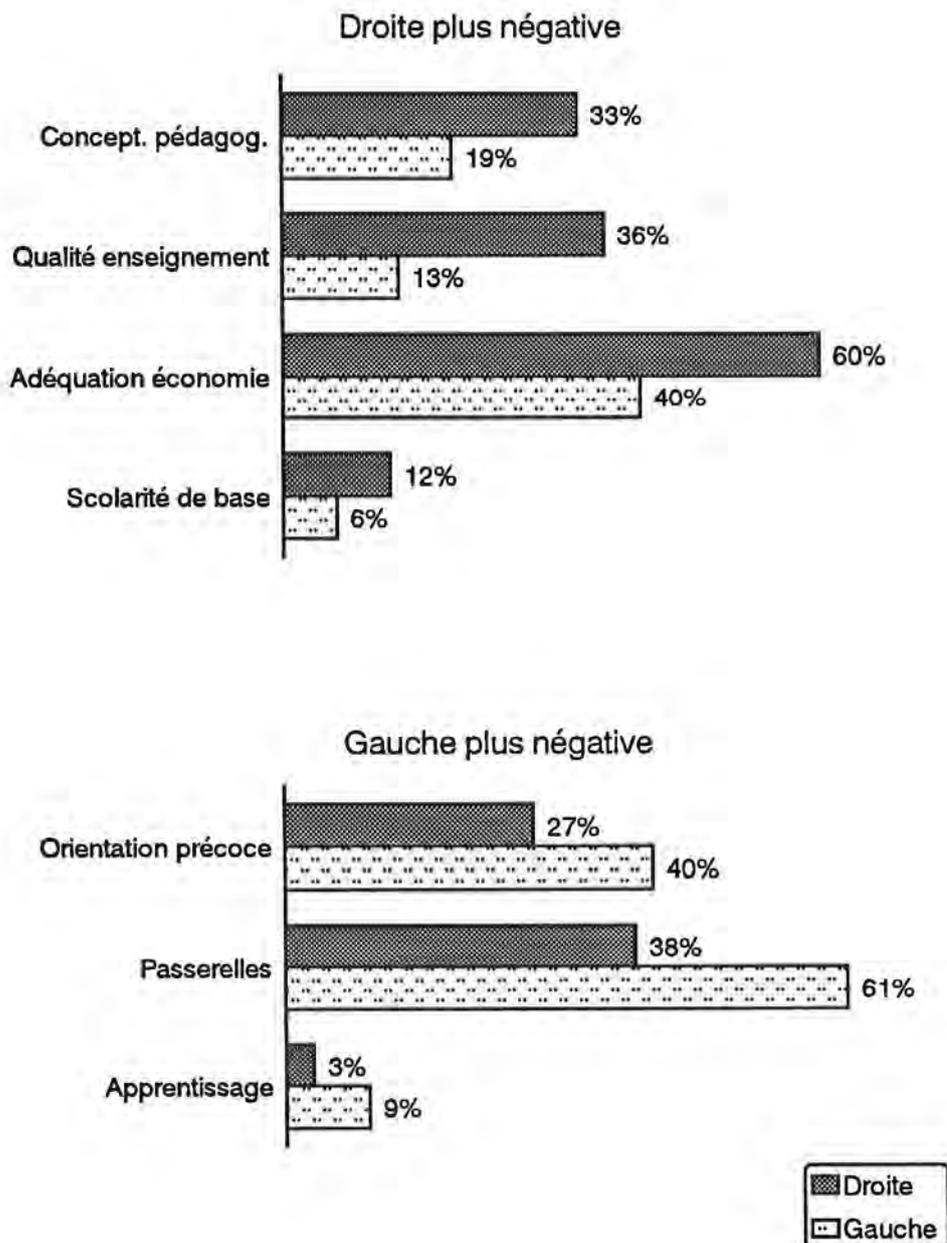
- Quant aux leaders proches de la **droite**, ils expriment des opinions **plus positives** à l'égard :
  - des écoles polytechniques, de l'université et des diplômes
  - de la formation professionnelle / apprentissage
  - des écoles privées
  - de la sélection pour les études supérieures

## Les points forts du système éducatif

Selon la tendance politique



## Points faibles sur lesquels les avis de la gauche et de la droite divergent fortement



### *Différences régionales*

Dans l'ensemble les opinions diffèrent assez peu entre les régions linguistiques. On relève toutefois :

- davantage de **satisfaction** en Suisse alémanique en ce qui concerne
  - la scolarisation de base
  - la formation professionnelle
  - la sélection et l'orientation précoce
- mais curieusement **moins d'éloges** sur les écoles polytechniques et, dans une moindre mesure, l'université.

	SR	SA
- Ecoles polytechniques	81%	52%
- Université	43%	36%

### **En conclusion**

Nous n'avons abordé que très superficiellement ce chapitre de la formation et de l'éducation qui, tant en Suisse qu'ailleurs, est en pleine mutation.

Chacun s'accorde aujourd'hui sur la valeur et l'importance du savoir à tous les niveaux (savoir-faire bien sûr, mais aussi connaissance au sens large), clef du développement des sociétés avancées. Pour répondre à la rapidité du changement, aux nécessaires adaptations des structures et technologies, les besoins augmentent dans tous les secteurs en individus qualifiés et bien formés, non seulement initialement, mais de façon permanente.

### 10.3. La recherche

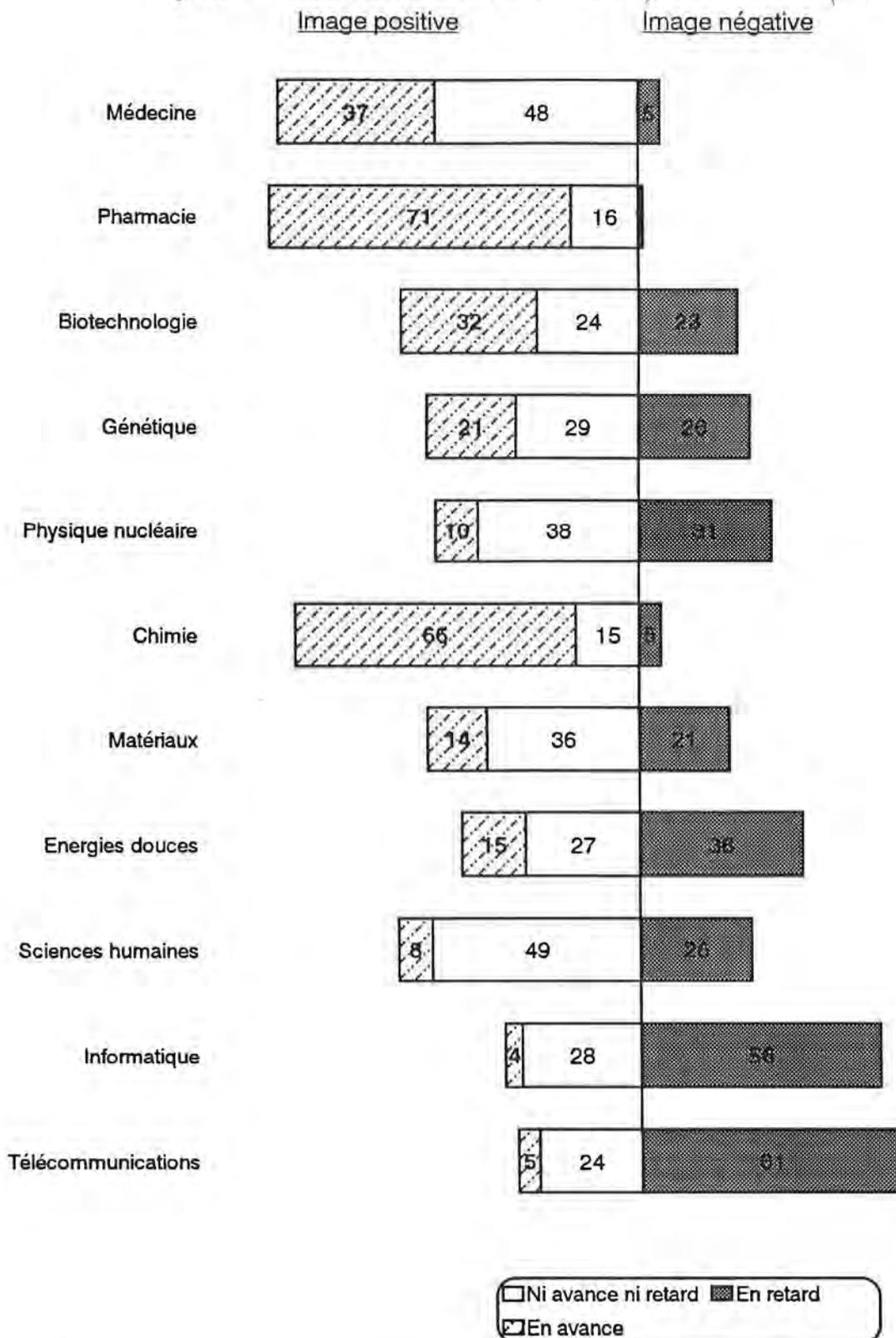
Nous avons vu au chapitre "Bilan" que la Suisse avait aux yeux des leaders, un fort retard par rapport à l'étranger en matière de recherche. De façon plus structurelle, qu'en est-il ?

*"Pour ce qui est de la recherche et de l'innovation technologique, dans quels domaines la Suisse a-t-elle de l'avance ou du retard par rapport aux autres pays occidentaux ?"*

- *médecine*
- *pharmacie*
- *biotechnologie*
- *génétique*
- *physique / nucléaire*
- *chimie*
- *matériaux*
- *énergie douces, renouvelables*
- *sciences humaines*
- *informatique*
- *télécommunication*

## Avance ou retard dans la recherche (SOPHIA)

*base: 256 leaders romands, allemands et feni nois*



*Différences structurelles*

- **Selon la sensibilité politique :**

On enregistre d'assez gros écarts de jugement. En effet :

	droite	gauche
<i>La droite</i> pense qu'on est en retard en :		
- Physique nucléaire	36%	23%
- Matériaux	27%	18%
- Télécom	65%	53%
 <i>La gauche</i> pense qu'on est en retard en :		
- Sciences humaines	16%	39%

- **Selon les régions linguistiques :**

Les différences sont peu importantes dans l'ensemble.

*La Suisse romande est :*

- plus optimiste en ce qui concerne la physique nucléaire (proximité du CERN ?)
- plus pessimiste pour les Télécommunication
- opinions plus tranchées quant aux sciences humaines

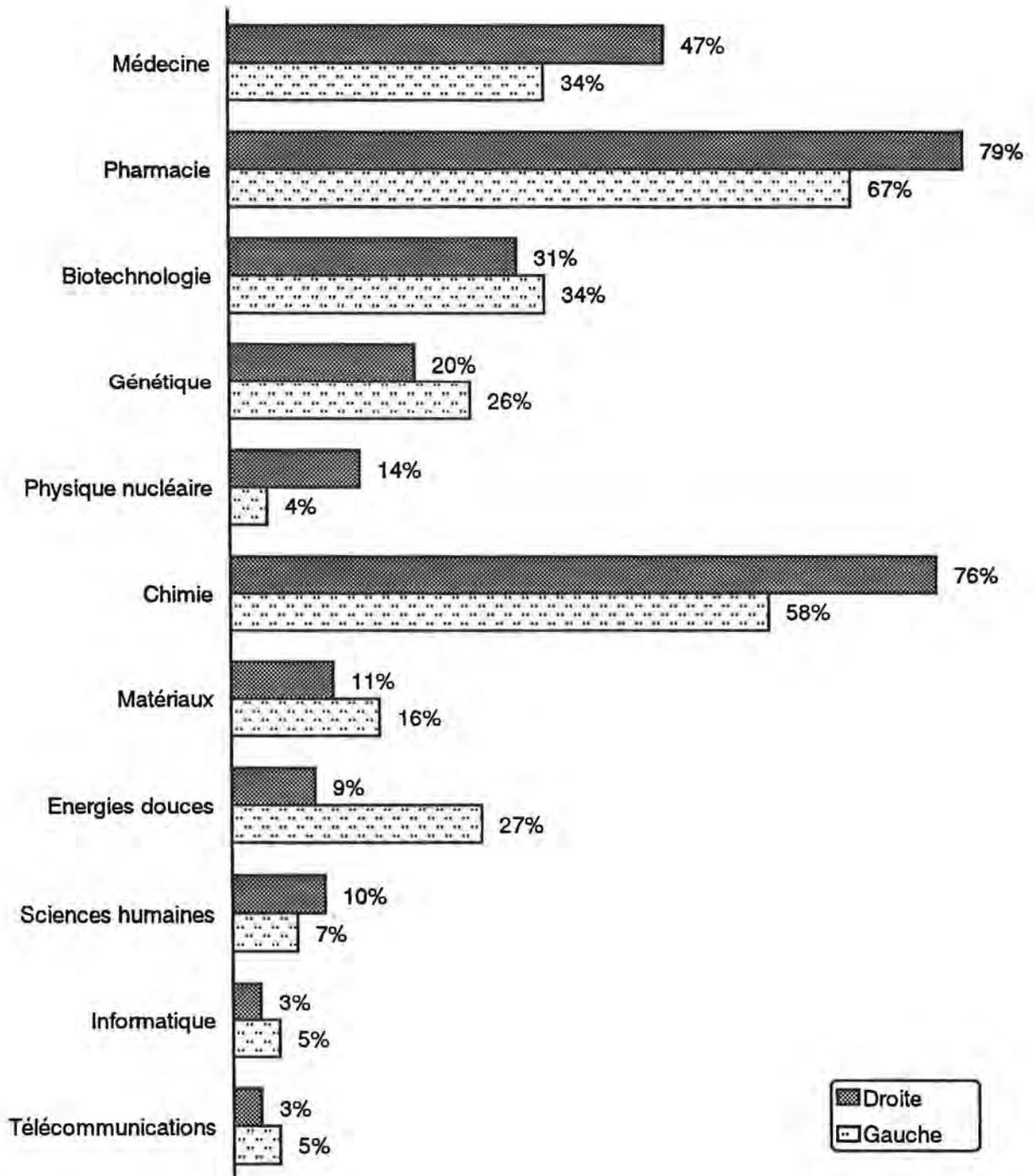
- **D'après l'âge**

*Les jeunes sont :*

- plus au courant en ce qui concerne la génétique, les énergies douces. On obtient moins de ne sait pas, des opinions plus tranchées
- ils sont en outre plus pessimistes quant aux sciences humaines, à l'informatique, aux télécommunications

## Recherche : la Suisse est en avance

Selon la tendance politique



Tout comme pour la formation/l'enseignement, nous avons cherché à cerner les points forts et les points faibles de la recherche en Suisse :

*"Quels sont d'après vous les points forts et les points faibles de la Suisse dans le domaine de la recherche et de l'innovation ?"*

- *l'activité dans le dépôt de brevets*
- *la présence en Suisse de centres de recherche internationaux*
- *la qualité de la liaison entre laboratoires de recherche et industrie*
- *les subventions accordées à la recherche*
- *la qualité des structures de la recherche en Suisse, (conditions favorables)*
- *la participation de la Suisse à des programmes de recherche européens, internationaux*
- *qualité des chercheurs suisses*

Ainsi, on peut constater que le principal, voire le seul reproche, que les leaders formulent envers la recherche, c'est de ne pas être assez subventionnée, pas suffisamment soutenue financièrement par l'Etat.

Cependant, les opinions divergent fortement selon que l'on est latin ou alémanique, faisant ressortir le sentiment très vivace chez les Latins d'être un peu les oubliés de la manne confédérale.

**Subventions = point faible 41%**

- Suisse romande	64%
- Suisse alémanique	29%
- Milieux de l'économie	57%
- Académiciens	42%
- Politiques	31%
- Milieux de l'administration	36%

On n'observe pas de différences selon la sensibilité politique.

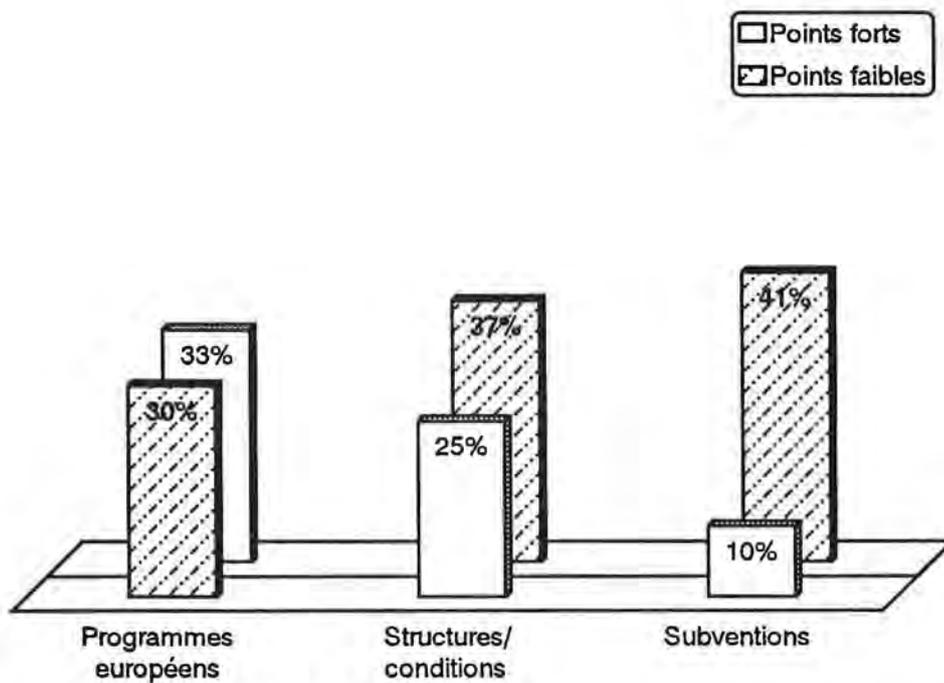
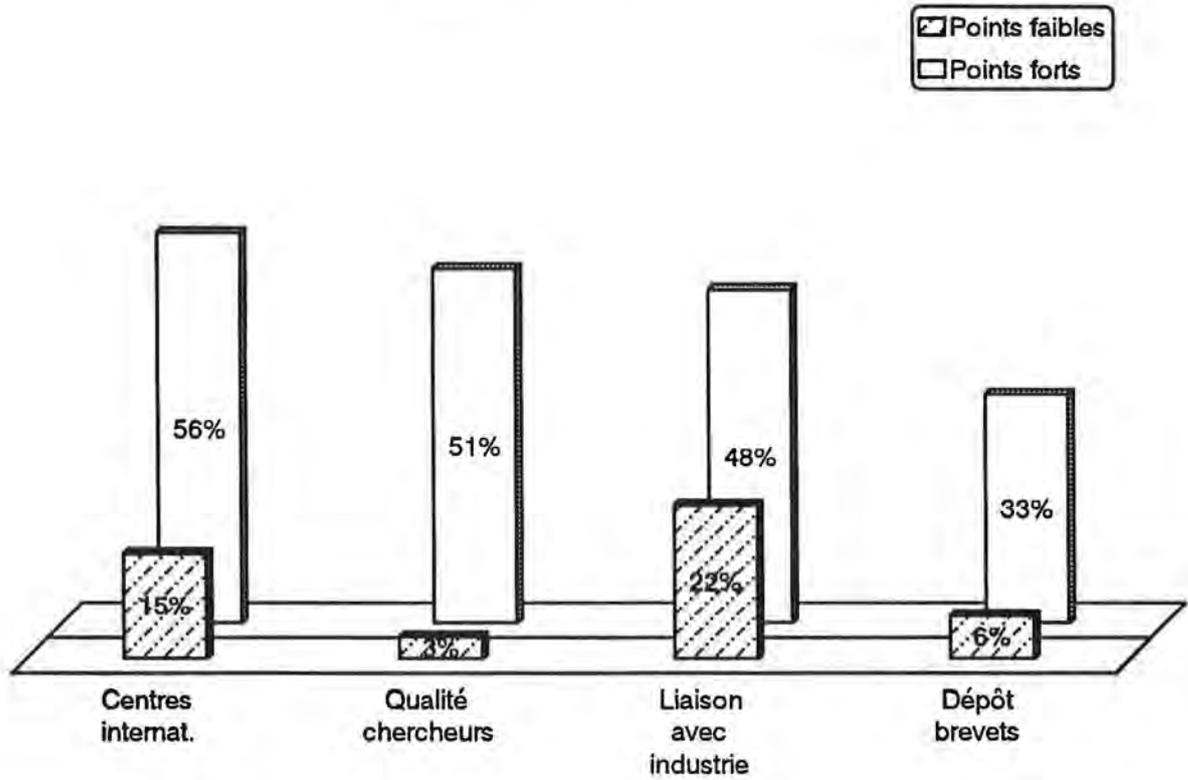
**En conclusion :**

Il ressort de ces réponses et des commentaires spontanés des leaders :

- des points de **convergence** : une quasi unanimité sur la nécessité d'investir dans la formation et la recherche, seul capital, seule richesse d'une Suisse compétitive, et des demandes très majoritaires pour une meilleure harmonisation, une coopération entre les universités, ainsi que la multiplication des échanges, au plan national et international.
- et aussi des **divergences d'opinion** entre ceux qui préconisent davantage d'intégration entre l'économie et les universités ou au contraire prônent la totale liberté académique : entre ceux qui donnent la priorité à la recherche fondamentale et à l'innovation ou privilégient la recherche appliquée, plus "rentable" à court terme.

## Recherche : points forts - points faibles (SOPHIA)

*idem*



## 11. LA CULTURE

11.1. Climat au moment de l'étude

11.2. Place faite à la culture en Suisse

11.3. Quelques remarques spontanées

## 11. LA CULTURE

### 11.1. Le climat au moment de l'étude

Au moment de la prise d'information, la culture en Suisse n'est pas au premier plan des préoccupations du pays. Aucun événement particulier, aucun fait saillant ne vient alimenter le débat. Les médias en parlent peu. Le souvenir du 700e, la déception engendrée par cette fête ratée, boycottée par certains intellectuels et artistes se sont estompés.

#### *Rappel de quelques données de base*

On le sait, la Confédération ne dispose pas d'une loi sur l'encouragement de la culture. En l'absence d'un cadre législatif, les budgets sont révisés à la baisse. Un exemple parmi d'autres : la reconciation de la Suisse à participer à Europalia à Bruxelles, festival de prestige consacré tous les deux ans à la culture d'un pays : la Suisse avait été sollicité pour 1995 ou 1996. Rappelons aussi la controverse, dans notre pays, à propos du pavillon suisse à l'Exposition de Séville en 1992. On peut citer pourtant, parmi les efforts en faveur d'une culture "nationale", l'ouverture à Genève en automne 1992 d'une antenne romande de Pro Helvetia, fondation chargée d'encourager la culture en Suisse et les contacts avec l'étranger. Ce sont là de modestes vagues dans un paysage culturel bien calme.

Aucune base constitutionnelle ne protège donc la culture au niveau fédéral, après le rejet en votation populaire d'un premier article, il y a quelques années. En mars 1993, le Conseil national adopte un nouvel article constitutionnel pour l'encouragement de la culture et la défense du pluralisme. Une votation populaire est prévue au printemps 1994.

Mais les cantons et communes, souverains en la matière, avec ou sans textes législatifs, sont les principaux soutiens et "promoteurs" de la vie culturelle en Suisse.

Pour l'heure, l'ensemble des dépenses culturelles en Suisse s'établit à environ 1,8 milliard, dont plus des 3/4 sont assumés par les communes et cantons, et moins de 10% par la Confédération. L'économie privée et une soixantaine de fondations participent pour 250 à 300 millions.

## 11.2. Place faite à la culture en Suisse

*"Nous pensons ici au soutien et à l'encouragement des artistes, à l'intensité et la qualité des manifestations culturelles, ainsi qu'au rayonnement culturel de la Suisse dans le monde."*

*"Diriez-vous que, par rapport à d'autres pays proches, la place qui est faite en Suisse à la culture est plus grande, moins grande qu'ailleurs ou à peu près la même :*

- *au niveau du soutien des pouvoirs publics à tous les niveaux*
- *au niveau de l'intérêt de la population"*

Dans une étude "généraliste" comme SOPHIA, nous avons opté pour une définition "classique" de la culture, qui pourra être jugée réductrice par certains.

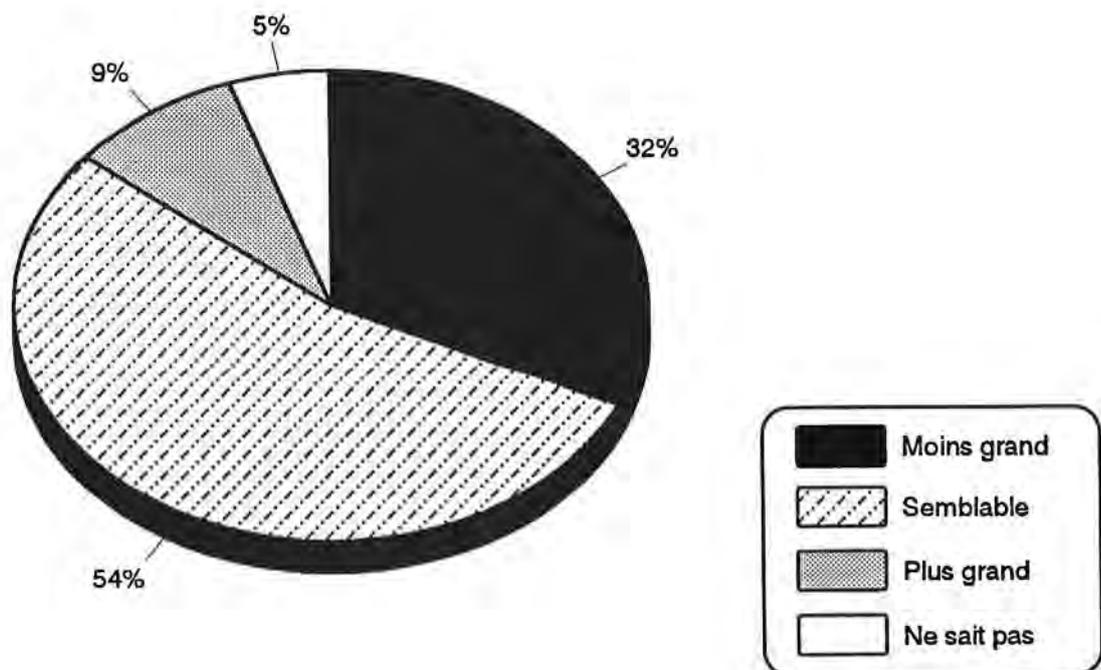
La culture au sens le plus large, qui englobe toute manifestation d'un mode de vie, où "tout est culturel", nous paraissait un concept trop flou et inadapté dans une telle recherche.

### Le soutien des pouvoirs publics est ...

- moins grand qu'ailleurs	53%
- à peu près le même	35%
- plus grand qu'ailleurs	9%
- ne sait pas / pas répondu	3%

Il s'agit là d'un constat et non d'un jugement de valeur. Nous avons vu, et cela ressort assez nettement aussi des commentaires spontanés, que les personnalités interrogées n'envisagent pas favorablement une "culture suisse étatique", encore moins centralisée, sous l'égide d'un "ministre" à la française.

Quant à la façon dont les leaders se représentent les besoins culturels de la population, l'intérêt que les Suisses portent à la culture, l'image apparaît en demi-teinte. Avec un bel ensemble, quels que soient les sous-groupes analysés, seule une moitié des leaders pense que le public suisse s'intéresse à peu près autant à la culture que celui des autres pays proches; un leader sur trois pense que les Suisses s'y intéressent moins.



Cette appréciation est à mettre en parallèle avec certains traits qui, aux yeux des leaders, composent un portrait du Suisse type. En effet, parmi 13 qualificatifs évoqués, les caractéristiques suivantes ont obtenu des notes élevées :

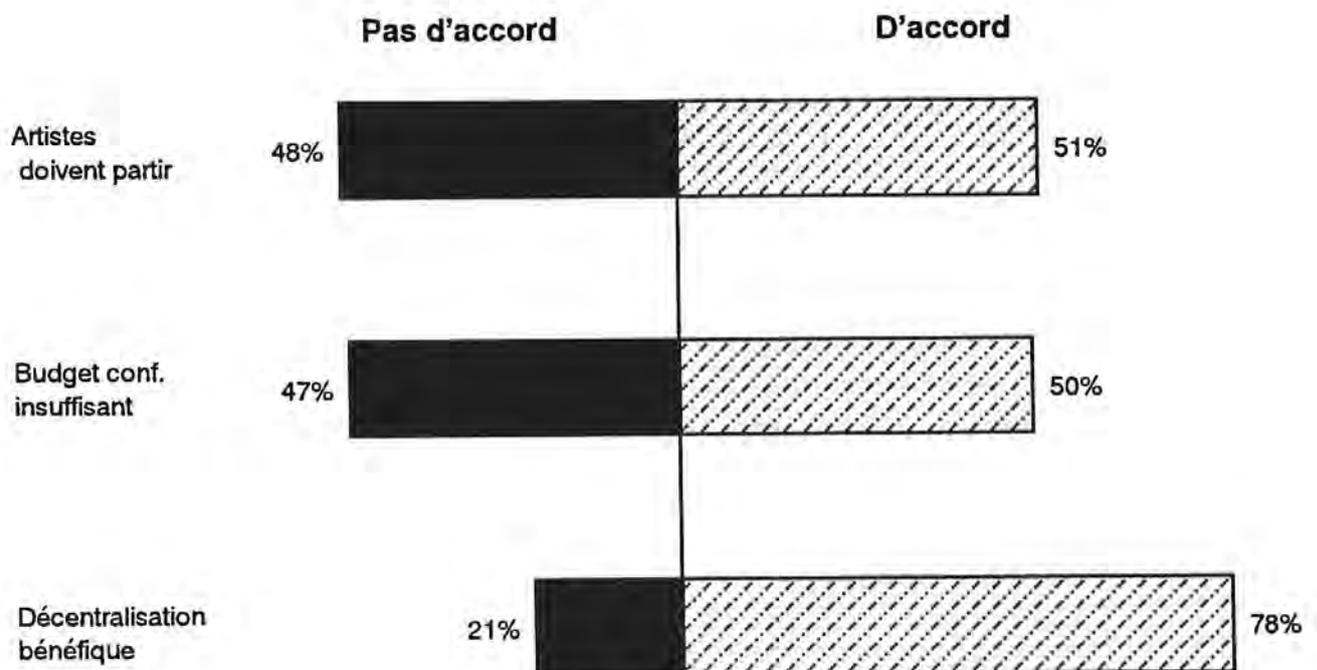
- le pragmatisme, le sens du concret
- les sens de la gestion, de la précision, de l'organisation
- le plaisir et la fierté du travail bien fait
- l'immobilisme, le manque d'audace

alors que les scores étaient plutôt faibles pour

- la créativité, l'imagination, l'esprit novateur, l'avant-gardisme

*"On entend parfois certaines idées à propos de la culture. Pour chacune des phrases suivantes, dites-nous si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout :*

- *pour pouvoir s'exprimer et exister pleinement, les artistes suisses doivent partir à l'étranger*
- *la part du budget de la Confédération à la culture est insuffisant par rapport aux attentes de la population*
- *en Suisse, l'aide à la culture passe par les communes, les cantons, le soutien de l'économie et de quelques mécènes; cette décentralisation est bénéfique"*



Globalement, les avis sont très partagés sur

- le fait que les artistes doivent *s'expatrier* pour pouvoir créer
- *l'insuffisance* du budget de la Confédération par rapport aux attentes de la population; nous venons d'ailleurs de voir que les leaders ne jugent pas ces attentes si considérables.

En revanche, la *décentralisation de l'aide à la culture* n'est contestée que par une minorité de leaders, pour la plupart proches de la gauche. On ne s'étonnera pas de reconnaître ici, dans le domaine culturel comme c'est le cas dans des domaines plus spécifiquement économiques et sociaux, le penchant marqué de la pensée de gauche pour les solutions étatiques, le recours assez systématique à l'Etat-providence, ce qui va de pair avec une opinion plus négative vis-à-vis du budget alloué à la culture par la Confédération (jugé majoritairement insuffisant par les leaders de sensibilité plutôt à gauche).

Le sort des artistes qui ne pourraient s'exprimer pleinement en Suisse est majoritaire chez les Latins. Eprouvant eux-mêmes une certaine conscience de minoritaire, ils sont sans doute plus enclins à penser qu'un artiste est en rupture avec la mentalité dominante et ne trouve pas en Suisse le climat favorable à la création.

Il faut ajouter à cela, par la force des choses, une conscience plus aiguë de la petitesse du pays et de son "marché culturel". Et, en arrière-plan tout le poids de la profonde différence entre les rapports culturels, affectifs, que les Romands entretiennent avec la France, respectivement ceux des Alémaniques avec l'Allemagne.

Sur les autres points, les opinions des Latins et des Alémaniques sont assez convergentes.

### 11.3. Quelques remarques spontanées

L'impression globale que la vie culturelle en Suisse et son rayonnement dans le monde satisfait les leaders interrogés se confirme au vu du nombre de remarques et commentaires spontanés sur ce thème.

Pour moitié seulement les personnalités qui ont participé à l'étude SOPHIA ont éprouvé le besoin de commenter, approfondir et nuancer leurs opinions de façon plus personnelle. On peut admettre que l'autre moitié des leaders ne ressent pas de préoccupations dans la situation actuelle.

Ont fait part de remarques et commentaires personnels :

- 60% des Latins interrogés
- 48% des Alémaniques interrogés

Comme on pouvait s'y attendre, ce sont les milieux de l'économie qui ont le moins réagi. Les milieux académiques et culturels sont plus concernés et ont eu le plus de choses à dire. Nous avons recueilli à peu près autant de remarques personnelles de la part de leaders proches de la droite que de ceux qui ont des affinités avec la gauche.

Pour la plupart, les personnes qui s'intéressent aux questions culturelles nous ont fait part chacune de plusieurs réflexions qui se complètent et/ou évoquent divers aspects de la culture en Suisse. Ce sont donc des opinions nuancées et aussi assez critiques.

Selon leur vision personnelle, les leaders interrogés :

- plaident pour davantage ou au contraire moins *d'engagement de la part de l'Etat* : pour certains il faut dépolitiser, promouvoir la culture essentiellement par l'initiative privée - pour d'autres au contraire, il faut concentrer davantage et obtenir un soutien accru de la part de la Confédération
- s'élèvent contre la méthode du *saupoudrage* : il convient de mieux cibler l'aide officielle et de privilégier la création
- souhaitent davantage de *coordination* entre la Confédération, les cantons et les communes, d'échanges régionaux, et aussi avec l'étranger, de synergie entre les officiels et les artistes

- déplorent une certaine médiocrité, parlent parfois de "pseudo-artistes"
- demandent une meilleure *sensibilisation et information du public* (par les médias, l'éducation à l'école, etc.)
- exigent une meilleure *protection et reconnaissance* des artistes suisses, ou au contraire qu'ils se *responsabilisent* davantage (les artistes ne doivent pas être assistés, ils manquent de courage, de dynamisme)
- critiquent l'action de certaines *structures et/ou institutions* (p. ex. Pro Helvetia)

Enfin, pour 3 leaders sur 10, parmi ceux qui se sont exprimés, "**La Suisse culturelle n'existe pas**", les cultures sont diverses, elles sont d'abord régionales ou locales, ce qui explique qu'elles n'aient pas ou peu de rayonnement à l'étranger.

Les avis divergent aussi sur le **bilan culturel** en général :

- certains le jugent *satisfaisant* : par rapport aux dimensions du pays, avec de petits moyens, il est bon, comparable sinon meilleur à celui d'autres pays proches; nous avons des points forts (musées, musique, architecture créative. ...)
- pour d'autres, la Suisse est *peu créative* : ce serait une question de mentalité, les conditions y étant peu favorables à l'épanouissement.

## 12. LES MEDIAS

- 12.1. Climat au moment de l'étude
- 12.2. Niveau de satisfaction envers les médias
- 12.3. Points forts et points faibles des principaux médias
- 12.4. Pouvoir des médias
- 12.5. Perspectives d'avenir

## 12. LES MEDIAS

### 12.1. Le climat au moment de l'étude

Dans les mois qui ont précédé l'étude SOPHIA, le paysage médiatique en Suisse a été dominé principalement par :

- un phénomène croissant de **concentration de la presse**, en Suisse romande comme en Suisse alémanique (fusions, rachats, accords entre deux ou plusieurs titres régionaux, etc. ...)
- le projet de lancement de **Tell-TV**, chaîne privée alémanique qui, après avoir obtenu une concession et une prolongation de délais, n'a finalement jamais vu le jour
- de nombreuses autocritiques, du moins dans la presse romande, portant sur :
  - le risque de manipulation, (à propos de l'affaire Christiane Brunner)
  - l'information-spectacle, les risques accrus de dérive, d'une certaine dégradation de l'éthique et de la déontologie journalistiques
  - la soumission aux phénomènes de mode et de recherche d'audience à tout prix
  - l'insuffisance de la formation professionnelle et de la spécialisation chez les journalistes

(Source : L'Hebdo, 29.4.93 - 24H, 25.5.93 - Le Matin-Dimanche, Claude Monnier, 18.7.93)

Rappelons pour mémoire que ces thèmes ne sont pas neufs. En France, des journalistes chevronnés, soucieux d'éthique professionnelle, avaient déjà largement donné leur point de vue sur le pouvoir et l'influence des médias ("La médiacratie" d'Henri de Virieu en 1990 déjà; "Le serment de Théophraste" d'Albert du Roy, fin 92 - Le Media-Choc d'Alain Minc, etc.).

Depuis lors, les faits sont les suivants :

- Naissance de la quatrième chaîne de TV publique "S +" (25.9.93)
- Demande de concession de la chaîne privée allemande **RTL**, à la fin de l'automne 93 pour une fenêtre "programmatische" (émissions spécialement conçues pour les téléspectateurs suisses dans le programme allemand, durant une partie de la journée), demande soutenue par des groupes de presse alémaniques réunis dans la société RTL Suisse. Opposition de la SSR, et réponse négative du Conseil fédéral au printemps 94.
- Avis favorable de la **Commission des cartels** à propos de la concentration de la presse (octobre 93), pour autant que la diversité de l'information ne soit pas mise en péril.
- Interpellation au Parlement d'un Conseiller national genevois en faveur de la **liberté de la presse**, à propos de procédures abusives contre des journalistes (déc. 93) : "La presse suisse court un risque réel de censure" (NQ, 24.12.93).
- Disparition de l'agence de presse **BRII** fin 93.

On verra que les soucis des leaders rejoignent pour une bonne part les préoccupations des journalistes eux-mêmes, conscients des difficultés de plus en plus grandes qu'ils ont - les meilleurs, les plus lucides d'entre eux - à exercer leur métier en accord avec leur éthique professionnelle et leurs convictions personnelles.

## 12.2. Niveau de satisfaction envers les médias

*"En pensant tout particulièrement à votre région linguistique, quel est votre degré de satisfaction globale en ce qui concerne les médias ?"*

Le graphique de la page suivante indique les taux de satisfaction respectifs ressentis face à la télévision, à la radio, aux quotidiens, aux magazines et à la presse spécialisée.

Tout d'abord, on constate que l'insatisfaction majeure est faible, mais plus particulièrement concentrée sur la télévision.

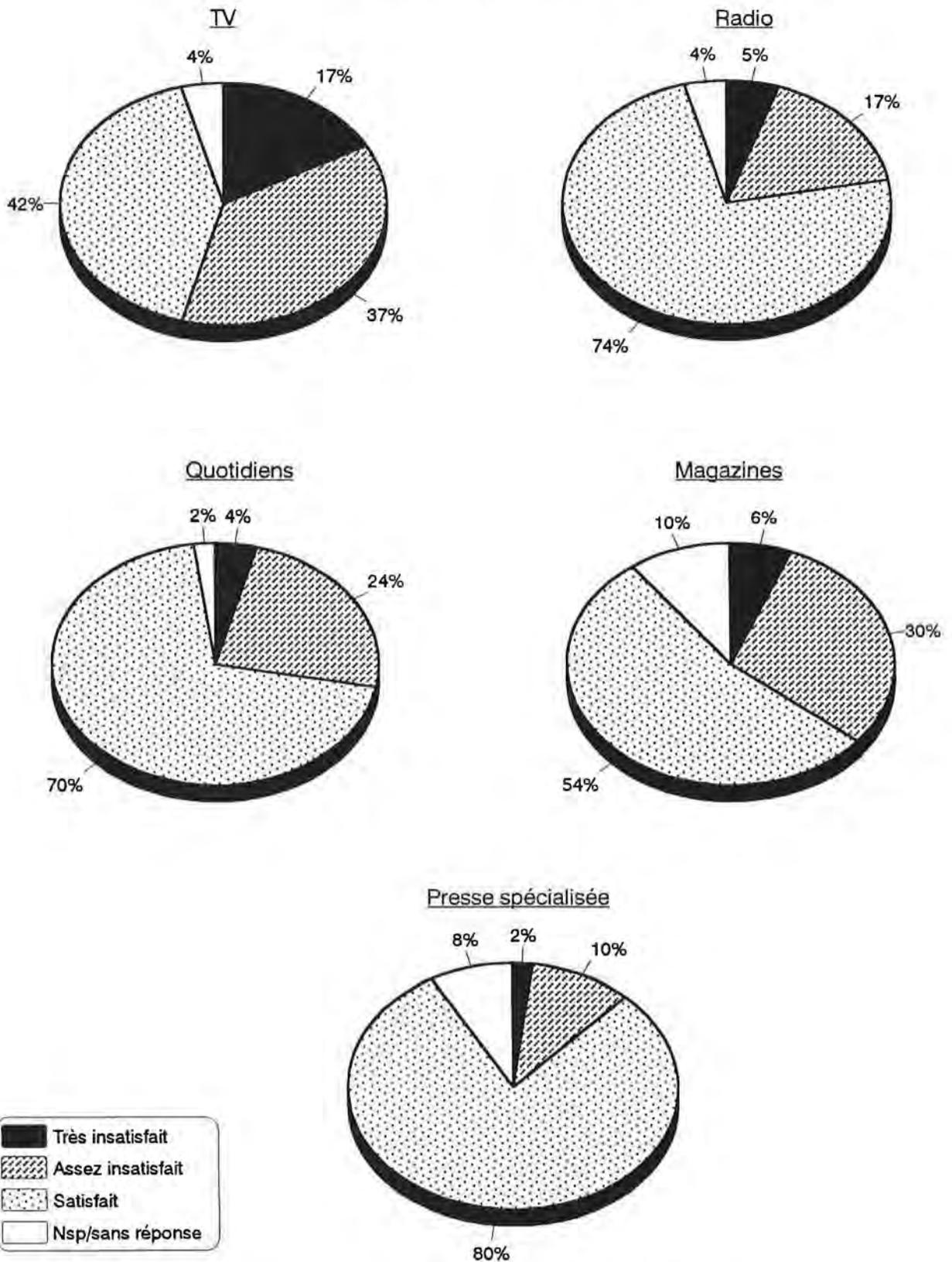
Par ailleurs, si l'on cumule les notes mauvaises et très mauvaises, la télévision compte plus de 50% des leaders qui la critiquent. Ce chiffre est considérable et il est très particulièrement concentré en Suisse alémanique, où il atteint 64% ! En outre, les leaders les plus âgés sont particulièrement mécontents, ainsi que la droite de l'échiquier politique. A ce niveau, la différence est flagrante : 62% d'insatisfaits à droite contre 39% à gauche.

En ce qui concerne la radio, la situation est beaucoup plus satisfaisante : quel que soit le sous-groupe considéré, l'insatisfaction est faible, avec une pointe cependant chez les leaders de droite (34%) et les plus âgés (32%).

Dans le registre de l'écrit, la presse spécialisée fait un très bon score, avec seulement 12% d'insatisfaits. Les magazines et les quotidiens sont jugés de façon presque similaire : l'insatisfaction n'y représente que 30% environ.

Cependant, pour la presse quotidienne en particulier, les jeunes leaders sont plus critiques, ainsi que les Romands et les milieux de la politique active.

## Taux de satisfaction envers les médias



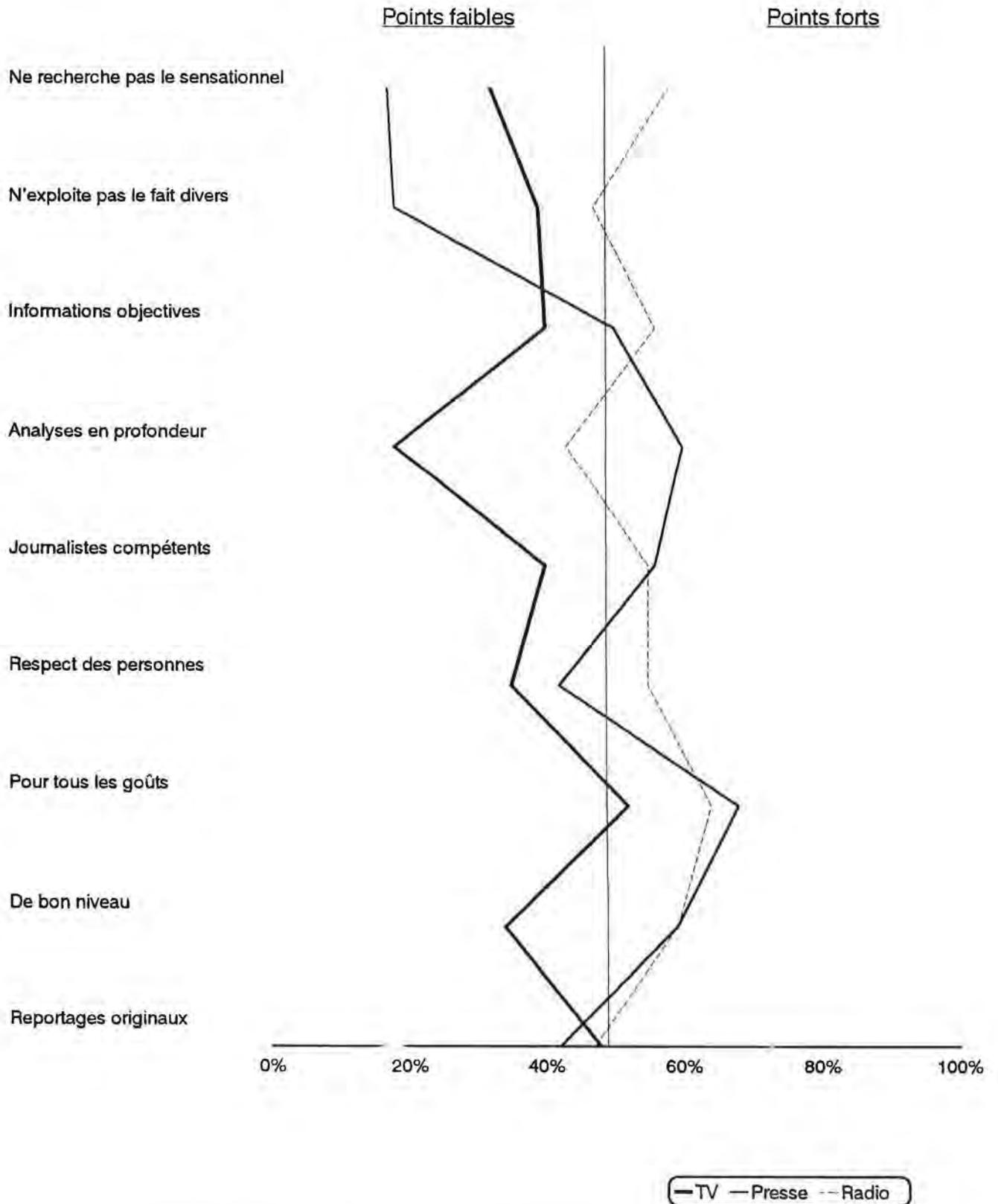
### 12.3. Points forts et points faibles des principaux médias

*"Nous aimerions faire le bilan des points forts et des points faibles qui, selon vous, caractérisent la télévision, la radio et la presse écrite."*

*"Diriez-vous qu'on trouve à la télévision et à la radio (de votre région linguistique) et dans la presse :"*

- *recherche du sensationnel*
  - *exploitation du fait divers*
  - *informations objectives, non partisans*
  - *analyses en profondeur*
  - *journalistes compétents, professionnels*
  - *respect des personnes et de leurs propos lors des reportages*
  - *émissions/articles variés pour répondre à tous les goûts*
  - *émissions/articles de bonne qualité, d'un bon niveau*
  - *reportages originaux*
- Comme le montre le graphique de la page suivante, la presse est particulièrement critiquée pour sa recherche du sensationnel et l'exploitation du fait divers. La radio et la télévision en revanche sont moins critiquées à ce niveau.
  - A peine la moitié des leaders interrogés pensent que les trois médias diffusent des informations objectives et non partisans. Ce chiffre est faible, particulièrement pour la télévision.
  - Les analyses en profondeur sont plutôt le fait de la presse, au détriment de la radio mais surtout de la télévision, dont la superficialité est fortement ressentie par les leaders.

## Jugement sur les médias



- La compétence des journalistes de la télévision est largement remise en cause, ce qui est confirmé par les mentions spontanées émises par les leaders, mais de fortes critiques touchent aussi la presse et la radio.

*"La formation des journalistes doit être plus sérieuse."*

*"Les journalistes sont souvent très sectoriels dans leurs prises de position; ils ne connaissent ni l'histoire, ni les moeurs. Ils ne prêchent ni par leur tenue, ni par leur manière de s'exprimer."*

*"La "guerre" entre les quotidiens pousse au sensationnel, au mauvais "scoop", au travail bâclé et à un manque flagrant de déontologie dans la presse écrite."*

*"Il conviendrait d'améliorer la formation spécifique des journalistes. On parle beaucoup de la nécessaire liberté d'expression des médias, mais ce n'est la liberté d'expression que d'une faible minorité de personnes."*

L'unanimité n'est donc pas faite sur la qualité des journalistes, leur professionnalisme, leur compétence. Ce résultat est particulièrement préoccupant.

Ces graves critiques viennent essentiellement de la Suisse alémaniques et de la droite en ce qui concerne la télévision. Pour la presse, c'est plutôt la Suisse romande qui semble insatisfaite ... alors que la radio est essentiellement critiquée par les Alémaniques, et de nouveau la droite. Si l'on se réfère aux mentions ouvertes qui disent que la presse est partisane, systématiquement vers la gauche ... on comprend mieux l'attitude plus hostile de la droite. En revanche, la sévérité des Alémaniques envers leurs médias électroniques met sans doute en relief les différentes philosophies des émetteurs régionaux.

*"Equilibre politique totalement manquant."*

*"Le rôle de la presse en matière d'information politique est tout simplement déplorable (presse écrite en particulier qui manque d'objectivité)."*

*"Grandes réserves quant à l'objectivité et à la rigueur de l'information : craintes de dégradation de ces qualités pour l'avenir."*

- Autre points très controversé, le respect des journalistes envers les personnes qu'ils interviewent : si la radio s'en sort un peu mieux, la télévision et la presse sont fortement critiquées. Emanant d'un échantillon de leaders, qui sont donc régulièrement interpellés par les journalistes, cette remarque traduit un profond malaise entre les "émetteurs" et ceux qui sont chargés de diffuser le message.
- En bonne corrélation avec la compétence de leurs journalistes, le niveau général des articles de presse et des émissions radio est largement supérieur à celui de la télévision qui n'emporte qu'un tiers de l'adhésion des leaders.

Il faut pourtant relever ici un biais inévitable : l'offre de la presse écrite est multiple (il y en a pour tous les goûts) alors que l'offre télévisuelle nationale est unique .... ce qui cristallise évidemment les critiques.

- L'originalité des reportages ou des émissions est mitigée : moins de 50% des leaders pensent que les médias font preuve de plus d'imagination que leurs spectateurs.

*"On a les médias qu'on mérite. Seules des exigences individuelles peuvent les faire progresser, à contre-courant de l'audimat, du tirage et du taux d'écoute. Les lois du profit (et de la survie parfois) condamnent créativité et déontologie ... (comme les "intérêts économiques du pays" condamnent son environnement.)"*

*"Le niveau des médias romands est désespérément bas, sauf quelques exceptions occasionnelles. Qu'est-il arrivé aux journalistes ? Il n'y a pas d'éditorialistes, le journalisme d'investigation a disparu ( y compris à "Temps présent" ou "Tell Quel", qui sont des amusements)."*

#### 12.4. Le pouvoir des médias

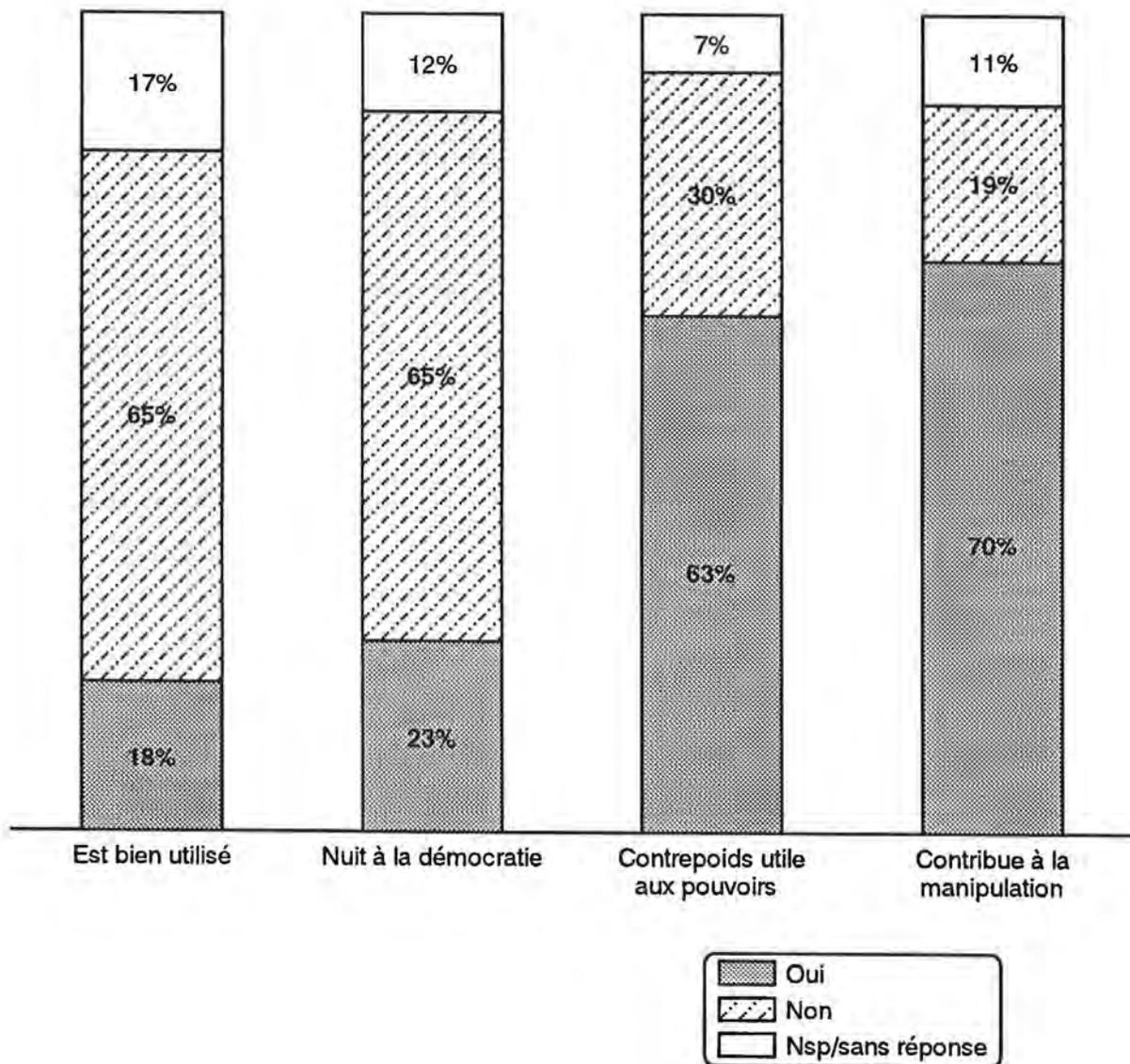
*"On dit que les médias ont un pouvoir important sur l'opinion publique. Jugez-vous que ce pouvoir ...*

- est bien utilisé, pour le bien général*
- nuit à l'exercice de la démocratie*
- représente un contre-poids utile face aux pouvoirs (politique, économique, lobbies)*
- contribue à la manipulation de l'opinion"*

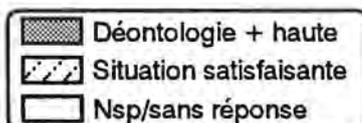
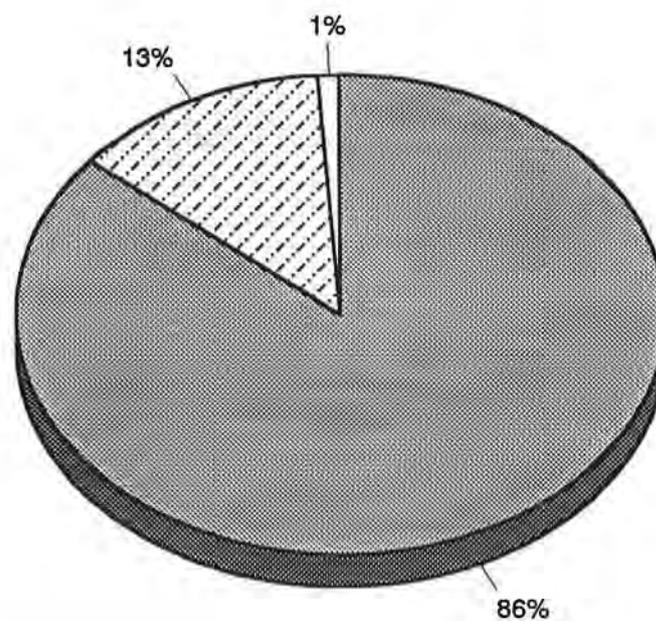
Le graphique de la page suivante montre à quel point les leaders interrogés sont critiques vis-à-vis des médias. La contradiction n'est qu'apparente avec les résultats précédents, qui indiquaient que la problématique des médias n'était pas prioritaire. Evidemment, face à la crise économique, à l'effritement social, à la drogue ... il serait indécent de focaliser nos préoccupations sur les médias. En revanche, lorsqu'on creuse la question, on se rend compte que les éléments d'insatisfaction sont nombreux.

- Le pouvoir des médias, de l'avis des leaders est mal utilisé : les Alémaniques sont ici particulièrement sévères.
- En outre, sept leaders sur dix pensent que la presse contribue à la manipulation des opinions, contre deux seulement qui s'élèvent contre cette affirmation.
- Pourtant, la presse représente un contrepoids utile face aux pouvoirs, qu'ils soient politiques ou économiques : malheureusement, ce contrepoids utile ne semble pas avoir toutes les qualités qu'on lui souhaiterait.
- Enfin, une minorité des leaders estiment que les médias nuisent à l'exercice de la démocratie; cette proportion, faible mais préoccupante, atteint 30% dans les milieux de droite.

## Le pouvoir des médias : jugements



*"L'ampleur du rôle des médias dans nos sociétés modernes exige-t-il à votre avis une déontologie plus haute, ou la situation actuelle vous semble-t-elle satisfaisante ?"*

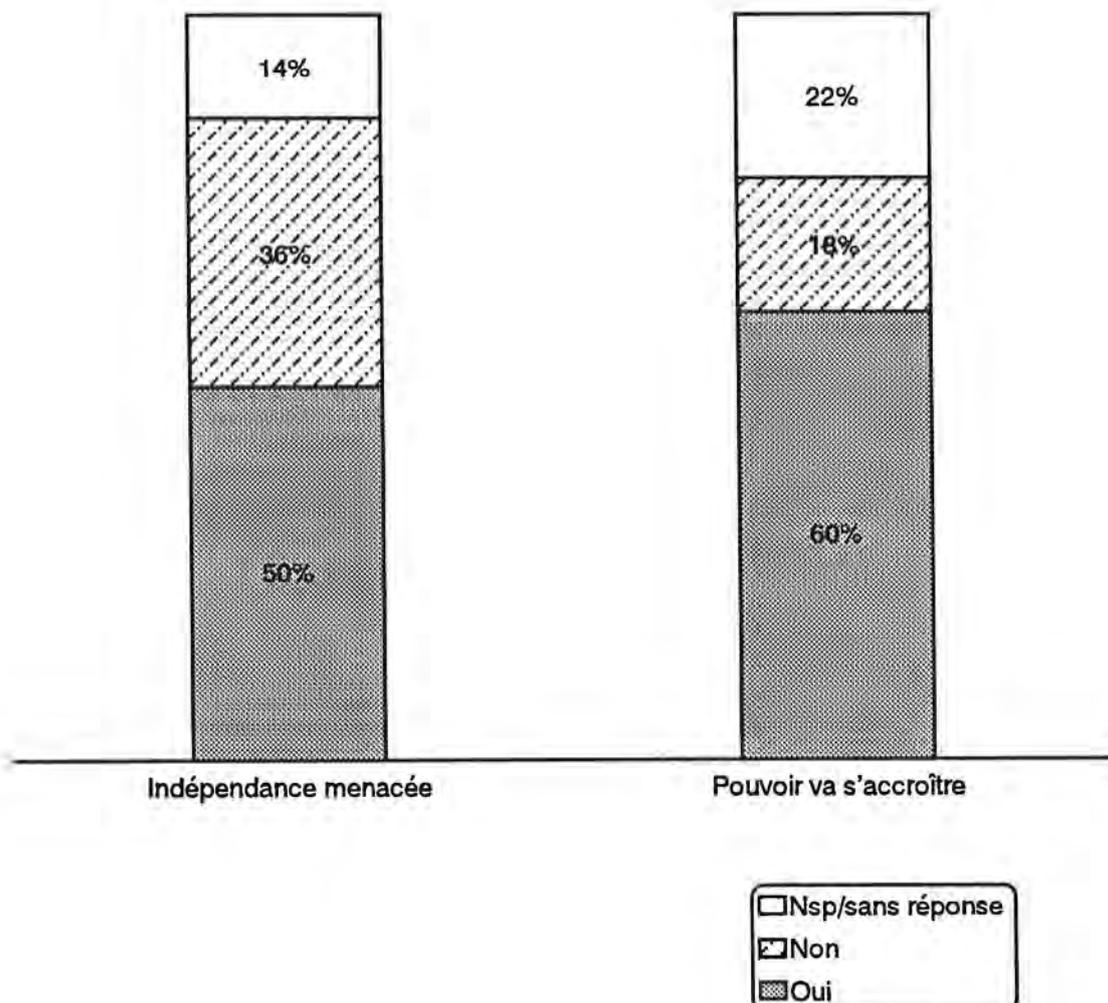


Compte tenu résultats de la question précédente, on ne sera pas étonné de la forte attente des leaders pour une déontologie plus haute de la part des médias. Le chiffre est éloquent : il ne permet même plus de différences structurelles. La gauche et la droite, la Suisse romande et la Suisse alémanique adoptent exactement le même profil.

## 12.5. Perspectives d'avenir

*"A votre avis, comment les médias vont-ils évoluer en Suisse dans les 2 à 3 années à venir ?*

- *l'indépendance des médias est menacée, ils subiront des pressions accrues de la part du pouvoir politique, économique*
- *par rapport à aujourd'hui, le pouvoir des médias sur l'opinion ne fera que s'accroître ou va-t-il diminuer, par la multiplication des sources d'informations du public."*



Une grande différence de jugement apparaît selon la sensibilité politique des leaders :

#### L'indépendance des médias ...

	Droite	Centre	Gauche
- est menacée	28%	39%	77%
- n'est pas menacée	51%	47%	15%
- ne sait pas / sans réponse	21%	14%	8%

Si l'indépendance des médias semble menacée, on ne pense pas pour autant que leur pouvoir va diminuer dans les années à venir : la multiplication des sources d'information ne nuira donc pas à l'influence des médias sur la vie sociale et politique.

Compte tenu du rôle de contrepoids qu'on leur a attribué précédemment, cette menace sur l'indépendance des médias, ressentie par la gauche, est signe d'un vrai souci : verra-t-on à l'avenir le 4<sup>e</sup> pouvoir soumis aux trois autres, ou peut-être au seul pouvoir économique ...

#### En résumé:

Les leaders de droite sont très critiques envers les médias et jugent que leur indépendance n'est pas menacée : ils souhaitent en revanche une meilleure qualité et une plus grande objectivité de la part des journalistes.

Les leaders de gauche sont plus satisfaits du niveau et de l'objectivité des médias, mais craignent de les voir devenir dépendants de forces extérieures ...

Malgré ces soucis de diverses natures, tous sont d'accord sur le fait que le pouvoir des médias ne fera que s'accroître à l'avenir !

### En conclusion

Les leaders se disent plutôt satisfaits de la presse et de la radio, mais assez critiques envers la télévision. En outre, ils montrent un scepticisme inquiétant quant au professionnalisme, à la déontologie et à l'indépendance d'esprit des journalistes en général.

Si, bien entendu, cette question des médias ne leur a pas paru essentielle dans l'ordre des priorités du moment, il semble qu'elle cristallise des interrogations fondamentales sur l'avenir de l'information et sur le rôle du 4e pouvoir.

Pour conclure, cette remarque spontanée d'un leader, en guise de pirouette :

*"Pas assez de travaux originaux, ni à la TV, ni dans la presse : enquêtes en profondeur, sondages, débats. - Plus de créativité, de stimulation (même de la provocation) seraient souhaitables. Eviter le ron-ron général. On ne fait pas assez de place aux personnalités qui réfléchissent, qui ont quelque chose à dire ... Cette enquête pourtant démontre le contraire !"*

M.I.S. TREND SA - LAUSANNE  
Avril 1994

Annexe :

Questionnaire

## 1ère PARTIE

### LA SUISSE AUJOURD'HUI ET SES VALEURS HISTORIQUES

1. Pour commencer, imaginez que vous devez **décrire la Suisse** à une personne qui n'en a jamais entendu parler.

Quels sont les termes qui vous viennent spontanément à l'esprit et qui résument pour vous l'essentiel de ce pays ?

Veillez noter ci-dessous les mots (entre 5 et 10) que vous utiliseriez pour décrire la Suisse.

- |          |           |
|----------|-----------|
| 1. _____ | 6. _____  |
| 2. _____ | 7. _____  |
| 3. _____ | 8. _____  |
| 4. _____ | 9. _____  |
| 5. _____ | 10. _____ |

2. On dit volontiers de la Suisse qu'elle est une "démocratie-témoin", un "modèle". Pour d'autres au contraire, elle est ambiguë et paradoxale; souvent, elle apparaît comme un "Sonderfall", un cas particulier.

En quelques mots, qu'est-ce qui à vos yeux rassemble ou **fédère aujourd'hui** notre pays ?  
Quels sont les traits communs, les valeurs communes aux Suisses ?

---

---

---

---

---

---

---

3. Malgré le côté un peu caricatural d'un tel exercice, nous vous demandons maintenant de décrire à grands traits le Suisse/la Suisseuse-type (et non pas la Suisse en tant que pays), tel qu'il/elle ressort de vos observations et expériences personnelles.

*Cochez une réponse à chaque ligne du tableau ci-dessous : donnez le code 1 si vous êtes entièrement d'accord avec la définition de gauche, la note 7 si vous êtes entièrement d'accord avec la définition de droite. Vous avez toute l'échelle pour nuancer votre jugement.*

Les Suisses se caractérisent par leur :

dynamisme, élan, énergie	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	lenteur, manque d'énergie
rigidité, faible faculté d'adaptation	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	souplesse, faculté d'adaptation
manque d'ouverture d'esprit, repli sur soi, égoïsme	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	solidarité, générosité, ouverture d'esprit
manque d'intérêt pour les affaires publiques, peu de participation à la vie collective	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	fort intérêt pour les affaires publiques, forte participation à la vie collective
tendance à l'auto-critique, au dénigrement de soi	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	tendance à l'autosatisfaction, à la vanité
optimisme, foi en l'avenir	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	pessimisme, crainte en l'avenir
tolérance, respect des minorités	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	intolérance, non-respect des minorités
goût du risque, audace	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	manque d'audace, immobilisme
honnêteté, loyauté	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	hypocrisie, fausseté

# SOPHIA

© Une recherche associée M.I.S. et EDIPRESSE

créativité, imagination, esprit novateur, avant-gardisme	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	manque d'imagination et de créativité, traditionalisme étroit, peur de la nouveauté
pragmatisme, sens du concret, plutôt manuel	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	idéaliste, un peu rêveur, plutôt intellectuel
plaisir et fierté du travail bien fait	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	manque d'engagement au travail
sens de la gestion, de la précision, de l'organisation	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	mauvais organisateur, brouillon

4. Pensez maintenant à **la Suisse en tant que pays** et non plus aux Suisses. En utilisant le même système de réponse que ci-dessus, diriez-vous que :

la démocratie suisse est une bonne démocratie qui, dans l'ensemble, fonctionne bien	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	la démocratie suisse n'est pas (ou plus) adaptée, et présente des dysfonctionnements graves
un excès de lois et de réglementations asphyxie le pays	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	la Suisse a su se doter de lois et réglementations suffisantes mais sans excès
en Suisse, chacun prend la parole; il existe un débat public riche et constructif	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	en Suisse on prend peu la parole; le débat public est pauvre
la Suisse est pauvre en projets nationaux de grande envergure	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	la Suisse est riche en projets nationaux de grande envergure
la Suisse n'a plus valeur de modèle pour les autres pays	<input type="radio"/> 1 <input type="radio"/> 2 <input type="radio"/> 3 <input type="radio"/> 4 <input type="radio"/> 5 <input type="radio"/> 6 <input type="radio"/> 7	la Suisse sert de modèle pour de nombreux pays

5. Après ce portrait "robot" de la Suisse et des Suisses, concentrez votre attention sur vous-même.

Quelles sont les principales qualités qui sous-tendent  **votre action personnelle ?**

*(4 réponses au maximum)*

- dynamisme, élan, énergie ..... 01
- souplesse, faculté d'adaptation, mobilité d'esprit ..... 02
- solidarité, générosité ..... 03
- intérêt pour les affaires publiques, participation à la vie collective ..... 04
- ouverture au monde extérieur, à l'international ..... 05
- optimisme ..... 06
- tolérance, respect des minorités ..... 07
- honnêteté, loyauté ..... 08
- créativité, imagination, esprit novateur ..... 09
- pragmatisme, sens du concret ..... 10
- sens de la gestion, de la précision, de l'organisation ..... 11
- apporter et transmettre un message, sens de la communication ..... 12
- sens de l'écoute et du dialogue ..... 13
- amour du pays, engagement pour ses valeurs ..... 14
- goût du risque, audace ..... 15
- idéalisme, sens de l'analyse intellectuelle des problèmes, "élever le débat" .. 16
- originalité de la pensée ..... 17
- réflexion à long terme ..... 18
- autre, précisez : \_\_\_\_\_

---



---



---

*Nous allons passer en revue maintenant trois des éléments historiques principaux qui ont contribué à forger l'identité nationale suisse :*

- les institutions : le fédéralisme et la démocratie directe
- la neutralité armée
- la diversité culturelle et linguistique constitutive de l'identité nationale

*Pour chaque thème nous vous demanderons de prendre position sur sa valeur et ses modalités d'application puis, vous nous ferez part des actions que vous préconisez. Nous vous proposerons quelques orientations envisageables : elles ne sont pas limitatives, n'hésitez pas à en ajouter d'autres.*



## LES INSTITUTIONS

6. Le principe du **fédéralisme et la démocratie directe**, bases de notre système politique, est-ce pour vous :

	le fédéralisme	la démocratie directe
- une valeur indiscutable, fondamentale à la Suisse et à son identité, à laquelle il ne faut pas toucher	1	1
- une valeur qui doit être adaptée à l'évolution du monde	2	2
- une valeur qui doit être remise en question dans son principe, qui n'est plus en rapport avec la réalité d'aujourd'hui	3	3

*(une réponse par colonne)*

7. Parmi les trois affirmations suivantes, laquelle correspond le mieux à votre opinion ?

- les différences entre les cantons (par exemple en matière de programmes scolaires, de justice ...) sont trop importantes et nuisent au bon fonctionnement de la Suisse; une plus grande harmonisation entre cantons s'impose ..... 1
- ou - la Suisse représente un juste équilibre entre autonomie des cantons et pouvoir fédéral; aucune modification majeure n'est souhaitable ..... 2
- ou - le pouvoir fédéral est trop important et constitue un frein au bon fonctionnement du pays; les cantons doivent acquérir une plus grande autonomie ..... 3
- autre, précisez : \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

8. En ce qui concerne les **droits populaires**, qu'est-ce qui fonctionne bien ou mal dans notre système de démocratie directe ?

	bien	mal
- nombre d'initiatives et de référendum	1	2
- nombre de signatures requis	1	2
- délais entre le dépôt de l'initiative et la votation	1	2
- double majorité peuple et cantons	1	2
- niveau d'information de la population avant les votations	1	2
- initiatives à répétition dans un délai rapproché sur le même thème	1	2

*(une réponse par ligne)*

9. Quelles sont à votre avis les principales causes de l'abstentionnisme du peuple suisse ?  
(3 réponses au maximum)

- information insuffisante des citoyens, messages ardu, mauvaise communication ..... 01
- indifférence, les Suisses ne se sentent pas concernés ..... 02
- méfiance à l'égard des autorités, des partis politiques ..... 03
- les politiciens ne tiennent pas compte des résultats des votations et donc de l'avis du peuple, sentiment d'impuissance ..... 04
- consensus démotivant (politique de compromis) ..... 05
- la politique suisse n'est pas assez personnalisée ..... 06
- déclin des idéologies, des partis politiques ..... 07
- caractère toujours plus technique des sujets de votation ..... 08
- autres, précisez : \_\_\_\_\_

---



---

10. On a dit, après la votation du 6 décembre, que le courant ne passe plus très bien entre les dirigeants (monde politique/économique) et la population. A votre avis, pour que cette situation s'améliore, que faudrait-il surtout ?

(2 réponses maximum)

- plus de transparence de la part des autorités (information directe de haut en bas) ..... 01
- que les dirigeants aient une meilleure connaissance des besoins d'information et aspirations de la population ..... 02
- que les médias montrent davantage d'objectivité ..... 03
- que les médias travaillent plus en profondeur ..... 04
- que les partis politiques aient des options plus claires, suivent une ligne politique plus précise ..... 05
- autres suggestions, précisez : \_\_\_\_\_

---



---

11. On entend dire quelquefois que la Suisse manque de vrais **leaders**. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

- oui, entièrement d'accord ..... 1
- oui, partiellement d'accord ..... 2
- pas vraiment d'accord ..... 3
- pas du tout d'accord ..... 4

12. A l'avenir que préféreriez-vous pour la Suisse : maintenir l'actuelle politique de consensus (y compris la formule magique au gouvernement) ou passer à un système d'alternance gauche / droite ?

- continuer la politique de consensus ..... 1
- passer à un système d'alternance ..... 2
- autre, précisez : \_\_\_\_\_

---

---

13. **Commentaires sur les institutions, le système politique, le principe du fédéralisme en Suisse** : Quelles **modifications** souhaiteriez-vous apporter aux mécanismes actuels de la démocratie directe en Suisse ?

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



## LA NEUTRALITE ARMEE

14. La neutralité, instrument de la politique étrangère de la Suisse, et l'armée de milice est-ce pour vous ...

	la neutralité armée	l'armée de milice
- une valeur indiscutable, fondamentale de la Suisse et de son identité à laquelle il ne faut pas toucher	1	1
- une valeur qui doit constamment être adaptée à l'évolution du monde	2	2
- une valeur dont le principe même doit être remis en question n'ayant plus de raison d'être aujourd'hui	3	3

(une réponse par colonne)

15. En fonction de votre position par rapport au principe de neutralité de la Suisse, choisissez dans la liste ci-dessous, les lignes d'action qui vous semblent les mieux adaptées à l'évolution de la politique étrangère suisse dans les années à venir :

(3 réponses au maximum)

- participation aux sanctions économiques pour les cas jugés pertinents ..... 01
- autorisation aux forces alliées d'un survol du territoire dans les circonstances qui le justifient ..... 02
- envoi de casques bleus, bérets bleus ..... 03
- engagement des forces militaires suisses aux côtés des alliés pour des situations qui l'exigeraient ..... 04
- collaboration étroite avec les pays européens dans l'optique d'une politique de défense commune qui impliquerait à terme l'abandon de la neutralité..... 05
- renforcement du rôle de médiateur de la Suisse dans la résolution des conflits internationaux ..... 06
- maintien de la Suisse comme siège des organisations internationales ..... 07
- développement d'actions spécifiques dans le domaine humanitaire ..... 08
- autres, précisez : \_\_\_\_\_

16. En renonçant totalement ou partiellement à une absolue neutralité, le rôle de la Suisse sur le plan international s'en trouverait-il à votre avis :

- renforcé, plus efficace ..... 1
- amoindri, moins efficace ..... 2
- sans grand changement ..... 3
- autre, précisez \_\_\_\_\_

17. Compte tenu du projet ARMÉE 95, qui prévoit notamment une diminution des effectifs et du temps de service (moins de cours de répétition), un raccourcissement de l'école de recrues, la disparition de la Landsturm et quelques autres allègements, diriez-vous que, ainsi modifié, le concept de défense nationale :

- vous paraît satisfaisant, il n'y a rien à changer ou presque ..... 1 → Q.19
- quelques adaptations supplémentaires sont encore souhaitables ..... 2 → Q.18
- une réforme plus profonde est nécessaire (par exemple une armée de métier ou autre concept) ..... 3 → Q.18
- l'armée 95 va trop loin, le système actuel est préférable ..... 4 → Q.18
- ne sait pas ..... 5 → Q.19

18. Pourquoi principalement n'êtes-vous pas entièrement d'accord pour le projet "Armée 95" ?  
(maximum 3 réponses)

- "Armée 95" ne s'inscrit pas dans une politique de sécurité et défense européenne ..... 01
- l'armée en perdra de sa crédibilité ..... 02
- relâchement, laxisme, baisse du niveau d'instruction ..... 03
- perte d'emplois au DMF, dans l'industrie de l'armement ..... 04
- formation d'instructeurs miliciens ..... 05
- création d'un poste d'ombudsman (médiateur) ..... 06
- l'allègement du budget militaire doit être encore plus significatif ..... 07
- le nombre de jours de service reste trop élevé, pèse trop sur les entreprises ..... 08
- il y a encore trop d'armée (inutile, coûteux) ..... 09
- autre, précisez \_\_\_\_\_



## ☞ LA SUISSE PLURICULTURELLE

21. La cohésion nationale dans la **diversité des cultures**, le respect des minorités (linguistiques, confessionnelles ...), est-ce pour vous :

- une valeur indiscutable, fondamentale à la Suisse et à son identité, qui doit donc être absolument défendue ..... 1
- une valeur qu'il ne faut plus défendre à tout prix, même s'il y a un risque de séparatisme..... 2

22. La Suisse a longtemps incarné un modèle d'heureuse cohabitation et compréhension entre plusieurs langues et cultures. S'agit-il, selon vous, **d'un mythe ou d'une réalité** ?

- *un mythe* : indifférence les uns pour les autres, ignorance, appartenance avant tout régionale et locale ..... 1
- *une réalité* : le lien confédéral est fort, il existe un patrimoine historique et culturel commun ..... 2
- autre, précisez : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

23. Pensez-vous que la **votation du 6 décembre** sur l'EEE a révélé :

- *un profond fossé culturel* résultant de mentalités si largement différentes, qu'il pourrait compromettre l'avenir commun (risque de rupture entre les régions linguistiques) ..... 1
- *certaines divergences sur l'identité suisse*, qu'il importe d'analyser dans un grand débat national qui permettra une meilleure compréhension mutuelle ..... 2
- une opposition concernant *la seule question européenne*, ce n'est qu'une péripétie dans l'histoire de la Suisse contemporaine ..... 3
- autre, précisez : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

24. D'une façon générale, diriez-vous que l'écart entre les régions linguistiques (Röstigraben) s'est vraiment creusé depuis une dizaine d'années ?

- oui, nettement ..... 1
- oui, un peu ..... 2
- non, la situation reste toujours à peu près la même ..... 3

25. Quel que soit votre avis sur l'ampleur du fossé entre les régions linguistiques, **quels remèdes** proposeriez-vous pour une meilleure connaissance mutuelle, une meilleure communication et un renforcement du lien confédéral, dans le respect des minorités ?

*(maximum 3 réponses)*

- sensibilisation à l'école, dans l'enseignement en général, à l'université (apprentissage des langues, échanges d'élèves, d'étudiants, information sur les autres régions, ...) ..... 01
- actions dans les médias (information, débats, mieux faire connaître les autres régions, présenter des personnalités des autres régions, traductions d'articles de presse, d'émissions TV, etc.) ..... 02
- meilleure diffusion des oeuvres littéraires, théâtrales, cinématographiques (par un subventionnement des traductions par exemple ) ..... 03
- apprentissage du Suisse allemand en complément (ou remplacement) du Hochdeutsch dans les écoles romandes et tessinoises. .... 04
- initiatives privées pour un rapprochement vécu (séjour demi-prix, invitations) ..... 05
- moins de dialecte dans les médias alémaniques, dans les rencontres avec les Romands, retour à la pratique de l'allemand ..... 06
- stricte application du principe de territorialité ..... 07
- plus de souplesse dans le principe de territorialité ..... 08
- respect des minorités dans l'administration fédérale et la vie politique, meilleure représentation des régions ..... 09
- autres moyens, précisez : \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

26. Ce fossé linguistique est-il à votre avis le **clivage dominant** en Suisse, ou y en a-t-il d'autres qu'il faudrait également prendre en compte ?

- oui, c'est le clivage dominant ..... 01
- non, d'autres clivages sont aussi importants ..... 02
- non, d'autres clivages sont plus importants ..... 03

Si d'autres clivages sont à prendre en compte, lesquels en particulier ?

- ville / campagne ..... 04
- âge ..... 05
- sexe ..... 06
- niveau d'instruction ..... 07
- religion ..... 08
- niveau des revenus ..... 09
- cantons riches/pauvres .... 10
- sensibilité politique ..... 11
- autre, précisez : \_\_\_\_\_

27. Pour l'**avenir**, avez-vous pleinement **confiance** ou non en une Suisse multiculturelle, toujours unie dans ses différences ? D'ici la fin du siècle :

- vous pensez que les Suisses continueront à bien vivre ensemble, plus ou moins harmonieusement, comme par le passé ..... 1
- vous avez quelques doutes sur la solidité du lien confédéral ..... 2
- vous êtes plutôt pessimiste, vous craignez une grave crise interne ..... 3
- autre, précisez : \_\_\_\_\_

28. **Commentaire sur la Suisse multiculturelle** : \_\_\_\_\_

---

---

---

---

---

---

---

## 2ème PARTIE

### LE BILAN : ANALYSE DETAILLÉE

29. Nous allons aborder maintenant un certain nombre de thèmes qui concernent directement le peuple et la société suisse.

Parmi ces sujets, certains exigent d'être traités urgemment, d'autres peuvent sembler mineurs.

Dans le tableau ci-dessous, indiquez pour chaque sujet le **degré d'urgence** des éventuelles mesures à envisager.

	Bilan grave Priorité absolue (3 maximum !)	Bilan préoccupant; action rapide	Quelques inquié- tudes; aménage- ments à moyen terme	Bilan satisfaisant; maintenir le "statu quo"
- la situation économique	1	2	3	4
- le chômage	1	2	3	4
- la politique agricole	1	2	3	4
- la protection de l'environnement	1	2	3	4
- l'énergie	1	2	3	4
- les transports	1	2	3	4
- la formation, l'éducation	1	2	3	4
- la recherche & le dévelop- pement, l'innovation technologique	1	2	3	4
- la culture	1	2	3	4
- la télévision, la presse écrite et la radio	1	2	3	4
- la sécurité, criminalité, justice	1	2	3	4
- l'immigration, l'asile	1	2	3	4
- la protection sociale	1	2	3	4
- le coût de la santé	1	2	3	4
- la drogue	1	2	3	4

*(une réponse par ligne)*

30. Tous ces thèmes concernent la vie économique ou sociale, et sont donc communs à tous les pays européens.

Pour chacun d'eux, dites-nous si la situation en Suisse vous semble **plus ou moins satisfaisante que dans les autres pays** qui nous entourent, ou à peu près identique

	plus satisfaisant en Suisse	moins satis- faisant en Suisse	identique	ne sait pas
- la situation économique	1	2	3	4
- le chômage	1	2	3	4
- la politique agricole	1	2	3	4
- la protection de l'environnement	1	2	3	4
- l'énergie	1	2	3	4
- les transports	1	2	3	4
- la formation, l'éducation	1	2	3	4
- la recherche & le dévelop- pement, l'innovation technologique	1	2	3	4
- la culture	1	2	3	4
- la télévision, la presse écrite et la radio	1	2	3	4
- la sécurité, criminalité, justice	1	2	3	4
- l'immigration, l'asile	1	2	3	4
- la protection sociale	1	2	3	4
- le coût de la santé	1	2	3	4
- la drogue	1	2	3	4

*(une réponse par ligne)*

31. Dans chacun de ces domaines de la vie publique, les autorités (fédérales, cantonales ...) suivent une politique, définissent des actions, consacrent des budgets.

Nous aimerions connaître votre jugement sur la façon dont sont actuellement traités ces sujets.

	est traité convenablement	doit être abordé un peu différemment	doit être abordé très différemment	ne sait pas
- la situation économique	1	2	3	4
- le chômage	1	2	3	4
- la politique agricole	1	2	3	4
- la protection de l'environnement	1	2	3	4
- l'énergie	1	2	3	4
- les transports	1	2	3	4
- la formation, l'éducation	1	2	3	4
- la recherche & le développement, l'innovation technologique	1	2	3	4
- la culture	1	2	3	4
- la télévision, la presse écrite et la radio	1	2	3	4
- la sécurité, criminalité, justice	1	2	3	4
- l'immigration, l'asile	1	2	3	4
- la protection sociale	1	2	3	4
- le coût de la santé	1	2	3	4
- la drogue	1	2	3	4

*(une réponse par ligne)*

32. Et comment voyez-vous l'avenir ? A votre avis, **comment vont évoluer** ces différents problèmes dans les 5 prochaines années en Suisse ?

Indiquez pour chaque thème la tendance qui vous paraît la plus probable. Est-ce que cela ira ...

	beaucoup mieux	un peu mieux	sans changement	un peu moins bien	beaucoup moins bien	ne sait pas
- la situation économique	1	2	3	4	5	6
- le nombre des chômeurs	1	2	3	4	5	6
- la politique agricole	1	2	3	4	5	6
- la protection de l'environnement	1	2	3	4	5	6
- l'énergie	1	2	3	4	5	6
- les transports	1	2	3	4	5	6
- la formation, l'instruction	1	2	3	4	5	6
- la recherche & le développement, l'innovation	1	2	3	4	5	6
- la culture	1	2	3	4	5	6
- la télévision, la presse écrite et la radio	1	2	3	4	5	6
- la sécurité, criminalité, justice	1	2	3	4	5	6
- l'immigration, l'asile	1	2	3	4	5	6
- la protection sociale	1	2	3	4	5	6
- le coût de la santé	1	2	3	4	5	6
- la drogue	1	2	3	4	5	6

*(une réponse par ligne)*

Nous allons dans la suite de ce questionnaire aborder successivement certains de ces thèmes de manière plus détaillée.

## THEME 1 : ECONOMIE ET CHOMAGE

33. Quelles actions immédiates vous semblent les plus efficaces afin de faire face aux problèmes liés au chômage actuel ?

	priorité absolue (3 maxi)	utile	inutile	ne sait pas
- cours de perfectionnement pour les chômeurs afin de favoriser leur réinsertion dans la vie active	1	2	3	4
- prolonger la durée d'indemnisation sans toucher au montant des allocations	1	2	3	4
- prolonger la durée d'indemnisation en abaissant pour certains chômeurs les allocations (de 80% du salaire à 70%)	1	2	3	4
- aide financière à l'embauche de chômeurs	1	2	3	4
- réduction du temps de travail et des salaires, redistribution générale du travail	1	2	3	4
- abaissement de l'âge de la retraite	1	2	3	4
- déplafonnement des hauts salaires non soumis à cotisation	1	2	3	4
- augmentation des cotisations à l'assurance-chômage	1	2	3	4
- mission temporaire de nos chômeurs à l'étranger à titre d'aide au développement économique (pays de l'Est par exemple)	1	2	3	4
- autre, précisez : _____				

34. Et quelles actions vous semblent pertinentes pour régler à moyen terme la situation de l'économie et du chômage ?

	priorité absolue (3 maxi)	utile	inutile	ne sait pas
- formation permanente afin de permettre des reconversions éventuelles	1	2	3	4
- meilleure adéquation des études supérieures (université, etc. ...) à la vie professionnelle	1	2	3	4
- valorisation de l'apprentissage, maturité professionnelle, adaptation des programmes d'étude	1	2	3	4
- actions en faveur des investissements, de la création d'entreprise, du capital-risque	1	2	3	4
- libéralisation de l'économie, poursuite du démantèlement des cartels	1	2	3	4
- ouverture sur l'Europe	1	2	3	4
- aide à l'exportation	1	2	3	4
- aide à la recherche, à l'innovation technique	1	2	3	4
- programmes de relance économique	1	2	3	4

- autre, précisez : \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

35. **Commentaires** : qu'avez-vous encore à dire sur ce thème ? Quelles causes à la crise ? Pourquoi la Suisse alémanique est-elle moins touchée ? De quelles ressources la Suisse dispose-t-elle pour relancer l'économie et lutter contre le chômage ? Qu'attendez-vous des entreprises ? Partage du temps de travail ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

## THEME 2 : L'ENVIRONNEMENT

36. La protection de l'environnement est un domaine complexe, à multiples facettes. A votre avis, avec quelle efficacité les différents aspects de la protection globale de l'environnement mentionnés ci-dessous **sont-ils actuellement traités** en Suisse par les instances concernées ?

	Est traité convenablement	Doit être abordé un peu différemment	Doit être abordé très différemment	ne sait pas
- Sauvegarde des sites	1	2	3	4
- Protection de la faune et de la flore	1	2	3	4
- Qualité de l'air	1	2	3	4
- Qualité de l'eau	1	2	3	4
- Gestion des déchets	1	2	3	4

*(une réponse par ligne)*

37. Les intérêts de l'environnement sont très fréquemment **en conflit direct** avec les intérêts **immédiats de l'industrie** (usines, transports routiers, production d'énergie hydro-électrique ...), de l'agriculture intensive (engrais, pesticides, ...) et du tourisme (transformation des sites de montagne).

Laquelle des trois affirmations suivantes correspond le mieux à votre opinion ?

- à terme, la protection de l'environnement représente un enjeu fondamental et doit être prioritaire, même au prix d'une baisse de la consommation, des revenus, de l'économie en général ..... 1
- les progrès dans le domaine de la protection de l'environnement doivent être réalisés, mais à petits pas afin de sauvegarder en même temps les intérêts économiques du pays ..... 2
- le problème de l'environnement existe, mais il est beaucoup moins grave qu'on ne le dit généralement, et il ne faudrait pas compromettre pour cela la croissance économique du pays ..... 3
- autre, précisez : \_\_\_\_\_

38. Parmi les actions suivantes, lesquelles vous semblent prioritaires ?

	priorité absolue (3 maxi)	utile	inutile	ne sait pas
- constitution de réserves naturelles en zones protégées	1	2	3	4
- mesures de dissuasion du trafic routier	1	2	3	4
- limitation de l'utilisation des engrais et pesticides	1	2	3	4
- obligation aux industriels de dépolluer leurs émissions toxiques	1	2	3	4
- construction de stations d'épuration partout où elles n'existent pas encore	1	2	3	4
- limitation des constructions nouvelles en station de montagne	1	2	3	4
- mesures incitatives aux économies d'énergie ( transports collectifs plutôt qu'individuels; limitation du chauffage à 20°)	1	2	3	4
- incitation au reboisement	1	2	3	4
- gestion plus écologique des déchets domestiques (recyclage poussé, incinération pour produire du chauffage ...)	1	2	3	4
- aide aux paysans de montagne pour sauvegarder les sites	1	2	3	4
- réduction des emballages inutiles de la part des fabricants	1	2	3	4
- généralisation des taxes sur les déchets ménagers	1	2	3	4

- autre, précisez : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

(une réponse par ligne)



## THEME 3 : L'ENERGIE

Nous abordons ici la question de la politique énergétique de la Suisse et du choix des sources d'énergie.

41. Quels sont à votre avis **les critères** qui doivent principalement déterminer les choix stratégiques de la Suisse sur le plan énergétique ?

(cochez 2 réponses au maximum)

- les facteurs purement économiques; la satisfaction des besoins en énergie au moindre coût ..... 1
- l'autonomie de la Suisse, en particulier la non-dépendance de pays à haut risque politique ..... 2
- l'absence de pollution, le respect de l'environnement, la protection de la population ..... 3
- autres, précisez : \_\_\_\_\_

42. Quelles options préconisez-vous en matière de politique énergétique de la Suisse à moyen terme ?

	priorité absolue (3 maxi)	utile	inutile	ne sait pas
- arrêt total du nucléaire après le moratoire	1	2	3	4
- reprise du programme nucléaire, construction de nouvelles centrales	1	2	3	4
- accroissement de la puissance des centrales nucléaires actuelles sans construction nouvelle	1	2	3	4
- augmentation des importations de gaz naturel, d'électricité	1	2	3	4
- développement de l'exploitation de l'énergie hydro-électrique en Suisse	1	2	3	4
- recherche plus poussée des énergies renouvelables (solaire, éolienne)	1	2	3	4
- économies au niveau des consommateurs, des fabricants, mesures d'encouragement, taxes dissuasives	1	2	3	4
- nouvelles mesures envers le trafic routier (restrictions, limitations de vitesse)				
- développement du rail, des transports publics	1	2	3	4

- autre, précisez : \_\_\_\_\_

(une réponse par ligne)

43. **Commentaires** : Qu'avez-vous encore à dire sur ce sujet : production - consommation - indépendance énergétique - achat de nucléaire à l'étranger - projets récents (Cleuson, Dixence, Grimsel, centrale solaire dans le Jura, etc.) ?

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

44. **Les transports** : Il nous est impossible de traiter du chapitre des transports plus longuement. Cependant, veuillez nous indiquer ci-dessous tous commentaires que vous pourriez faire à ce sujet : politique à suivre ? Rail, routes, aéroports ? Stratégie européenne ?

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## THEME 4 : LA FORMATION, L'EDUCATION, LA RECHERCHE

45. Quels sont d'après vous les points forts et les points faibles de la Suisse dans le domaine de l'éducation ?

	point fort	point faible	ni l'un l'autre	ne sait pas
- éducation scolaire de base (primaire)	1	2	3	4
- formation professionnelle, apprentissage, écoles techniques	1	2	3	4
- université	1	2	3	4
- écoles polytechniques	1	2	3	4
- qualité des écoles privées	1	2	3	4
- sélection/qualité des enseignants	1	2	3	4
- autonomie cantonale en matière d'instruction	1	2	3	4
- orientation précoce des élèves	1	2	3	4
- système de passerelles entre filières éducatives	1	2	3	4
- système de sélection pour les études supérieures	1	2	3	4
- adéquation de l'enseignement aux besoins de l'économie	1	2	3	4
- conceptions pédagogiques	1	2	3	4
- qualité globale des diplômes suisses	1	2	3	4
- autre, précisez : _____				
_____				
_____				

(une réponse par ligne)

46. Pour ce qui est de la recherche et l'innovation technologique, dans quels domaines la Suisse a-t-elle de l'avance ou du retard par rapport aux autres pays occidentaux ?

*Nous abordons ici des sujets spécialisés. Même si vous n'êtes pas ferrés en la matière, notez l'image que vous vous faites de la Suisse dans les domaines suivants :*

	La Suisse a de l'avance	La Suisse a du retard	Ni avance ni retard	ne sait pas
- médecine	1	2	3	4
- pharmacie	1	2	3	4
- biotechnologie	1	2	3	4
- génétique	1	2	3	4
- physique/nucléaire	1	2	3	4
- chimie	1	2	3	4
- matériaux	1	2	3	4
- énergies douces, renouvelables	1	2	3	4
- sciences humaines	1	2	3	4
- informatique	1	2	3	4
- télécommunication	1	2	3	4
- autre, précisez : _____				
_____				
_____				

*(une réponse par ligne)*

47. Quels sont d'après vous les **points forts** et les **points faibles** de la Suisse dans le domaine de la recherche et de l'innovation ?

Quels sont les facteurs qui ont principalement contribué à ses réussites et à ses échecs ?

	point fort	point faible	ni l'un, ni l'autre	ne sait pas
- l'activité dans le dépôt de brevets	1	2	3	4
- la présence en Suisse de centres de recherche internationaux	1	2	3	4
- la qualité de la liaison entre laboratoires de recherche et industrie	1	2	3	4
- les subventions accordées à la recherche	1	2	3	4
- la qualité des structures de la recherche en Suisse (conditions favorables)	1	2	3	4
- la participation de la Suisse à des programmes de recherche européens, internationaux	1	2	3	4
- qualité des chercheurs suisses	1	2	3	4
- autres, précisez : _____				

*(une réponse par ligne)*

48. **Commentaires** : qu'avez-vous encore à dire au sujet de la formation, de la recherche et de l'innovation ? Faut-il investir davantage sur la formation en général ? Qui doit le faire ? Développement des échanges ? Nouvelle maturité fédérale ? Conséquences du rejet de l'EEE ? etc.

---



---



---



---



---



---

## THEME 5 : LA CULTURE

Nous pensons ici au soutien et à l'encouragement des artistes, à l'intensité et la qualité des manifestations culturelles ainsi qu'au rayonnement culturel de la Suisse dans le monde.

49. Diriez-vous que, par rapport à d'autres pays proches, **la place** qui est faite en Suisse à la culture est :

au niveau ...

	du soutien des pouvoirs publics à tous les niveaux	de l'intérêt de la population
- plus grande qu'ailleurs	1	1
- moins grande qu'ailleurs	2	2
- à peu près la même	3	3
- ne sait pas	4	4

*(une réponse par colonne)*

50. On entend parfois certaines idées à propos de **la culture**. Pour chacune des phrases suivantes, dites-nous si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout :

	tout à fait d'accord	plutôt d'accord	plutôt pas d'accord	pas d'accord du tout
- pour pouvoir s'exprimer et exister pleinement, les artistes suisses doivent partir à l'étranger	1	2	3	4
- la part du budget de la Confédération à la culture est insuffisant par rapport aux attentes de la population	1	2	3	4
- en Suisse, l'aide à la culture passe par les communes, les cantons, le soutien de l'économie et de quelques mécènes; cette décentralisation est bénéfique	1	2	3	4

*(une réponse par ligne)*

51. Quels **changements** souhaiteriez-vous voir en terme de politique culturelle ? Quelles sont vos **suggestions** ? Y a-t-il selon vous des domaines à privilégier ou la méthode du "saupoudrage" se justifie-t-elle ? Qu'attendez-vous des pouvoirs publics ? de l'initiative privée ? des artistes eux-mêmes ?

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

52. **Commentaires** : qu'avez-vous encore à dire sur ce sujet ? Domaines dans lesquels la Suisse excelle ? Rayonnement culturel de la Suisse à l'étranger ? Vie des artistes / les créateurs en Suisse aujourd'hui ? Manque de créativité artistique ?

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## THEME 6 : LES MEDIAS

53. En pensant tout particulièrement à votre région linguistique, quel est votre degré de **satisfaction globale** en ce qui concerne les médias ?

	tout-à-fait satisfait	relativement satisfait	plutôt insatisfait	très insatisfait	pas d'opinion
- Télévision	1	2	3	4	5
- Radio	1	2	3	4	5
- Presse quotidienne	1	2	3	4	5
- Presse magazine	1	2	3	4	5
- Presse spécialisée	1	2	2	4	5

*(une réponse par ligne)*

54. Nous aimerions faire le bilan des **points forts** et des **points faibles** qui, selon vous, caractérisent la télévision, la radio et la presse écrite.

Diriez-vous qu'on trouve à la Télévision et à la Radio (de votre région linguistique) et dans la Presse :

	Télévision		Presse		Radio	
	oui	non	oui	non	oui	non
- recherche du sensationnel	1	2	1	2	1	2
- exploitation du fait divers	1	2	1	2	1	2
- informations objectives, non partisans	1	2	1	2	1	2
- analyses en profondeur	1	2	1	2	1	2
- journalistes compétents, professionnels	1	2	1	2	1	2
- respect des personnes et de leurs propos lors des reportages	1	2	1	2	1	2
- émissions / articles variés pour répondre à tous les goûts	1	2	1	2	1	2
- émissions / articles de bonne qualité, d'un bon niveau	1	2	1	2	1	2
- reportages originaux	1	2	1	2	1	2

*(trois réponses par ligne : pour TV, presse et radio)*

55. On dit que les médias ont **un pouvoir important** sur l'opinion publique. Jugez-vous que ce pouvoir

	oui	non	ne sait pas
- est bien utilisé, pour le bien général	1	2	3
- nuit à l'exercice de la démocratie	1	2	3
- représente un contre-poids utile face aux pouvoirs (politique, économique, lobbies)	1	2	3
- contribue à la manipulation des opinions	1	2	3

56. L'ampleur du rôle des médias dans nos sociétés modernes exige-t-il à votre avis une **déontologie** plus haute, ou la situation actuelle vous semble-t-elle satisfaisante ?

- déontologie plus haute ..... 1
- situation satisfaisante ..... 2

57. A votre avis, comment les médias vont-ils **évoluer** en Suisse dans les 2 à 3 années à venir ?

	oui	non	ne sait pas
- l'indépendance des médias est menacée, ils subiront des pressions accrues de la part du pouvoir politique, économique	1	2	3
- par rapport à aujourd'hui, le pouvoir des médias sur l'opinion ne fera que s'accroître	1	2	3
- le pouvoir des médias va diminuer par la multiplication des sources d'informations du public	1	2	3

58. **Commentaires** : qu'avez-vous encore à dire sur les médias en Suisse ? Vos craintes, vos espoirs, vos doutes, vos certitudes ?

---



---



---



---



---

## THEME 7 : L'IMMIGRATION ET L'ASILE

59. La Suisse compte aujourd'hui **environ 18% d'étrangers** (plus d'un habitant sur 6) en moyenne nationale et, dans certains cantons comme Vaud et Genève, 30% et plus. Elle accueille aussi provisoirement, chaque année, plusieurs dizaines de milliers de requérants d'asile.

Pour chacune des affirmations suivantes, dites-nous si, personnellement, vous y adhérez ou non.

	tout à fait d'accord	partiellement d'accord	pas d'accord	sans opinion
- il y a surpopulation étrangère en Suisse, le seuil de tolérance est dépassé (problèmes culturels ...)	1	2	3	4
- la main d'oeuvre étrangère est absolument nécessaire à l'économie, assure la prospérité du pays	1	2	3	4
- même sans EEE, le statut du saisonnier doit disparaître	1	2	3	4
- les travailleurs étrangers prennent le travail des Suisses au chômage	1	2	3	4
- compte tenu du vieillissement de la population suisse, les travailleurs étrangers rééquilibrent la démographie	1	2	3	4
- si l'insécurité et la criminalité augmentent en Suisse, c'est en bonne partie à cause des étrangers	1	2	3	4
- la naturalisation des étrangers établis en Suisse depuis quelques années devrait être facilitée	1	2	3	4
- on devrait accorder le droit de vote aux étrangers qui résident en Suisse depuis 10 ans au moins (sur le plan communal/cantonal)	1	2	3	4
- par principe, nos frontières doivent rester grand ouvertes	1	2	3	4

*(une réponse par ligne)*



## THEME 8 : LA PROTECTION SOCIALE

62. Quelle est votre opinion concernant la façon dont les autorités suisses abordent les différents domaines de la protection sociale (AVS, assurance chômage, prévoyance professionnelle, assurance maladie).

Comment trouvez-vous que ces questions sont traitées actuellement par les instances concernées :

	Est traitée convenablement	Doit être abordée un peu différemment	Doit être abordée très différemment	ne sait pas
- AVS	1	2	3	4
- Assurance chômage	1	2	3	4
- Prévoyance professionnelle	1	2	3	4
- Assurance maladie	1	2	3	4
- Assurance invalidité	1	2	3	4

(une réponse par ligne)

63. AVS

Quelles options préconisez-vous en matière d'AVS ?

	priorité absolue (3 maxi)	utile	inutile (non)	ne sait pas
- abaisser l'âge de la retraite pour les hommes	1	2	3	4
- unifier l'âge pour les hommes et les femmes	1	2	3	4
- tenir compte du nombre d'enfants pour l'âge de la retraite des femmes	1	2	3	4
- tenir compte d'un revenu théorique pour les femmes qui élèvent leurs enfants au foyer	1	2	3	4
- augmenter les rentes pour tous	1	2	3	4
- augmenter les rentes uniquement pour les petits revenus	1	2	3	4
- mêmes rentes pour tous quel que soit le montant des cotisations	1	2	3	4
- splitting (calcul de la rente individuelle)	1	2	3	4
- augmenter les cotisations pour garantir le financement à long terme	1	2	3	4

- autre, précisez : \_\_\_\_\_

## 64. Prévoyance professionnelle

Quelles options préconisez-vous en matière de prévoyance professionnelle ?

	priorité absolue (1 maxi)	utile	inutile (non)	ne sait pas
- adopter le libre passage intégral entre les différentes caisses	1	2	3	4
- modifier le taux d'épargne progressif en fonction de l'âge, qui pèse sur les cotisations	1	2	3	4
- possibilité de toucher le capital pour acquérir un logement	1	2	3	4
- modifier les limites du salaire pris en compte, déplafonnement	1	2	3	4
- autre, précisez : _____				

## 65. Assurance maladie

Quelles options préconisez-vous en matière d'assurance maladie pour lutter contre l'explosion des coûts de la santé ?

	priorité absolue (3 maxi)	utile	inutile (non)	ne sait pas
- prélever les cotisations en fonction du revenu	1	2	3	4
- augmenter les subventions aux caisses	1	2	3	4
- améliorer l'égalité entre assurés (sexe - âge)	1	2	3	4
- accorder plus d'autonomie aux cantons	1	2	3	4
- augmenter la participation des assurés aux frais, les franchises	1	2	3	4
- instaurer un système de bonus-malus	1	2	3	4
- adopter l'AVS-plus : assurance maladie étatisée pour les personnes les plus âgées	1	2	3	4
- système des centres HMO (Health Maintenance Organization)	1	2	3	4
- autre, précisez : _____				

66. La plupart des problèmes de protection sociale qui se posent actuellement en Suisse découlent du vieillissement de la population. Comment voyez-vous l'avenir à ce sujet ? Que préconisez-vous en la matière ?

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

67. **Commentaires** : qu'avez-vous encore à dire sur ce thème de la protection sociale ? Forces et faiblesses de notre système ? Quels sont les oubliés du système ? Mesures les plus urgentes ? Politique familiale en Suisse ? Menaces pour la paix sociale ?

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## PRISE EN CHARGE DES PROBLEMES

68. A qui faites-vous le plus confiance pour prendre en charge et trouver de bonnes solutions aux différents problèmes suivants. *Pour couvrir l'ensemble des possibilités de réponses, la liste ci-dessous est exhaustive. Il s'agit bien entendu de faire ses choix en fonction de chacun des thèmes évoqués.*

	économie chômage	environ- nement	énergie	formation éducation recherche	culture	médias	immigr. asile	protect. sociale
- Confédération / gouver- nement	01	01	01	01	01	01	01	01
- Autorités cantonales / communales	02	02	02	02	02	02	02	02
- Initiative privée	03	03	03	03	03	03	03	03
- Industrie	04	04	04	04	04	04	04	04
- Scientifiques/chercheurs des universités	05	05	05	05	05	05	05	05
- Syndicats	06	06	06	06	06	06	06	06
- Au public / consomma- teur / associations de consommateurs	07	07	07	07	07	07	07	07
- Mouvements écologistes (WWF, Greenpeace ...)	08	08	08	08	08	08	08	08
- Aux partis politiques	09	09	09	09	09	09	09	09
- Conférences interna- tionales	10	10	10	10	10	10	10	10
- Institutions internationales (ONU, BIT, CICR ...)	11	11	11	11	11	11	11	11
- Institutions religieuses	12	12	12	12	12	12	12	12
- Médecins, aide sociale	13	13	13	13	13	13	13	13
- Police, justice	14	14	14	14	14	14	14	14
- Concertation de tous les milieux concernés	15	15	15	15	15	15	15	15
- Vous ne faites confiance à personne / pessimisme	16	16	16	16	16	16	16	16

- Autre, précisez : \_\_\_\_\_

## 3ème PARTIE

### LE PASSE ET L'AVENIR

69. **Par rapport à la Suisse "d'avant", celle de votre propre jeunesse, comment jugez-vous la Suisse d'aujourd'hui ? Est-elle à vos yeux :**

	beaucoup mieux	un peu mieux	plus ou moins la même	un peu moins bien	beaucoup moins bien	ne sait pas
- sur le plan matériel (niveau de vie, confort, argent)	1	2	3	4	5	6
- sur le plan de l'environnement, qualité de vie	1	2	3	4	5	6
- sur le plan social (acquis sociaux)	1	2	3	4	5	6
- sur le plan culturel (multilinguisme, échanges ...)	1	2	3	4	5	6
- sur le plan des valeurs morales/spirituelles	1	2	3	4	5	6
- sur le plan de l'éducation (formation/recherche)	1	2	3	4	5	6
- sur le plan de l'ouverture au monde	1	2	3	4	5	6
- sur le plan de sa confiance en elle, son optimisme	1	2	3	4	5	6

*(une réponse par ligne)*

70. Selon vous, **qu'est-ce que la Suisse a perdu**, par rapport à vos souvenirs, idéalisés ou non ?

---



---



---



---



---



---



---

71. Comment imaginez-vous l'avenir de la Suisse d'ici la fin du siècle ? Pensez-vous qu'elle sera ... ?

	beaucoup mieux	un peu mieux	plus ou moins la même	un peu moins bien	beaucoup moins bien	ne sait pas
- sur le plan matériel (niveau de vie, confort, argent)	1	2	3	4	5	6
- sur le plan de l'environnement, qualité de vie	1	2	3	4	5	6
- sur le plan social (acquis sociaux)	1	2	3	4	5	6
- sur le plan culturel (multilinguisme, échanges ...)	1	2	3	4	5	6
- sur le plan des valeurs morales/spirituelles	1	2	3	4	5	6
- sur le plan de l'éducation (formation/recherche)	1	2	3	4	5	6
- sur le plan de l'ouverture au monde	1	2	3	4	5	6
- sur le plan de sa confiance en elle, son optimisme	1	2	3	4	5	6

*(une réponse par ligne)*

72. D'ici la fin du siècle, comment pensez-vous que la Suisse aura évolué ? Elle ...

	oui	non	ne sait pas
- jouera un rôle plus important en Europe	1	2	3
- jouera un rôle plus important dans le monde	1	2	3
- aura adhéré à la Communauté Européenne	1	2	3
- aura adhéré à l'ONU	1	2	3

*(une réponse par ligne)*



75. On entend parfois dire que, à l'heure actuelle, la Suisse manque de **grands projets**, qui lui permettraient de se définir. Parmi les suggestions suivantes, quels projets vous paraissent les plus mobilisateurs ?

(3 réponses au maximum)

- Swissmetro/autres prouesses techniques analogues ..... 01
- la défense de l'environnement ..... 02
- la construction de l'Europe communautaire ..... 03
- l'aide au Tiers Monde (contre la désertification / famine, pour le développement) 04
- la recherche médicale de pointe (cancer, sida) ..... 05
- l'oecuménisme, le rapprochement des religions ..... 06
- l'aide au développement économique des pays de l'Est ..... 07
- la conquête de l'espace ..... 08
- l'organisation des Jeux Olympiques en Suisse ..... 09
- autre, précisez : \_\_\_\_\_

---

---

---

76. Si vous songez maintenant à votre situation personnelle dans la Suisse d'aujourd'hui, avez-vous **des souhaits, des projets** qui vous tiennent à coeur et que vous souhaitez voir se réaliser dans un avenir plus ou moins proche ?

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## DESCRIPTIF PERSONNEL

- |   |   |
|---|---|
| <p>1. Etes-vous ...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- homme ..... 1</li> <li>- ou femme ..... 2</li> </ul><br><p>3. Quel est votre canton de résidence ?</p> <p>_____</p><br><p>5. Quelle est votre langue maternelle ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- français ..... 1</li> <li>- allemand ..... 2</li> <li>- italien ..... 3</li> <li>- romanche ..... 4</li> <li>- anglais ..... 5</li> <li>- autre, précisez _____</li> </ul> <p>_____</p><br><p>7. Quelle est la dernière école que vous avez fréquentée ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- école primaire / prim sup. .... 1</li> <li>- secondaire / collège ..... 2</li> <li>- école professionnelle/apprentissage 3</li> <li>- Gymnase / école de commerce .... 4</li> <li>- Technicum/ESCEA/école normale . 5</li> <li>- Université/ Hautes écoles/ Poly .... 6</li> </ul><br><p>9. Exercez-vous une fonction politique ou un mandat politique ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- non, aucun ..... 0</li> <li>- oui, le(s)quel(s) ? _____</li> </ul> <p>_____</p> | <p>2. Quel est votre âge ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- moins de 40 ans ..... 1</li> <li>- 40 à 54 ans ..... 2</li> <li>- 55 à 64 ans ..... 3</li> <li>- 65 ans et plus ..... 4</li> </ul><br><p>4. Quel est le canton où se développe votre activité principale ?</p> <p>_____</p><br><p>6. Quelle autre langue pratiquez-vous ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- français ..... 1</li> <li>- allemand ..... 2</li> <li>- italien ..... 3</li> <li>- romanche ..... 4</li> <li>- anglais ..... 5</li> <li>- autre, précisez _____</li> </ul> <p>_____</p><br><p>8. Quelle est votre profession ?</p> <p>_____</p> <p>_____</p><br><p>10. De quelle tendance politique vous sentez-vous le plus proche ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- extrême droite ..... 1</li> <li>- droite ..... 2</li> <li>- centre droite ..... 3</li> <li>- centre ..... 4</li> <li>- centre gauche ..... 5</li> <li>- gauche ..... 6</li> <li>- extrême gauche ..... 7</li> <li>- autre : _____</li> </ul> <p>_____</p> |
|---|---|

*Nous vous remercions très sincèrement d'avoir bien voulu participer à cette recherche.*

*Vous serez bien entendu personnellement invité(e) à la présentation des résultats, et recevrez le rapport de synthèse.*